Les Temps Modernes

6e année REVUE MENSUELLE n° 62

DIRECTEUR : JEAN-PAUL SARTRE

Décembre 1950

EXPOSÉS

NOTES



Rédaction, administration : 30, rue de l'Université, Paris

Les Temps Modernes

revue mensuelle
paraît le premier du mois sur 192 pages

Directeur
JEAN-PAUL SARTRE

o

La Revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés

La rédaction reçoit sur rendez-vous

o

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

30, rue de l'Université, Paris-7e - Tél. LITtré 27-37

o

PRIX DE VENTE AU NUMÉRO

France : 130 fr.

o

TARIF D'ABONNEMENT

	SIX MOIS	UN AN
France et Union Française......	700 fr.	1.400 fr.
Étranger........................	860 fr.	1.720 fr.

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6999-04

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE
Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 20 fr.

Les Temps Modernes

MAC ARTHUR ET L'AFFAIRE DE CORÉE

La guerre de Corée devait être une rude épreuve pour les États-Unis. Elle éclatait à un moment où, avec le retour au principe du « bipartisanisme » — par la nomination de M. John Foster Dulles comme conseiller de M. Dean Acheson pour les affaires d'Extrême-Orient — la politique étrangère du gouvernement était passée à nouveau sous le contrôle effectif des républicains et, de ce fait, se trouvait déjà emportée par les tendances « asiatiques ».

Il est vrai que la querelle entre républicains et démocrates semblait être dépassée, par le fait brutal de la guerre, dans une atmosphère d' « union sacrée », puisque la grande question qui se posait alors à tous les esprits était de savoir si cette guerre n'était pas une agression soviétique par « satellite interposé », Moscou s'étant décidé à passer aux actes pour réaliser — selon les prévisions des « experts » du département d'État et du Pentagone — son « programme de domination mondiale », ce qui serait le prélude à une nouvelle guerre générale.

Mais le gouvernement et ses adversaires républicains s'étaient trouvés vite divisés sur le fond même du problème. Si le gouvernement était vraiment convaincu qu'il se trouvait en présence d'une agression soviétique, il aurait certainement dû agir dès le début en conséquence, suivant sa résolution maintes fois proclamée d' « opposer la force à la force »; et l'on aurait trouvé cela tout naturel.

Or le gouvernement américain n'était point fixé sur le caractère, voire sur les origines et les objectifs de la guerre de Corée. Avant de se prononcer à ce sujet il voulait voir quelle serait l'attitude des Russes, et sa tendance était plutôt de considérer cette guerre comme une guerre civile coréenne. Et déjà de ce fait il se

trouvait en conflit avec l'opposition républicaine et les militaires, pour qui la guerre de Corée n'était pas seulement la confirmation de leur politique farouchement antisoviétique, mais aussi une justification de leur politique asiatique et une « occasion » pour la développer jusqu'à ses extrêmes conséquences. Si bien que la guerre de Corée s'était placée dès le début dans le cadre du drame de la politique américaine et évoluait à l'intérieur de ce cadre autant que dans celui de la crise internationale.

***

La guerre de Corée avait en effet le caractère d'une guerre civile. Les « deux Corées » étaient séparées d'une façon arbitraire et artificielle par le 38e parallèle, qui avait été choisi à la conférence de Potsdam comme ligne de démarcation temporaire des deux zones d'opérations militaires : soviétique et américaine. Dans la pensée des « alliés » de cette époque, cette ligne devait disparaître à la fin de la guerre contre le Japon, et les deux parties de la Corée, provisoirement séparées, seraient unies pour former un seul État coréen. Mais les Américains et les Russes n'avaient pas réussi à s'entendre sur les modalités de cette union, et le 38e parallèle devint la ligne de démarcation entre les « zones d'influence » américaine et soviétique.

En août 1948 les Américains proclamèrent la République de la Corée du Sud, suivis de près par les Russes, qui créèrent la République Populaire de la Corée du Nord. Le 38e parallèle devint ainsi la frontière des « deux Corées ». En décembre 1948 les troupes soviétiques évacuèrent la Corée du Nord, forçant les Américains à quitter également la Corée du Sud en juillet 1949.

C'est ainsi qu'il y a eu « deux Corées »; mais cette solution du « problème coréen », imposée par la rivalité russo-américaine, n'avait été acceptée ni par le gouvernement de la Corée du Nord ni par celui de la Corée du Sud. Chacun d'eux se considérait comme ayant compétence pour l'ensemble du pays. A Séoul comme à Pyong Yang, les deux capitales, il n'était question que de l'unification de la Corée, chacun des deux gouvernements prétendant soumettre à sa juridiction l'autre moitié du pays. Et chacun de ces gouvernements fondait ses espoirs sur l'appui qu'il trouvait auprès de ses protecteurs étrangers. Lors de la proclamation de la République de la Corée du Sud, le 15 août 1948, le général

Mac Arthur avait déclaré : « Une barrière artificielle a divisé votre pays. Elle doit être renversée et elle le sera [1] ».

Les rapports entre les deux Corées étaient des rapports entre deux régimes se disputant la domination de tout le pays, par tous les moyens propres à la guerre civile, de la simple propagande politique aux sabotages et à la guerilla, visant à affaiblir et à renverser le régime adverse. La « libération » du peuple coréen était la raison d'être aussi bien du gouvernement de Séoul que de celui de Pyong Yang; et aucun des deux n'en faisait mystère. En mars 1950 un procès de treize députés sudistes eut lieu à Séoul; ils étaient accusés entres autres choses d'être opposés « à l'invasion de la Corée du Nord par les forces armées coréennes du Sud » [2].

Si le rôle joué par les Nations Unies dans le conflit coréen avait masqué son caractère de guerre civile, celui-ci éclata dès que les opérations militaires prirent fin. Tout à coup on proclamait en Amérique qu'il n'y avait pas de « Corée du Nord » et de « Corée du Sud », c'est-à-dire deux « États », dont l'un avait commis une « agression » contre l'autre, selon la lettre de la Charte des Nations Unies — ce qui avait justifié l'intervention de celles-ci et de l'Amérique. L'idée qu'on se faisait du conflit coréen — disait-on encore — comme s'il s'agissait d'un conflit territorial entre le « Nord » et le « Sud », était « une illusion, propagée par la propagande soviétique ». C'est pourquoi « il n'y a pas eu de guerre » entre la « Corée du Nord » et la « Corée du Sud », mais tout simplement « une guerre contre une minorité de gangsters » armés et soutenus par le Kremlin. C'est pourquoi aussi, une fois cette « opération de police » terminée, il ne pouvait pas être question d'une « paix proprement dite [3] », cette opération n'ayant d'autre but que de « rétablir l'ordre » en Corée — l' « ordre » du régime de Syngman Rhee.

***

Le gouvernement américain ne perdait certes pas de vue que des facteurs politiques de caractère international jouaient égale-

1. Cité dans une dépêche de l'*United Press*, du 29 septembre 1950.
2. D'après une dépêche de Séoul au *New York Times* du 15 mars 1950, de son correspondant M. Walter Sullivan.
3. Cette thèse a été développée dans l'éditorial du *New York Herald Tribune*, du 25 octobre 1950, sous le titre *La grande illusion*.

ment un rôle important dans le conflit coréen. Toutefois son attitude dès le début montrait plutôt que c'était le caractère de guerre civile de ce conflit qui prévalait dans ses considérations. La nouvelle que les forces armées de la Corée du Nord avaient franchi le 38e parallèle avait été accueillie à Washington avec calme; ce qui contrastait singulièrement avec la vive indignation que cette nouvelle avait provoquée dans l'opinion publique, comme avec les propos bellicistes de certains commentateurs populaires de la radio.

Fait plus significatif encore : sans faire attention aux « informations » intentionnellement lancées de Tokio et apportant des « preuves » de l'intervention russe, le gouvernement américain avait mis dès le début hors de cause les Soviets. Sa première démarche faite le 27 juin à Moscou avait pour but de demander au gouvernement soviétique d'user de son influence auprès de la Corée du Nord pour faire cesser le feu [1].

Le gouvernement américain devait également partager le sentiment exprimé par la presse américaine, que les États-Unis ne pouvaient en aucun cas abandonner la Corée du Sud, État créé et entretenu par eux, que ce serait là une perte de prestige inadmissible, surtout après les récentes assurances données aux Coréens du Sud par M. Foster Dulles : « Vous n'êtes pas seuls ». D'autre part tous les arguments qu'on a invoqués par la suite pour expliquer l'intervention américaine en Corée, étaient aussi valables à ce moment : à savoir qu'en attaquant la Corée du Sud, protégée des États-Unis, les Nordistes faisaient la guerre aux Américains, et que par conséquent si les Sudistes étaient battus leur défaite serait aussi une défaite américaine, qui pourrait changer la face de l'Asie...

Mais le fait était là : au cours de la journée dramatique du dimanche 25 juin, il n'était question à Washington que de « l'aide », en dollars et en armes, à accorder au gouvernement de Séoul.

Les premiers ordres donnés par le gouvernement américain au général Mac Arthur étaient d'expédier en toute hâte les armes disponibles depuis le Japon à la Corée du Sud. L'idée d'une interven-

1. Le gouvernement soviétique répondit le lendemain, 28 juin, en affirmant que sa politique demeurait strictement déterminée par un principe de non-intervention dans les affaires intérieures des autres nations. Tandis que la *Pravda* remarquait que l'intervention américaine, décidée la veille par le président Truman, visait la République populaire chinoise.

tion américaine était alors exclue; et l'on pensait encore moins à l'envoi de troupes terrestres. Le premier souci du président Truman, dès son retour à Washington, dans la matinée du 25 juin, fut de « donner l'ordre à tous les services de s'abstenir de toute déclaration concernant les opérations en Corée »; cela parce que les États-Unis ne prenaient pas part à ces opérations et devaient par conséquent éviter tout ce qui pouvait faire penser qu'ils participaient, sous quelque forme que ce fût, à la lutte qui s'y déroulait [1].

Le plus étonnant était que ceux qui ne voulaient pas « se battre pour la Corée », c'étaient les républicains, les partisans de la « politique de force » en Asie. A l'issue d'une réunion de tous les sénateurs républicains tenue le 25 juin, le sénateur Millikin, qui l'avait présidée, avait fait cette déclaration pour le moins inattendue : « Nous n'avons pas l'obligation d'aller en Corée, et il ne faut pas permettre à cet *incident* de nous entraîner dans une guerre. »

Les considérations qui prévalaient alors à Washington étaient d'ordre purement stratégique; au département d'État aussi bien qu'au Pentagone, on craignait une « manœuvre » des Russes visant à créer un « abcés de fixation » pour les forces américaines en Corée, tout en brouillant à jamais les États-Unis avec la Chine communiste — rendant ainsi impossible tout rapprochement de Mao Tsé Toung avec Washington, susceptible de le détourner de Moscou... C'est pourquoi le président Truman et le département d'État semblaient être surtout soucieux de « localiser » le conflit coréen, sans toutefois abandonner la Corée du Sud. D'où leur recours au Conseil de sécurité de l'O. N. U., derrière lequel ils trouvaient commode de se retrancher pour « sauver la face ».

On trouvait très risqué de jouer sur la carte de Syngman Rhee « non seulement un prestige qui ne saurait souffrir aucun coup, mais aussi l'efficacité même de l'aide américaine [2] ». Raison pour laquelle « le volume de l'aide américaine » serait « proportionné » à la volonté et à la capacité de résistance des Sudistes. Ce qui voulait dire que l'aide américaine au gouvernement de Séoul ne comporterait que des armes et des munitions; car il était « plus que douteux » que l'état-major civil et militaire de Washington fût disposé à « courir le risque » d'une intervention militaire en

1. *New York Times*, du 26 juin 1950.
2. D'après une dépêche, datée du 26 juin, du correspondant du *Monde* à Washington, M. Maurice Ferro.

Corée [1]. Tout semblait en somme indiquer que l'Amérique ne voulait pas « se battre pour la Corée ».

Le déroulement des opérations militaires en Corée justifiait le pessimisme et la prudence des milieux de Washington. La résistance des troupes sudistes s'était effondrée dès le premier choc avec les forces nordistes. Celles-ci avaient pénétré dès le 26 juin dans les faubourgs de Séoul.

***

Le gouvernement américain ne se montrait même pas disposé à pousser les choses trop loin dans le cadre des Nations Unies. Au Conseil de sécurité, réuni sur sa requête, dans l'après-midi du 26 juin, le délégué américain avait présenté une résolution — adoptée à l'unanimité, le délégué soviétique n'étant pas présent — aux termes de laquelle le gouvernement de la Corée du Nord était mis en demeure de cesser le feu et de retirer ses forces au delà du 38e parallèle; tandis que les membres des Nations Unies étaient invités à apporter leur contribution pour le rétablissement de la paix en Corée et à s'abstenir de fournir la moindre aide à l'agresseur.

Ce ne serait que dans le cas où ces mesures ne seraient pas observées par les Nordistes que des *sanctions économiques* seraient prises par le Conseil de sécurité. Le Conseil serait réuni pour la seconde fois à la demande des Américains, le lendemain 27 juin, pour se prononcer à ce sujet. Le recours à l'intervention de forces militaires des Nations Unies ne serait envisagé que si les sanctions économiques demeuraient sans résultat. De toute façon il ne saurait être question que de forces des Nations Unies. Toute intervention américaine devrait s'accomplir dans le cadre d'une action prescrite par le Conseil de sécurité, ainsi que le précisait une dépêche de Reuter datée du 26 juin, de Washington.

Le Conseil, nous l'avons vu, devait se réunir le 27 juin dans l'après-midi, et sa décision dépendait des nouvelles qu'il attendait de Séoul — la Commission des Nations Unies en Corée ayant été chargée, aux termes de la résolution adoptée le 26 juin, de contrôler si les ordres du Conseil étaient observés par les Nordistes. L'on se demandait donc à Washington quelle serait l'attitude qu'adopterait le délégué américain au Conseil de sécurité, et si « les défaites sudistes et le souci de ne pas envenimer une situation déjà grave »

1. *France-Presse*, 26 juin 1950.

ne lui dicteraient pas « de recommander des mesures d'ordre purement platonique [1] ». Ce qui voulait dire qu'à ce moment on ne pouvait pas concevoir une action américaine entreprise autrement que dans le cadre des Nations Unies.

Avec raison. Les États-Unis ne pouvaient pas intervenir de leur propre chef; ç'eût été contraire à leur Constitution. Pour que des forces américaines — aériennes, navales ou terrestres — intervinssent en Corée, il fallait que le Conseil de sécurité prescrivît des sanctions militaires contre les Nordistes. Dans une déclaration écrite remise à la presse le 26 juin, le président Truman disait : « Conformément à la résolution du Conseil de sécurité les États-Unis appuyeront vigoureusement l'effort du Conseil pour mettre un terme à cette sérieuse menace pour la paix mondiale. » C'était tellement prudent et réservé que le correspondant du *Monde* à Washington remarquait à ce sujet qu' « il serait assez surprenant que son jugement portât en germe le principe d'une intervention armée des États-Unis même dans le cadre d'une résolution du Conseil de sécurité ».



Or les conférences ininterrompues entre le président Truman et ses conseillers civils et militaires, clôturées par une réunion d'urgence du Conseil national de sécurité, avaient abouti, dans la nuit du 26 au 27 juin, à une décision inattendue. Le 27 juin, dans la matinée, deux heures avant la réunion du Conseil de sécurité, le président Truman annonçait qu'il avait donné l'ordre aux forces de l'air et de la mer américaines de « donner appui et secours au gouvernement de la Corée du Sud ».

Le président essayait vainement, dans sa déclaration, de justifier sa décision en invoquant la résolution du 26 juin du Conseil de sécurité. « Le Conseil de sécurité, disait-il notamment, a demandé aux troupes de l'envahisseur d'interrompre les hostilités et de se retirer derrière le 38e parallèle. Ceci n'a pas été fait mais, au contraire, les troupes de la Corée du Nord ont poursuivi leur attaque. » Ce n'était pas exact; et de toute façon ce n'était pas au gouvernement américain de juger si les ordres du Conseil de sécurité avaient été ou non observés par les Nordistes, mais à la Commission des Nations Unies en Corée, chargée de cette mission

1. Dépêche de Washington au *Monde*, datée du 27 juin 1950.

par le Conseil. Et au moment où le président Truman annonçait sa décision, aucun rapport de la Commission n'était parvenu de Séoul.

Le Conseil de sécurité — disait encore la déclaration présidentielle — a demandé à tous les membres des Nations Unies d'aider les Nations Unies à faire appliquer cette résolution ». Et c'était dans ces circonstances, ajoutait-il, qu'il avait donné l'ordre d'intervenir en Corée. Mais il n'appartenait pas au gouvernement américain — ni à aucun autre gouvernement des Nations Unies — de prendre individuellement l'initiative et d'agir d'une façon unilatérale, alors que le Conseil de sécurité allait se réunir quelques heures plus tard pour prendre des décisions à ce sujet. Le fait que le gouvernement de Washington avait consulté, dans la nuit du 26 au 27 juin, les gouvernements de Londres et de Paris, n'y changeait rien.

La précipitation du président Truman ne pouvait donc qu'avoir un sens : placer le Conseil de sécurité devant le fait accompli de l'intervention des États-Unis en Corée afin de lui forcer la main et entraîner derrière eux l'ensemble des Nations Unies — qui pouvaient se montrer hésitantes ou récalcitrantes. Le fait, en tout cas, demeure que lorsque le Conseil de sécurité se réunit, il n'avait plus la faculté de se prononcer librement; il ne lui restait qu'à suivre les États-Unis.

*
* *

Quoi qu'il en soit une chose était certaine : qu'il y avait eu revirement dans l'attitude du gouvernement américain, et que ce revirement s'était produit dans la nuit du 26 au 27 juin. La vraie question qui se posait était donc de savoir comment et dans quelles conditions le gouvernement américain et le président Truman avaient changé si brusquement — et si radicalement — d'attitude.

On a essayé d'interpréter la décision du président Truman comme l'effet de considérations politiques d'ordre général : les nouvelles provenant des diverses capitales européennes confirmant que les « envahis éventuels » mesureraient la valeur de la garantie américaine au comportement de Washington dans l'affaire coréenne [1]. Les rapports des ambassadeurs américains à l'étranger notamment, et spécialement en Europe, sur les remous de

1. D'après le correspondant à Washington du *Monde* (29 juin 1950).

l'opinion internationale dans l'affaire coréenne auraient joué un rôle décisif; ils auraient convaincu le président qu'une vague de défaitisme et de sentiments antiaméricains pouvait déferler chez les alliés mêmes des États-Unis si l'attitude passive de ces derniers se prolongeait.

Il est hors de doute que le gouvernement américain était fort sensible aux réactions de l'opinion « atlantique » et qu'il sentait qu'il devait « faire quelque chose », étant pratiquement prisonnier de sa propre « politique de force » et de « *containement* » du communisme. Mais toutes ces considérations devaient entrer en ligne de compte dès le début de la « crise coréenne », et n'expliquent en tout cas point la soudaineté de la volte-face. La décision du président Truman était en flagrante contradiction avec l'attitude gardée durant deux jours par lui, par le département d'État — et même par le Pentagone — à l'égard des événements de Corée; et rien ne faisait prévoir son changement. D'où la « surprise » provoquée par la nouvelle de l'intervention américaine en Corée, qui produisit à Washington « l'effet d'une bombe [1] ».

***

Les causes de la brusque volte-face américaine, il fallait les chercher à Tokio. Le général Mac Arthur ne s'était pas — cela va sans dire — contenté d'exécuter les ordres reçus de Washington pour l'envoi du matériel de guerre au gouvernement de la Corée du Sud. Il avait aussi exprimé ses idées sur le conflit coréen. Il le fit même sans perdre de temps, dans son premier télégramme par lequel il annonçait au secrétaire à la Défense, M. Johnson, le déclenchement des hostilités en Corée. Dans ce télégramme, parvenu à Washington dans la matinée de dimanche 25 juin, le commandant en chef des forces américaines au Japon insistait sur la gravité de l'attaque des Nordistes, dont le succès, disait-il, créerait une situation extrêmement critique pour la défense américaine dans le Pacifique, étant donné qu'il porterait les forces communistes à 200 kilomètres des bases américaines au Japon.

Le général Mac Arthur — c'était clair — voulait l'intervention

1. *Le Monde*, du 29 juin 1950. « Quelques heures » avant la déclaration présidentielle du 27 juin — lisait-on d'autre part dans ce journal — « l'Amérique et le monde pensaient encore que la Corée du Sud... serait abandonnée à son sort ».

immédiate des États-Unis en Corée; et si ses idées ne s'accordaient pas avec celles du président Truman et du département d'État, elles n'en trouvaient pas moins des défenseurs à Washington, au sein même du gouvernement — au secrétariat de la Défense — et au Pentagone. De là les « discussions très animées » aux conférences tenues à la Maison Blanche, où s'affrontaient en fait les idées du général Mac Arthur et celles du président et du département d'État, et d'une façon générale les deux tendances de la politique mondiale américaine : l' « asiatique » et l' « européenne ».

Selon la thèse des interventionnistes, la guerre de Corée n'était pas seulement un « test », mais aussi une bataille décisive dans la lutte pour la suprématie entre les deux mondes adverses : le communiste et l'anticommuniste. Et les arguments des partisans de l'intervention ne pouvaient laisser indifférent aucun Américain. Toutefois ce qui eut finalement raison de la résistance du président Truman, ce fut — comme on l'a su par la suite — la pression exercée sur lui par le général Mac Arthur au cours d'une longue « conversation » par télétype qui eut lieu dans la nuit du 26 au 27 juin, alors que les conférences à la Maison Blanche entre le président et ses conseillers civils et militaires n'avaient abouti à aucune résolution.

Quelles furent exactement les « propos » échangés entre les deux hommes? On n'en a rien su. Mais une chose pouvait être considérée comme probable : les « propos » du général ne devaient pas être un développement de ses arguments mais plutôt une explication de sa conduite. En d'autres termes, si le général Mac Arthur insistait pour démontrer au président qu'il serait difficile pour les États-Unis de se maintenir au Japon dans le cas où la Corée tomberait entre les mains des communistes, ce n'était que pour expliquer pourquoi, en tant que commandant en chef des forces américaines dans le Pacifique, il ne pouvait pas assumer la responsabilité de rester inactif en face des événements de Corée.

Car — et c'était là le fait décisif — au moment où le général Mac Arthur « causait » avec le président Truman, il était déjà intervenu de son propre gré en Corée, donnant tout simplement suite à l'appel du président de la Corée du Sud, Syngman Rhee. En effet des chasseurs et des bombardiers américains étaient déjà entrés en action dans la matinée du 26 juin[1]. Les journaux du

1. *New York Times*, du 2 juillet 1950.

matin du 27 juin précisaient même que quatre « Yaks » — avions de chasse de fabrication soviétique — étaient abattus par les chasseurs américains. A en croire le *New York Times*, cette action de l'aviation américaine avait été précédée de déclarations du général Mac Arthur faites à Tokio — avant sa « conversation » avec le président Truman, et annonçant que « des mesures rapides et efficaces étaient prises pour donner une aide effective à la Corée du Sud menacée d'invasion ».

« Déjà à ce moment — a révélé plus tard M. Drew Pearson — le général Mac Arthur avait donné l'ordre (à l'aviation américaine) d'attaquer les forces de la Corée du Nord, sans autorisation préalable de Washington »; ce qui — toujours d'après le commentateur de la radio américaine — avait mis le département d'État dans l'embarras, du fait que celui-ci « désirait établir une étroite collaboration avec les Nations Unies, dans le cadre de cette institution, et que l'initiative du général avait porté préjudice à l'action du secrétaire d'État ». Ajoutons que cette version a été également confirmée par le correspondant diplomatique du *New York Times* à Washington, M. James Reston, qui concluait ainsi : « Au début de la crise (coréenne) le général Mac Arthur continua, une fois de plus, sa règle habituelle, de faire ce qu'il entendait sans se préoccuper de l'approbation de ses supérieurs. »

L'initiative prise par le général — c'est l'évidence même — n'avait d'autre but que de forcer la main au gouvernement américain. En effet, le président Truman, placé devant le fait accompli, dut prendre sur lui une double responsabilité : d'abord — pour « sauver la face » et « couvrir » le commandant en chef des forces américaines au Japon — un ordre secret fut transmis à 10 h. 17 (heure américaine), dans la nuit du 26 au 27 juin, au général Mac Arthur pour engager des forces navales et aériennes en Corée [1]. Ainsi l'intervention américaine dans le conflit coréen prenait un caractère « officiel », et était présenté « devant l'histoire » comme ayant été décidée par les hommes responsables de Washington.

En second lieu le président Truman se voyait dans l'obligation de forcer de son côté la main au Conseil de sécurité, en le plaçant à son tour devant le fait accompli, pour « couvrir » également par ce dernier sa propre « décision », et de faire endosser par les Nations Unies la responsabilité de l'intervention américaine en

1. *New York Times*, du 2 juillet 1950.

Corée; car, autrement, les États-Unis se seraient trouvés isolés.

Ainsi s'expliquerait la précipitation du président Truman et sa décision d'intervenir en Corée sans attendre la réunion du Conseil de sécurité. La décision du président a été prise à 11 heures (heure américaine) le soir du 26 juin, c'est-à-dire 45 minutes après la transmission de l'ordre au général Mac Arthur d'engager les forces navales et américaines en Corée. Cette décision a été communiquée à la presse à neuf heures du matin (heure américaine), alors que le Conseil de sécurité devait se réunir à 10 h. 45 [1].

On pourrait certes penser aussi que la précipitation de Mac Arthur était l'effet de l'aggravation de la situation militaire en Corée. Mais ce n'est assurément pas une « perte de temps » — les quelques jours qu'il aurait fallu pour obtenir l'autorisation du gouvernement de Washington — qui aurait pu causer la perte de la Corée du Sud. Si le général Mac Arthur précipita les événements, il le fit délibérément et intentionnellement : pour forcer cette approbation, dont il ne devait pas être très sûr. A ses yeux aussi, ce qui venait de se passer en Corée était une « occasion », une « occasion » inespérée pour imposer au gouvernement américain sa politique personnelle en Asie — tout en donnant une « bonne leçon » aux rouges de Moscou et de Pékin — et sans doute aussi pour ouvrir la voie à l'intervention en Chine.

*
* *

La déclaration présidentielle du 27 juin portait en tout cas la marque du général Mac Arthur. L'association — « inattendue » — de la question de Formose à la guerre de Corée en était la preuve. On lisait en effet dans ce document :

« Le communisme a défié les ordres du Conseil de sécurité et des Nations Unies qui furent proclamés pour préserver la paix internationale et la sécurité. Dans ces conditions l'occupation de Formose par les forces communistes serait une menace directe à la sécurité de la région du Pacifique et aux forces des États-Unis qui accomplissent leur œuvre nécessaire et légale dans cette région. En conséquence, j'ai donné l'ordre à la 7e flotte américaine du Pacifique d'empêcher toute attaque contre Formose. »

On a dit de cette déclaration qu'elle était une « nouvelle doctrine Truman » pour l'Asie. Elle marquait en réalité un revirement

1. *New York Times*, du 2 juillet 1950.

total de la politique asiatique du gouvernement américain, précisément à cause de la décision du président concernant Formose. Celle-ci était la première conséquence directe de l'intervention américaine en Corée. En entraînant le gouvernement de Washington dans le conflit coréen, le général Mac Arthur lui avait imposé en même temps sa politique sur toute la ligne.

La question de Formose — nous l'avons vu — semblait avoir été réglée depuis le début de l'année, conformément aux vues du département d'État. Encore le 23 juin — deux jours avant le déclenchement de la guerre en Corée — M. Dean Acheson affirmait, au cours de sa conférence de presse : « La politique des États-Unis à l'égard de Formose demeure telle qu'elle a été définie le 5 janvier par le président Truman. » Et cette déclaration avait donné quelque vraisemblance aux bruits qui circulaient à ce moment à Washington, sur l'éventualité de la démission du général Mac Arthur de sa charge de commandant en chef des forces américaines au Japon; bruits auxquels le *New York Times* avait donné une large publicité.

Tout à coup la « bataille de Formose » rebondissait avec la déclaration du Président, et entrait dans une phase nouvelle, M. Truman s'étant rallié à la politique du général Mac Arthur. Les mesures qu'il venait de prendre à Formose étaient celles que suggéraient en janvier les leaders républicains — les porte-parole du général à Washington — et qu'on envisageait dans les milieux du Congrès [1] cinq jours avant le commencement de la guerre en Corée. Il s'agissait donc bel et bien d'un revirement complet de la politique du gouvernement américain.

Ce revirement était d'autant plus frappant que rien — en apparence — ne justifiait la liaison établie par le président Truman entre la guerre de Corée et la question de Formose. Ce faisant, pourrait-on dire tout au plus, le président apportait la preuve qu'en réalité à Washington on considérait le conflit coréen beaucoup plus comme un épisode de la « guerre larvée » entre les États-Unis et la Chine communiste que de la « guerre froide » entre l'Amérique et l'Union Soviétique.

Le président Truman était si peu responsable de « sa décision » d'intervenir à Formose, que cette décision était incompatible avec son souci de « localiser » la guerre de Corée et d'éviter à tout prix un conflit avec la Chine communiste. Dans le cas de

1. Voir la dépêche Reuter du 20 juin, déjà citée.

la Corée le gouvernement américain pouvait agir presque dans la certitude que l'Union Soviétique ne se départirait pas de sa politique de non-intervention qui a été la sienne dès le début; ce qui permettait d'escompter une attitude analogue du gouvernement de Pékin. De toute façon, si les choses se compliquaient les États-Unis pouvaient compter sur l'appui total des Nations Unies.

Tout autre était la situation dans le cas de Formose. On savait que le gouvernement communiste chinois s'apprêtait à lancer l'assaut final contre ce dernier bastion des nationalistes chinois. Or, s'il le faisait, malgré l'intervention américaine, les États-Unis se trouveraient en guerre avec la Chine. De là, ce paradoxe — qui n'en était pas un — qu'en pleine guerre de Corée, c'était la question de Formose qui apparaissait comme la menace la plus sérieuse pour la paix.

Enfin la « décision » du président Truman d'intervenir à Formose était en contradiction avec toute la politique du département d'État tendant à placer l'action des États-Unis en Corée sous les auspices des Nations Unies. Si un conflit éclatait entre eux et la Chine communiste à cause de Formose, les États-Unis se trouveraient isolés, l'intervention à Formose n'étant pas « couverte » par le Conseil de sécurité. Les résolutions de celui-ci ne concernaient que la Corée. D'où les vives critiques dont l'intervention américaine à Formose a été l'objet aux Indes et en Angleterre. Bien plus, dans le cas d'un conflit sino-américain qui aurait éclaté à cause de Formose, les États-Unis feraient figure d' « agresseur », et toute leur politique vis-à-vis des Nations Unies — si favorable pour eux dans le cas de la Corée — se trouverait renversée.

Il n'en faut pas plus pour conclure que le président Truman a dû décider l'intervention à Formose à son corps défendant, cette décision lui ayant été arrachée, à la faveur des événements de Corée, par le général Mac Arthur — et ses partisans au sein du gouvernement américain, au Pentagone et au Congrès — ainsi que l'affirmaient d'ailleurs les informations provenant des meilleures sources américaines.

* * *

Tout cela résultait clairement du texte même du document du 27 juin. On y voyait le Président Truman entourer l'intervention méricaine à Formose de toutes les précautions possibles pour ne

neutraliser les effets nuisibles — qu'il était le premier à connaître et à craindre. Sa déclaration précisait que cette intervention avait un caractère temporaire : « toute décision quant au statut futur de Formose — disait le texte de ce document — devra attendre la restauration de la sécurité dans le Pacifique, un traité de paix avec le Japon, une décision des Nations Unies ». En outre, « en corollaire » de l'intervention de la flotte américaine à Formose, le président avait demandé au gouvernement nationaliste chinois « de cesser toute opération aérienne et navale contre le continent chinois ».

Mais que valaient toutes ces précautions? Au département d'État — qui était le grand vaincu de ces journées « historiques » — on ne se faisait aucune illusion sur le sort de la « neutralisation » de Formose, telle qu'elle était établie par la déclaration présidentielle du 27 juin. Cette « neutralisation » ne pouvait pas empêcher l'aggravation de la situation; elle contenait au contraire les germes d'un conflit. « On constate ainsi, avec une inquiétude croissante — disait une dépêche de Washington — que la politique extérieure des États-Unis est engagée dans un chemin de plus en plus étroit où il lui est de plus en plus difficile de manœuvrer à son aise. Et l'on ne voit pas bien jusqu'où tout cela peut conduire ».

Dans les nouveaux développements de la situation en Extrême-Orient, il fallait compter à présent plus que jamais avec le général Mac Arthur, dont les exigences ce confondaient avec les exigences militaires et stratégiques, et dont l' « indépendance » vis-à-vis du gouvernement américain devait, forcément, s'accentuer de plus en plus. A vrai dire, c'était le « proconsul » du Japon qui menait désormais le jeu; le gouvernement américain n'avait qu'à le suivre. L'avenir des États-Unis — et du monde — n'était plus forgé à Washington mais à Tokio...

*
* *

Le jour même de la déclaration présidentielle du 27 juin, le secrétaire à la Défense déclarait de son côté que les décisions prises par les États-Unis dans le Pacifique n'engageaient pas le gouvernement américain « à mettre en action des unités terrestres dans ce secteur, pour le moment, ni à envisager actuellement une mobi-

lisation, même partielle ». Ce même jour un porte-parole du département de la Défense affirmait d'autre part qu'en aucun cas les forces aéronavales américaines qui soutenaient les forces de la Corée du Sud ne poursuivraient leurs opérations au delà du 38e parallèle, c'est-à-dire dans les eaux territoriales et sur le territoire de la Corée du Nord.

Or le 29 juin le général Mac Arthur arrivait inopinément sur le front de Séoul, apportant ainsi par sa visite la preuve que l'Amérique soutiendrait la Corée du Sud « jusqu'au bout ». Le général avait indiqué aux journalistes qu'il était venu là pour rétablir le moral et voir par lui-même ce qu'il fallait faire pour sauver la Corée du Sud, « dernière victime de l'agression communiste [1] ». Ce n'était donc pas sans raison que l'on se demandait si cette visite n'était pas en rapport avec l'envoi éventuel de forces terrestres américaines en Corée [2].

Toujours est-il que la visite du général Mac Arthur sur le front coréen devait avoir comme conséquence immédiate l'intensification de l'intervention américaine. Ce fut d'abord l'extension de l'activité de l'aviation américaine au delà du 38e parallèle. L'ordre avait été donné de l'avion même du général Mac Arthur, alors que celui-ci rejoignait son Q. G. à Tokio. Le premier raid des bombardiers américains eut lieu dès le lendemain — 30 juin — sur la capitale de la Corée du Nord. A ce moment « on estimait douteux » au Pentagone — selon les dépêches de Washington — « que les Sud-Coréens puissent continuer à tenir ». Mais on n'avait pas encore décidé s'il fallait envoyer des troupes américaines pour rétablir la situation. On attendait les rapports du général Mac Arthur, après sa visite sur le front coréen. Car, à en croire les affirmations de personnes qui savaient ce qui s'était passé aux conférences de la Maison Blanche au cours desquelles avait été prise la décision d'intervenir dans la guerre de Corée, la question de l'envoi des troupes américaines n'avait pas été abordée [3]. « Les mêmes autorités militaires qui lundi (le 26 juin) hésitaient à intervenir directement », s'interrogeaient encore « sur l'opportunité d'envoyer des forces terrestres en Corée ». Elles craignaient toujours que les Russes n'eussent « monté l'affaire coréenne pour

1. Marguerite Higgins, dans le *New York Herald Tribune*, du 30 juin 1950.
2. Reuter, 29 juin 1950.
3. Dépêches de Washington datées des 28 et 29 juin, à Reuter.

fixer les États-Unis en Extrême-Orient, afin de pouvoir opérer à leur aise sur d'autres théâtres au moment le plus propice [1] ».

Tout à coup, nouvelle décision-surprise du président Truman. Dans la journée du 30 juin un communiqué de la Maison Blanche annonçait qu'à l'issue d'une réunion tenue dans la matinée, entre le président Truman, les leaders du Congrès, le secrétaire à la Défense, le secrétaire d'État et les chefs de l'état-major combiné, le président avait autorisé le général Mac Arthur à « utiliser certaines unités terrestres de soutien ».

Cette fois encore — de même que dans le cas de la déclaration du 27 juin — la décision prise par M. Truman était présentée comme une initiative présidentielle. Ce n'était en vérité qu'une « initiative forcée ». Le général Mac Arthur avait engagé le gouvernement américain à intervenir en force dans le conflit coréen par sa visite sur le front de Séoul. En outre, dans le rapport qu'il envoya dès son retour à Tokio au Ministère de la Défense, il réclamait des mesures d'urgence, notamment l'emploi de forces terrestres américaines. Et — d'après les informations d'agences — ce fut ce rapport qui motiva la seconde décision « historique » du président Truman [2]. Le président craignait sans doute de se trouver, cette fois encore, devant un fait accompli. L'initiative prise par le général Mac Arthur d'étendre l'activité de l'aviation américaine au delà du 38e parallèle sans attendre l'autorisation de Washington montrait que rien ne l'empêcherait d'aller plus loin encore sans nullement se préoccuper de ce qu'en dirait le gouvernement américain. Au point où en étaient les choses entre le « proconsul » et le gouvernement, ce dernier risquait de se trouver à chaque instant en retard sur les événements.

La déclaration présidentielle du 30 juin était sous ce rapport particulièrement instructive. Le président annonçait qu'il venait d'autoriser des forces aériennes américaines à effectuer des « missions » contre les « objectifs militaires spécifiques » situés en Corée du Nord, partout où cela serait nécessaire du point de vue militaire. Or cette « autorisation » venait après coup, puisque au moment où elle était accordée les bombardiers américains étaient déjà en action sur le territoire de la Corée du Nord, suivant l'ordre du

1. Dépêche de Washington datée du 30 juin, au *Monde*.
2. « L'intervention armée en Corée, déconseillée par le Pentagone, fut décidée sur les instances pressantes du général Mac Arthur », pouvait-on lire dans une dépêche de Washington au *Monde*, du 11 octobre 1950.

général Mac Arthur — et en fait d'« objectifs spécifiquement militaires », avaient bombardé la capitale nordiste.

D'autre part la formule employée dans le communiqué de la Maison Blanche pour annoncer l'intervention militaire américaine en Corée laissait supposer qu'il ne s'agissait que d'une opération de secours limitée — utilisation de « troupes terrestres de soutien » — juste ce qu'il fallait pour soutenir une armée capable de se défendre elle-même. Mais d'après un message de Taegon, siège du gouvernement sud-coréen après la chute de Séoul, l'armée de la Corée du Sud avait cessé toute résistance »[1]. Aussi la nouvelle phase dans laquelle entrait la guerre de Corée, avec, le 1er juillet, le parachutage des premières forces d'infanterie américaine — qu'allaient suivre bientôt des divisions entières — prenait-elle le caractère d'une entreprise essentiellement américaine. Le général Mac Arthur « totalisait » sa politique d'intervention.

* * *

On pourrait penser que le général se laissait guider par des considérations militaires. Rien de plus naturel en effet, si, ayant les responsabilités du commandement des forces américaines au Japon, auxquelles incombait la tâche de sauver la Corée du Sud, il se trouvait en désaccord avec le gouvernement de Washington, qui voyait les choses de loin et devait tenir également compte des aspects et des conséquences politiques de son action en Corée.

Or les faits étaient là pour prouver que le général Mac Arthur ne perdait pas non plus de vue le côté politique de l'affaire de Corée, et qu'il s'y intéressait même autant — sinon plus — qu'aux opérations militaires elles-mêmes. Car s'il tenait tellement à « totaliser » l'intervention américaine en Corée, ce n'était pas seulement pour mettre entre ses mains toutes les chances de la victoire, mais aussi — peut-être même surtout — pour pousser jusqu'à ses extrêmes développements sa politique asiatique. Autrement dit, si le gouvernement américain se montrait préoccupé et inquiet des complications internationales qui pourraient résulter de son intervention en Corée, notamment dans ses rapports avec Pékin, le général Mac Arthur, lui, s'en félicitait au contraire; car ces complications entraient dans son jeu.

1. Ce message a été transmis le 1er juillet de Tokio par Reuter.

La guerre en Corée l'absorbait si peu qu'au moment le plus critique de la bataille il trouvait le temps de penser à Formose. Ce qu'il avait obtenu par la déclaration du 27 juin du président Truman — la liaison de la question de Formose et de la guerre de Corée — n'étant qu'un commencement, un succès initial; il entendait l'exploiter à fond.

Le 31 juillet on annonçait subitement de Tokio que le général Mac Arthur était parti pour Formose afin de conférer avec Tchang Kai Chek. Cette visite, disaient les dépêches de la capitale nippone, avait lieu « dans le cadre de l'application des instructions du président Truman du 27 juin ». Le général aurait insisté auprès du généralissime pour que ce dernier se conformât aux instructions du gouvernement américain. En vérité il s'agissait de tout autre chose. Cette visite marquait la fin de la « neutralité » de Formose, telle qu'elle était envisagée par le document du 27 juin. Par son initiative personnelle, le général Mac Arthur accentuait la politique inaugurée alors par le président Truman, dans ce qu'elle avait d'agressif et sous son aspect d'intervention.

Dans les milieux officiels de Washington on cherchait à minimiser la portée de ce voyage, qui mettait le gouvernement américain dans une situation très délicate vis-à-vis des Nations Unies. A ce moment le général Mac Arthur n'était plus seulement commandant des forces d'occupation américaines au Japon, mais commandant suprême des forces des Nations Unies en Corée. C'était peine perdue; le général s'était chargé lui-même de souligner la vraie signification de son déplacement.

Un communiqué remis à la presse le 1er août à Taipeh (capitale de Formose), avant son départ pour Tokio, affirmait son intention de défendre l'île, tout en relevant qu'un accord était conclu à cet effet entre lui et Tchang Kai Chek. Et le sens profond de cet accord était mis en évidence par le dernier paragraphe du communiqué du général où celui-ci se félicitait « de la détermination du généralissime de résister à la domination communiste », une telle détermination coïncidant parfaitement « avec la volonté des Américains de lutter pour que tous les peuples du Pacifique soient des peuples libres et non des peuples esclaves ». Il ne s'agissait plus de la simple défense de Formose; le général Mac Arthur donnait à la participation des États-Unis à celle-ci le sens d'une participation à la croisade des nationalistes chinois contre la Chine communiste.

On comprend donc la profonde émotion et l' « inquiétude considérable » qu'avait suscitées dans les milieux gouvernementaux américains le geste du général Mac Arthur et ses déclarations. « Ces déclarations — disait une dépêche de l'agence United Press — ont été interprétées comme un engagement des États-Unis à intervenir dans la guerre civile chinoise. » C'était bien cela — et c'était là aussi l'intention du général Mac Arthur, qui faisait d'un trait table rase de la politique officielle américaine définie dans la déclaration présidentielle du 27 juin.

C'était, on se le rappelle, pour obtenir cet engagement que le général Mac Arthur et ses amis à Washington avaient lutté jusqu'alors. Et s'il forçait maintenant une solution dans ce sens, à la faveur des événements de Corée, c'était aussi pour couper court à toute tentative du département d'État de revenir en arrière, malgré la déclaration du 27 juin. De nombreux indices, en effet, permettaient de penser qu'une détente pourrait se produire dans l'affaire de Formose, et d'une façon générale dans les rapports entre Washington et Pékin. Une dépêche de Taipeh à l'Associated Press notait que dans les milieux étrangers et chinois de la capitale de Formose on estimait comme « significatif » le fait que le voyage du général avait précédé de peu le retour au Conseil de sécurité du délégué soviétique, M. Malik. Les Russes n'allaient-ils pas reprendre leurs efforts pour faire entrer la Chine communiste aux Nations Unies?

A ce moment des négociations étaient en cours entre la Nouvelle-Delhi et Pékin, le gouvernement chinois ayant fait des ouvertures en vue d'une médiation des pays asiatiques dans le conflit coréen. Bien plus, au même moment le gouvernement américain s'efforçait d'apaiser le gouvernement de Pékin. Selon une déclaration faite le 28 juillet dans les milieux officiels de Washington, le département d'État avait chargé M. Loy Henderson, ambassadeur des États-Unis à New-Delhi, de prier le gouvernement indou de faire savoir au gouvernement chinois :

a) que conformément à la déclaration du 27 juin du président Truman, les États-Unis n'avaient aucune visée territoriale sur Formose;

b) que les États-Unis souhaitaient vivement que, dans l'intérêt de la Chine communiste, celle-ci n'attaquât point Formose.

L'apparition — intentionnellement sepctaculaire — à Formose du commandant en chef des forces des Nations Unies en Corée

n'était certainement pas faite pour encourager ces efforts d'apaisement.

***

A Washington on avait essayé de démentir que le général Mac Arthur eût pris de sa propre initiative la décision d'aller conférer avec le chef des nationalistes chinois. Son voyage n'en était pas moins une surprise pour le gouvernement américain. La façon dont celui-ci réagit prouvait en tout cas — ainsi qu'on le soulignait dans les milieux de la capitale américaine — que l'intervention du général n'était « entièrement approuvée » ni à la Maison Blanche ni au département d'État. Dès le 3 août le président Truman annonçait au cours d'une conférence de presse que son conseiller spécial, M. Averell Harriman, allait partir le lendemain pour Tokio, accompagné de deux généraux, pour s'entretenir avec le général Mac Arthur de la situation en Extrême-Orient.

M. Harriman aurait pour mission — selon une dépêche de l'United Press — d' « établir une liaison plus étroite avec Mac Arthur »; ceci pour ne pas donner l'impression que les États-Unis voulaient de nouveau « se laisser impliquer dans la guerre civile chinoise ». Mais il y avait là beaucoup plus que le simple souci de « coordonner » les deux politiques : celle de Washington et celle de Tokio. La mission de M. Harriman était une tentative du président Truman pour freiner l'ardeur du général — qui aurait pu entraîner les États-Unis dans un conflit armé avec la Chine communiste. « Les hommes responsables de la politique américaine — disait la dépêche de l'United Press citée plus haut — craindraient de plus en plus que le général Mac Arthur n'engage, plus qu'ils n'en ont actuellement l'intention, les États-Unis dans la défense de Formose [1] ».

Le président Truman et le département d'État reconnaissaient que la déclaration du 27 juin, déjà, avait placé les États-Unis dans une situation très périlleuse, puisque, si Mao Tsé Toung attaquait Formose, ils se trouveraient entraînés dans une guerre avec la

1. « C'est pour faire en sorte qu'une manœuvre maladroite n'entraîne une extension chinoise du conflit coréen, dont les États-Unis ne veulent à aucun prix, que M. Harriman a été dépêché par M. Truman auprès du général », lisait-on dans une dépêche de Washington au *Monde*, du 9 août 1950.

Chine — et peut-être aussi dans une nouvelle guerre mondiale.

Mais le gouvernement américain — si paradoxal que cela pût paraître — pouvait dire qu'il se fiait à la « sagesse » des hommes de Pékin pour éviter un conflit avec la Chine communiste. On pensait en effet à Washington que Mao Tsé Toung s'abstiendrait d'attaquer Formose, aussi longtemps que la « neutralité » de Formose serait garantie par la flotte américaine; tandis qu'on cherchait d'autre part à éviter tout acte de provocation, en faisant au contraire preuve de « bonne volonté » à l'égard du gouvernement communiste chinois, pour faire oublier autant que possible la déclaration du 27 juin.

Le voyage du général Mac Arthur plaçait au contraire l'affaire de Formose sous une lumière bien différente, en donnant à l'intervention américaine un caractère franchement agressif et en faisant du gouvernement de Tchang Kai Chek un allié militaire des États-Unis. Le jour même où l'émissaire du président Truman quittait Washington, on annonçait l'arrivée à Formose d'une mission de liaison de vingt-deux officiers de l'état-major du général Mac Arthur, dirigée par le général Fox, chef d'état-major adjoint du commandant en chef des forces américaines au Japon. En même temps le général Mac Arthur avait envoyé, de sa propre initiative, une formation complète de chasseurs à réaction à Formose, « comme gage de son intention de défendre cette île », disait la dépêche de Taipeh annonçant cette nouvelle. D'autre part on signalait que les bombardiers de l'armée nationaliste chinoise avaient repris leurs raids sur le territoire du continent chinois. Ces attaques constituaient une violation de la déclaration du 27 juin; mais elles devaient être conformes aux décisions prises par le général Mac Arthur et Tchang Kai Chek.

*
* *

Le voyage à Formose n'était en effet qu'une manifestation spectaculaire de la politique asiatique du général, visant à forcer le gouvernement de Washington à se maintenir sur la ligne tracée par la déclaration du 27 juin. Une dépêche de Lake-Success soulignait qu'à ce moment le délégué américain au Conseil de sécurité, M. Warren Austin, s'efforçait de minimiser l'importance de la politique des États-Unis à Formose[1].

1. Cité par le *New York Times*, du 7 août 1950.

Le jour où M. Harrimann atterrissait à Tokio — le 6 août — une dépêche de l'United Press de la capitale nippone donnait un aperçu des idées que le général Mac Arthur se proposait de développer devant l'émissaire du président Truman et qui se résumaient ainsi : « Les États-Unis doivent prendre énergiquement position contre le communisme partout en Asie, et la Corée ne doit pas être un cas isolé... Les jeux sont faits, et il est temps, à présent, pour les États-Unis, de prendre la tête contre le communisme, sinon celui-ci se répandra sur toute l'Asie. »

Il est vrai qu'à son retour à Washington, le 9 août, M. Harriman déclarait que la position des États-Unis à l'égard de Formose demeurait « inchangée » et restait « définie » par la déclaration faite le 27 juin par le président Truman, tout en affirmant que le général Mac Arthur s'était rendu à Formose pour s'entretenir avec le maréchal Tchang Kai Chek dans le cadre des instructions qu'il avait reçues pour la défense de l'île [2]. Mais c'était précisément le voyage du général qui avait renversé toute la situation; ce que reconnaissait M. Harriman en ajoutant qu'il appartenait au général lui-même d'interpréter dans le détail la façon dont les instructions du président devaient être exécutées. C'était exactement ce que le général Mac Arthur avait fait à Formose — et qui avait semé l'alarme à Washington, au point de provoquer la mission de M. Harriman. Le dernier mot appartenait donc au commandant en chef des forces américaines en Corée.

Cela résultait également du communiqué que Mac Arthur publia à Tokio le 10 août pour expliquer son voyage à Formose. Le général se défendait d'avoir eu des entretiens politiques avec Tchang Kai Chek; mais le texte même de son communiqué le démentait; lorsqu'il s'en prenait, par exemple, à « ceux qui invariablement dans le passé propageaient une politique de défaitisme et d'apaisement à tout prix dans le Pacifique », et qui avaient « mal interprété » sa visite et l'avaient présentée « sous un faux jour », il ne pensait qu'au président Truman et à M. Acheson. N'était-ce pas une « mauvaise interprétation » du voyage du général qui avait décidé le président à expédier M. Harriman à Tokio?

Mais pourquoi aller si loin? C'est M. Acheson lui-même qui avoua le changement intervenu, dans une déclaration faite à la

1. M. Harriman avait aussi affirmé que son voyage à Tokio n'avait aucun rapport avec le voyage du général Mac Arthur à Formose...

presse le jour où le président Truman annonçait la mission de M. Harriman. « La politique des États-Unis à l'égard de Formose, disait le secrétaire d'Etat, a changé depuis le début du conflit coréen, et il ne faut pas écarter l'idée d'une aide militaire américaine aux nationalistes chinois retranchés dans cette île. »

Rien d'étonnant donc si le voyage de M. Harriman à Tokio n'avait pas dissipé les craintes de voir les États-Unis entraînés dans un conflit avec la Chine communiste à cause de Formose. Les déclarations de l'émissaire du président Truman, tout comme celles du général Mac Arthur, n'avaient pas contribué à clarifier les choses. Dans le *New York Times* du 11 août M. James Reston se faisait l'écho des inquiétudes soulevées dans les milieux gouvernementaux à Washington, ainsi qu'à l'O. N. U., par le manque de coordination visible dans la conduite de la politique américaine en Asie.

*
* *

On peut avoir une idée de l'embarras dans lequel l'activité politique du général Mac Arthur avait mis aussi bien le gouvernement américain que les alliés occidentaux des États-Unis, lorsque le gouvernement de Pékin, dans deux notes adressées le 24 août au secrétariat des Nations Unies et au président du Conseil de sécurité, demanda l'inscription de la question de Formose à l'ordre du jour du Conseil. Aussitôt le gouvernement britannique sauta sur l'occasion; sans faire attention au côté polémique de la démarche chinoise, il ne retint que la demande de Pékin et chercha à en profiter pour obtenir une solution, ne fût-ce que provisoire, de la question de Formose dans le cadre des Nations Unies.

Depuis le voyage du général Mac Arthur à Formose l'opinion britannique était très alarmée. Le *Manchester Guardian* écrivait le 11 août que le monde occidental était « horrifié » à la pensée que les États-Unis pouvaient être entraînés, par la déclaration du 27 juin concernant Formose, dans une guerre avec la Chine communiste; ce qui aurait fait l'affaire des Russes. Les Anglais s'en prenaient d'ailleurs personnellement au général Mac Arthur. Si une guerre éclatait à cause de Formose, écrivait le *New Statesman and Nation* du 12 août, sous le titre « La menace de Mac Arthur », la responsabilité en incomberait au général qui avait conclu une « alliance privée » avec Tchang Kai Chek. Ce qui choquait et

inquiétait surtout la presse britannique, c'était le sans-gêne du général Mac Arthur qui agissait comme s'il n'était que le commandant des forces américaines en Corée, alors qu'il était également le commandant des forces des Nations Unies, sans tenir nullement compte de ce que celles-ci pouvaient penser ni des complications dangereuses qu'il pouvait occasionner par ses initiatives.

Beaucoup plus significatif encore était cependant l'empressement du gouvernement américain à s'emparer également de la demande du gouvernement de Pékin; telle était l'anxiété dont on faisait alors montre aux États-Unis « pour les conséquences possibles de la visite du général Mac Arthur à Tchang Kai Chek [1] », anxiété que M. Walter Lippmann traduisait par un véritable S. O. S. lancé aux alliés occidentaux des États-Unis en les invitant à prendre une initiative pour dégager ceux-ci de la situation vulnérable où ils étaient placés.

Dès le 25 août un communiqué du département d'État déclarait que « les États-Unis accueilleraient favorablement l'examen de la question de Formose par l'O. N. U. ». Le même jour le délégué américain au Conseil de sécurité, M. Austin, rappelait la déclaration du 27 juin du président Truman pour réaffirmer que la décision d'envoyer des navires de guerre à Formose avait été prise dans le but de neutraliser aussi bien les forces communistes que les forces nationalistes, tout en ajoutant que le gouvernement américain avait « explicitement déclaré que les mesures prises ne préjugeaient en rien du statut futur de l'île ».

Or, le lendemain — 26 août — le département d'État apprenait que le général Mac Arthur avait lancé une déclaration sur Formose « considérée comme allant au delà de la politique actuelle des États-Unis [2] ». C'était un long message — de 1.500 mots — que le général avait adressé au Congrès des « Anciens combattants de guerres étrangères » réuni à Chicago. Le 28 on annonçait officiellement à Washington que le président Truman avait invité le général Mac Arthur à retirer son message « pour éviter la confusion » en ce qui concernait la politique des États-Unis à l'égard de Formose. Mais le document, s'il ne fut pas lu à haute voix au Congrès, était déjà rendu public par les agences et les journaux.

Ainsi le peuple américain apprenait d'une façon directe et détaillée quelle était la politique asiatique du général Mac Arthur

1. *Manchester Guardian*, du 11 août 1950.
2. Associated Press, 28 août 1950.

— auquel le président Truman, disait-on, avait interdit de « faire de la politique... » Par là même le peuple américain avait l'occasion de constater une fois de plus ce qu'il y a de mythique dans la subordination du pouvoir militaire au pouvoir politique dans la « grande démocratie » américaine, fière de son attachement aux règles constitutionnelles.

Le message du général Mac Arthur développait ses idées bien connues : Formose fait partie de la ligne de défense des États-Unis dans le Pacifique, leur « frontière stratégique » comprenant l'océan tout entier et s'étendant des îles Aléoutiennes aux îles Mariannes. « De cette chaîne d'îles, ajoutait-il, nous pouvons dominer, avec la puissance aérienne, chaque port asiatique, de Vladivostok à Singapour, et empêcher n'importe quel mouvement hostile dans le Pacifique ». Si les États-Unis perdaient la ligne de défense formée par les îles du Pacifique, « y compris celle de Formose », la guerre serait « inévitable ».

Au moment où le délégué américain au Conseil de sécurité cherchait à atténuer la portée de la déclaration présidentielle du 27 juin, le général Mac Arthur en faisait un document capital marquant le point de départ d'une nouvelle politique américaine en Extrême-Orient — tel qu'il devait sans doute le concevoir lorsqu'il faisait pression sur le président Truman pour obtenir que fussent liées la question de Formose et la guerre de Corée. La décision prise par le président le 27 juin, disait-il, « ranime dans toute l'Asie un espoir qui menaçait de disparaître et constitue pour l'Extrême-Orient un tournant dans la lutte de cette région pour la liberté ».

Enfin, laissant de côté les aspects stratégique et militaire de la question de Formose — qui, seuls, prétenduement, le préoccupaient — il lançait une violente attaque contre les adversaires de sa politique asiatique. « Rien ne pouvait être plus fallacieux, proclamait-il, que l'argument sans valeur employé par ceux qui préconisent l'apaisement et le défaitisme dans le Pacifique, et selon lesquels si nous défendons Formose nous nous aliénons l'Asie continentale. Ceux qui parlent ainsi ne comprennent pas l'Orient. Ils ne saisissent pas qu'il entre dans la psychologie orientale de respecter et de suivre un exemple *agressif*, résolu et dynamique — de se détourner rapidement de dirigeants caractérisés par la timidité et l'hésitation — et ils sous-estiment la mentalité orientale ». Ces « *appeasers* » et ces « défaitistes », étaient le président Truman et M. Dean Acheson.

Des journalistes candides avaient demandé à M. Charles Ross, secrétaire privé du président Truman, lorsqu'il annonça l'intervention de ce dernier, si le général Mac Arthur pourrait être relevé de son commandement à la suite de cet « incident ». M. Ross répondit : « Cet incident est clos. » Tel était aussi l'avis du département d'État et du président lui-même. Mais le fait que le général avait retiré son message ne signifiait guère que quelque chose eût changé dans sa façon de voir — et d'agir — et encore moins qu'il dût désormais se conformer à la politique officielle de Washington. Ainsi demeurait la « confusion » de la politique des États-Unis à l'égard de Formose — dont parlait la presse américaine.

* * *

Il ne serait pas exagéré de dire que le message du général Mac Arthur avait semé la panique dans le gouvernement de Washington. L'intervention de l'homme le plus populaire des États-Unis, à dix semaines des élections, était un coup dur pour le parti du président. Les amis politiques du général républicain s'étaient en effet empressés de l'exploiter, en accusant M. Truman d'avoir « bâillonné » le commandant en chef des forces américaines en Extrême-Orient pour empêcher le peuple américain de connaître ses idées sur le problème de la sécurité des États-Unis dans le Pacifique, et en reprenant leurs violentes attaques contre le président et M. Acheson pour leur politique asiatique. La politique « bipartisane », qui devait faire surtout ses preuves sur le plan asiatique était bien morte. Les républicains faisaient de nouveau de la politique asiatique leur principal atout électoral.

Toutefois la gravité de cet « épisode extraordinaire », cette « dispute entre le président et un de ses subordonnés qu'il ne connaissait pas [1] », résidait en ceci : qu'il s'agissait d'une nouvelle offensive de Mac Arthur dans la « bataille de Formose », visant à briser la dernière résistance du président Truman et de son gouvernement sur le « front de Formose » et, d'une façon générale, sur le « front asiatique ». Cette offensive faisait elle-même partie d'une vaste opération, au sein du gouvernement, au Pentagone et au Congrès, du clan des bellicistes,qui croyaient que le moment

1. *New York Times*, du 3 septembre 1950.

était venu de prendre position. La presse américaine était la pr
mière à remarquer le synchronisme entre le message du génér
Mac Arthur et une série de manifestations du même genre des pa
tisans de la « guerre préventive ».

Ce fut d'abord l'incroyable discours que M. Francis Matthew
secrétaire à la Marine, prononça le 25 août à Boston, et da
lequel ce collaborateur direct du secrétaire à la Défens
M. Johnson, proclamait ouvertement que les États-Unis devaie
« faire la guerre pour sauver la paix », et réclamait pour eux
privilège de devenir « les premiers agresseurs pour la paix
Quelques jours auparavant M. Matthews parlant à Omaha ava
demandé à ses auditeurs : « Pourquoi attendons-nous d'être bo
bardés? Pourquoi ne frappons-nous pas le premier coup? »
fut ensuite la déclaration du général Anderson, commandant
l'école d'aviation militaire des États-Unis, disant : « Qu'on
donne l'ordre de le faire, et je peux détruire en une semaine
cinq nids où la Russie construit des bombes atomiques... Et
je tombe dans ce combat, j'expliquerai au Christ que j'ai sauvé
civilisation... [1] ».

Certes le gouvernement américain réagit aussitôt pour reje
ces idées. Mais si le commandement de l'école d'aviation milita
a été enlevé au général Anderson, M. Matthews garda son por
feuille, et le général Mac Arthur son commandement.

C'était assez pour conclure qu'il ne s'agissait point de manif
tations isolées. Ces apôtres de la « guerre préventive » disai
tout haut ce que certaines personnalités civiles et militai
disaient en privé [2], par exemple le secrétaire à la Défense, Johnso
Et il devait en être sans doute de même d'un autre membre
gouvernement, du secrétaire au Travail, M. Maurice Tobin,
avait présenté M. Matthews à l'auditoire de Boston comme p
lant au nom du président Truman.

Le 1er septembre apparaissait dans le magazine new-york
News Week un article du général Spaatz, ancien commandant
chef de l'armée de l'air américaine, proclamant que les États-U
feraient bien de risquer une guerre contre l'U.R.S.S. dès main
nant, s'il s'avérait impossible de régler autrement le conflit coré
Dans ce conflit, estimait le général Spaatz, il ne saurait y av

1. *New York Times* du 3 septembre 1950.
2. Agence France-Presse, 29 août 1950.
3. *New York Times*, du 3 septembre 1950.

de compromis, et d'ici quelques années l'U.R.S.S. disposerait peut-être d'un stock de bombes atomiques. En même temps on pouvait lire dans un hebdomadaire parisien un autre article de M. James Burnham, conseiller de la Maison Blanche, où il était soutenu que si les États-Unis ne pouvaient pas parvenir à désintégrer la puissance communiste par une contre-offensive « morale », l'usage de la bombe atomique s'imposait. Tandis qu'un sénateur démocrate, M. Mac Clellan, proposait aux Américains de « tirer le premier coup de feu ». Mais le général Eisenhower, lui-même, n'avait-il pas déclaré le 23 mars 1950 qu'il valait mieux « risquer une guerre d'annihilation », que de faire une paix qui signifierait l'abandon des « idéaux » américains?

S'il s'agissait donc d'une minorité, celle-ci était singulièrement influente et bien placée. D'ailleurs elle pouvait compter aussi sur l'appui « moral » — si l'on ose dire — des milieux catholiques des États-Unis, qui avaient également soutenu la campagne du sénateur Mac Carthy. Dans un article que l'organe catholique de Boston, *The Pilot*, avait consacré à la thèse de la « guerre préventive », à l'occasion du discours de M. Matthews, il écrivait que cette thèse devait être examinée sérieusement, et soutenait que la théorie théologique de la guerre juste admet comme telle la guerre préventive dans certaines conditions [1]. Ajoutons que M. Matthews est le seul membre catholique du gouvernement américain, et qu'il porte le titre pontifical de « camérier de cape et d'épée ».

* * *

Venant après tous ces « incidents », le message « enflammé » — selon l'expression du *New York Times* — du général Mac Arthur ne pouvait qu'alarmer le président Truman et le département d'État. Pour se faire une idée de l'importance qu'on attachait à Washington à tous ces « incidents », et de la gravité de la situation qui en résultait, il suffit de noter qu'on se demandait à ce moment s'il serait possible d'éviter l'extension de la « petite guerre » — la guerre de Corée — à cause de trois événements : la concentration de forces communistes chinoises à la frontière sino-coréenne, dont il était alors question; le message du général

1. Cité par *le Monde*, du 3 septembre 1950.

Mac Arthur; le discours de M. Matthews [1]. Ce qui revient à dire qu'aux yeux du gouvernement américain, les agissements du commandant en chef des forces des Nations Unies en Corée et de ses amis à Washington constituaient un danger de conflit au même titre que l'intervention éventuelle de la Chine communiste dans la guerre de Corée!

Quoi d'étonnant donc si pour écarter ce « danger » le président Truman s'accrochait de plus en plus aux Nations Unies? C'est ainsi qu'au moment où la Maison Blanche annonçait l'interdiction du message du général Mac Arthur par le président, elle publiait également le texte d'une lettre que ce dernier venait d'adresser à M. Austin pour expliquer la politique des États-Unis à l'égard de Formose, afin d'éviter « tout malentendu ». Dans cette lettre, destinée à être lue devant le Conseil de sécurité, le président rappelait une fois de plus que l'action des États-Unis ne préjugeait pas du statut futur de l'île et qu'ils se féliciteraient si les Nations Unies s'occupaient de ce problème.

Un porte-parole de la Maison Blanche avait déclaré à ce sujet que « dans le domaine des relations extérieures, la position des États-Unis ne peut être définie que par une seule voix » — celle du président — « ceci étant considéré comme d'une importance fondamentale au point de vue constitutionnel [2] ». Mais le surlendemain — 29 août — M. Truman envoyait à Mac Arthur une copie de sa lettre à M. Austin, accompagnée d'un message personnel au général où il lui délivrait un satisfecit pour la manière dont il conduisait les opérations militaires en Corée. Était-ce pour l'avertir qu'il ne devait pas commettre d'autres « écarts » et qu'il fallait se cantonner dans ses attributions militaires — comme on avait dit? Ou s'agissait-il plutôt d'une « explication » fournie par le président pour justifier l'interdiction du message du général? Le texte de la lettre de M. Truman à Mac Arthur ne laissait aucun doute à ce sujet :

« Je vous adresse, disait-il, pour votre information le texte d'une lettre que j'ai envoyée à l'ambassadeur Austin... Je suis certain que lorsque vous examinerez cette lettre... vous comprendrez que ma décision du 26 ordonnant le retrait de votre message... était nécessaire ». Le président semblait ainsi s'excuser : s'il avait interdit le message du général, c'était parce qu'il ne pouvait pas

1. *New York Times*, du 3 septembre 1950.
2. *New York Times*, du 29 août 1950.

faire autrement, après la lettre qu'il avait envoyée à M. Austin. Mais cette lettre était postérieure au message, puisqu'elle avait été motivée par lui.

Or ce souci de ménager le général « rebelle » était d'autant plus singulier que le gouvernement reconnaissait franchement ce qu'il y avait de dangereux dans son activité, et qu'au même moment il ne faisait, au fond, que s'employer — selon l'expression de M. Walter Lippmann — à « contrebalancer » les effets du message de Mac Arthur. Car, en dépit de ce qu'on en pensait à Londres [1], l'« incident » Truman-Mac Arthur était loin d'avoir permis de « percer l'abcès ». La lettre du président à M. Austin s'adressait effectivement au gouvernement de Pékin avec l'évident désir de le rassurer sur les intentions des États-Unis, non seulement à l'égard de Formose mais en ce qui concernait toute leur politique asiatique. « Cette politique, disait le président — en prenant la contrepartie du message de Mac Arthur — ne doit pas être fondée uniquement sur la force militaire. » Telle était également l'intention du président lorsqu'il rappelait dans son discours du 1er septembre : « Nous ne voulons ni Formose, ni aucune partie de l'Asie pour nous-mêmes. Nous estimons que le sort de Formose doit être réglé d'une manière pacifique... par une convention internationale et non par la décision des États-Unis ou de tout autre État isolé ».

Le Conseil de sécurité, ayant donné suite à la demande du gouvernement de Pékin, avait inscrit le 29 août à son ordre du jour la question de Formose; et cette inscription avait été acceptée par les États-Unis. Le gouvernement américain voulait, visiblement, substituer à la « neutralisation » de Formose par la flotte du Pacifique — ce qui n'était, à ses yeux, qu'une solution provisoire — la « neutralisation » de l'île par les Nations Unies, préconisée également par les Anglais — ce qui serait une solution définitive. Dans sa lettre à M. Austin le président Truman déclarait : « Les États-Unis seraient heureux que les Nations Unies se penchent sur le problème de Formose. Nous croyons qu'un examen de la part des Nations Unies contribuerait à une solution pacifique de ce problème. »

Or, en plaçant ainsi Formose sous le patronage des Nations Unies, le gouvernement américain n'avait pas seulement l'avantage

1. *Le Monde*, du 31 août 1950.

d'entraîner les Nations Unies, elles aussi, dans la « question de Formose » — comme il les avait entraînées en Corée; il se débarrassait en même temps de la tutelle tyrannique de Mac Arthur. Certes la tentative était probablement vouée à l'échec, la question de Formose ne relevant pas des Nations Unies, et devant être réglée par le traité de paix avec le Japon; et il était à prévoir que ni la Chine ni la Russie n'accepteraient d'autre solution de cette question que l'annexion pure et simple de l'île à la Chine. Mais c'était précisément le caractère désespéré de cette tentative qui donnait la mesure de l'embarras et du désarroi du gouvernement américain en face de l'offensive du général Mac Arthur.

C'est dans le même ordre d'idées que le président Truman eut recours au général Marshall. En le nommant le 12 septembre secrétaire d'État à la Défense, il ne se débarrassait pas seulement de M. Johnson — « l'homme le plus vulnérable » de son cabinet, selon les frères Alsop — mais il pensait que le chef de l'état-major américain pendant la guerre aurait assez de prestige, et « de poigne », pour tenir en bride le général Mac Arthur et les militaires.

***

Il est vrai que tous ces efforts désespérés avaient quand même servi à quelque chose, puisque la position officielle du gouvernement américain dans la question de Formose était restée inchangée, et telle qu'elle se trouvait définie dans la déclaration du 27 juin, et cela malgré l'appui qu'apportaient au général Mac Arthur les grands chefs du Pentagone [1]. Mais le « danger » que représentait le commandant en chef des forces des Nations Unies en Corée n'était pas écarté; il était simplement déplacé : de Formose en Corée. Car le centre de gravité de la « crise » asiatique était également déplacé, avec le brusque renversement de la situation militaire à la suite du débarquement d'Inchon (15 septembre). Dès lors la guerre de Corée était entrée dans une phase nouvelle. La question qui se posait désormais était de savoir si les forces américaines franchiraient le 38e parallèle, question étroitement liée à celle de la « localisation » du conflit coréen.

1. Le 19 septembre le général Bradley, chef de l'état-major combiné, déclarait que Formose ne devait pas tomber « entre des mains non amies », faisant ainsi écho au message du général Mac Arthur.

Une avance des Américains au delà du 38e parallèle les aurait portés à proximité de la frontière de Mandchourie et de Vladivostok, unique base soviétique dans le Pacifique; éventualité qui ne pouvait laisser indifférentes ni la Chine communiste ni l'Union Soviétique. C'était tellement évident que l'occupation « préventive » de la Corée du Nord par les Chinois ou les Russes — voire par les deux ensemble — était alors sérieusement envisagée dans les milieux occidentaux. De là l'extrême prudence et l'hésitation dont le gouvernement de Washington avait fait preuve, dès le début, à ce sujet.

On sait que l'intervention américaine n'était considérée — selon l'expression du président Truman — que comme une « opération de police »; il s'agissait de « repousser l'agresseur » jusqu'à son point de départ. Dans une déclaration faite en août devant une Commission de la Chambre des représentants et rendue publique le 22 de ce mois, le secrétaire à la Défense, M. Johnson, révélait que l'objectif initial du commandement allié était de repousser les Nord-Coréens jusqu'au 38e parallèle [1]. Le 13 juillet le président Truman déclarait aux journalistes que les forces des Nations Unies repousseraient l'envahisseur jusqu'au 38e parallèle et prendraient alors, selon les nécessités du moment, la décision de poursuivre ou non la campagne. Au cours d'une autre conférence de presse, le 31 août, le président déclarait qu'il ne pouvait pas répondre à la question de savoir si les forces américaines s'arrêteraient devant le 38e parallèle lorsqu'elles prendraient l'offensive. Tandis que dans son discours du 1er septembre il était plus catégorique, tout en donnant la raison de son attitude hésitante : la crainte d'un conflit avec la Chine communiste : « Nous ne voulons pas, disait-il, que les combats en Corée dégénèrent en guerre générale. Le conflit ne s'étendra pas, à moins que l'impérialisme communiste ne jette d'autres armées et n'entraîne d'autres gouvernements dans la bataille... » Bref, la doctrine américaine sur la guerre de Corée était loin d'être celle d'une « capitulation sans conditions [2] ».

Sans doute, depuis la victoire de Séoul, l'aspect militaire de la question du 38e parallèle n'était pas non plus négligeable. Les forces américaines devaient poursuivre les Nordistes pour ne pas leur laisser le temps de se regrouper et de se réorganiser. Pourtant,

1. Associated Press, 22 août 1950.
2. Dépêche de Washington à l'Agence France-Presse, 1er septembre 1950.

d'après le général Edward Alimond, commandant du 10e corps qui avait débarqué à Inchon et occupé Séoul, cette question ne « tracassait » pas les officiers américains. « Si nous détruisons l'ennemi, disait-il dans une déclaration [1], de telle façon qu'il ne lui reste rien à retirer au Nord, il n'existe pas de problème du 38e parallèle ». Or, selon le général, 90 % de l'armée nordiste étaient pris au piège.

C'étaient surtout des considérations d'ordre politique qui faisaient réfléchir le président Truman et son gouvernement. Car, outre les complications qui pouvaient surgir du côté russe ou chinois, ils devaient également tenir compte des réticences des alliés des États-Unis, tout en étant sûrs de leur appui. Le 28 septembre M. Robert Schuman — qui venait de participer à la conférence des « Trois » — déclarait en quittant New York: « J'espère qu'il n'est pas nécessaire de franchir le 38e parallèle... Du point de vue politique il vaut mieux pour nous rester dans la situation antérieure à la guerre. » Tandis que le gouvernement indien était franchement hostile au dépassement du 38e parallèle. D'autre part on ne perdait pas de vue à Washington que si l'Angleterre avait longtemps hésité avant de se décider — sous la pression du gouvernement américain — à envoyer quelques troupes en Corée, c'était par crainte de se trouver un jour en conflit avec la Chine communiste.



Cependant déjà la « bataille du 38e parallèle » était engagée entre le général Mac Arthur — qui brûlait d'impatience de « totaliser » *sa* victoire en Corée — et le gouvernement américain. Et le plus curieux est que le signal en était donné par le président de la Corée du Sud. Dans un message à ses troupes lancé le 19 septembre, Syngman Rhee proclamait que celles-ci occuperaient la Corée du Nord jusqu'à la frontière de la Mandchourie, tout en prophétisant que les forces des Nations Unies « envahiraient » également la Corée du Nord.

Le gouvernement américain envisageait avec tant de pessimisme l'issue de cette bataille qu'il se tourna à nouveau vers les Nations Unies, dans l'espoir de trouver une solution diplomatique pour

1. Associated Press, 26 septembre 1950.

terminer « honorablement » la guerre de Corée sur le 38e parallèle. Car la nouvelle bataille que devaient mener le président Truman et son gouvernement n'exprimait pas seulement l'effet de divergences de vues entre eux et le général Mac Arthur. Il y allait de l'évolution de l'ensemble de la politique asiatique et, partant, mondiale des États-Unis, voire de la paix. Si le gouvernement l'emportait on pouvait s'attendre à un développement pacifique de la crise coréenne, où la diplomatie jouerait le rôle principal. En revanche, si le général Mac Arthur avait le dernier mot, la parole resterait aux armes, et l'on pouvait s'attendre à toutes les complications, même les plus graves.

C'était à cela que pensait sans doute M. Walter Lippmann lorsqu'il écrivait : « Nous avons maintes raisons d'espérer que la guerre pourra se terminer sans que nous ayons à poursuivre la lutte jusqu'en Corée du Nord. Même si le risque d'une intervention russe et chinoise visant à nous empêcher de progresser en direction du Nord était éliminé, il serait encore de notre intérêt d'éviter cette opération dans toute la mesure du possible. »

Le 21 septembre, au cours de sa conférence hebdomadaire habituelle, le président Truman répondant à une question déclarait que son gouvernement n'avait pas encore décidé de ce que feraient les forces américaines lorsqu'elles auraient atteint le 38e parallèle; et il affirmait que les États-Unis laisseraient entière liberté aux Nations Unies de décider si « leurs » forces avanceraient ou non au delà du 38e parallèle, et que le gouvernement américain se soumettrait à leur décision quelle qu'elle fût.

Peut-être la paix avait-elle alors une chance. Le gouvernement indien faisait de louables efforts pour empêcher la Chine communiste d'intervenir soit à Formose soit en Corée, pour ne pas aggraver la situation et pour faciliter une solution pacifique du conflit. Des rumeurs de négociations de paix circulaient dans les couloirs de l'O. N. U. à la suite d'une nouvelle de Tokio annonçant que, d'après la radio de Pyong Yang, le gouvernement nord-coréen avait envoyé le 28 septembre une note aux États-Unis leur demandant de mettre fin aux hostilités. M. Acheson, disait-on à Lake Success, aurait déjà eu des entretiens avec différentes délégations à l'O. N. U. pour obtenir leur avis sur un plan — dont l'essentiel était d'inciter les Soviets et les Nord-Coréens à rechercher une solution pacifique du conflit, en donnant l'assurance à l'U.R.S.S.

et à la Chine que des forces américaines ne seraient pas stationnées près de leurs frontières après la fin de la guerre [1].

Les espoirs que le président Truman mettait en l'O. N. U. semblaient être bien fondés. La situation de celle-ci était, du point de vue juridique, suffisamment forte pour s'imposer au général Mac Arthur. Les pouvoirs de ce dernier découlaient de la résolution du Conseil de sécurité autorisant la création d'un commandement unifié des Nations Unies en Corée. Aussi fallait-il une décision spéciale de l'Assemblée des Nations Unies pour que leurs forces pussent franchir le 38e parallèle; ce qui était d'ailleurs soutenu par certaines délégations [2].

Mais déjà le général Mac Arthur avait gagné la « bataille du 38e parallèle ». Dès le 27 septembre on apprenait de « source autorisée » à Washington que le général Mac Arthur avait été autorisé à envoyer des troupes des Nations Unies en Corée du Nord, si cette mesure s'avérait nécessaire au point de vue militaire [3]. Tandis que d'autre part un porte-parole de la délégation américaine à l'O. N. U. déclarait qu'il n'était pas besoin d'une autorisation spéciale pour que le général Mac Arthur franchît le 38e parallèle, car il avait le droit de le faire s'il le jugeait nécessaire. Désormais l'unique souci du gouvernement américain était d'obtenir l'autorisation formelle des Nations Unies pour ne pas encourir le reproche d'avoir entrepris une action unilatérale dont il eût porté la responsabilité.

C'est pourquoi, à ce moment encore, on n'envisageait que le franchissement du 38e parallèle par les forces non américaines seulement. Des conversations étaient entamées à ce sujet entre Washington et les capitales alliées pour savoir des gouvernements intéressés s'ils étaient disposés à se charger de l'occupation de la Corée du Nord, sous le drapeau des Nations Unies, au cas où les forces de celles-ci auraient traversé le 38e parallèle, les troupes américaines restant sur le territoire sud-coréen [4].

Le résultat de ces conversations fut le projet de résolution présenté « officiellement » [5] par la délégation britannique — et sept autres délégations — au Conseil de sécurité, recommandant entre autres choses de « prendre toutes les mesures appropriées

1. *Le Monde*, du 29 septembre 1950.
2. *Le Monde*, du 4 octobre 1950.
3. Associated Press, 27 septembre 1950.
4. Associated Press, 26 septembre 1950.
5. *New York Times*, du 1er octobre 1950.

pour assurer des conditions de stabilité dans toute la Corée ». Cette résolution portait la marque de l'équivoque; elle donnait pratiquement carte blanche au général Mac Arthur sans se prononcer formellement dans ce sens. La seule autorisation qu'on pût obtenir de l'O. N. U. était une « autorisation tacite »[1]. Mais c'était tout ce qu'il fallait au général Mac Arthur. Le gouvernement américain avait beau essayer d'atténuer la portée de cette résolution, en proclamant devant le Conseil de sécurité — par la bouche de son délégué, M. Austin — qu'il espérait « en fait » que « la plus grande partie » de l'effort des Nations Unies au delà du 38e parallèle serait accompli « par des unités provenant d'États membres autres que les États-Unis ». A partir de ce moment le général Mac Arthur était libre d'appliquer sa politique personnelle sous le drapeau des Nations Unies — et d'entraîner l'Amérique dans un nouveau « cercle infernal ».

***

L'O. N. U. ne s'était pas encore prononcée sur la résolution britannique qu'on apprenait que le 1er octobre, dans la matinée, des forces sudistes avaient franchi le 38e parallèle. L'événement était d'une telle gravité que nul ne voulait en prendre la responsabilité. Aussi cette opération resta-t-elle enveloppée dans le « mystère ». A ce moment on ne pouvait même pas invoquer les « nécessités militaires »; les Sudistes avançaient sans rencontrer aucune résistance.

Au début on essaya de mettre en doute l'exactitude même de la nouvelle, voire de « noyer » l'événement dans la confusion. De toute façon, assurait-on, l'opération signalée ne serait pas l'amorce d'une avance générale, et les « quelques unités » qui y avaient pris part ne pousseraient pas plus loin tant que les Nations Unies n'auraient pas pris une décision. Dans l'après-midi du 1er octobre le général Mac Arthur lui-même, selon l'Agence France-Presse, assurait le Pentagone que les troupes américaines et sudistes étaient toujours au sud du 38e parallèle. Et un porte-parole officiel du Pentagone déclarait n'avoir connaissance d'aucune nouvelle à ce sujet. Le 2 octobre encore on se refusait dans les milieux militaires américains de Tokio à confirmer ou à démentir officiellement la nouvelle.

1. *New York Times*, du 1er octobre 1950.

Mais une troublante question se posait quand même : Qui ava
donné l'ordre aux forces sudistes de franchir le 38e parallèle —
de placer ainsi les Nations Unies devant le fait accompli?
dépêche de l'Associated Press qui avait annoncé le 1er octob
la nouvelle précisait que l'ordre avait été donné par le géné
Walker, commandant la 8e armée — autant dire par le G.Q.
de Tokio. Cette même dépêche faisait en outre état des déclaratio
du lieutenant-colonel Emmerich, conseiller américain de la 3e di
sion sud-coréenne qui était entrée la première sur le territoi
de la Corée du Nord, confirmant que les conseillers américains
l'armée sudiste (*Korean Military Advisor-Group*) avaient partici
à l'opération — alors que le général Walker continuait à « ign
rer officiellement » ce qui se passait [1]!

Le 3 octobre seulement, le porte-parole du G. Q. G. du géné
Mac Arthur confirma l'événement, en laissant entendre en term
à peine voilés que celui-ci avait la « bénédiction » du commanda
en chef des forces des Nations Unies : « Le problème, disait
touche à une question particulièrement *explosive.* Nous laisso
les correspondants libres d'interpréter l'action sud-coréenne
de choisir entre ordre, autorisation, approbation, permissi
tacite, s'ils tiennent à préciser l'attitude du G. Q. G. du géné
Mac Arthur [2] ». En réalité — comme le soulignait l'Agence Fran
Presse — l'avance sudiste au delà du 38e parallèle était le fait d'
plan concerté auquel l'état-major américain ne devait pas ê
étranger. Depuis le 27 septembre, les avions américains avaie
consacré la plus grande partie de leur activité à ce secteur,
étroite coordination avec les troupes sudistes.

Ce n'est que le 6 octobre que l'Assemblée générale de l'O. N.
s'était prononcée sur la résolution britannique « autorisan
les forces des Nations Unies à franchir le 38e parallèle — al
que les forces sudistes avaient déjà avancé profondément da
le territoire de la Corée du Nord. La décision de l'O. N. U. ne val
donc que pour les troupes américaines, qui allaient ainsi pous
« légalement » en avant si les « nécessités militaires » l'exigeaie
Mais les Américains n'attendaient que cette décision pour se met
en marche. Dès le lendemain ils franchissaient à leur tour le 3
parallèle.

1. Agence France-Presse, 2 octobre 1950.
2. Agence France-Presse, 3 octobre 1950.



Une nouvelle question se posait alors : jusqu'où iraient-ils? Jusqu'à la frontière de la Mandchourie? Question capitale. La guerre de Corée entrait en effet dans sa phase la plus critique — et la plus paradoxale. La justification de l'avance des forces américaines au delà du 38e parallèle était la nécessité de « liquider » la guerre de Corée par l'anéantissement des dernières forces nordistes. Or c'est à ce moment, du fait de cette avance, que commençait le grand risque de voir la guerre de Corée, jusqu'alors « localisée », dégénérer en un conflit général.

Cette fois aussi, comme au début de la « bataille du 38e parallèle », on se rendait si bien compte des dangers de l'opération qu'on essayait de l'entourer de toutes les mesures de « précaution ». Le commandement américain, disait-on, serait invité à ne pas s'approcher de la frontière mandchoue si les « nécessités militaires » ne l'exigeaient pas; les opérations se dérouleraient de façon à ne point revêtir le caractère d'une « provocation » à l'égard de la Chine ou d'une menace directe contre les intérêts chinois, etc. Les complications qui pouvaienr résulter de ces opérations n'en étaient pas moins évidentes; et l'état-major britannique avait adressé à Washington un avertissement à ce sujet [1].

C'est alors qu'on lança l'idée d'une « ligne Mac Arthur », que les troupes américaines ne devaient pas franchir (car on prétendait que l'initiative en revenait au général!). Dès le 8 octobre un porte-parole du Pentagone déclarait qu'il n'y avait aucun plan concret pour l'établissement d'une « ligne Mac Arthur ». On envisageait maintenant — toujours dans le même souci d'apaiser les communistes chinois — l'occupation de la zone frontière immédiate par des troupes non-américaines. Mais cela aussi était abandonné aussitôt. Les commandants des forces américaines affichaient leur intention d'atteindre le plus rapidement possible le Yalou. Tandis que dans les journaux, aux États-Unis, apparaissaient des articles demandant que les troupes américaines franchissent la frontière septentrionale de la Corée et occupent la Mandchourie.

1. *Le Figaro*, du 9 octobre 1950.

* * *

C'est sur ces entrefaites que survint l'épisode assurément
plus dramatique de la lutte entre le gouvernement américain
son « proconsul » au Japon : l'entrevue de l'île de Wake. Un ép
« mystère » enveloppa dès le début cet événement aussi sensati
nel qu'extraordinaire, où l'on a vu le président des États-U
faire un voyage de plus de 12.000 kilomètres en avion pour conv
ser pendant une heure à peine avec le commandant en chef
forces américaines dans le Pacifique — alors que la guerre
Corée était virtuellement terminée.

Cette entrevue a été présentée à Washington comme un gr
succès, le président et le général étant « tombés d'accord »
tous les « problèmes majeurs » de l'Extrême-Orient. Or, ét
donné les profondes divergences de vue qui existaient er
Washington et Tokio sur tous ces problèmes, l' « accord » de
signifier qu'une solution définitive avait été donnée à la c
chronique de la politique asiatique des États-Unis, le présic
ayant réussi à coordonner l'action du commandant en chef a
les vues du gouvernement. Il n'en était rien.

A lui seul le voyage du président consacrait la primauté
la tendance « asiatique » de la politique américaine, c'est-à-
la victoire de la politique de Mac Arthur. Et l'on comprend a
pourquoi le général avait insisté pour que l'entrevue eût lieu c
le Pacifique, ayant lui-même indiqué l'île de Wake comme
de sa rencontre avec le président.

De toute façon le général Mac Arthur était rentré à T
comme si rien n'était changé pour lui après cette rencontre.
toutes les informations — plus ou moins inspirées — qui provena
de la capitale nippone montraient qu'il entendait poursuivre
politique comme si l' « accord » de Wake comportait l'appro
tion de celle-ci par le président. Une dépêche de l'Associated P
était, à cet égard, particulièrement « révélatrice ». « On déc
— y lisait-on — dans les milieux bien informés de Tokio
l'objet principal des entretiens Truman-Mac Arthur a été le ren
cement de la puissance militaire et de la politique des États-U
en Extrême-Orient. » C'était la thèse du général Mac Arthur

« Le général Mac Arthur — lisait-on encore dans la mê
dépêche — a eu ample occasion... d'exprimer ses vues sur la né

ité d'une ferme politique en Asie, politique appuyée par de puissantes forces militaires pour contenir le communisme. » C'était encore la thèse du général. Enfin la dépêche en question ajoutait : « Le président Truman a dit qu'il donnait son appui à une telle politique : il n'y a pas eu de désaccord, ajoute-t-on (dans les milieux de Tokio), et la conférence de Wake reflète un accord général sur la nécessité d'une forte position des États-Unis contre de nouveaux gains communistes en Asie. » Ce qui voulait dire que l'accord serait intervenu sur la thèse principale du général Mac Arthur.

Un autre télégramme de Tokio au *New York Herald Tribune* nous apprenait que le général Mac Arthur était en faveur de la proclamation d'une « doctrine du Pacifique », qui réaffirmerait la détermination de l'Amérique de porter assistance à toute nation en Extrême-Orient menacée de l'intérieur ou de l'extérieur par le communisme. D'après des « sources sûres » — disait encore cette information — « le maintien à un degré élevé des préparatifs des États-Unis sur le front de la guerre froide en Extrême-Orient était un des principaux points de l'entrevue de Wake. » « En plaidant pour une forte politique asiatique, appuyée sur une force militaire, le général Mac Arthur avait souligné devant le président sa conviction que l'Amérique doit être prête à faire face à la menace communiste partout où elle apparaîtrait ».

Toujours d'après ces « sources sûres », de Tokio, « contrairement aux nouvelles venant des États-Unis » — et inspirées par la Maison Blanche et le département d'État — « il n'avait pas été question à cette conférence de transférer des forces armées américaines de l'Extrême-Orient afin de renforcer la défense de l'Europe », le général Mac Arthur ayant clairement fait comprendre au président qu'il n'y aurait pas de « relâchement des efforts américains » (en Asie) après la fin des hostilités en Corée. Enfin on pouvait lire dans cette dépêche ce passage essentiel : « D'après l'entourage du général, celui-ci pensait que les États-Unis devaient *capitaliser* la défaite du communisme en Corée », défaite qui avait résulté « de la première destruction d'un État satellite des Soviets depuis la seconde guerre mondiale ».

« Capitaliser » la défaite du communisme en Corée... Cette formule disait tout — et expliquait aussi le « mystère » de l'entrevue de Wake. Le vainqueur de Corée entendait exploiter à fond sa victoire, qui revalorisait sa propre politique — puisque les événe-

ments semblaient lui avoir donné raison — en laissant libre cour aux développements de cette politique et en la poussant jusqu'à se extrêmes conséquences. A ses yeux, la « première destruction d'u État satellite des Soviets » n'était qu'un commencement, le pre mier pas sur la voie de la « libération » de toute l'Asie. Après l Corée, la Mandchourie... C'était cela qu'il voulait dire en faisan comprendre au président, à Wake, qu'il n'y aurait pas de « relâ chement dans les efforts américains après la fin de la guerre e Corée ».

Les intentions du général ne devaient pas être un secret pou Washington. Toute son activité — et ses « initiatives » — depui la victoire de Séoul les trahissaient. Et c'était sans doute là l « clé du mystère » de l'entrevue de Wake. Si le président Truma s'était hâté de prendre l'avion pour un vol de plus de 12.000 kilo mètres afin de converser à peine une heure avec lui — le programm de son voyage ne prévoyait qu'un entretien de deux heures avec l général[1] — ce fut sans doute pour empêcher une nouvelle «initiative mac-arthurienne aux conséquences incalculables. Le nombreu état-major civil — absolument superflu — qui accompagnait l président ne servait qu'à masquer cette démarche désespéré C'est pourquoi l'entrevue des deux hommes n'avait même pa duré une heure entière; le président s'était sans doute vite aperç que sa tentative était vaine et qu'il n'y avait rien à faire avec so interlocuteur; aussi s'étaient-ils séparés bien vite, n'ayant plu rien à se dire. C'est pourquoi aussi la seconde « conférence », laquelle avaient participé les conseillers politiques du président ne fut tenue que « pour la forme », et ne dura qu'une heure, alor que le président séjourna cinq heures sur l'île désertique — et eu le temps d'en « visiter » les rochers...

Les informations provenant de diverses sources américaine affirmaient qu'à Wake une décision aurait été prise concernant l distance des frontières mandchoue et russe où se tiendraient le forces des Nations Unies. Ces informations étaient surtout inté ressantes parce qu'elles indiquaient que la *question de Mandchouri* avait été examinée à l'entrevue de Wake. Mais le vrai résulta de cet examen, on le vit quelques jours plus tard, après le retou du général Mac Arthur à Tokio. Le 21 octobre il donnait l'ordre à ses troupes de gagner le plus vite possible la frontière de l Mandchourie.

1. Reuter, 14 octobre 1950.

***

L'argument employé par le général à Wake pour imposer son nouveau « plan d'action », a dû être le même qu'il avait employé depuis le début de la guerre de Corée pour entraîner le gouvernement américain dans sa politique d'intervention : à savoir qu'il n'y avait rien à craindre du côté russe ou chinois. Le général, disaient les informations citées plus haut, aurait exprimé (à Wake) au président l'opinion que ni la Chine ni l'U.R.S.S. n'interviendraient dans le conflit — au cas où les forces américaines avanceraient jusqu'à leurs frontières respectives. La conviction était en effet assez générale que la Chine — qui, contrairement à l'Union Soviétique, avait fini par prendre position dans le conflit coréen — « bluffait ». Le 4 octobre M. Acheson déclarait au cours de sa conférence de presse hebdomadaire qu'il ne croyait pas à une intervention de la Chine communiste en Corée. Quant au général Mac Arthur, cette éventualité, loin de l'inquiéter, entrait dans son jeu, puisqu'elle lui permettrait de porter la guerre sur le territoire chinois. Si les communistes chinois essayaient d'intervenir, avait-il dit dans son interview déjà citée, ils seraient « mis en pièces ».

Or les communistes chinois ne « bluffaient » pas. Dès le début du mois d'octobre on signalait l'apparition sur le front coréen des premières unités chinoises; et cet événement était marqué par un sérieux revers des forces américaines et sudistes — le premier depuis le débarquement d'Inchon, le front des Nations Unies ayant reculé de plus de 100 kilomètres.

Un long communiqué « personnel » du général Mac Arthur publié le 6 novembre confirmait l'intervention chinoise en annonçant — avec une étrange discrétion — que les Nordistes avaient fait avancer « des forces communistes étrangères au delà du fleuve Yalu en territoire nord-coréen ». Le même jour le général transmettait un rapport au Conseil de sécurité notifiant la participation de forces communistes chinoises aux combats de Corée.

L'événement était de taille. L'intervention chinoise changeait en effet profondément la physionomie et la portée de la guerre coréenne. D'abord au point de vue militaire. A ce moment la guerre était considérée comme virtuellement terminée. Le général Mac Arthur avait promis à ses hommes qu'ils passeraient la Noël chez eux. Avant l'hiver tout serait fini, semblait-il. A Washington et

à l'O. N. U. on s'occupait déjà des problèmes « d'après-guerre
la réorganisation politique de la Corée. Tout à coup la gue
rebondissait et menaçait de se prolonger en s'étendant. « L'esp
d'une proche fin de la guerre est disparu », « la guerre n'est p
terminée », reconnaissaient avec amertume les journaux amé
cains [1].

En second lieu ce retournement de la situation militaire av
des répercussions aussi graves sur le plan politique. Ce qui app
raissait jusqu'alors comme la « victoire » des Américains en Cor
avait créé une de ces « situations de force » dont rêvait M. Aches
en lançant sa formule de la « diplomatie totale ». La défaite d
Nordistes était saluée à Washington comme une défaite de Mosc
qui avait perdu son prestige; d'où la grande portée des évé
ments de Corée au point de vue de la lutte mondiale entre
communisme et l'anticommunisme [2]. Les États-Unis semblaie
avoir pris en Corée leur revanche sur la catastrophe qu'ils avaie
subie en Chine avec la victoire des communistes.

Le fait que cette situation avantageuse pour l'Amérique av
été créée par l'application d'une politique — celle du géné
Mac Arthur — à laquelle il s'était opposé, dès le début des opé
tions en Corée, n'avait point empêché M. Acheson de s'empres
d'exploiter la victoire de Corée sur le plan de la politique généra
De là ce « paradoxe » que la guerre de Corée avait semblé, à
moment donné, avoir comme résultat de rendre possible la repr
des conversations entre l'Ouest et l'Est. Dans une déclarati
faite le 4 octobre à la presse, le secrétaire d'État exprimait l'esp
que le problème coréen pourrait être réglé sans laisser aucune ra
cœur, et donnait à entendre qu'une fois l' « équilibre des force
rétabli — par la victoire en Corée — entre le bloc occidental
le bloc soviétique, il deviendrait possible de « causer ». Ce
conversation ne risquerait plus d'être considérée comme une ma
festation d'une politique de faiblesse mais comme l'aboutisseme
de la « politique de force » pratiquée par le département d'Ét
Mais le général Mac Arthur avait fait de la « situation
force » créée en Corée par la victoire américaine une « situati
explosive », dont les effets devaient être surtout ressen
par les États-Unis. Ceux-ci semblaient être tout à coup pris
« piège » tendu par les Russes et que tout le monde redoutai

1. *New York Herald Tribune*, des 5 et 7 novembre 1950.
2. *New York Times*, du 1er octobre 1950.

Washington : le conflit avec la Chine communiste [1]. Il est en effet difficile de s'imaginer une situation aussi étrange que celle dans laquelle se trouvaient mis les États-Unis, avec leur victoire en Corée — grâce à l'artisan de cette victoire. Toute la politique du département d'État visait à séparer Pékin de Moscou. C'était à cette fin que M. Acheson voulait reconnaître le gouvernement de Mao Tsé Toung. Les Américains étaient convaincus que le Kremlin jouait « double jeu » avec la Chine : faisant d'un côté semblant de vouloir l'introduire à l'O. N. U, tandis qu'en réalité il sabotait l'admission, n'ayant nullement envie de voir la Chine siéger aux côtés des puissances non communistes, son vrai but étant — selon M. Walter Lippmann — de maintenir la Chine « diplomatiquement isolée ».

L'attitude prudente de la Chine pendant la première phase de la guerre de Corée était interprétée à Washington comme exprimant le désir de « ne plus faire le jeu de l'impérialisme soviétique [2] ». Dans le *New York Herald Tribune* du 24 octobre, M. Joseph Alsop, tirant « la leçon » de ce qu'il appelait le « bluff » chinois, attirait l'attention de ses compatriotes sur le « dommage incommensurable » qu'il y aurait pour les États-Unis à oublier qu'il était possible que Pékin résistât à Moscou.

Et voilà que les Américains faisaient eux-mêmes le jeu de Moscou. Après avoir — pour des raisons de politique intérieure — tenu la Chine communiste « en quarantaine », aux portes de l'O. N. U., ils entraient maintenant en conflit avec elle, faute de pouvoir brider un général « rebelle ». Le retournement de la situation politique était tel, que c'étaient les Russes qui semblaient être à présent pressés de l'exploiter sur le plan européen, où la position des « Occidentaux » se trouvait singulièrement affaiblie, précisément à cause de la victoire des Américains en Corée, qui engageait ceux-ci dans l'engrenage d'une vaste aventure asiatique. Ce fut la proposition du 3 novembre du gouvernement soviétique pour la convocation d'une conférence des « Quatre Grands » en vue de résoudre le problème allemand. C'était maintenant M. Acheson qui cherchait une fois de plus à repousser cette « offensive de paix » russe ; la « situation de force » de Corée n'entrait plus dans

1. Dès le début du mois d'août M. Walter Lippmann avait mis en garde ses compatriotes contre « le grand piège d'une guerre générale en Extrême-Orient ».

2. *Le Monde*, du 3 novembre 1950.

on jeu, depuis qu'elle était transformée en « situation explosive ». Telle était la rançon de la victoire de Mac Arthur dans la « bataille du 38e parallèle ».



La situation ainsi créée était à tous points de vue d'une extrême gravité. A vrai dire la guerre de Corée ne faisait que commencer, ayant perdu son caractère de guerre civile coréenne pour devenir un épisode du vaste conflit asiatique qui oppose les États-Unis à la Chine communiste.

On s'était demandé ce qu'allait faire le gouvernement américain devant l'intervention chinoise, et l'on s'attendait à une réaction vigoureuse de sa part. Mais à Washington la consigne était à la prudence et à la modération. Le gouvernement américain demanda la convocation du Conseil de sécurité pour examiner le rapport du général Mac Arthur; toutefois on ne faisait montre d'aucune précipitation : on voulait visiblement préparer le terrain en vue d'une solution de compromis. Dans la délégation américaine on déclarait que la réunion du Conseil serait précédée de délibérations entre délégations auxquelles les Russes seraient également invités à participer [1]. Bref la tendance générale était à la conciliation. On avait remarqué que les communistes chinois avaient subitement rompu le contact avec les Américains et s'étaient repliés de leur propre initiative de plusieurs kilomètres, comme s'ils voulaient indiquer que leur intervention n'avait qu'un caractère d'avertissement, et comme s'ils ne voulaient que dégager la zone de Yalu pour protéger les importantes installations hydro-électriques qui fournissent le courant aux usines de la Mandchourie.

C'est ainsi que le Conseil de sécurité se réunit le 8 novembre dans une atmosphère d'optimisme. Son premier geste fut d'inviter le gouvernement de Pékin à participer au débat.

Cependant, tandis que l'accalmie la plus symptomatique — et la plus prometteuse — régnait sur le front coréen, la partie, sur le plan diplomatique, ne se jouait pas à l'O. N. U. mais entre Tokio et Washington. A la « bataille du 38e parallèle » — gagnée sur toute la ligne par le général Mac Arthur — avait fait suite la « *bataille du* 40e *parallèle* », c'est-à-dire la bataille des frontières

1. Agence France-Presse, 6 novembre 1950.

de la Mandchourie. C'était la vraie bataille « décisive » de la guerre de Corée, mais qui dépassait le cadre coréen, puisque de son issue dépendait l'évolution de l'ensemble de la situation asiatique et mondiale.

En effet la prudence du gouvernement américain — et de l'O. N. U. — n'engageait nullement l'avenir, en ce sens qu'elle n'engageait point le général Mac Arthur. Comme cela avait été le cas depuis le début des hostilités, l'évolution de la situation dépendait beaucoup plus des « initiatives » du commandant en chef des forces américaines en Corée que du gouvernement de Washington — et des Nations Unies. Que la question de l'intervention communiste fût portée par le général Mac Arthur lui-même devant le Conseil de sécurité, et que désormais cette question relevât de l'O. N. U., cela ne voulait pas dire que le général avait abandonné ses idées, et ne garantissait nullement qu'il n'essayerait pas de les appliquer, malgré le gouvernement américain et malgré l'O. N. U. Pour Mac Arthur il s'agissait maintenant de porter le conflit sur le territoire chinois.

Cela résulte clairement de son communiqué du 6 novembre et de son rapport au Conseil de sécurité. Dans le premier de ces documents le général établissait tout d'abord un fait qui, à ses yeux, devait revêtir une importance capitale : « La guerre de Corée, disait-il, était pratiquement terminée. » C'était donc à « *un nouvel ennemi* » que les forces des Nations Unies devaient faire face désormais, ainsi qu'il le soulignait dans son rapport au Conseil de sécurité. Cela voulait dire qu'une nouvelle guerre avait commencé en Corée; et à guerre nouvelle, nouvelle action militaire. Et le général tirait argument de l'étendue du revers subi par ses armées — et qui n'était peut-être qu'une manœuvre... — pour indiquer en termes voilés, bien entendu, la nécessité de frapper le « nouvel ennemi ».

Si les forces de cet ennemi avaient pu procéder à « d'importantes concentrations » pour tendre « subrepticement » un « piège » aux forces des Nations Unies et entraîner leur destruction, elles l'avaient fait « à l'abri de la frontière mandchoue » qui leur conférait « *le privilège de l'immunité* ». Ce n'est que dans ces conditions qu'après la destruction des forces nord-coréennes, « une nouvelle armée de troupes fraîches » avait pu se dresser devant les armées des Nations Unies, « ayant derrière elle le soutien possible d'importantes réserves et d'approvisionnements appropriés aisément

accessibles pour l'ennemi », mais « situés au delà des limites » de la sphère d'action militaire des forces des Nations Unies.

On avait dit du communiqué du général Mac Arthur qu'il était un avertissement à la Chine; il était aussi un avertissement au gouvernement américain et à l'O. N. U. Le commandant en chef leur signalait ce qu'il y avait d'« inadmissible » dans la situation « anormale » dans laquelle se battaient désormais leurs forces. « Pour nous, notre mission présente — disait-il en terminant son communiqué et en s'adressant directement à son gouvernement et à l'O. N. U. — est limitée à la destruction de ces forces actuellement engagées contre nous en Corée du Nord, en vue de réaliser l'objectif des Nations Unies qui consiste à rendre l'unité et la paix à la nation et la population de Corée. »

Le sens de ces paroles était clair : cette situation ne pouvait pas durer. Le commandant en chef ne pouvait pas se limiter à battre le « nouvel ennemi » sur le territoire coréen, sans avoir la possibilité de le poursuivre et de le battre sur son propre territoire. Et le général Mac Arthur laissait entendre que si l'intervention chinoise se développait, il se réservait le droit de prendre les mesures imposées par les « nécessités militaires ». « Il reste à savoir, disait-il encore dans son communiqué, dans quelle mesure des réserves seront envoyées en avant pour renforcer les unités actuellement engagées, et c'est là une question de la plus grave signification sur le plan international. » C'était un préavis pour le transfert de la guerre de Corée sur le territoire chinois.

La seule chose que le général omettait de dire était que, si les choses en étaient là, il en portait dans une grande mesure la responsabilité, puisque c'était lui-même qui avait porté la bataille à la frontière mandchoue, alors qu'aucune « nécessité militaire » ne justifiait cette opération, et que, d'autre part, la réaction des communistes chinois était à prévoir. Dans son propre communiqué du 6 novembre on trouve l'aveu que « la guerre de Corée était pratiquement terminée après l'encerclement des unités ennemies se trouvant au nord de Pyong Yang et l'occupation du secteur côtier oriental », opérations à la suite desquelles l'ennemi avait laissé aux mains des Américains « plus de 135.000 prisonniers, ce qui, avec ses autres pertes en tués et blessés évaluées à plus de 200.000 hommes, représente un total de pertes en effectifs dépassant 335.000 hommes, chiffre qui correspond aux estimations raisonnables de la puissance militaire totale de la Corée du Nord ».



« Les considérations militaires ne doivent pas décider d'une politique », avait proclamé le président Truman dans son discours du 1er septembre 1950. Mais toute la politique américaine depuis le déclenchement de la guerre de Corée avait été décidée — sous la pression du général Mac Arthur — sur des considérations purement militaires. C'était là un malheur qui s'ajoutait à une situation déjà malheureuse, du fait de la guerre. Mais le plus grave était que cela continuait au moment le plus critique de cette guerre, lorsque celle-ci commençait à dégénérer en un conflit avec la Chine communiste. L' « avertissement » de Mac Arthur en était la preuve.

La gravité de cette situation se reflétait dans le projet de résolution présenté le 8 novembre par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France au Conseil de sécurité, et qui fut adopté par celui-ci. Ce document ne visait pas seulement les communistes chinois; il visait aussi le commandant en chef des forces des Nations Unies en Corée. Si le Conseil demandait le retrait immédiat des forces communistes chinoises, il réclamait aussi « avec insistance qu'aucune action ne soit entreprise qui pourrait conduire à une extension du conflit ». Le Conseil semblait en avoir assez des « initiatives » du général Mac Arthur, et espérait freiner ainsi son activité au moment où elle menaçait de devenir plus néfaste que jamais.

Car la résolution adoptée par le Conseil laissait aussi une porte ouverte à la Chine communiste, lorsqu'elle affirmait que la politique des Nations Unies « consiste à respecter la frontière entre la Chine et la Corée, et à protéger pleinement les intérêts chinois et coréens légitimes dans la zone frontière ». Il y avait tout lieu de craindre que le commandant en chef des forces des Nations Unies ne fermât brutalement cette porte en plaçant une fois de plus l'O. N. U. devant un fait accompli et en portant la guerre sur le territoire mandchou — pour « capitaliser » sa victoire en Corée. C'était là le grand danger.

Des dépêches de Tokio parvenues à Londres prêtaient au général Mac Arthur l'intention de demander l'autorisation d'employer son aviation au delà du Yalu pour « neutraliser » certaines bases ou installations industrielles; ce qui n'avait pas manqué de causer

des inquiétudes. Ces inquiétudes étaient également partagées en Amérique, depuis que le rôle joué par le général Mac Arthur dans la guerre de Corée n'était plus un secret pour personne. Des organes comme le *New York Herald Tribune* se révoltaient contre l'abus des « nécessités militaires », dont s'était constamment servi le général Mac Arthur pour imposer ses propres vues. Les « nécessités militaires », écrivait le 17 août le grand organe répu-blicain, ne devaient pas permettre aux militaires, « notamment au général Mac Arthur », de faire de la politique; ce qui pourrait pousser les États-Unis dans une « guerre colossale » contre « les millions d'hommes des armées de la Chine rouge ». C'est pourquo le gouvernement américain devait rappeler aux militaires qu « leur affaire est de recevoir des ordres et de livrer des batailles et non pas de faire de la politique internationale ».

Mais le président Truman, qui avait déjà capitulé devant le républicains — et les militaires — avant la guerre de Corée et le élections de novembre, aurait-il le courage — et la force — d s'imposer, et d'imposer la politique officielle du gouvernemen après la défaite électorale de son parti? Et que pourrait-il fair à présent contre un général couvert de gloire, et qui est bien plu qu'un général populaire et victorieux : le porte-drapeau de la réac tion américaine, sortant elle-même victorieuse et enhardie de élections récentes?

La guerre de Corée est d'ores et déjà sortie de son cadre loca De même que la question de Formose et celle des rapports entr Washington et Pékin, elle apparaît de plus en plus comme un épi sode du drame de la politique américaine — qui se confond d plus en plus avec le drame de la paix.

E.-N. DZELEPY.

Michel Vinaver.

LE « GAG » DE LA CHARTE

Le « gag » dont la description suit est un épisode des rites d'initiation célébrés annuellement en la Fraternité Phi-Nu-Théta de Wesleyan University, Middletown, Connecticut, U.S.A.

Introduction

Soient Philip Pendleton Mason, William Jay Fox et Kenley Upton Read, trois étudiants de première année (*freshmen*) pris au hasard parmi les douze qui sont en instance de devenir membres de la Fraternité.

Le père de Phil est un petit employé de bureau dans une maison de bétail en gros, à Milwaukee dans le Middle-West. Ayant « gradué » avec éclat de la High School de sa ville natale, Phil a décidé de faire une demande de bourse à Wesleyan qui a la réputation d'être l'un des meilleurs « colleges » des États-Unis, un de ceux où l'on acquiert, plutôt qu'une spécialité bien définie, des « humanités ». Phil veut devenir professeur; il veut s'évader du Middle-West; il veut se faire une vie qui, socialement et intellectuellement, rompe avec le « pattern » de sa famille. A Wesleyan, institution « aristocratique » située au centre de la Nouvelle Angleterre — berceau de la culture en Amérique — Phil trouverait tous les éléments nécessaires à l'accomplissement de son projet. (Wesleyan lui a accordé la bourse après examen de son dossier qui le présente comme d'une intelligence peu commune, d'une « personality » intéressante et d'un athlétisme moyen).

Les parents de Will sont de riches industriels de Philadelphie et peuvent lui payer quatre années d'études à Wesleyan, plus coûteuses que ne le seraient quatre années dans une université d'État, mais plus profitables à leurs yeux : car Wesleyan est un « petit college » (600 à 800 étudiants) situé en pleine campagne, à trois heures de New-York ou de Boston; là, Will aura moins

d'occasions de se dissiper, il sera l'objet de plus d'attention de la part des professeurs que dans une « usine à diplômes », il se sentira moins perdu dans le vaste monde : rapidement il s'intégrera à une petite communauté homogène, s'y fera des relations avec des garçons d'excellentes familles; le nom de Wesleyan jouit aux États-Unis d'un prestige aussi bien « social » qu'académique, et un diplôme décerné par cette institution sera un atout dans les mains de Will, quelque carrière qu'il veuille ensuite aborder. (Will est un de ceux qu'après tri de nombreux dossiers Wesleyan aura admis; auront pesé en sa faveur : son assez bon travail en High-School; son excellence dans différents sports; son « good spirit » attesté par le principal de son école; la recommandation d'un ami de son père, avocat éminent et ancien élève de Wesleyan).

Ken est le descendant d'une « Wesleyan family » depuis trois générations. Son grand-père, son père et deux de ses oncles comptent parmi les *alumni* les plus actifs, et son frère aîné, Odell W. Read III, se trouve actuellement à Wesleyan en quatrième année. Le père de Ken, Odell W. Read Jr., est président de compagnies et habite Westchester. Ken ne s'est pas demandé pourquoi il irait à Wesleyan, ni Wesleyan pourquoi elle admettrait Ken; de part et d'autre cela allait de soi.

Phil, Will et Ken, parmi les 150 garçons admis cette année et constituant la *freshman class*, arrivent le jour indiqué, prennent leurs inscriptions et s'installent dans les chambres que l'Université leur assigne; ces chambres se trouvent dans de grands bâtiments appelés *dormitories*. Dès le lendemain de leur arrivée, avant le début des classes, commence le « rushing ».

En dehors des halls où ont lieu les cours, des laboratoires, des dormitories, de l'infirmerie, du gymnase, de la bibliothèque, du théâtre, de la chapelle, de la cafeteria, etc... se dressent sur le *campus* douze édifices de styles et proportions divers, sièges des fraternités.

Le « rushing » est l'opération qui consiste à répartir les *freshmen* parmi les fraternités. Opération complexe, délicate, dramatique, qui absorbe pendant quelques jours la totalité de l'énergie des participants. Elle se déroule en trois temps : *a*) Par groupes de dix à la fois, les *freshmen* rendent une visite d'une demi-heure exactement à chacune des douze fraternités : on boit de la bière, on bavarde, on regarde, on s'informe; ce sont les *half-hour dates*. Ses douze visites étant rendues (chaque fraternité ayant reçu par

conséquent la visite d'environ quinze fois dix *freshmen*), chaque *freshman* doit établir la liste des trois fraternités qu'il désirerait « mieux connaître ». *b*) A chacune de ces trois, il rend une seconde visite d'une demi-journée (*day-dates*), à la suite de quoi il établit un ordre préférentiel entre ces trois fraternités (il a le droit de n'en indiquer qu'une ou deux). De son côté, chaque fraternité dresse la liste, par ordre préférentiel, des *freshmen* qu'elle a reçus en *day-dates* et qu'elle désire accepter comme membres. *c*) Un comité composé d'étudiants de différentes fraternités (*Rushing Committee*) est chargé de la confrontation des listes dressées par les fraternités d'une part, par les *freshmen* d'autre part, ainsi que de la répartititon définitive de ceux-ci parmi celles-là.

Certains *freshmen* peuvent vouloir ne pas s'associer à une fraternité et demeurer, ainsi, « isolés »; ceux-ci ont le droit, bien entendu, de ne pas prendre part au « rushing ». Il en est d'autres qui voient les fraternités de leur choix les repousser et qui demeurent ainsi, par la force des choses, « isolés ». On peut dire qu'environ 80 % des *freshmen* participent au « rushing » et que presque la totalité de ceux-ci finissent par se caser dans une fraternité; choisissent d'être isolés, ou sont condamnés à l'être, les « radicaux » qui jugent les fraternités réactionnaires; les « asociaux », jaloux de leur indépendance et de leur solitude; les juifs et les nègres (sauf exceptions) ainsi que les « queer » (les « bizarres »).

Phil a choisi Phi-Nu-Théta qui lui a paru, de toutes les fraternités, la plus ouverte à ceux qui comme lui ne proviennent pas de « bonnes familles »; la moins conservatrice; la moins snob. Il a auparavant hésité à prendre part au « rushing », vu ses opinions « progressives », et parce que d'appartenir à une fraternité est chose coûteuse (droit d'initiation, cotisations semestrielles élevées, logement et nourriture un peu plus chers que ceux fournis par l'Université). Mais il a en fin de compte choisi d'éviter le sort des « isolés » qui vivent plus ou moins en marge de la vie du collège; qui n'ont pas de possibilités de « social life », qui sont privés du sentiment de « belong ». De son côté, Phi-Nu-Théta a choisi Phil parce que celui-ci, bien qu'un « introvert », avait l'air d'un « nice kid », parce qu'il était si « smart » (l'Université donne aux fraternités droit d'accès au dossier de chaque *freshman*) et parce qu'il est de tradition, à Phi-Nu-Théta, d'accueillir des garçons de situations sociales variées.

Will a choisi Phi-Nu-Théta parce qu'il s'y est mieux amusé pen-

dant ses deux *dates* que dans aucune autre fraternité — les garçons lui ont plu, la maison lui a paru plus « beautiful », plus « comfortable and nice », la cuisine en est renommée. Phi-Nu-Théta a choisi Will qui lui a paru « a hell of a nice guy » et qu'elle sait être un espoir pour l'équipe de football.

Ken a choisi Phi-Nu Théta parce que son père, son grand-père, ses oncles, son frère sont membres de Phi-Nu-Théta (on est membre d'une fraternité pour la vie). Phi-Nu-Théta a choisi Ken pour la même raison. Ni d'un côté ni de l'autre, la question ne se posait.

***

Avant d'aller plus loin, précisons certaines caractéristiques des fraternités en général.

Elles sont entièrement indépendantes, administrativement et financièrement, de l'Université qui n'a sur elles que droit de « supervision ». L'Université promulgue un règlement (concernant la discipline, l'alcool, les femmes, etc.) que les fraternités doivent elles-mêmes faire respecter par chacun de leurs membres.

A part Phi-Nu-Théta, toutes les fraternités à Wesleyan ne sont en réalité que branches de fraternités régionales ou nationales; celles-ci étendant leurs ramifications jusque dans plus de cent universités de part et d'autre des États-Unis. Ces fraternités ont un statut et une administration centrale, à laquelle chaque branche doit rendre compte. Ces fraternités forment de véritables « sociétés fermées » dont les membres (qui s'appellent *frères*) s'entr'aident et se soutiennent au delà des temps universitaires. Certaines fraternités, telle Phi-Nu-Théta, préfèrent demeurer isolées et doivent à cet isolement une certaine possibilité d'indépendance et de « progressisme » (seule une fraternité isolée pourrait envisager d'admettre un nègre, par exemple). Par contre, leurs membres feront partie, après les temps universitaires, d'une « société fermée » relativement très restreinte, et auront moins de chances de trouver tous les appuis dont ils auront besoin.

Phi-Nu-Théta est gouvernée par un Président et des officiers élus parmi les *seniors* (étudiants de 4e année). Ce gouvernement est contrôlé par le corps des *alumni* de la fraternité. (Le gouvernement des fraternités « branches » est contrôlé par les administrations centrales.)

Chaque « fraternity house » comprend des salons, des salles de jeu, un réfectoire, une salle du Conseil, et des logements. Les effectifs d'une fraternité varient, à Wesleyan, entre quarante et soixante. Son personnel comprend au moins un cuisinier et un homme à tout faire.

Un soir chaque semaine la fraternité se réunit en Conseil, suivant un cérémonial immuable. Le Conseil est présidé par les *seniors* à tour de rôle. On y lit des communications, on y discute des affaires courantes; la procédure (débats et votes) y est imitée de la procédure parlementaire en vigueur à Washington; avec, en sus, un appareil « mystique » (chants, paroles rituelles pour ouvrir et clore la séance).

Les activités par quoi la fraternité se manifeste sont de trois sortes. Il y a la compétition, quasi limitée au domaine des sports, avec les autres fraternités : c'est là sa manière de s'affronter au monde extérieur, de s'y faire mesurer, apprécier, attribuer une valeur; cette compétition maintenue d'une façon permanente provoque, suivant ses aléas, d'impressionnants soulèvements de joie ou de douleur. Il y a les « parties », à la préparation desquelles s'apporte un soin minutieux, se dépensent des sommes d'argent et d'énergie considérables; les « parties » (qui comprennent bals avec orchestres renommés loués pour l'occasion, joutes sportives, saoulographies) commencent le samedi matin et se terminent à l'aube du lundi. Ce sont les « fêtes », les instants de plénitude où, faisant abstraction de tout ce qui n'est pas elle-même, n'existant que pour elle-même, elle se présente à elle-même en spectacle et réussit à être à la fois acteur frénétique et spectateur ravi. Enfin, il y a ce qu'on pourrait appeler la perpétuation de sa propre essence. Le « rushing » et tout ce qui le précède (prospection des *freshmen*, examen de leurs dossiers) et tout ce qui le suit (noviciat et initiation des nouveaux membres) ainsi que la conservation du contact le plus vivant avec ses anciens membres, de quelque âge et de quelque profession qu'ils soient (rédaction d'un bulletin, grandes réunions annuelles, consultations par écrit sur les problèmes importants), sont l'objet d'un travail patient et d'une attention soutenue de la part de la fraternité. Celle-ci se sent dépositaire de « traditions » à tout instant évoquées mais dont le contenu demeure toujours assez vague. Il est constamment fait allusion à « l'esprit » de la fraternité. Le sentiment que celle-ci participe d'une essence mystique est exprimé dans les nombreux chants et hymnes qui la

célèbrent. Tout se passe comme si la fraternité était une société qui, n'ayant pas une raison *pratique* d'exister, se voulait d'essence sacrée.

***

Phil, Will et Ken sont parmi les douze *freshmen* en instance de devenir *frères* de Phi-Nu-Théta. Ils sont postulants (*pledges*) et, à partir de la fin du « rushing » jusqu'à la date fixée pour l'initiation (environ deux mois), ils prendront leurs repas à la Fraternité, y passeront tout le temps que leurs études leur laisseront à faire connaissance avec chacun des *frères* et avec leur nouveau milieu. Toutefois ils continueront à loger dans les *dormitories*, car seul un *frère* a le droit d'habiter la « Maison ».

Pendant cette période de deux mois, en même temps qu'un sentiment de « solidarité de classe » se formera parmi les *pledges*, des sentiments individuels généralement assez intenses prendront naissance entre certains d'entre eux d'une part, et certains *frères* parmi les plus âgés d'autre part. Ces attachements de jeune à vieux seront favorisés par l'usage qui veut qu'à la formation de chaque *freshman* se consacre un *senior* en particulier; et qui veut que les *seniors* s'intéressent à l'éducation des *freshmen* en général.

Phil, qui nourrit un sentiment d'infériorité (dû, en particulier, à l'état modeste de ses parents) et qui depuis l'enfance se forge des Héros, a commencé par en faire un de Joe Maxwell, le *senior* délégué à lui servir de guide. Mais Joe, joyeux fils de banquier et champion de basket ball, n'ayant rien compris au rôle que Phil lui demandait de tenir et ayant réussi à blesser celui-ci profondément à plusieurs reprises, d'objet d'amour est devenu objet de haine; et l'admiration de Phil s'est reportée sur la personne de Dave Howells, *senior* lui aussi, fils d'une famille aristocratique de la Nouvelle-Angleterre, personnage hautain, intelligent, vaniteux, sportif accompli lui aussi, qui s'est trouvé flatté de cet attachement et qui a accepté de « protéger » Phil, de se faire accompagner par lui comme par une ombre et de l'employer à différents services.

Will et son mentor, Jack Symington, se sont immédiatement trouvés d'accord sur la plupart des « choses de la vie » (blondes, gin, bridge, jazz, baseball, billard, promenades en auto, parti

républicain, église presbytérienne) et sont devenus inséparables, l'un menant fièrement, l'autre suivant avec enthousiasme.

L'hostilité, depuis toujours latente, entre Ken et son frère aîné Odell Read III a trouvé dans la Fraternité le terrain idéal pour se développer, mais en même temps leur conscience de représenter le clan « Read » (l'une des cinq plus vieilles familles de Phi-Nu-Théta) les a unis dans la même attitude superbe et familière vis-à-vis des autres. Ken, d'autre part, s'est senti attiré par Dick Sanders, un *senior* de famille très modeste, de caractère effacé, toujours plongé dans ses manuels de chimie; Ken lui a fait des avances que l'autre n'a pas même eu l'air de remarquer. Ken s'en est senti humilié, mais son désir de l'amitié de Dick n'en a fait qu'augmenter.

*
* *

Durant les deux mois de leur postulat, les *pledges* sont soumis à un certain nombre d'épreuves. Ils doivent apprendre l'histoire et les « traditions », les chants et les pratiques diverses qui constituent l'héritage de la Fraternité. Leur comportement est constamment observé; de bons ou de mauvais points leur sont distribués; des corvées leur sont infligées; enfin ils sont envoyés un week-end dans le monde extérieur pour y accomplir des « travaux » à la mode d'Hercule (ainsi en enverra-t-on un à New York où il faudra qu'il se procure un seau rempli de crottes de lion, qu'il se rende en train, seau en main, à Boston dans l'appartement d'une dame inconnue de lui, qu'il y prenne un bain puis qu'il se rende par autostop à Northampton et toujours seau en main qu'il s'y fasse promener dans les rues, vagissant, par un passant, dans une voiture d'enfant qu'il aura louée ou dérobée, enfin qu'il fasse irruption dans le réfectoire des étudiantes de Smith College et qu'il y improvise, seau en main toujours, une communication sur le Birth-Control). Sortis plus ou moins victorieusement de ces différentes épreuves, les *pledges* sont déclarés prêts à être initiés. Mais voici que, quelques jours avant la date prévue pour la cérémonie, l'atmosphère soudain se charge; des groupes de *frères* se forment et chuchotent dans les couloirs; une nervosité générale se manifeste; les *freshmen* s'interrogent, interrogent les *frères* qui répondent évasivement; ils sentent une anxiété diffuse peser sur la « Maison ».

LE « GAG » DE LA CHARTE

Et brusquement la nouvelle éclate. A la fin du repas de midi le président de Phi-Nu-Théta se lève, prie tous ceux qui n'appartiennent pas à la Fraternité de quitter le réfectoire (il y a généralement quelques invités) à l'exception des *pledges* qui peuvent rester. Il a une importante communication à faire.

Le silence s'établit. « La Charte de la Fraternité a disparu. Avant-hier matin je me suis rendu à la salle du Conseil pour la consulter afin de préparer la cérémonie d'initiation; elle n'y était plus. J'ai interrogé tous les *frères*. Aucun ne semble savoir quoi que ce soit. Non seulement l'initiation est impossible sans la Charte, mais l'existence même de la Fraternité est mise en question par la disparition de celle-ci. Comme elle n'a pas pu disparaître spontanément, nous sommes obligés de supposer que quelqu'un l'a subtilisée. Serait-ce quelqu'un de l'extérieur ou quelqu'un de l'intérieur? Il semble que personne de l'extérieur n'aurait dû touver l'accès de la cachette où elle se trouvait. D'autre part, certaines tensions et hostilités qui se sont manifestées au sein de la Fraternité depuis quelque temps doivent être considérées. Il ne serait pas impossible que certian membre de la Fraternité, ou plusieurs membres... »

Les visages mornes des *frères* sont baissés sur les assiettes. Les *pledges* sont ahuris. « Il faut retrouver la Charte, il faut découvrir le coupable, » reprend le Président. « A cette fin, le Conseil des Seniors a arrêté une série de mesures dont l'application sera pénible, mais nécessaire. Afin de laisser au coupable une dernière chance, nous avons décidé d'attendre jusqu'à demain midi. Le coupable a 24 heures pour déposer la Charte là où nous saurons la retrouver. Ainsi conservera-t-il, s'il le veut, son anonymat. Qui qu'il soit, et s'il est parmi nous en ce moment, au nom de la Fraternité je lui demande solennellement de réfléchir à ce qu'il a fait. Je fais appel à ce qui peut lui rester de sentiment de loyauté et d'honneur. Je demande à tous les *frères*, ainsi qu'à tous les *pledges*, de garder jusqu'à demain midi un silence absolu concernant cette affaire, non seulement à l'extérieur, mais même dans leurs conversations entre eux. »

Vingt-quatre heures s'écoulent, interminable attente. Les conversations étant interdites (afin de « ne pas gêner le coupable qui est parmi nous dans ses réflexions »), c'est en l'état de solitude,

que chaque *freshman* doit faire face au bouleversement de l'image qu'il a de la Fraternité : celle-ci n'est plus seulement l'entité transcendante en laquelle il s'apprêtait à fusionner, mais se révèle être aussi une association d'individus semblables à lui, fragile, vulnérable de par la défaillance toujours possible de quelqu'un parmi ceux-ci. Là où il n'imaginait qu'harmonie, on lui laisse entendre qu'il y a dissension, intrigue, infamie. En outre, cette initiation qui lui aurait apporté ce qui constituait son besoin le plus profond : *une légitimité*, la voici qui devient aléatoire; qui dépend de la réflexion ou de l'absence de réflexion de celui qui, parmi les *frères*, est le *traître*. De par l'acte de celui-ci, la Fraternité, saccagée, prend la configuration d'un paradis perdu (paradis qui, dans le mythe chrétien, perdu à la suite d'un acte sacrilège n'a su être recouvré que par Mort et Résurrection), d'une terre gaste (terre qui, dans de nombreuses légendes, victime d'un sort qui la rend stérile à la suite de querelles intestines et d'actions contre nature ayant culminé dans un crime sacrilège — viol de jeunes filles, disparition d'un objet sacré — n'a su retrouver sa fécondité que par le rachat de l'offense — agonie et guérison du roi violateur, quête victorieuse de l'objet disparu), — et la Charte ainsi, dans l'esprit du *freshman*, acquiert une puissance comparable à celle du Graal. Les sentiments qui, pendant ces vingt-quatre heures de silence, l'habitent (nostalgie de la Fraternité perdue; terreur d'être dépossédé; haine du traître; désir de la Charte) sont d'une profondeur telle qu'ils l'absorbent tout entier; de telle sorte que ne peut émerger, et n'émerge jamais, la moindre velléité d'une « mise en question », ou critique, du *fait* que la Charte a disparu.

LA CHARTE A DISPARU.

Les vingt-quatre heures écoulées, le président reprend la parole : « La Charte ne nous a pas été retournée. C'est le cœur gros que nous allons mettre à exécution, sans tarder, les mesures arrêtées par le Conseil des Seniors. Etant donné qu'aucun de nous n'est, à priori, hors de soupçons, chacun de nous sera soumis à un interrogatoire. Je donnerai des instructions à chaque « classe » individuellement. Je voudrais d'abord voir les *seniors*. »

Le président demande aux *seniors* de l'accompagner dans une autre pièce. Dix minutes s'écoulent, puis il réapparaît avec les *seniors* et, tandis que ceux-ci reprennent leur place dans le réfectoire, il emmène les *juniors* (étudiants de troisième année); même

jeu dix minutes plus tard avec les *sophomores* (étudiants de deuxième année); enfin il demande aux *freshmen* de le suivre. La longue attente dans le réfectoire les a mis dans un état de nervosité exaspérée. « Vous allez tout de suite rentrer dans vos chambres », leur dit le président. « Les interrogatoires vont commencer immédiatement; les *seniors* passeront en premier, puis les *juniors*, puis les *sophomores*, et enfin vous. Vous resterez dans vos chambres jusqu'à ce qu'on vienne vous chercher. Vous pouvez vous y occuper comme vous voulez, travailler par exemple. Mais la consigne de silence demeure jusqu'à nouvel ordre. Je compte sur votre coopération à tous. »

L'après-midi se passe. A six heures on frappe à leur porte : un *senior* entre. Le *freshman* croit qu'enfin son moment est arrivé. Non point. « Les interrogatoires des *sophomores* ne sont pas encore terminés, » leur dit le *senior*. « Nous les interrompons pour le dîner. Tu vas venir manger. Mais la consigne de silence, pendant le repas, sera absolue. Pas un mot. »

Le *senior* conduit la troupe des *freshmen*, à travers le campus, jusqu'à la « Maison ». Dans le réfectoire, les *frères* sont déjà installés. Le repas a lieu dans le silence le plus complet. Puis, le même *senior* reconduit les *freshmen* chacun dans sa chambre en leur recommandant de n'en pas bouger et d'attendre jusqu'à ce qu'on vienne les chercher.

Cependant, dans la Maison, les préparatifs se terminent. Quatre chambres sont transformées en salles d'interrogatoires. Dans chaque chambre, un fauteuil sur lequel un faisceau de projecteurs est braqué; derrière les projecteurs, trois chaises pour les « examiners ». Lorsque tout est prêt, un *senior* va chercher un premier *freshman* (il y a, entre les *dormitories* et la Maison, quelques centaines de mètres à parcourir sur des allées goudronnées, entre des pelouses de gazon), l'introduit dans une des salles, lui demande de s'asseoir dans le fauteuil. Aussitôt, un deuxième *senior* part chercher un deuxième *freshman*, et dès que celui-ci est installé on s'en va en quérir un troisième, puis un quatrième. Les quatre salles commencent donc à fonctionner à peu près simultanément; lorsque l'interrogatoire de l'un est terminé, on le raccompagne jusque dans sa chambre et l'on en quiert un autre, et ainsi de suite jusqu'à ce que les douze aient été interrogés, puis raccompagnés chez eux.

Le freshman, aveuglé par les projecteurs, ne distingue pas les visages devant lui. Il ne reconnaît ses « examinateurs » que par

leur voix; surtout, il ne sait pas que derrière les « examinateurs » se trouve un certain nombre de « spectateurs ». En fait, tous les *frères* qui ne sont pas chargés d'interroger circulent, sur la pointe des pieds, de chambre en chambre, et sont les « voyeurs » de scènes bien extraordinaires.

De tous les *pledges*, Phil est un de ceux qui paraît le plus bouleversé. Ses mains sont agrippées aux bras du fauteuil. Il est pâle comme un mouchoir, ses paupières clignotent. « Enfin, enfin mon tour est arrivé. Qu'est-ce qui va se passer? »

Ce qui se passe d'abord, c'est une série de questions dont il ne comprend ni l'ordre ni la raison. « Où étais-tu mardi dernier entre quatre et cinq? Avec qui? Seul? En es-tu bien sûr? Quand as-tu été en auto la dernière fois avec Jimmy Compton? Te souviens-tu s'il portait un imperméable beige? As-tu remarqué les allées et venue de Benny Zarussa et de Dave Howells du côté de Alpha-Delta-Phi? Joe Maxwell ne t'a jamais parlé d'un certain Herbert Morse? Qu'est-ce qu'il t'en a dit exactement? Quand? A quelle occasion? C'est tout ce qu'il t'a dit? Ce n'est pas avec Dave Howells que tu te trouvais à quatre heures mardi dernier? »

Les efforts de mémoire qu'on lui demande l'épuisent. L'éclat des lampes braquées sur lui est hallucinant. Il en vient à se demander si les trois hommes devant lui ne le soupçonnent pas d'être, lui, le traître. Ses réponses se font bégayantes. Mais brusquement le ton change : « Il ne faut pas que tu t'énerves. Sache bien que nous ne te soupçonnons pas plus qu'un autre. Mais nous sommes obligés de soupçonner chacun. Nous sommes nous-mêmes soupçonnés. Nous avons nous-mêmes passé par le même interrogatoire. Sans que tu t'en rendes compte, une de tes réponses peut nous mettre sur la piste. Nous avons besoin de ta complète coopération. Tout cela est désagréable mais nécessaire. Il faut que nous parlions à cœur ouvert. Il faut que tu nous dises tout, même si ça te paraît insignifiant, ou bien même si pour une raison personnelle il t'est pénible de révéler des événements, des sentiments, des opinions concernant tel ou tel individu. Ce n'est pas le moment de ménager les amours-propres. N'oublie pas que le sort de la Fraternité est en jeu... »

Phil est soulagé par ce discours. Oui, il est prêt à donner sa complète coopération. Il le dit.

— Nous avons déjà recueilli certains indices, reprend l'un des examinateurs. Nous sommes sur un certain nombre de pistes. Il

faut continuer jusqu'au bout. C'est peut-être toi qui nous donneras l'indice décisif.

Il y a un temps de silence.

— N'as-tu rien remarqué, ces derniers temps, d'insolite dans le comportement d'un type en particulier, ou de quelques types?

Nouveau silence. Nouvel effort anxieux de mémoire, nouvelle frayeur devant l'abîme. Et brusquement l'un des examinateurs lance :

— Joe Maxwell?

— Non, répond Phil, sursautant.

— Nous avons certains indices concernant Joe Maxwell. Joe est un type très bien et tout ce que tu voudras, mais plusieurs d'entre nous ont remarqué l'attitude qu'il avait ces temps-ci, quelque chose d'hostile. Lui qui est, en général, si ouvert.

— C'est vrai, dit Phil.

Joe Maxwell, Dave Howells et quelques autres se trouvent derrière les examinateurs, retenant leur souffle.

— Nous savons que Joe Maxwell est ton « guide ». Tu le connais donc spécialement bien. Il faut que tu nous dises tout ce que tu sais de lui, tout ce que tu peux te rappeler. C'est très important. Il faut que nous sachions.

Et peu à peu, Phil « déballe ». Sa haine, qu'il ne s'était jamais avouée, soudain s'éclaire pour lui d'un sens merveilleux : *Joe serait-il le traître?* Phil parle. Toutes ses rancœurs trouvent expression. Il se sent allégé, soulagé. Mais soudain on l'aiguille sur d'autres personnages dont il n'a rien de spécial à dire. Et tout d'un coup il s'agit de Dave Howells. Phil se contracte. Non, il ne parlera pas de Dave. Mais pourtant les examinateurs se font singulièrement insistants. Ils semblent insinuer que Dave n'est pas parmi les moins suspects. Phil éclate : « Non », s'écrie-t-il, « Dave, c'est impossible ». « Ah? Et pourquoi? » demandent les examinateurs. Et Phil est conduit à parler de Dave. Il en fait un portrait doré, rayonnant. Les examinateurs s'étonnent, font entendre que Dave est loin d'être le pur archange qu'il semble croire, que certaines « histoires », l'an dernier, ont révélé son côté faux, hypocrite, dissimulateur, et d'ailleurs...

— As-tu remarqué qu'on voyait Dave très souvent, ces derniers temps, avec Kent Read?

Oui, Phil les a vus plusieurs fois ensemble, mais... Une jalousie affreuse l'envahit. Les « examinateurs » insistent sur le fait que

Dave et Ken appartiennent au même milieu social, à la même tendance conservatrice, qu'ils ont en commun des raisons de n'apprécier point certains aspects de la politique de la Fraternité....

Phil éclate en sanglots. On attend qu'il se soit calmé, puis quelques questions anodines lui sont encore posées avec bienveillance et on lui dit que c'est terminé, qu'il va pouvoir regagner sa chambre. Phil se lève, mais il tient à peine sur ses jambes. Au moment où il quitte la chambre, les spectateurs se sont déjà esquivés. Un *upper classman* raccompagne Phil chez lui et lui recommande de se coucher aussitôt. Phil se couche.

Dans le couloir, grande effervescence, chuchotements, fous rires. Soudain l'on interpelle Jack Symington : « Sais-tu qu'on vient d'amener Will Fox dans la chambre 3? » Jack Symington se précipite dans la chambre 3, se place derrière les examinateurs. Will vient de s'asseoir et répond aux premières questions. Ce garçon jovial, satisfait, beau parleur, est assis tremblant et fait craquer les articulations de ses doigts. Jack Symington a peine à ne pas pouffer. Cependant, le couloir soudain se vide, car on annonce l'arrivée de Ken Read, conduit par Jimmy Compton. Ken apparaît, est introduit dans la salle 2. Le couloir se repeuple et Odell Read III entre sur la pointe des pieds dans la salle où son frère est sur le point d'être « cross-examined ». Le couloir s'est repeuplé. Soudain un *frère* sort de la salle 1 pour avertir qu'un freshman est sur le point d'en sortir. Le couloir redevient vide et le freshman, conduit par un junior, apparaît chancelant, traverse le couloir pour être finalement reconduit dans sa chambre. Encore une fois le couloir redevient le lieu de colloques mêlés de rires, échanges d'impressions, allées et venues.

Après les premières questions lancées en vrac et destinées à mettre le freshman « dans l'ambiance », l'interrogatoire se concentre sur le ou les individus qui sont, à la connaissance des examinateurs, les plus intimes du sujet. Ainsi, il est très vite question, avec Will Fox, de Jack Symington. Will Fox ne veut pas se montrer « mauviette »; les premières minutes passées, il a regagné quelque peu son assurance, et lorsqu'il comprend soudain que Jack Symington est, dans l'esprit des examinateurs, le suspect No 1, il s'esclaffe et explique d'une manière péremptoire que Jack est le type le plus « régulier » de toute la fraternité, que Jack est son copain et qu'il le connaît de bout en bout, que par conséquent il se porte garant de sa parfaite droiture et loyauté. Avec patience,

les examinateurs lui exposent : *a*) qu'il ne connaît Jack, après to que depuis deux mois alors qu'il y a ici des *frères* qui le connaisse depuis près de trois ans; *b*) que son amitié pour Jack peut l'em cher de se rendre compte objectivement de certaines particulari dans le comportement de celui-ci ; *c*) qu'il ignore probablem l'historique de certaines dissensions et intrigues où Jack a été m et où son rôle a été loin d'être clair.

Will, affolé, cherche des points d'appui dans sa mémoire. M tout ce que lui apporte sa mémoire lui apparaît, aussitôt, ambi Tel ou tel épisode de son amitié avec Jack, jusqu'alors anod paraît s'éclairer sinistrement. Pressé par les examinateurs, V commence à raconter. Les examinateurs l'aident. Lorsque l'inter gatoire se termine, Jack Symington s'est transformé en créat parfaitement équivoque et le monde de Will a perdu horizont et verticale. Will ne tient plus en équilibre, Will vacille. Il ne s que croire ou ne pas croire. On le ramène à sa chambre.

L'un des examinateurs de Ken se trouve être Dick Sanders lance les questions d'une voix égale, indifférente. Il s'avère, cours de l'interrogatoire, que les plus lourdes présomptions pès sur un groupe de quatre seniors et juniors à la tête duquel se le propre frère de Ken, Odell Read III. Ce groupe aurait compl en vue d'une destruction de la Fraternité qui, une fois accomp leur permettrait de la reconstituer en saisissant tous les leviers commande et en expulsant tous les éléments jugés par eux in sirables. En effet, Odell et ses amis forment une espèce de c au sein de la Fraternité, clan aristocratique, qui n'a pas avalé défaite lors des précédentes élections, et qui n'a pas non plus a certaines modifications dans l' « esprit » de la Fraternité.

Ken se trouve pris dans une tempête de sentiments contra toires. L'image de son frère « traître » s'empare de lui et le r frénétique. La traîtrise d'Odell justifie profondément Ken dan haine que celui-ci lui porte depuis de si longues années, haine engendrait jusqu'à présent un sentiment de culpabilité. Des s venirs affluent pour étayer cette image : la rancœur d'Odell lors celui-ci, l'an dernier à la maison, avait annoncé que son rival a été élu président alors que cette présidence aurait dû lui reve l'hostilité d'Odell lors du *pledging* du Juif Goldman; la mauv humeur d'Odell quant à la suppression du système « blackbal Et plus généralement, l'amour-propre et la vanité d'Odell, manque de fair-play, l'absence chez lui de scrupules et de gén

sité, la ténacité de ses rancunes. Tout cela, Ken le révèle à ses examinateurs avec un violent plaisir et avec une violente souffrance: car pour autant que se détruit Odell aux yeux de la Fraternité, pour autant se détruit la famille Read. Et pour autant que se détruit la famille Read aux yeux de la Fraternité, pour autant se détruit Ken lui-même. Car Ken n'a su se définir principalement que par son appartenance à la famille Read. Cette appartenance est à la base de son comportement fier et insolent vis-à-vis des autres. Maintenant le saccage de « soi » est d'autant plus douloureux qu'il s'accomplit devant, et par, Dick Sanders dont Ken voudrait se faire aimer, c'est-à-dire accepter.

Ken parle, parle. Comme Phil, c'est brisé et sanglotant qu'il s'entend dire que c'en est assez et qu'il va regagner sa chambre.

Les interrogatoires sont terminés. Le freshman est dans son lit. Il connaît l'état de la plus complète dépossession. Il est littéralement *vidé de sa substance.* Il s'est annihilé — il a immolé sa dignité personnelle, la privauté de sa vie intérieure, il a immolé toute loyauté à ses amis, à sa famille — car c'était le prix qu'on lui demandait pour le salut de la Fraternité. Or voici que la Fraternité s'effondre, ne s'avère plus être qu'un gigantesque et dérisoire mensonge, une façade dressée sur le plus désolé des terrains vagues... Paradis doublement perdu, une première fois par la disparition de la Charte, une deuxième fois et pour de bon par la révélation (conséquente aux interrogatoires) du fait qu'*avant* la disparition de la Charte elle n'était qu'un lieu d'activités sans signification, de querelles futiles, de pourriture et d'ignominie.

Le freshman se trouve dans un état spirituellement voisin de la *mort.* Il ne réagit plus. Tout lui devient égal. Tout est trop impossible. Que la Fraternité disparaisse et qu'on n'en parle plus. Que *lui* disparaisse et qu'on n'en parle plus. Dans ces dispositions, il s'endort.

Dans la Maison souffle un vent de gaîté violente. Les *frères* se rassemblent en groupes, lancent des hurlements, suffoquent de rire, miment tel ou tel freshman. Odell Read III, d'une voix tonitruante, répète les phrases prononcées par son frère à son sujet puis, hilare, se tient le ventre à deux mains. Dave Howells taquine Joe Maxwell et Joe Maxwell taquine Dave Howells : ils se lancent et se renvoient les paroles de Phil, cependant que Jimmy Compton prend Jack Symington par le revers du veston et hoquète : « Alors il paraît que t'es un beau salaud!... » Les « examinateurs », sur-

tout, se détendent, chahutent comme des déchaînés. Il est aux environs de minuit. Sur une table sont posées en tas dix grandes enveloppes identiques; sur chacune d'elles sont inscrits en lettres gothiques les mots :

LA CHARTE DE PHI-NU-THETA

A côté des dix enveloppes, une valise.

Phil, soudain réveillé en sursaut, se dresse. Il ouvre de grands yeux. La porte de sa chambre est ouverte, la lumière est allumée, et debout au milieu de la pièce, en tenue de ville, chapeau et pardessus, une valise dans une main et une enveloppe dans l'autre, se tient Dave Howells.

— C'est moi qui ai fait le coup... Je m'en vais... Je suis venu pour te dire adieu et... Et parce que tu as été mon seul vrai grand copain et... Et voilà. Je te laisse la Charte. Rends-la à la Fraternité, dis-leur que je regrette...

Avant que Phil ait pu dire un mot, Dave est sorti en refermant la porte derrière lui. Phil bondit du lit, ouvre la porte, court dans le couloir, crie : « Dave! Dave! » Mais Dave a déjà disparu. Phil retourne à sa chambre, saisit l'enveloppe scellée de cire rouge.

Comme un possédé, il passe par-dessus son pyjama un pantalon, un blouson; il descend quatre à quatre les escaliers du *dormitory;* il court de toutes ses forces dans la nuit noire à travers le *campus*, en direction de la Maison.

Il fait irruption dans le Hall et brandit l'enveloppe. Il crie : « La Charte! La Charte! »

Les *frères* l'entourent : « Qu'est-ce qui se passe? Qu'est-ce que c'est? La Charte? Tu dis que c'est la Charte? Oui, on dirait bien que c'est la Charte! La Charte! La Charte! Elle est retrouvée! Phil a retrouvé la Charte! Où l'as-tu trouvée? D'où l'as-tu? D'où? Mais d'où? Réponds!... »

Phil, tremblant de tous ses membres, ne répond pas. On le presse de questions. Mais Phil ne dira pas. Le nom de Dave ne passera pas ses lèvres. Ils ne tarderont pas, d'ailleurs, à s'apercevoir que Dave a disparu...

— C'est quelqu'un qui l'a déposée chez moi. Je n'ai pas le droit de dire, balbutie-t-il.

Et cependant que la Fraternité n'est qu'une seule grande explosion de joie (« La charte est de retour! ») et d'irritation (« Nous

voulons savoir qui! »), Phil connaît sa plus grande détresse. Car Dave a pris la Charte. Dave est parti. Dave a pris. Dave est parti. Dave a pris...

Soudain Dave sourit en face de lui; Dave vient d'apparaître d'une porte en face. Dave approche. Tous les *frères* approchent aussi.

Phil se laisse tomber dans les bras de ceux qui sont derrière lui. Dave le serre affectueusement contre lui. Les rires fusent.

— Alors c'était une blague? dit Phil faiblement.

Cependant Odell Read III vient de partir en direction du dortoir, une enveloppe dans une main, la valise que vient de rapporter Dawe Howells dans l'autre. Quelques minutes plus tard il est de retour avec la valise, sans l'enveloppe. Il est à bout de souffle. Pris d'un rire hoquetant, il entre dans la pièce attenante au Hall et ferme la porte derrière lui. Les *frères* se dispersent. Soudain Ken entre en trombe. Il brandit l'enveloppe et crie : « La Charte! La Charte! » Les *frères* apparaissent de toute part. Ken est livide et grimaçant. « C'est ce damné bâtard fils de chienne, » halète-t-il. « Qui? Qui? » hurle-t-on de toute part. « Odell ». « Ton frère Odell? » « Oui, mon frère », dit Ken et il se lance dans une grandiose série de formules imprécatoires, auxquelles le groupe des *frères* l'entourant fait écho. Soudain apparaît devant lui, avec sa valise et son pardessus, Odell. Ken pousse un cri, tombe dans les bras de son frère et se met à sangloter éperdument. Odell presse son cadet dans ses bras, cependant qu'il raconte en riant : « Vous auriez dû voir ça, j'ai juste eu le temps de sortir de la chambre, une seconde de plus et il se jetait sur moi pour m'étrangler... » Ken, dans les bras d'Odell, sanglote et rit, rit, cependant que Phil, hébété encore mais déjà souriant, devenu « spectateur », affalé dans un fauteuil, récupère. Jack Symington a pris des mains d'Odell la valise, il est parti il y a quelques minutes. Le voici qui revient en courant. « Ça va barder, vous allez voir », dit-il en courant se dissimuler dans la chambre à côté. A peine referme-t-il la porte derrière lui que surgit Will, en pyjama, muet, la tête ballottante comme un ivrogne. Il jette l'enveloppe par terre. On la ramasse. « La Charte! » crie un frère. « La Charte est retrouvée! La Charte! » Et quand Will révèle que le traître est Jack Symington, de partout les cris de stupeur, de colère, d'indignation, fusent : « On en était sûr! On en était sûr! Ce ne pouvait être que Symington! Où est-il, le salaud, le bâtard? Faut le trouver! Faut le tuer!

Où est-il, le salaud Symington?... » Et Will ne cesse de répéter d'une voix rauque : « Je ne comprends pas pourquoi le salaud a fait ça... Je ne comprends pas pourquoi le salaud a fait ça... » Lorsque Jack Symington apparaît, chapeau sur la tête et valise en main, Will bondit comme pour lui sauter à la gorge. Jack s'esquive. « Le voilà, le salaud... » hurle Will. Jack sourit. Un immense rire s'élève, le rire de toute la Fraternité. Will s'évanouit. Vite une serviette, du vinaigre : on le ramène à lui. Déjà un autre *senior* est parti dans la nuit noire avec sa valise.

L'un à la suite de l'autre, les dix freshmen sont arrivés avec leur Charte. Le gag est terminé. On ouvre les bouteilles de bière. Bien qu'encore engourdis, comme à peine réveillés d'une profonde anesthésie, les freshmen se mêlent au bavardage; ils boivent, ils rient; ils posent des questions; ils participent aux commentaires. On leur explique, peu à peu, de quoi il s'agissait. « Moi, » dit Dave Howells, « je suis passé par là quand j'étais freshman. Quand tu seras senior, c'est toi qui produiras le « gag » pour les futurs freshmen. Dès l'année prochaine tu y participeras. Il est formidable, hein, ce gag? C'est une vieille tradition de la Fraternité. » « Bien sûr que non, la Charte n'existe pas », dit Joe Maxwell, et Phil, qui tressaille encore de temps en temps, demande : « Alors toutes ces histoires d'intrigues, de dissensions, c'était aussi de la blague? » Odell et Ken bavardent dans un coin : « Papa a passé par là, moi j'ai passé par là. » « Tu es un beau cochon », répond Ken en riant. Déjà Will et Jack sont attablés et battent les cartes. L'atmosphère est détendue, heureuse. Mais il se fait très tard et demain il faut aller en classe. « Bonsoir, vieux. » « Bonsoir, vieux. » « Bonsoir. »

COMMENTAIRE

I

Le surlendemain, comme prévu, se déroule la cérémonie d'initiation. Cela semble composé du plus pompeux bric-à-brac : procession les yeux bandés des postulants; entrée solennelle dans la Salle du Conseil; formules grecques et hébreuses récitées par des garçons qui les ont apprises par cœur sans en connaître le sens; serment, accolade, gestes rituels; hymnes mystiques; lecture des statuts; remise des objets sacramentels : l'insigne et le « paddle »; enfin, festin agrémenté de toasts et de discours.

En fait, il semble qu'au moment où la cérémonie commence, l'initiation a déjà été consommée et que la cérémonie n'est que la consécration officielle et dérisoire de celle-ci.

II

Je parlerai brièvement de mon expérience personnelle du « gag ». Entré à Wesleyan University comme étudiant de 3e année et non comme freshman, « pledged » et initié par Phi-Nu-Théta au milieu de l'année scolaire, il m'a été épargné de subir la plupart des épreuves rituelles et, en particulier, le « gag », dont j'ai ignoré jusqu'à l'existence pendant longtemps. Lorsque celui-ci a été produit, j'ai bien entendu été admis, en tant que *frère*, à y participer. Mais, du fait que je n'y ai pas tenu le rôle d' « examinateur », du fait que personne ne m'avait mis au courant à l'avance — sinon très vaguement — de ce qui se passerait, et du fait que je ne m'étais lié particulièrement avec aucun freshman, j'y ai été, plutôt que participant, spectateur. Et en tant que tel, certains aspects de la chose m'ont particulièrement déconcerté :

1) Voilà un « drame » gratuit, qui n'a d'autre objet que de procurer des satisfactions sadiques à ses exécutants. Sadisme allant très loin, allant jusqu'au viol profond de la personne de chacun des sujets. Tandis que les uns exécutent le viol (les « examinateurs ») les autres en sont les voyeurs. Or je n'avais été frappé jusqu'alors ni par le raffinement dans la cruauté, ni par le goût du gratuit, de mes *frères ;* mais plutôt par leurs réactions affectives très spontanées, qu'elles soient brutales ou affectueuses, et par une méfiance absolue vis-à-vis de tout ce qui n'avait pas une fonction compréhensible.

2) Voilà un « drame » dont l'agencement est d'une complexité et d'une subtilité qui ne se retrouvent à aucun degré dans les autres étapes initiatoires — caractérisées au contraire par un infantilisme conquérant — ni dans aucune autre manifestation ou activité de la Fraternité; voilà un « drame » dont l'exécution est d'un talent et d'une intelligence dont on ne retrouve à aucun degré trace — post factum — chez les exécutants.

3) Voilà un « drame » dont le succès dépend : *a*) du secret impeccablement conservé d'année en année, *b*) de l'absolue crédulité, pendant toute sa durée, de chacune de ses victimes. Il suffirait qu'un seul freshman doutât un seul instant du vol de la Charte, ou qu'il se demandât simplement si ce vol pouvait réellement

amener la perte de la Fraternité, pour que l'édifice s'écroule. Or il est de fait que, d'année en année, le « gag » fonctionne sans jamais un accroc.

4) Voilà un « drame » qui semblerait devoir nuire, plutôt que bénéficier, à un groupe qui veut se concevoir comme un tout homogène et mystiquement uni. A imaginer, et à faire imaginer, des intrigues, des désaccords profonds, des courants hostiles, on en crée la virtualité. Or la Fraternité, douée d'un vigoureux instinct de conservation, est toujours à l'affût de ce qui peut fortifier l'idée qu'elle transcende les individus dont elle est composée.

5) Voilà un « drame » qui semblerait devoir amener de graves répercussions psychologiques sur les individus. A faire joujou brutalement avec les sentiments les plus profonds, on risque de provoquer des blessures inguérissables. Les relations entre les individus également devraient se trouver bouleversées : au respect, à l'amitié ou à l'amour se devraient substituer dans de nombreux cas le dégoût, le mépris, la haine. Enfin la confiance du freshman vis-à-vis de la Fraternité, qui l'a si magistralement berné et malmené, devrait se trouver brisée. Or rien de tel ne se produit. Des changements, certes, peuvent être observés. Mais ils sont tous dans la direction d'un plus grand « équilibre » : Odell et Ken, sans avoir acquis une véritable affection, supportent mieux l'existence l'un de l'autre, et l'on voit même se développer entre eux une certaine camaraderie; Ken est devenu moins rigide dans son rôle d'héritier Read. Phil continue à trouver désagréable Joe Maxwell, et agréable Dave Howells, mais c'en est fini des passions : plus d'admiration frénétique pour celui-ci, plus de haine farouche pour celui-là; les sentiments de jalousie, de *hero-worship* se sont atténués; enfin ce qu'il pouvait y avoir de filial dans l'attachement de Will pour Jack Symington a entièrement disparu, et ne subsiste plus qu'une solide affection de copain. D'autre part, aucune trace de rancune ne demeure parmi les seniors qui se sont trouvés particulièrement diffamés par les freshmen : les paroles les plus incendiaires ne subsistent plus dans le souvenir qu'à l'état de plaisanteries. Enfin, l'ambiance générale de la Maison est devenue plus sereine; il y règne une sorte d'harmonie. C'est comme si les sentiments individuels violents avaient été purgés; c'est comme si la Maison en avait été purifiée.

6) Voilà — enfin et surtout — un « drame » qui affecte ses sujets jusqu'à provoquer l'effondrement — momentané mais complet —

de chacun. Or, qui sont ces sujets? Des individus moyens, relativement équilibrés, plus ou moins « durs à cuire ». Et quel est l'objet de ce « drame »? Une « fraternité » qu'ils ne connaissent que depuis deux mois, et dont une observation « objective » révélerait l'absence de tout caractère singulier. Car rien ne ressemble tant à une fraternité qu'une autre fraternité — et rien ne frapperait tant l'observateur que la facticité de son décor, le dérisoire de son prétexte à exister, le vide de son projet. La fraternité aurait-elle pourtant une fonction profonde qu'elle accomplirait à son propre insu?

III

Au cours de la description du « gag » une réponse a été esquissée à cette dernière énigme. Le garçon qui entre à l'Université en est à l'âge crucial où l'on se délie des siens, où l'on se trouve pour la première fois « seul au monde ». Sevré de la légitimité que lui donnait l'existence de ses parents, sevré du sentiment d'appartenance à sa famille, il a soif de s'intégrer. Et voici que s'offre à lui la possibilité d'adhérer à un type nouveau pour lui de société : une société où n'existe plus l'autorité du père ou de la mère, où l'autorité est diffuse dans le groupe tout entier (d'où l'importance des rites « parlementaires » et « démocratiques »), où il participera donc à l'autorité tout en étant rassuré par le fait que les autres y participent aussi. Il s'y trouvera à la fois responsable et protégé. Ainsi s'y apprentira-t-il à l'affrontement du vaste monde; ainsi y fera-t-il — avec le maximum de confort et de sécurité — ses premières armes. Ainsi enfin (et c'est la signification sociale de la fraternité) s'y préparera-t-il à être un « chef ».

L'on comprend pourquoi il tend de tout son être à être accepté par un tel groupe; et pourquoi la menace qui brusquement vient s'abattre sur ce groupe le bouleverse. Restent à élucider la vraie nature du « gag » et les raisons de ses effets.

IV

Réduite à l'essentiel, voici l'image du « gag ».

PREMIÈRE ÉTAPE : *L'ANNONCE FAITE AUX FRESHMEN...*

(*Contenu :* L'objet sacré *dont dépend la vie* de la Fraternité a disparu; il a été volé par un traître parmi nous; ce crime est l'aboutissement d'une série de querelles, etc...)

... ET LEUR PREMIÈRE RÉCLUSION HORS DE LA MAISON

Effet : Anxiété et confusion mentale, avec comme sentiments dominants : *peur de mourir* (pour autant que la Fraternité en est venue à signifier la nouvellement acquise légitimité) ; *désir de tuer le traître* (qui est aussi « meurtrier » de la Fraternité); *désir de recouvrer la vie* (c'est-à-dire de retrouver la Charte).

DEUXIÈME ÉTAPE : *L'INTERROGATOIRE DES FRESHMEN...*

(*Contenu :* L'objet sacré aurait été volé par *le meilleur* de la Fraternité. L'être chéri serait le traître; le protecteur serait le meurtrier.)

... ET LEUR DEUXIÈME RÉCLUSION HORS DE LA MAISON.

Effet : Mélancolie, c'est-à-dire sentiment d'être *tout aussi bien que mort :* rien n'a plus d'importance ou de réalité : ni la Fraternité, ni le traître, ni l'être chéri (ces deux derniers se détruisant l'un l'autre par leur identité, et leur destruction détruisant la première), ni soi (dont la substance était faite de ces trois éléments).

TROISIÈME ÉTAPE : *L'ARRIVÉE, LA FUITE ET LA POURSUITE DU TRAITRE...*

(*Contenu :* L'objet sacré est retrouvé : la vie redevient possible. Le traître chéri (c'est-à-dire soi); mais il est traître *primordialement* et le freshman se lance à sa poursuite pour le tuer, c'est-à-dire *pour se tuer soi* (en immolant son « amitié ») et en même temps *pour se donner vie* en immolant le meurtrier de la Fraternité[1].)

... ET LE RETOUR DES FRESHMEN A LA MAISON

Effet : Hystérie : le freshman est égaré, quasi possédé. Il court, hurle, écume, gesticule, sanglote, halète, ne parvient pas à articuler les mots.

1. Le « soi » qu'immole le freshman en se lançant à la poursuite du traître mérite définition : il est incarné par l' « amitié » avec le senior, « amitié » qui est un transfert du sentiment filial, autrement dit un vestige du « soi » dont on se défait en atteignant l'âge d'homme.

QUATRIÈME ÉTAPE : *LA RECONNAISSANCE...*

(*Contenu :* L'objet sacré n'a jamais disparu; le traître n'a jamais existé; la vie a été, est et sera.)

...ET LA CÉLÉBRATION

Effet : Équilibre, joie. Tout est revenu à sa place, mais tout est changé. Le « soi » ancien est expulsé. La Fraternité n'est plus un objet mystérieux auquel on aspire (symbolisé par la Charte, la Charte n'existe pas...). La Fraternité *est* soi. L'intégration est accomplie.

V

Il semble que se retrouvent, dans ce schéma, certaines correspondances avec la tragédie telle que l'ont conçue les Athéniens puis imitée les Français : pour prendre un exemple, considérons « Phèdre ». Première étape : l'annonce faite au héros d'une chose qui n'est pas (la mort de Thésée); deuxième étape : anxiété et confusion du héros; troisième étape : égarement tragique et accomplissement (physique ou moral) de l'acte tragique; quatrième étape: reconnaissance et... catharsis, car en même temps que « meurt » le héros sur la scène, il « ressuscite » dans la personne du spectateur qui se trouve, à la fin du drame, revivifié.

Dans le théâtre grec, l'action est précédée de *menaces* plus ou moins vagues qu'exprime le Chœur : les choses ne sont pas telles qu'elles devraient être et en conséquence des événements tragiques peuvent se précipiter. Ils se précipitent à la suite d'*interrogatoires :* le héros pose des questions au Chœur ou au protagoniste, le Chœur pose des questions au héros; peu à peu la réalité insupportable se révèle, *égare* le héros qui commet l'acte tragique : un *meurtre*, duquel *naît* une autre réalité qui peu à peu se *reconnaît.* Pour le spectateur, tout est revenu à sa place et tout est changé.

Ces correspondances ne paraissent pas fortuites à qui admet, avec George Thomson [1], que la tragédie est le produit direct d'une évolu-

1. Voir : *Aeschylus and Athen : a Study in the Social Origins of Drama* by George Thomson. London : Lawrence et Wishart; 1941.

tion ayant pour origine les rites d'initiation des tribus grecques primitives. Et un examen sommaire de ces rites tels qu'ils ont pu être reconstitués révèle des correspondances encore plus frappantes avec le « Gag » de la Charte. En effet, la tragédie se distingue essentiellement de l'initiation par le fait qu'elle s'accomplit « en dehors » du spectateur, qui n'est héros que par *sympathie*, qui ainsi ne se trouve initié que par substitution. Alors que dans la tribu, de même que dans la fraternité, l'initié *est* le héros du drame.

On sait que la fonction de l'initiation — faire passer l'individu de l'état enfant à l'état adulte — est exprimée chez les primitifs dans la croyance que l'enfant meurt et renaît. Le rite initiatoire consiste essentiellement — dans quelque société primitive que ce soit — en la représentation symbolique de la mort et de la résurrection du novice.

Le rite comprend, d'une façon générale, les éléments suivants : amputation de quelque partie du corps du novice (une dent, un doigt, une mèche de cheveux; circoncision); purification (par l'eau, le sang ou le feu); épreuves corporelles (luttes, courses, flagellation); instruction (révélation des coutumes et traditions de la tribu).

Avec le développement des sociétés secrètes, qui acquièrent peu à peu le monopole de l'exercice de la magie à mesure que le progrès de l'agriculture modifie la structure de la tribu, sans que s'altèrent ses caractères essentiels, le rite se modifie. Devenu plus complexe, plus ésotérique, il a tendance à chercher son expression dans un mythe. Ainsi aurait pris naissance le mythe de Zeus qui, enfant, sur le point d'être dévoré par Chronos (*mort*), est sauvé au dernier moment par Rhéa (*résurrection*) pour finalement renverser et remplacer son père (*état adulte*); ou le mythe de Dionysos qui, enfant, est enlevé par les Titans, déchiqueté, bouilli dans un chaudron et mangé pour être ensuite ramené à la vie (les traditions variant quant au mécanisme de cette dernière opération).

Ce dernier mythe est l'expression du rite célébré régulièrement par les sociétés secrètes dionysiaques (les *thiasoi*), dont voici le schème : Le *thiasos* « quitte la Maison », monte en procession (*pompé*) vers un bois, sur une montagne; là, dans un état de frénésie hystérique auquel il est parvenu peu à peu, il poursuit, saisit, déchiquète, tue et mange la représentation symbolique du Dieu (*agon*), représentation parfois fort réaliste, allant jusqu'à la mise

à mort réelle d'un homme substitué à Dionysos (comme en témoigne Euripide dans *Les Bacchantes*); puis redescend en une procession triomphale (*kômos*) « vers la Maison » en y rapportant solennellement le symbole (restes du mort, effigie, branches d'arbres) du Dieu ressuscité; il se trouve alors en état d'*eudaimonia*.

Ici, il semble que ce soit le *thiasos* tout entier qui, à l'occasion de l'initiation de ses novices, se soumette, à intervalles réguliers, à une initiation qui le fait mourir tout entier (dans la personne du dieu qu'il incarne) puis renaître (en la personne de ce même dieu) entièrement revivifié. Cette pratique, comme l'a montré Frazer dans *The Golden Bough*, se retrouve à travers l'histoire et dans le monde entier, dans des formes extrêmement variées, partout où subsistent des sociétés de type agricole primitif.

Une de ces formes les plus remarquables, à laquelle il a déjà été fait allusion lors de la description du « gag », nous est donnée par la légende du Graal. Cette légende s'est considérablement enrichie ainsi qu'altérée à partir du moment où le christianisme s'y est amalgamé. On admet cependant qu'à l'origine elle était l'expression symbolique de rites de végétation [1] et que dans ses grandes lignes elle se présentait ainsi : la terre est devenue gaste (stérile) à la suite d'un crime (meurtre d'un chevalier mystérieux; ou viol par le Roi et ses chevaliers de vierges habitant les forêts, ainsi que rapt par ceux-ci de la coupe d'or dont elles étaient les gardiennes); le Roi Pécheur est devenu vieux, infirme, malade, impotent; la guérison ou réjuvénation du Roi Pécheur est la condition préalable à la libération des eaux qui refertiliseront la terre; cette guérison ne peut être effectuée que par un chevalier demeuré pur, ou purifié, qui rachètera la faute en menant à bien la quête du Graal.

Ici, comme dans le cas du *thiasos*, l'initiation est double : celle, individuelle, du chevalier-quêteur (le novice); et celle, collective, de la société incarnée par le Roi, et par la terre qu'elle cultive. Certaines constantes des rites initiatoires primitifs se trouvent ici transférés du plan individuel au plan collectif. Ainsi, l'amputation d'une partie vive de l'individu s'est changée en disparition d'un objet symbolique essentiel à la collectivité. La purification cependant demeure requise sur le plan individuel.

Particulièrement notable est le fait que, dans ce mythe, la

1. Voir : *From Ritual To Romance*, by Jessie L. Weston. Cambridge, 1920.

notion de maladie-et-guérison remplace celle de mort-et-résurrection qui, nous l'avons vu, est la base de tout rite initiatoire. En fait, bien que significative, cette substitution est moins radicale qu'il n'apparaît; car qu'est-ce qu'un malade dans la mentalité primitive? C'est un individu qui est mort en tant qu'être sain et qui est renié en tant qu'être malade. Pour amener sa guérison, il n'est que de le faire mourir en tant qu'être malade et renaître en tant qu'être sain. C'est là la fonction du médecin-sorcier, détenteur de la connaissance magique. La catharsis — terme médical — n'a d'autre signification, originellement, que la stimulation — par mimique — des affections morbides, stimulation provoquant leur expulsion. Or, les affections morbides étant dues à la possession de l'individu par un dieu ou esprit malin, la catharsis est donc l'opération qui consiste à pousser jusqu'au bout la possession afin que l'individu meure et fasse place à un individu nouveau.

Significative, la substitution l'est cependant, pour autant qu'elle indique un mode de pensée moins primitif. Bien que la notion de mort-et-résurrection soit comprise dans celle de maladie-et-guérison, elle l'est, à un certain degré, subconsciemment. Il est plus accessible à un esprit évolué de croire : *le roi est malade, le roi est guéri*, que de croire : *le roi est mort, le roi est ressuscité.* Il lui est plus accessible de croire : *la fraternité est menacée, la fraternité est sauve*, que de croire : *la fraternité est morte, la fraternité est renée.*

VI

Il n'a été possible, dans les limites de cet essai, que de suggérer les correspondances qui semblent s'établir entre le « gag » de la Charte d'une part, et les rites d'initiation dans les sociétés plus ou moins primitives, d'autre part. C'était une entreprise d'autant plus hasardeuse que l'étude de ces dernières pose jusqu'à ce jour des problèmes d'une complexité extrême, et que de les évoquer si sommairement exposait au risque d'en donner une image infidèle. Il fallait simplement montrer que ces correspondances existent et qu'elles méritent examen.

Le « gag » de la Charte apparaît maintenant sous un jour paradoxal. Sa nature est triple : il est l'agent d'une authentique initiation de l'individu au groupe; il est l'agent d'une authentique re-initiation du groupe tout entier à lui-même, effectuée d'année

en année (stimulation et expulsion de toute velléité de discorde, de tout sentiment individuel dépassant les limites); il est enfin, et reste, il ne faut pas l'oublier, un « gag », une plaisanterie pure et simple. Car ce n'est pas son moins remarquable aspect que d'échapper totalement — quant à sa signification — à ceux qui le subissent et à ceux qui le perpétuent. Tandis que les membres de la tribu savaient ce qu'ils faisaient, les *frères* de Phi-Nu-Théta baignent dans une ignorance qui peut paraître comique ou tragique, mais qui reflète avec une clarté singulière la crise de la fonction de la connaissance que traverse l'homme d'aujourd'hui :

And here is the one-eyed merchant, and this card,
Which is blank, is something he carries on his back,
Which I am forbidden to see...

(T. S. ELIOT : *The Waste Land.*)

Michel VINAVER.

Jean-Paul Sartre.

JEAN GENÊT

(Fragments, fin)

Quelle droiture, en lui, quelle franchise. Avec quelle folle témérité il prend ses risques. Toutes les acrobaties que nous venons de décrire, elles se faisaient au-dessus d'un filet. A présent, le filet est ôté : l'acrobate court un danger de mort. Nous allons retrouver, bien sûr, les vieux concepts éreintés de dénuement, d'humilité, tous les termes de la littérature hagiographique. Pourtant tout est neuf : c'est que Dieu a disparu; Dieu, c'était le filet.

D'abord Genêt, dans la course au plus grand crime, bat tous les records. Sainte Thérèse se laissait condamner pour des péchés qu'elle n'avait pas commis. L'auteur de « L'Abjection » a commis les péchés qu'on lui impute, mais il fait un bruit du diable pour quelques voluptés vénielles. Dans la galerie des portraits pédérastiques, nous rencontrons un grand maréchal, un ministre de Pétain, fort bien vu par le clergé avant la défaite allemande, des rois très catholiques, des papes, un agent célèbre de l'Intelligence Service; à qui fera-t-on croire que ces hauts personnages sont en enfer? Et si l'on changeait dans les démocraties de l'Est tous les communistes héterosexuels en pédérastes anti-soviétiques croit-on que l'Église ne crierait pas au miracle? Le plus grand Mal, pour Genêt, c'est de trahir. Cela suffit : il est *vrai* que la trahison est inexplicable, il est *vrai* que c'est la seule faute pour laquelle l'Histoire est impitoyable. On a réhabilité Ivan le Terrible; demain, peut-être, on réhabilitera Hitler : le connétable de Bourbon est condamné sans recours. Genêt a eu le courage de choisir le pire.

Les fautes les plus cruellement punies sont commises contre les hommes. Offenser Dieu, s'il existe, cela est affreux. Mais enfin Dieu nous aime : si nous nous repentons quand il faut, il nous pardonnera; à tout péché miséricorde. Mais les hommes ne sont pas miséricordieux : pour les fautes graves, ils ne pardonnent jamais; ils tuent. Y eût-il, d'ailleurs, un recours en grâce posthume, qu'importe à Genêt puisqu'il ne se croit pas immortel. Et puis surtout, son athéisme le désarme; il ne peut s'amuser, comme ***, à miser sur deux tableaux : il n'y a qu'un tableau; il ne peut profiter du conflit séculaire qui oppose Dieu aux hommes, aller de ceux-ci à Celui-là comme un enfant utilise les discordes conjugales pour dresser ses parents l'un contre l'autre et obtenir de l'un ce que l'autre lui refuse : il n'y a que les hommes. Tous les pieux truqueurs dont nous avons parlé pensaient avoir en Dieu leur excuse absolue; ***, en se détruisant ici-bas, se recréait au fur et à mesure dans le Ciel. La *seule vérité* de Genêt lui vient des hommes. Du coup l'absolu retombe sur terre : aucun ange n'essuiera les crachats dont on le couvre, aucune éternité de gloire ne viendra contester sa présente misère. Ce monde-ci n'a pas d'envers; en ce monde-ci les souffrances sont inexpiables, ineffaçables. Le plus petit des dégoûts qu'il a subis est un infini qui l'écrase puisqu'il sait que rien ne le compensera. Fortement intégré à la société religieuse, *** s'y fait son trou et s'arrange pour y vivre. Je ne doute pas que ses affres ne soient insupportables mais enfin tout se passe dans sa tête. Avant 1942, je n'ai jamais rencontré personne qui ne l'estimât; il faisait, tout comme les surréalistes, partie des honnêtes gens. Genêt, exclu de la société laïque, souffre dans sa chair; ses trahisons, si elles existent, lui vaudront des coups de poing ou des coups de couteau. Le dénuement est donc véritable : il se prive de *tout* l'amour. L'humilité est entière : les hommes le méprisent et il ne connait pas de juge à qui en appeler [1].

Pas de doute : il est au plus bas degré de l'échelle. A tout

1. A moins qu'un historien ne démontre son innocence.

point de vue : privé d'amour par ses propres soins et brûlé du désir d'aimer, méprisé par tous, acceptant le mépris, sachant qu'il le mérite et s'efforçant de le mériter plus encore, chargé des fautes les plus lourdes contre les autres et contre soi-même, simplifié à l'extrême et traînant sa complexité passée comme un boulet, il a choisi la finitude, l'impuissance et la haine. Pour Faust, duper Satan, pour ***, trahir le Mal, c'est seulement dissiper les ténèbres : Dieu approuve qu'on manque à sa parole quand elle a été donnée au démon. Mais pour Genêt trahir le Mal c'est le ronger par un Mal pire : c'est réaliser pour soi-même l'inconfort dans le crime. La trahison finale, chez ceux-ci, c'est le tour de passe-passe qui fait jaillir la lumière; chez Genêt c'est l'épaississement des ténèbres; c'est l'affolement de la boussole. A la lettre, il « perd le Nord »; il choisit la folie. Mais cette folie, par un paradoxe de plus, coïncide avec la plus rigoureuse raison. Pensant selon deux systèmes et deux langages, produisant et détruisant à la fois — comme les frères Marx qui, jetés dans une mêlée de football, font gagner puis perdre leur équipe au gré de mystérieux caprices — haï de ceux qui devraient l'aimer, aimé de ceux qui vont le haïr, complice abominable du Bien qu'il refuse, ennemi juré du Mal qu'il a pris pour fin, il parvient à un tel degré de confusion que deux Maux simultanés et opposés s'annulent et se renforcent à la fois : incitant ses camarades à voler puis les dénonçant à la police qui les surprend et les met en fuite, il empêche le vol de se produire, le résultat final est zéro; mais au dedans de lui-même ce zéro correspond à l'infini du Mal; le voilà *fou*. Et pourtant cette folie est raison puisque c'est le résultat logique de la quête lucide, rigoureuse, serrée, austère du plus grand Mal. Au plus bas, il réalise ce tour de force que sa raison, sans cesser d'être raisonnante, devient folie raisonneuse. Nous avons cité, tout à l'heure, trois textes étrangement semblables : celui de la Sainte, celui du Pécheur, celui du Voleur. Mais une étude plus poussée nous a montré je ne sais quel truquage dans les deux premiers. Dans le troisième un mot déchire la nue, un mot de prince : « Je devins abject ». Non que l'abjection plaise. Mais il y a dans cette phrase un

je ne sais quoi qui sent son homme d'épée : la décision est impérieuse et brusque, sans considérants comme sans recours. Sans doute *** nomme son livre « De l'abjection » : mais c'est un homme de robe, un procédurier; l'abjection se présente toujours de biais dans ses raisonnements, en profil perdu, ou bien c'est un toboggan, on se lance dans une de ses phrases, on glisse dans le Mal, on finit dans le Bien. Son style — d'ailleurs un des plus beaux de ce temps, avec des ressources surprenantes — a des onctuosités louches, des mollesses, des transparences vitreuses, d'affreuses gentillesses. Il écrit : « Il suffit que le Démon de chacun n'ait pas le dernier mot » et en effet il s'arrange pour qu'en chacune de ses phrases, un mot se glisse, un mot surnuméraire qui représente le Bien; parfois c'est simplement le temps du verbe. Il n'écrirait pas : « Je devins abject » mais : « J'étais devenu abject». Genêt, petit cavalier du crime, a parfois, entre deux amples périodes, un mot dur et bref qui marque sa volonté d'irrémédiable.

Mais il n'échappe pas, pour autant, à la question de principe : *pourquoi* vouloir le dénuement et l'humilité? Chez sainte Thérèse il s'agit de renoncer aux faux Biens. Chez *** on renonce aux vrais mais c'est pour les donner à Dieu et pour acquérir un mérite. Le but est le même : gagner le Ciel. Mais *puisque* Genêt ne croit pas au ciel ni à la possibilité d'un retournement final? A vrai dire lorsqu'il recherchait le Mal pour le Mal, il lui fallait aussi vouloir pour lui-même la pire douleur. Mais c'est que la douleur du méchant est le signe qu'il se trouve sur la bonne voie. Rappelons-nous en effet que le Mal doit faire horreur à celui qui le commet. Signe, insigne, marque subjective, avertissement, la douleur n'était, dans cette première perspective, qu'un moyen, quelque chose comme l'aiguille sur le cadran des vitesses; elle n'avait pas de valeur propre : la fin suprême était le Mal-objet. Bref, dans la morale objective du Mal, c'est-à-dire de la désintégration systématique, comme dans la morale objective du christianisme, c'est-à-dire de l'intégration à la communauté religieuse, le sacrifice est simplement utile : il se trouve qu'on ne peut pas s'en passer, parce

que la règle objective de l'action va à l'encontre de nos intérêts particuliers mais il n'ajoute rien. Or nous avons vu *** passer de la morale objective à la morale subjective et du sacrifice-moyen au sacrifice-fin; et nous avons marqué que ce passage constituait une régression à une éthique religieuse et plus primitive du potlatch. Il s'effectue chez Genêt un glissement analogue. Au fond, c'est une chute : on retombe de l'existence à l'être. La morale objective du Bien nous soutient parce qu'elle est une éthique de l'Être et que nous n'avons à vouloir que ce qui a déjà été voulu. Mais le Mal étant le Néant, notre mauvaise volonté ne saurait se justifier par son objet; c'est lui, au contraire, qui se justifie par elle. Nous avons vu que c'est le ressort principal de la tentation par le Mal : l'homme devient créateur absolu d'une apparence, il déborde et soutient sa création. Mais c'est un lourd destin que d'être injustifiable : on débute par sauter au-dessus de la justification et, une fois commis le crime, on retombe au-dessous d'elle. Le pire, dans l'acte criminel, c'est qu'il se propose d'abord comme pur décret de ma volonté infinie et proteste qu'il est incapable de la limiter puisqu'il ne tient son être que d'elle : seulement, une fois commis, il m'étreint d'une poigne de fer et me définit sans me justifier. Mon crime, *avant*, c'est mon caprice, c'est l'affirmation que je suis au-dessus de toute essence; *après*, c'est mon essence éternelle et la maxime de tous mes actes. Le passionné tue en grand seigneur par un décret singulier qui bouleverse l'ordre du monde; sa liberté, comme dit Hegel, c'est la Terreur. Loin de poser que la fin suprême de l'univers est de s'engloutir dans le Néant, il tient au contraire que la vie est un Bien et que le monde doit continuer d'être, il accorde tout à son adversaire; mais il ne reconnait la loi que pour se placer au-dessus d'elle, l'expérience du Mal est une sorte de cogito princier qui lui fait découvrir en face de l'Être sa propre conscience singulière et irréductible; le monde entier avec ses lois et tous ses habitants se trouve *mis entre parenthèses* : le méchant est hors de l'être, sa réflexion contemple avec ironie, en lui et hors de lui, les impératifs de la collectivité. L'acte qu'il projette est de *pure apparence* : il ne se fonde pas sur l'Être mais il émane

de la conscience et n'existe qu'en tant qu'elle le projette : c'est le pur éclairement de l'être par la lumière du non-être et de l'universel par celle de l'exception : en un certain sens la décision la plus lucide et la plus soigneusement préméditée de mal faire demeure un songe, c'est un clignotement de la création. Mais *à peine accompli* ce crime qui devait suspendre les lois de la nature, rutiler comme un miracle, anéantir symboliquement le monde en la personne de la victime, voilà qu'il s'inscrit dans l'être, qu'il devient un objet parmi d'autres objets; cette exception se révèle gouvernée par des lois rigoureuses, elle prend sa place dans les statistiques; bref, c'est un événement du monde. Le coupable considère son acte et ne le reconnaît plus. Les assassins les plus sots se contenteront de murmurer jusqu'au jour de l'exécution capitale : « Je ne comprends plus ce que j'ai fait ». S'ils ont de l'esprit, ils tenteront de *sauver* leur crime : tant qu'il n'existait pas, il se voulait injustifiable; à présent qu'il *est*, il réclame une justification qui l'arrache à la contingence où il s'est enlisé. Ils bâtiront un système du monde tout exprès pour justifier la violence; mais du coup celle-ci perdra sa souveraineté : elle était un miracle à rebours, l'affirmation hautaine d'un droit à l'exception, une tentative extraordinaire pour tenir l'universel en suspens dans le singulier et l'être dans le non-être; mais lorsqu'ils auront édifié sur la base de l'être une morale qui dans *certains* cas légitime *certaines* destructions, leur crime deviendra une application pure et simple de la loi éthique et sa singularité sera celle d'un exemplaire pris au hasard dans une série infinie. Du coup le Mal, principe d'explication de tous les crimes, passe lui aussi, du côté de l'Être. Le méchant, après la faute, est un homme qui s'éveille et qui reste hanté par le songe obscur qu'il vient de faire et qui tente de l'intégrer au monde de la veille. Je dis : un homme qui s'éveille; *** et Genêt disent : un homme qui meurt; c'est pareil. Qu'arrive-t-il alors? Eh bien, les âmes les moins trempées dissoudront le Mal dans le Bien : il était *bon* de tuer; la victime était un Juif, un Nègre, un communiste; on n'a fait que détruire un principe de désordre. Mais si le criminel a la tête solide, il voudra jusqu'au bout

demeurer un méchant; cela veut dire qu'il affirmera le Mal. Mais le Mal affirmé, le Mal-principe, tout en demeurant nominalement le Mal, se fondera subtilement, dans l'ombre, sur un Bien ineffable, invisible et atroce. La morale du Mal s'achève, en douce, par un mystère religieux.

Ainsi de Genêt : sa morale démoniaque se change après coup en dolorisme. En simplifiant beaucoup, on pourrait dire qu'il est prince du Mal quand il entreprend son « casse » et sainte lorsque, coincé, il purge sa peine. N'oublions pas en effet que les deux premiers livres de Genêt sont écrits en prison et qu'ils enferment donc une interprétation rétrospective de son activité. Nous n'avons jamais affaire à *l'agent*. Je sais bien qu'il en est ainsi pour tous les livres : l'homme qui écrit se souvient. Mais s'il entreprend sa justification *par le Bien* le décalage est beaucoup moins dangereux; l'événement peut être altéré, faussé, tronqué mais non *dénaturé*. Genêt parle souvent de la prison comme si c'était un couvent. Il n'a pas tort : chacune de ses arrestations est comme une conversion et ses livres semblent écrits par un moine qui tente de se rappeler, du fond du silence, les désordres de sa vie passée. Il voudrait nous faire croire qu'il est saint et méchant à la fois : mais cela n'est pas. Il y a un temps pour la méchanceté : celui de la praxis — et un temps pour la sainteté : celui de la réflexion sur la praxis. La Sainteté chez Genêt, c'est *d'abord* ce qu'on a nommé l'illusion rétrospective. Mais bien entendu, une fois que le principe en est établi, elle va demeurer, même pendant l'acte, comme un système abstrait d'interprétation auquel Genêt se référera en même temps qu'à l'explication concrète par la volonté du Mal.

Avant et pendant le crime, Genêt tolère la souffrance parce qu'elle est l'*index* du Mal; après il justifie le Mal par la souffrance qu'il a causée. *Avant* : « Moi, Genêt, je fais le Mal parce que tel est mon bon plaisir. Du vol on ne peut tirer ni morale ni philosophie. » *Après* : « Frères, il faut souffrir. » On saisit l'astuce de ce retournement : en recherchant la souffrance ou en prétendant qu'il l'a recherchée, Genêt prétend qu'il ne cesse point de vouloir le Pire : la souffrance n'est-elle pas un Mal?

Ne fait-elle pas horreur? Et l'abjection? Et la haine de soi? Ce bouquet de tourments, ne serait-ce pas le Pire? Tel est le passage qu'il a ménagé entre méchanceté et sainteté. Mais on voit aussi le sophisme : *un* Mal, fût-il le pire, n'est pas *le* Mal. Le Mal, si nous voulons mal faire, c'est l'exceptionnel devenant la règle de notre activité, c'est la singularité s'érigeant en loi universelle : en aucun cas ce ne peut être *une* fin particulière. Si la souffrance est recherchée pour soi, quand même on prétendrait la vouloir parce qu'elle fait horreur, elle cesse d'être *le* Mal pour devenir *un* Bien. Car si le Mal se reconnaît à ce qu'il fait horreur au méchant, il n'est pas voulu pour l'horreur qu'il inspire mais parce qu'il est le Mal. Voulant le Mal d'abord, Genêt veut du même coup la simplification et la diminution de sa personne morale, le dénuement, l'échec, les tourments, le triomphe final de ses ennemis, le châtiment final. Qu'il mette l'accent sur ce dénuement, sur ces tourments, sur l'échec, qu'il s'y complaise, nous avons une morale de l'abjection, nous sommes en route vers la sainteté.

Il y a autre chose : chez Genêt, la volonté de Mal n'est pas dernière. Elle est l'expression d'une autre volonté, plus profonde, originelle : cet enfant synthétique, préfabriqué a décidé de se tenir *de lui-même*. Le Mal est le chemin qui le mène vers soi, comme il était le chemin qui menait *** vers Dieu. Et pour Genêt comme pour l'auteur de « l'Abjection », il faut poser le Mal comme fin suprême et inconditionnée, tout en guignant du coin de l'œil un but fondamental et informulé qui est la récupération de soi ou le salut. Reprenant à son compte ce qu'on lui impose, Genêt se jette donc la tête la première dans l'abjection. A ce niveau de profondeur nous avons dépassé la morale de la Sainteté et même la morale de la Méchanceté : il s'agit d'une liberté qui veut s'affirmer. Mais la situation qu'on lui a faite est telle que cette liberté ne peut s'affirmer qu'en se niant. Plongeant dans l'abjection, dans l'échec, dans l'impuissance, Genêt, lorsqu'il s'atteindra enfin, ne sera plus qu'une abstraction, que la forme vide du Néant.

Cette volonté de se reprendre, claire en son principe, enveloppe donc une contradiction si forte qu'elle s'obscurcit dès

qu'elle cherche un point d'application. Celui même qui la produit ne saurait la comprendre : comment concevoir qu'il faille se détruire systématiquement pour se faire exister? Il ne peut donc que vouloir sans comprendre, s'acharner sur ce vouloir ténébreux en espérant que la lumière se trouvera au bout. Mais dès que l'action s'arrête, il faut bien qu'il la pense; et s'il la pense, il la dénature. Le danger le plus redoutable, ce serait de tomber dans le psychologisme : ce mouvement destructif, le psychologue dispose pour l'expliquer de tout un arsenal; il l'appellera bouderie, ressentiment, masochisme, autopunition. Autant de manières de réduire la liberté au déterminisme, de substituer à la volonté fière de salut, le mécanisme des forces inconscientes. Or le plus mauvais tour que nous puissions nous jouer, c'est de prendre vis-à-vis de nous-même, dans les jours de fatigue ou de désarroi, l'attitude du psychologue. On devine que ce fut pour Genêt une tentation perpétuelle. *Tout* l'invitait à se prendre pour un enfant boudeur : s'il cédait, il fallait qu'il lachât prise. Pour échapper à la tentation, il est tombé dans un autre piège : l'explication psychologique qu'on lui proposait plaçait l'être derrière lui comme une *vis a tergo*; les impulsions de l'inconscient *sont de l'être*, elles appartiennent à la nature; Genêt, dont le but profond est de s'arracher à la nature et de constituer à lui tout seul une antiphysis, est contraint de combattre l'être par l'être. L'être le poussait dans le dos, il le fait passer devant lui, il substitue à cette pulsion une force attractive. Puisque la pure volonté d'anéantissement est incompréhensible à moins d'y voir l'effet des complexes, il prétendra chercher l'être absolu par la voie de la destruction. En fait, il ne souhaitait pas vraiment parvenir à l'extrême limite de l'anéantissement. Ce n'était qu'un terme idéal, ce que Kant appelle un concept régulateur. Sa morale spontanée résidait dans le mouvement de défi qui le portait à faire dans chaque cas particulier ce qu'on attendait de lui, c'est-à-dire le pire. Et ces mouvements singuliers, comme toutes les conduites humaines, comportaient sans doute en eux-mêmes leur propre dépassement vers l'infini : ainsi l'infini numérique est présent dans la moindre addition. Mais juste-

ment le passage à l'infini n'était d'abord chez Genêt qu'une structure implicite de son opération de même qu'est implicite chez le comptable la possibilité de poursuivre indéfiniment son addition. Contre les psychologues et les psychiâtres, contre lui-même, Genêt a thématisé cette possibilité ultime. Il a décidé d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au néant. Mais s'il fait de l'anéantissement final *la fin effective* de son entreprise *alors* le Néant devient Être. Dans un acte particulier, sa position reste tenable : l'auto-destruction lorsqu'elle est seulement ébauchée peut passer pour l'envers d'une auto-création; en se refusant *une* fidélité, Genêt se donne la trahison. Mais si nous poussons la tentative à la limite, il faudra que l'auto-destruction absolue coïncide avec l'auto-création absolue; Genêt rejoint ici l'auteur de « l'Abjection » qui retrouve tout l'Être au moment de sombrer dans le Rien. Seulement celui-ci tenait une carte en réserve : le Non-Savoir, le Regard absolu du Tout-Puissant. Genêt s'est privé de cette carte. Comment pourra-t-il se tirer d'affaire? En un mot, la grandeur de Genêt c'est d'avoir récusé le Regard absolu et d'avoir voulu rester pour lui-même le témoin suprême et la dernière instance. Cela est fort bien fait tant qu'il lutte, tant qu'il agit. Mais quand il veut penser sa lutte et qu'il réclame, au bout de celle-ci, *de se retrouver dans l'être*, il ne dispose plus du regard pétrifiant d'un Témoin Divin. La Sainteté c'est donc le nom sacré qu'il donne à une tentative acrobatique pour conférer une dimension métaphysique à une entreprise rigoureusement humaine. Autant essayer de se soulever soi-même en se prenant par les pieds.

Comment procédera-t-il? Par deux ruses simultanées : en utilisant, comme pur regard constituant, cet Autre qu'il est pour les autres et dont il a fait jadis son propre Dieu; en pensant qu'au regard de cet Autre le conflit déchirant de ses impulsions contradictoires se transforme en calme identité.

Il avait choisi de vouloir ce que personne ne peut vouloir : le Mal, bref de contredire en lui la volonté générale par une volonté particulière : tel est le premier conflit. Il va plus loin, à présent, et choisit de contredire sa volonté particulière par une

autre volonté particulière : aimant le Mal en la personne d'un beau criminel qu'il dénonce à la Police, il trahit ce qu'il aime. Il ne s'exprime donc entièrement dans aucune de ces volontés : il ne s'identifie ni avec la volonté générale aussitôt contredite par une volonté particulière, ni avec la volonté particulière qui n'a de sens que si la volonté générale est maintenue, ni avec la volonté d'aimer qui suppose celle de trahir, ni avec la volonté de trahir qui a pour fonction de contredire celle d'aimer. *Qui* est donc Genêt? Rien d'autre que la contradiction même, l'instant pur où dans le Non il y a le Oui et dans le Oui le Non. Positif et négatif devraient s'annuler, oui et non faire table rase : c'est ainsi qu'il atteindrait le néant pur. Ainsi Genêt *serait* nullité. Mais justement c'est la conscience qui réalise l'opposition des contradictoires et cette conscience est d'autant plus aiguë que l'opposition est plus forte : « Je me sentais protégé par la puissance fabuleuse du Reich, néanmoins en mon cœur je connaissais la présence aiguë et incandescente de Jean Genêt, fou de peur. Mais peut-être n'eussé-je jamais autant conscience de moi-même qu'en de tels instants. Quand je tenais Jean accroché par les dents à la gueule de mon revolver, la peur aussi rétrécissait en le rendant plus aigu, mon centre de conscience. La peur de tuer combattant la peur de ne pas tuer. » Bref, cette conscience qui veut s'anéantir se met à exister frénétiquement comme volonté de s'anéantir, cette conscience qui se déchire en contradictions devient du même coup l'unité des contradictions. Ce paradoxe qui renvoie du néant à l'existence, du conflit à l'unité et qui fait qu'on existe d'autant plus qu'on veut davantage s'anéantir, Genêt le nomme « l'impossible Nullité ». Et, en un certain sens, ces mots que Jean Wahl applique à Kierkegaard pourraient parfaitement définir le climat moral de Genêt :

« (Kierkegaard) veut rendre les choses difficiles, ne rien faire pour émousser les termes du problème. Il n'y a pas de réunion possible de ces oppositions absolues. Nous n'aurions plus de médiations mais le paradoxe et le saut, le pathétique de la pensée, la fièvre de la pensée. Ici nous ne sommes plus dans le

monde de l'homogénéité mais dans celui des hétérogénéités radicales, des différences qualitatives, des nouveautés absolues. Et l'absolu ne sera plus ce qui unit mais, conformément à l'origine du mot, ce qui est séparé et ce qui sépare. »

A Kierkegaard comme à Genêt on pourrait reprocher d'avoir délibérément choisi l'abstrait; de l'un comme de l'autre on pourrait dire, avec Kate Nädle, qu'il « reste prisonnier de concepts qu'aucun souffle de véritable amour ne vient animer ». Et à propos de l'un et de l'autre, on pourrait répondre comme Jean Wahl que leur subjectivité « en s'isolant, en se restreignant sur soi, si elle perd en généralité acquiert une immense profondeur ».

Mais Kierkegaard connait l'angoisse; lui aussi échappe à l'existence pour déborder dans l'Être puisqu'il a un témoin. Seulement ce témoin est transcendant : nous retrouvons le pari de *** et la nuit du Non Savoir. Genêt a choisi d'être son propre témoin : il échappe à l'angoisse religieuse. En un sens, il tient la solution : puisque la conscience est d'autant plus aiguë que la contradiction est plus insoutenable, puisqu'il existe d'autant plus comme bourreau de soi-même qu'il est plus près d'agoniser comme victime de soi, c'est dans la pure existence réflexive, dans la volonté qui se veut elle-même qu'il réalisera sa récupération.

Cela, il le sait, il ne l'oublie jamais : c'est une dimension permanente de son entreprise, le *cogito* du Mal, l'aboutissement d'un doute méthodique poussé jusqu'à la destruction de l'Ego. Mais puisqu'il s'est embarqué vers l'*Etre*, c'est précisément à ce niveau qu'il opérera son truquage : être son propre témoin, cela peut signifier simplement qu'on est une conscience qui ne ne veut d'autre justification qu'elle-même et qui se réfère pour se juger aux seuls arrêts de sa liberté; en ce cas le témoin court le même risque que l'agent et ne saurait l'étayer de son témoignage : on se tient résolument dans le risque existentiel, on récuse le jugement de l'Autre, on refuse tout passage à l'Être. Mais on peut conférer à cette attitude une signification toute différente et c'est ce qui se produit communément lorsqu'on dit, par exemple : « J'ai ma conscience pour moi. »

Cette phrase ambiguë, en distinguant l'Ego et la Conscience comme s'il s'agissait de deux personnes, permet d'effectuer le glissement : on suppose que la scissiparité réflexive est poussée à la limite et si l'on conserve l'unité de l'esprit c'est à titre d'unité *en droit* ou virtuelle; on tient la réflexion pour un regard qui se dirige sur la conscience réfléchie et qui l'objective; « en » nous il y a un Ego qui voit notre Ego et qui l'approuve. Naturellement cette opération est irréalisable : la conscience ne peut se scinder; la symbiose de la conscience réflexive et de la conscience réfléchie est indissoluble. Reste que la réflexion constitue à travers la conscience réfléchie des objets transcendants et idéaux (mais non pas imaginaires) que j'ai décrits ailleurs sous le nom de Psyché. A vrai dire elle ne constitue pas le réfléchi en objet, elle vise des objets à travers lui : par exemple la *haine* à travers une « erlebnis » actuelle de blâme ou d'antipathie. Mais cela suffit pour qu'on s'imagine que la réflexion est objectivante. Et comme cette conscience réflexive ou du deuxième degré peut être visée à son tour par une conscience du troisième degré — comme il arrive lorsqu'un beau parleur s'écoute parler et constate en même temps, avec agacement, qu'il s'écoute parler — elle peut feindre à tout moment qu'elle existe sous le regard de cette troisième conscience, même lorsque celle-ci n'est pas produite effectivement. En un mot, la conscience réflexive du second degré constitue deux objets transcendants par des intentions de sens inverse : l'un, effectif mais idéal, est *devant elle ;* il fait l'objet d'une visée qui prend pour « hylé » la conscience réfléchie ou immédiate; c'est la psyché en totalité synthétique des sentiments, des états et des actes; l'autre est visé *en arrière* et de bas en haut; il est seulement virtuel et l'intention récurrente qui se dirige vers lui reste vide : c'est l'unité permanente de toutes les consciences possibles du troisième degré, exact corrélatif de l'unité du psychique. Je dis : des consciences possibles et non des consciences réelles qui se sont produites dans le passé avec une conscience *présente* du troisième degré. L'*absence* est une condition nécessaire à la constitution de cet objet : une conscience réelle et présente du troisième degré se

fondrait en effet avec les deux autres consciences pour réaliser la symbiose du réflexif et du réfléchi. Elle n'est séparée de celles-ci que par son absence, et c'est cette absence qui lui confère la transcendance dans l'immanence. Elle est objet parce qu'elle n'existe pas. Cet objet absent est un Ego encore, notre Ego, mais sous forme de calme regard; et son objectivité n'a pour fonction que de nous faire ressentir que pour un autre qui est nous-même nous sommes un objet, donc un Être. La conscience réflexive du deuxième degré « s'existe » dans ce cas comme présentant des caractères objectifs pour une conscience virtuelle qui est nôtre par sa structure et autre que nous par son absence.

Je disais tout à l'heure que Genêt, dans la décision inconditionnée de Mal faire, effectue un *cogito*. Mais aussitôt après, comme Descartes substantifie la pensée, Genêt substantifie son existence. Descartes, s'il tombe dans l'erreur substantialiste, c'est qu'il a douté du monde *de devant* et non du monde de derrière : Dieu le voit; objet pour un être absolu et qui décide du vrai, sa vérité est donc d'être un objet absolu, une substance. Genêt intériorise le regard divin : il se persuade de vivre devant témoin; dans la volonté de Mal, il se découvre comme absolu non substantiel, unité consciente de contradictions; mais aussitôt, une intention vide remonte de sa conscience réflexive pour constituer une conscience du troisième degré, et cette conscience s'identifie pour lui avec une autre absence qui le hante : elle devient le regard constituant et valorisant de cet *Autre* qu'il est pour les autres. C'est lui-même et c'est une *personne;* c'est une réflexion-objet qui le substantialise. A vrai dire, nous avions surpris, au chapitre précédent, l'opération en voie d'accomplissement. Mais elle était encore surchargée de mysticisme et de poésie : cet Autre était Dieu, son existence avait pour effet de donner un sens nouveau au Monde; Genêt lui dédiait des poèmes. A présent, il a grandi, il a quitté l'âge théologique de l'enfance pour entrer dans l'âge métaphysique et abstrait de la jeunesse : ce jeune Dieu barbare qui le contemplait se dessèche, se schématise, perd son pouvoir sur le monde, se dépouille de cette *aura*

sacrée que R. Otto nommè le « numineux »; il n'est plus que Genêt, plus rien qu'un regard vitreux et absent dont l'unique raison d'être et le seul office sont de faire passer sans cesse la conscience réflexive et finalement tout le système à l'état de substance; c'est un cristal qui touche l'existence de Genêt par derrière, et dont l'effleurement perpétuel produit une perpétuelle cristallisation de cette existence.

Voilà donc Genêt qui *est* : non pour soi-même mais pour cet Alter-Ego qui est devenu suffisamment abstrait pour ne plus représenter, dans son absence, qu'une simple condition permanente du passage à l'être. Mais, du même coup, il rentre dans l'ordre — puisque l'Être et l'Ordre ne font qu'un — il passe du Mal au Bien. Il ne le dit jamais; seulement ce mot louche de *sainteté* nous indique suffisamment le but de l'opération. Il a raison de prétendre qu'il parvient à la Sainteté par la Trahison, car le recours à la Sainteté est sa trahison la plus fondamentale : il trahit le Mal pour le Bien, l'existence pour l'être, le pour-soi pour l'en-soi. On rapporte qu'il a refusé de connaître Gide parce que, disait-il, « son immoralité est suspecte ». J'irai plus loin : je dirai que *toute* immoralité systématique est suspecte parce qu'elle masque toujours un recours dernier au Bien.

Genêt, dans le moment même où il s'épuise à faire *exister* la contradiction, se convainc qu'il y a un envers de l'existence et que cet envers est l'être. Tout ce qu'il « existe » dans le déchirement de sa conscience malheureuse prend à l'envers figure d'être substantiel. Et cet être lui échappe puisqu'il ne saurait le rencontrer dans son expérience intérieure; mais en même temps il le récupère dans l'abstrait puisque c'est pour son propre regard qu'il est. En un mot, il y a désormais une dimension de sacré où les actes de Genêt lui sculptent une statue. Nous pouvons à présent saisir le processus entier de la sanctification : il y a d'abord la *destruction*. Mais cette destruction n'est pas anéantissement de la conscience : c'est la conscience réflexive qui opère la destruction de la *psyché* à travers la conscience réfléchie. Ce qui est liquidé c'est *l'amour* de Genêt, ses *fidélités*, etc. Tout cela rentre dans la catégorie des senti-

ments et des états : il liquide l'être qu'il est *devant lui*. Cette liquidation *renforce* la conscience réflexive qui, du fait qu'elle opère elle-même la destruction, devient plus lucide, plus aiguë. Or, c'est justement cette réflexion étincelante — dont l'intensité maxima coïncide avec la dissolution radicale des sentiments et de l'humain — c'est cette réflexion qu'un regard fantôme fait passer à l'être. Ainsi la limite extrême de l'anéantissement marque l'intensité suprême de la conscience réflexive et comme le regard du « troisième Genêt » la saisit et la fixe à ce moment crucial, le maximum d'*existence* devient, à l'envers, le maximum d'*être*. On voit par quelle ruse la destruction se retourne en construction, comment l'instant du zéro s'identifie à celui de la plénitude, comment le mystère de l'impossible nullité cache celui de l'inéluctable substance.

Or Genêt le sujet, l'existant, est photographié à l'instant du déchirement, quand sa conscience s'écartèle entre les contradictions, aimant et trahissant, voulant le Bien pour mieux faire le Mal, s'abaissant pour s'élever. Mais en cet instantané que le Regard prend de lui, les contradictions s'abolissent sans se réconcilier. Le passage à l'être, en effet, n'est nullement comparable à ces synthèses hégéliennes qui fondent ensemble la thèse et l'antithèse : il transporte les conflits sur un terrain d'absolue positivité; il n'y a pas de *solution* des antinomies; mais, comme la négation n'a pas de place au sein de l'être, les termes de l'opposition perdent leur puissance négative. Ils sont toujours contraires, mais au lieu de se repousser et d'être chacun le néant de l'autre, ils s'interpénètrent. L'unité volontaire et vécue, par quoi la liberté faisait exister les contraires l'un par l'autre et l'un contre l'autre, se pétrifie en substance et les contraires sont « pris » dans cette pâte qui durcit. Dans le calme de l'être, il y a identité de la discorde et de l'harmonie. Breton écrivait en 1930 : « Tout porte à croire qu'il existe un certain point de l'esprit d'où la vie et la mort, le réel et l'imaginaire, le passé et le futur, le communicable et l'incommunicable, le haut et le bas cessent d'être perçus contradictoirement. Or c'est en vain qu'on chercherait à l'activité surréaliste un autre mobile que l'espoir

de détermination de ce point. On voit assez par là combien il serait absurde de lui prêter un sens uniquement destructeur, ou constructeur : le point dont il est question est à fortiori celui où la construction et la destruction cessent de pouvoir être brandies l'une contre l'autre... (Ce sera) l'anéantissement de l'être en un brillant intérieur et aveugle, qui ne soit pas plus l'âme de la glace que celle du feu. » C'est précisément ce « point de l'esprit » que Genêt recherche. Mais le surréel, Breton espère sinon le « voir », du moins se confondre avec lui dans une indistinction où vision et être ne font qu'un. Genêt sait que la jouissance lui en est refusée par principe : il peut seulement constituer par derrière soi sa propre surréalité par un mouvement destructeur qui, à l'envers, est construction de l'être. A l'envers, amour et trahison « cessent d'être brandis l'un contre l'autre »; à l'envers, le haut et le bas cessent d'être perçus contradictoirement, et le plus grand Mal est en même temps le plus grand Bien. A l'envers, « l'anéantissement de l'être en un brillant intérieur et aveugle » devient production d'un diamant, c'est-à-dire de l'être pur. Le surréel de Breton saisi comme le revers inaccessible et substantiel de l'existence, c'est la Sainteté de Genêt.

Mais pourquoi, dira-t-on, employer ce mot de Sainteté? Eh bien, d'abord par goût du paradoxe : il se plaît à scandaliser en offrant une perversion démoniaque et sophistiquée de cette notion sacrée. Notons que l'auteur de « l'Abjection », membre d'une Église qui donne de la Sainteté une définition officielle, mourait d'envie de se canoniser; et s'il n'a osé le faire, il a du moins souligné à mainte reprise la symétrie de sa démarche et de celle des Saints. Genêt, qui n'est pas d'église, n'avait pas les mêmes raisons de se montrer discret. Ce beau mot, « le plus beau de la langue française », depuis son enfance le tentait. Il se l'applique. Si vous croyez en Dieu, vous savez bien que Dieu juge en dernier recours : il n'y a de Saints que ceux qu'il reconnaît; ainsi la Sainteté est une affaire qui ne concerne que le Saint et Dieu; lorsque l'Église canonise, elle se base sur des marques objectives pour établir ce qui est, en somme, le rapport immédiat d'un sujet au Tout-Puissant. Mais pour

l'athée, puisque le Juge suprême s'est évanoui, la Sainteté ne peut se définir que par ces marques objectives. Est Saint, aux yeux des hommes, celui qui veut parvenir à l'Être par le chemin du néant, à la suprême richesse par le dénuement, au plus haut mérite par la quête du mépris. Labre couvert de poux, Marie Alacoque léchant les immondices, Marie l'Égyptienne se donnant à tous les passants, Angèle de Foligno se brûlant le sexe au fer rouge sont Saints, aux yeux des hommes, à cause de ces grands emportements qui frappent l'imagination. Genêt se divertit à pousser le zèle plus loin qu'ils n'ont fait : en imitant du dehors leur attitude et en l'exagérant, il semble qu'il veuille prouver par l'absurde que la Sainteté n'existe pas. Mieux : qu'il veuille former une image diabolique et trompeuse qui ait du Saint toutes les apparences, mais qui brûle des feux d'enfer celui qui la touche.

Mais il est, en outre, profondément sincère : puisqu'il a conservé depuis l'enfance la croyance que le Bien et l'Être ne font qu'un, n'atteint-il pas au Bien par le dépouillement? « Je pense, donc je suis; je suis une substance pensante », disait Descartes. Et Genêt : « Je fais le Mal, donc je suis; je suis une substance malfaisante. » Malfaisante, oui : mais substance, donc *bonne*. Et puisque cette bonté est inhumaine, puisqu'on l'obtient en détruisant la tiède morale de l'honnête homme, ne relève-t-elle pas du surnaturel? Ici encore Genêt rejoint Kierkegaard : il veut prouver par l'action que l'ordre des valeurs religieuses est au-dessus et au-delà de l'éthique humaniste. La fin de l'homme ce n'est pas l'homme, pas même ce Surhomme qui ne saurait paraître qu'au bout d'une évolution sociale : c'est de détruire en soi l'humain, le temps, l'histoire pour que naisse *dans l'instant* le règne de l'éternel et du divin.

La cause est entendue, dites-vous. Je le condamne sans recours. — Et moi, je vous prie de ne pas conclure trop vite : Genêt est un de ces hommes qui mettent en question les principes au nom desquels on prétend les juger. — Peut-être. Mais les évasions vers l'Être ne sentent jamais bon, même quand elles se font dans la douleur : il y a toujours dans l'être une persévérance inerte; *être* Saint c'est *continuer* à l'être, c'est

se faire relayer par la passivité de la substance. La Sainteté c'est le repos éternel, c'est la récompense. — Soit. Mais si vous condamnez ce quiétisme caché, assurez-vous que ce ne sera pas au nom d'un quiétisme plus sournois encore. Et puis Genêt n'a jamais prétendu qu'il *était* un Saint : i aspire à en devenir un; de sorte que le repos dans l'être devient le terme d'une progression peut-être infinie; le reproche tombe. — Pas tout à fait : car, s'il *progresse* vers la Sainteté, cela veut dire que Genêt, à chaque trahison, à chaque reniement, ramasse un peu plus d'être. Il ne finira peut-être jamais sa statue, mais il ne cesse pas de la modeler. Et comment pouvez-vous montrer tant d'indulgence pour lui, quand vous avez eu tant de sévérité pour *** : le truquage est le même et tombe sous les mêmes reproches? — C'est que *** veut gagner sur les deux tableaux, jouir du vice et s'assurer le salut, au lieu que Genêt s'acharne *vraiment* à perdre. Ce recours à l'être n'est qu'une aide provisoire, une compensation à ses maux. D'ailleurs, *** cache l'as dans sa manche, Genêt joue cartes sur table : rien dans les mains, rien dans les poches. C'est une courageuse absurdité que de se faire conférer par soi tout seul la divinité. — De quelque façon que ce soit, il ne me plaît pas qu'un homme se divinise. — A moi non plus; surtout quand cet homme est un César. Mais lorsqu'un misérable, accablé du mépris universel, trouve la force, contre tous, de se déclarer Dieu, je lui tire mon chapeau. Et puis ce qui vous ôte les moyens de condamner Genêt, c'est qu'il est double : en lui coexistent deux morales opposées dont chacune s'étend à travers l'autre sans s'y fondre. Il veut *être* celui qui ne se tient que de soi, mais, en même temps, il veut ne se tenir que de soi, *contre l'être.* J'ai montré que le temps de l'acte était celui du Mal, et le temps de la prison celui de la Sainteté. Mais par la suite il se réfère ensemble à la Sainteté et au Mal, en sorte que ses actions renvoient simultanément à deux systèmes d'interprétation. On peut dire que le Mal n'est qu'un prétexte pour atteindre à l'être, mais ce serait appauvrir sa vie morale. L'Être n'est-il pas en même temps un moyen d'atteindre au plus grand Mal? La Sainteté, je veux bien qu'elle soit le but

suprême de ses efforts. Mais elle est aussi une caricature infernale, le pire blasphème. Que penser d'un homme qui prétend *être* et dont toutes les conduites visent l'apparence. Veut-il devenir l'être de l'apparence en tant qu'apparence? ou l'apparence démoniaque et grotesque de l'être? — Je le condamne sur sa mauvaise foi : sa sincérité contient toujours quelque mensonge. — C'est vrai, mais je vous demande en quel cœur vous trouverez lucidité plus grande? Ce damné a été le seul à découvrir le secret de l'humilité que les saints les plus exigeants sont parvenus à se taire. Car, en parlant de la Sainteté, but de tant d'efforts et de peines, il écrit tranquillement : « Je crois qu'on l'appelle l'orgueil *et encore l'humilité...* » — Je déteste son désir de sommeil. — Soit, mais pour finir il ne s'endort jamais; il mérite le nom que Chestov donnait à Pascal : l'homme qui ne veut pas dormir. — Mais sa vigilance demeure hantée d'un grand rêve de pierre; il aspire à la pétrification de ses conflits. — Du moins n'a-t-il rien fait pour leur donner une solution facile; s'il veut qu'ils se réconcilient dans l'être, son existence s'épuise à les accuser, à les rendre irrémédiables; il est l'homme du paradoxe, du saut, du discontinu. Vous trouverez en lui tout à la fois : l'essence et l'existence, la substance et la liberté, la transcendance et l'immanence. Depuis le jour de sa crise originelle, cet enveloppement réciproque de deux éthiques contraires constitue son climat intérieur. C'est par là seulement qu'on peut expliquer cette phrase obscure et fascinante d'un de ses livres : « La vieille hallucination de mon enfance... : des fleuves immobiles sans se confondre mais ayant une source unique. » C'est par là qu'on expliquera qu'il exprime *simultanément* ses visées morales en termes d'être et en termes de liberté : « Au milieu de cette souffrance, il me semblait que demeurât, la honte m'ayant brûlé de toute part, au milieu des flammes ou plutôt des vapeurs de la honte, d'une forme aux lignes sévères et nettes, d'une matière inattaquable, une sorte de diamant justement appelé solitaire. » Et : « Qu'il continue par la destruction, le meurtre, bref le Mal, à épuiser... l'être social ou gangue d'où surgira le plus éclatant diamant, la solitude ou sainteté, c'est-à-

dire encore le jeu incontrôlable, étincelant, insupportable de sa liberté. » La même phrase exprime son but en deux langages : c'est un diamant, pur comprimé d'être, et c'est un « jeu étincelant », pure fluidité gazeuse. Comme si l'Être et l'Existence étaient deux attributs infinis d'une même réalité située par delà la substance et la liberté : l'impensable vérité de Jean Genêt. Ainsi nous le retrouvons au terme de son effort, tel qu'il était au moment de sa décision originelle : tout entier libre, tout entier intériorité et transparence, et tout entier transi par lui-même comme Autre, c'est-à-dire comme lui-même aux yeux des Autres, voulant être soi et l'autre, soi comme Autre et l'Autre comme produit de soi. L'éthique de la Sainteté fonde un double système de valeurs sur la définition fondamentale de Genêt : « Je est un autre. » Et selon qu'il tente de dériver le *Je* de l'*Autre* (l'essence produisant la conscience — point de vue des honnêtes gens qui le condamnent) ou l'*Autre* du *Je* (la liberté produisant l'essence, Genêt cause de soi), nous avons affaire à l'un des systèmes ou à l'autre; et chacun des deux est traversé par le vain espoir qu'il reste quelque part un troisième Ego, ni Je ni Autre, dans le sein de qui s'opère la réconciliation des deux termes opposés.

Mais quand je me refuse à juger l'éthique de la Sainteté, j'emprunte les yeux de Genêt pour la regarder, et je connais qu'elle est sa seule issue : alors, ces chicanes et cette procédure m'émeuvent autant qu'un cri de douleur; c'est une casuistique passionnée. Que je prenne un peu de recul et, cessant de la tenir pour le plus subtil stratagème de cet Ulysse, que j'y voie une morale anonyme qui se propose au milieu de beaucoup d'autres et sans recommandation : aussitôt je la condamne. Mais *sous toutes ses formes à la fois :* nos braves gens s'attendrissent sur saint Labre; la langue brenneuse de Marie Alacoque leur répugne un peu : mais quoi? elle soignait les malades. D'ailleurs, le bourgeois français ne déteste pas la merde pourvu qu'on la lui serve opportunément; il est « gaulois », c'est-à-dire qu'il parle au dessert de purge et de lavements et qu'il confond en son cœur les organes de la sexualité avec ceux de l'excrétion; c'est un saint de notre bourgeoisie, ce

rentier poitevin qui se promenait dans les couloirs de sa maison, un chapeau melon sur la tête, en humant un pot de chambre plein. Pour ma part, je n'aime pas tant la merde qu'on le dit, c'est pourquoi je refuse la Sainteté partout où elle se manifeste, chez les Saints canonisés aussi bien que chez Genêt; et je la renifle même sous ses déguisements laïques, chez Bataille, chez Gide, chez ***. Toujours pour la même raison : elle n'est à mes yeux que le rameau mystique d'une vertu que je ne prise guère et que je nommerai générosité de consommation; le voleur et le saint ont ceci de commun qu'ils consomment sans produire dans une société où les classes laborieuses produisent sans consommer. Cette improductivité n'a certes pas pour effet de transformer le saint en larron, mais elle permet parfois au larron de se faire passer pour un saint. Je sais : le Saint se prive de tout, il va nu, il mange des racines; l'esclave le plus misérable est mieux nourri, mieux vêtu. Je maintiens pourtant que c'est une fleur de luxe qui croît à la chaleur d'un seul soleil : l'or de l'Église.

C'est que le christianisme est apparu et s'est longtemps perpétué dans une société de consommation. Il n'entre pas dans mon sujet de faire une description entière d'une telle société; j'en citerai seulement quelques traits : on y confond l'essence et la fin pratique de l'objet manufacturé; le travail n'est pas créateur, il ne vaut rien par lui-même, c'est la médiation inessentielle que la marchandise se choisit elle-même pour passer de la puissance à l'acte; un chosisme naïf met l'accent sur l'aspect terminé du produit; la vérité de son être apparaît lorsqu'il se présente à la perception de l'acheteur ou de l'usager, poli, verni, étincelant; alors il se révèle à la fois comme une chose dans le monde et comme une exigence; il réclame *dans son être* d'être consommé. Le travail n'est rien qu'une *préparation :* des servantes habillent l'épousée; la consommation est une union nuptiale; destruction rituelle du « bien » — instantanée dans le cas des produits alimentaires, lente et progressive dans celui des vêtements, des outils — elle éternise l'objet détruit, le rejoint à son essence et le change en lui-même en même temps qu'elle l'incorpore symboliquement à son

propriétaire sous les espèces d'une *qualité*. On remarquera tout de suite que cette destruction créatrice et valorisante fournit le modèle des morales que nous venons d'imaginer : la plénitude de l'être, pour l'aliment, surgit à l'instant où il fond dans une bouche en dégageant sa saveur; moment de mort et de vie, paradoxe de l'instant : objectif encore, le goût est en même temps subjectivité. Ainsi le criminel de Genêt à l'instant de la décollation, nourriture exquise qui se fait consommer devant tous; ainsi *** et le Saint se font sucer par Dieu comme des sucres d'orge et se sentent délicieusement fondre dans une bouche infinie. N'est pas consommateur qui veut : les destructions rituelles sont accomplies par une classe d'élite. La fonction de cette classe a été bien définie par un économiste américain, sous le nom de « conspicuous consumption ». L'aristocrate consomme pour la société entière. La foule est admise à regarder manger le roi; le roi mange avec une générosité inlassable; le petit peuple crie sa reconnaissance à travers les grilles, c'est une messe. Pour être admis à la fonction de consommateur, deux titres sont nécessaires. D'abord il faut être *né*. Cela signifie — entre autres choses — qu'une lente et séculaire adaptation de votre famille aux produits les plus exquis vous a formé le goût de telle sorte que l'objet, en votre bouche, développera sa pleine saveur, sera plus richement, plus complètement lui-même qu'en toute autre bouche. Ensuite, il faut être soldat : on a le droit de posséder ce qu'on acquiert, ou qu'on garde, au péril de sa vie. En un mot, la destruction donne le droit de détruire : le héros, figure exemplaire des sociétés de consommation, choisit de se faire consommer sur place. En attendant la cérémonie, on lui donne les meilleurs produits à détruire. La destruction du destructeur bouclera la boucle : son âme épicée, somptueuse, colorée par le vin, chargée des plus lourdes saveurs, fera les délices du grand Dégustateur.

Ces étranges communautés poursuivent leur propre anéantissement : les horribles saignées qu'Aztèques et Toltèques pratiquaient dans leurs propres rangs conduisirent ces peuples à leur perte; et l'on sait de reste que la fuite de l'or est une des

causes majeures de la chute de l'Empire romain. Ainsi leur principale vertu c'est la générosité de consommation qui donne pour détruire, et leur grand mythe eschatologique c'est la conflagration universelle, cette « empyrosis » des anciens. Les membres de la classe d'élite poussent la générosité jusqu'à l'absurde : chacun d'eux veut, comme Néron qui brûlait Rome, réaliser sa petite empyrosis personnelle. « Un chroniqueur, écrit Marc Bloch, nous a conservé le souvenir de la singulière compétition de gaspillage dont fut un jour le théâtre une grande « cour » tenue en Limousin. Un chevalier fait semer de piécettes d'argent un terrain préalablement labouré; un autre, pour sa cuisine, brûle des cierges; un troisième, « par jactance », ordonne de brûler vifs tous ses chevaux »[1]. Le raffinement suprême de la consommation, c'est de détruire le bien sans en jouir. Puisque la fin dernière de la marchandise est de s'épanouir dans l'instant de sa mort, le consommateur se ravale lui-même au rang de moyen inessentiel : l'espèce humaine rassemblée regarde béatement s'évanouir les biens qu'elle a produits à la sueur de son front ou conquis au péril de sa vie. Mais l'aristocrate connaît en même temps la satisfaction secrète de se placer au-dessus des biens de ce monde. La foule n'ignore pas qu'il est l'auteur de ces largesses, c'est à lui que vont les applaudissements : il possède éminemment les biens qu'il détruit; refuser la jouissance, c'est la jouissance la plus exquise.

Le christianisme — qui naît avec les premiers empereurs, triomphe sous le bas-Empire et règne sur le monde féodal — émane d'une société dont les assises sont l'agriculture et la guerre. L'Église exprime à sa manière les idéaux de l'aristocratie romaine, puis de l'aristocratie féodale : elle prouve sa puissance en gaspillant le travail humain. Non que je veuille reprocher aux prélats leur faste. J'admets même que la plupart des prêtres vivaient pauvrement. Mais derrière ce dénuement, on discerne ce que Sorel a fort bien nommé une « économie idéaliste ».

1. Marc Bloch : *La Société féodale*, t. II. Albin Michel.

« Les auteurs des traités d'archéologie chrétienne nous apprennent quel luxe extraordinaire on déploya dans les églises chrétiennes du IVe siècle, à une époque où l'Empire avait tant besoin de ressources : c'est le luxe stupide des parvenus. En voici quelques exemples : au baptistère du Cateran, une piscine de porphyre recouverte à l'intérieur d'une enveloppe d'argent; un agneau d'or et sept têtes de cerf d'argent jetant de l'eau, deux statues de cinq pieds de hauteur, en argent, pesant cent soixante-dix livres »[1].

Le meilleur de la production humaine s'en va en fumée, devient don gratuit à *rien*[2]. Et si le prêtre meurt de faim à l'ombre d'une basilique d'or massif, nous n'en verrons que mieux sa parenté avec le chevalier qui semait des écus dans les champs. L'Église a emprunté à l'aristocratie sa générosité de consommation : une partie de l'aristocratie, à son tour, se met à imiter l'Église. Paulin, fils d'un ancien préfet des Gaules, quitte le monde après avoir distribué ses biens aux pauvres; Pammachius, après la mort de sa seconde femme, abandonna sa fortune et se fit moine, non sans avoir invité tous les mendiants de Rome à un festin. Ces actes ostentatoires perpétuent la tradition laïque du gouvernement romain : depuis longtemps, la plèbe était l'objet passif des largesses de l'empereur; le but avoué de cette libéralité n'était pas, on s'en doute, de faire accéder ce « Lumpen proletariat » à la vie sociale et politique, mais au contraire de le distraire et de le maintenir dans son abjection; pareillement, les générosités individuelles des aristocrates ne suppriment pas le paupérisme : elles le perpétuent; c'est le gouffre béant où l'on jettera ses richesses, comme le roi de Thulé jetait sa coupe dans la mer. Le donateur sait fort bien qu'il n'enrichira personne; c'est *pour cela* qu'il

1. Sorel : *La ruine du monde antique*, 97-98.

2. Même s'il existait, le Dieu des catholiques, à qui fera-t-on croire qu'il s'est réjoui quand des prêtres féroces ont fait suer de l'or aux paysans mexicains pour le plaquer ensuite sur les murs des églises ? S'il est tout-puissant, ce don est ridiculement mesquin au regard de ce qu'il peut produire. Oui, dira-t-on, mais l'homme donne ce qu'il a. En ce cas, c'est l'intention qui compte : alors, si Dieu est tout amour, comment n'aurait-il pas horreur de ce cadeau arraché de force et qui a coûté tant de rage, de sang et de larmes?

donne aux mendiants. On vend ses terres pour saouler les pauvres, mais on n'imagine même pas de les abandonner aux paysans qui les cultivent. Pas un instant on ne songe à aider le petit commerce, à créer des écoles gratuites, des hôpitaux [1]. Il faut que les prodigalités ne *profitent pas*. On va du productif à l'improductif : des terres de bon rapport sont converties en argent liquide. Et du plus haut potentiel au potentiel le plus bas : une somme considérable est fractionnée en quantités minuscules dont chacune est à peine suffisante pour donner à *un* pauvre une joie physique d'un instant. Ainsi la charité n'est qu'un prétexte et chacune de ces largesses, quoiqu'elle puisse surexciter le commerce et lui communiquer une apparence éphémère de santé, concourt par ses conséquences à diviser les biens immeubles et à accroître la fuite du numéraire vers l'Orient, bref à détruire la société civile. La morale aristocratique a pris un aspect religieux; des mythes et des rites chrétiens sont venus la coiffer, mais elle n'a pas changé de fond [2] : le consommateur, c'est Dieu le père; on donne, on détruit « pour l'amour de Dieu », non pour l'amour des pauvres; le dépouillement ne se fait au profit réel de personne, il s'accompagne de la destruction publique des biens abandonnés et comme on se fait un mérite de s'en débarrasser, ce mérite reconnu

1. On objectera que de semblables initiatives n'étaient guère concevables en ce temps. Mais je ne dis pas autre chose.

2. Le christianisme, grand courant syncrétique, a charrié d'autres morales. Religion d'État, il a prescrit au citoyen des classes moyennes l'économie, la tempérance, une sage administration de leur fortune. Religion de classe, il prêche aux classes inférieures la résignation. Il parle à chacun son langage. Il persuade qu'il n'y a qu'une seule morale chrétienne, la même pour tous; ses prêtres ont l'habileté de faire croire au misérable que la résignation qu'on lui prescrit devant les biens qu'il n' pas est, au fond, de même essence que la renonciation joyeuse de l'aristocrate. Dans les deux cas, lui dit-on, on se détourne des biens de la terre Mais, il est facile de le voir, l'abandon des possessions qu'on a est un acte de prince. C'est jouir éminemment. Renoncer à ce qu'on n'a pas, c'est accepter l'ignorance, la faim, la servitude; bref, accepter de rester sous-homme. Si Genêt et *** affirment que l'inhumain négatif (être au-dessous de l'homme) rejoint l'inhumain positif (s'élever au-dessus de la condition humaine) c'est que l'Église, la première, a opéré habilement cette confusion en persuadant au pauvre qu'il fait, en acceptant sa misère, *le même acte* que l'aristocrate en refusant sa richesse. En ce sens, *le Saint* a, dans une société aristocratique, une fonction mystifiante : son dénuement est donné en exemple aux pauvres.

par tous est, par contre-coup, l'affirmation profonde et manifeste du droit absolu de propriété; possesseur éminent des biens qu'il détériore, l'aristocrate s'élève au-dessus d'eux comme par le passé. Simplement, dans cette nouvelle perspective, l'élévation rapproche du Père Éternel : un jugement céleste vient l'entériner. Il n'est pas jusqu'au vieux mythe de « l'empyrosis » qui ne passe tout entier dans la religion nouvelle, sous le nom de « Fin du Monde », de « Règne de Dieu », de « Jugement dernier ». Plus tard, quand le Croisé, militaire sacré, tuera et se fera tuer pour la cause chrétienne, quand il offrira à Dieu des hécatombes d'infidèles, quand il détruira, en d'immenses potlatches, les biens qu'ils ont amassés, la transformation sera achevée. A la limite la marchandise devient idole : elle *se fait produire* par des travailleurs à qui on l'arrache pour *se faire détruire* rituellement par des oisifs qui n'en jouissent pas. En poussant les choses à l'extrême, on peut supposer une société civile à l'agonie : des paysans qui se tuent à la peine pour que des aristocrates meurent de faim auprès de moissons calcinées. Naturellement on n'en vient jamais là : la plupart des riches préféreront consommer en jouissant; la guerre à l'étranger donnera l'illusion d'un renouvellement constant des biens; les mouvements sociaux, l'infiltration des barbares, puis l'apparition d'une classe commerçante modifieront la structure de la société; finalement, l'aristocratie ne ruinera qu'elle-même, les progrès de l'industrie transformeront les sociétés de consommation en sociétés de production. Mais le Saint, fleur exquise des sociétés de consommation, présente à cette aristocratie qui court à la ruine et à la mort son image la plus exacte. En lui, une communauté entière se jette au suicide; elle retrouve en lui ce que l'évêque de Nole nommait fièrement sa « folie », c'est-à-dire son grand rêve funèbre et sa générosité auto-destructive. Son extrême dénuement, sa lente agonie ne peuvent pas même se concevoir en dehors du luxe et des mythes d'une société de consommation. Dans une société du type de l'U.R.S.S., où la valeur suprême est le travail, d'autres mythes joueront, d'autres rites, d'autres espoirs et les membres de la communauté ne pourront

plus comprendre cette image brouillée d'une époque périmée : la générosité de production, qui *produit pour donner*, devient la vertu majeure; le mythe de la « fin du monde » fait place à celui de la création du monde (mort vaincue, production synthétique de la vie, colonisation des étoiles); le stakhanoviste peut bien travailler jusqu'à mourir : ce n'est pas sa mort qui lui acquerra du mérite, c'est son travail.

Le héros et le Saint, au contraire, s'ils veulent mériter l'approbation sociale, n'ont rien d'autre à faire qu'à opérer sur eux-mêmes la grande destruction magnifique qui représente l'idéal de leur société. Le héros vient d'abord : pas de saint sans héros. Celui-ci n'est pas à confondre avec le Chef; il ne gagne pas les batailles : il réalise de lui-même et d'un seul coup l'anéantissement glorieux et sinistre de toute une chevalerie défaite par un ennemi victorieux mais frappé de stupeur. Le Saint intériorise cette mort et la joue au ralenti. A l'origine, il appartient à l'aristocratie militaire : saint Martin, saint Georges, saint Ignace, de nos jours le Père de Foucauld qu'on va sans doute canoniser, sont là pour nous montrer avec quelle facilité on passe de l'état militaire à la sainteté. Dans les sociétés aristocratiques, le soldat de carrière est un oisif que la communauté entretient parce qu'il a fait serment de mourir. Il meurt en droit à chaque guerre : s'il survit, c'est par hasard ou par miracle; dès sa première bataille il est mort. Les classes travailleuses produisent à son usage des engins destructifs; il les amasse, il est le grand maître des destructions. C'est lui qui ravage le pays ennemi et qui décide, à l'occasion, de ravager son propre pays, brûlant les récoltes et les villes devant l'adversaire victorieux. En acceptant de « ne plus être au monde » il se place au-dessus de tous les biens; on les lui donne tous, rien n'est assez bon pour lui. Si quelque difficulté intérieure l'écarte de la guerre, il ne peut ressusciter : il faut qu'il continue sa mort par quelque autre moyen. Il arrive donc qu'il choisisse la Sainteté : le Saint, lui aussi, est un mort. Dans ce monde il n'est plus au monde. Il ne produit pas, il ne consomme pas, il a commencé par offrir à Dieu ses richesses. Mais cela n'est

pas assez : c'est le monde entier qu'il veut offrir; offrir : détruire dans un potlatch magnifique.

Des aristocrates ont rendu l'or inutile en le plaquant aux murs des églises. Le Saint rend le monde inutile symboliquement et en sa personne parce qu'il refuse de s'en servir. Il meurt de faim au milieu des richesses. Mais précisément, il faut que ces richesses existent : il faut que des pêcheurs aillent chercher les perles au fond de l'océan; il faut que des mineurs extrayent l'or du cœur de la terre; il faut que des chasseurs arrachent, au péril de leur vie, les défenses de l'éléphant; il faut que des esclaves construisent des palais, que des cuisiniers inventent les mets les plus rares, pour que le Saint homme, repoussant la pourpre, l'ivoire, les pierres précieuses et la beauté des femmes, agonise stérile et dédaigneux, comblé de *tout* parce qu'il n'accepte *rien :* alors le monde abandonné, désert, se dresse comme une cathédrale inutile. L'homme s'en est retiré et l'a offert à Dieu. Plus tard, quand l'Église s'est fortement constituée, recrutant ses plus hauts dignitaires dans l'aristocratie laïque, des Saints naîtront de la roture. Ce sont des clercs qu'une ambition folle pousse vers les charges les plus élevées et qui les trouvent occupées par les nobles : faute de pouvoir être les premiers parmi les hommes, ils voudront être au-dessus des premiers, ils retourneront contre eux-mêmes leur acharnement et, par un long suicide ostentatoire, ils donneront à cette société qui court délicieusement à sa perte l'image exemplaire de l'anéantissement orgueilleux. Ces clercs sont des truqueurs; ils pouvaient, en suivant la filière ecclésiastique, obtenir *quelque chose :* quelques honneurs, quelque argent, quelque puissance. Poursuivant la Sainteté, c'est donc *quelque chose* qu'ils refusent. Mais par l'emportement qu'ils mettent à refuser, par les sévices qu'ils exercent contre eux-mêmes, ils se persuadent et persuadent aux autres qu'ils ont *tout* refusé. Et comme la destruction publique enferme une affirmation publique et ostentatoire des titres de propriété, ces misérables sont les plus riches. Leur ruse leur a donné le monde. Une société entière est là pour témoigner qu'ils le possèdent. Avec ces hommes est apparue la sophistique du

Non qui était promise, plus tard, à de si éclatants succès : dans une société destructrice qui place l'épanouissement de l'être à l'instant de son anéantissement, le Saint, usant de la médiation divine, prétend qu'un Non poussé à l'extrême se transforme nécessairement en Oui. L'extrême dénuement est richesse, le refus est acceptation, l'absence de Dieu est l'éblouissante manifestation de sa présence, vivre c'est mourir, mourir c'est vivre, etc. Un pas de plus et nous retrouvons les sophismes de ***, de Genêt : le péché est la place béante de Dieu; en allant jusqu'au bout du néant, on retrouve l'être, aimer c'est trahir, etc. Par un paradoxe aisément explicable, cette logique destructrice plait aux conservateurs : c'est qu'elle est inoffensive; abolissant *tout*, elle ne touche à *rien*. Privée d'efficace, elle n'est, au fond, qu'une rhétorique. Quelques états d'âme truqués, quelques opérations effectuées sur le langage, ce n'est pas cela qui changera le cours du monde [1].

Notre société est ambiguë : le développement de l'industrie et les revendications d'un prolétariat organisé la transforme avec des secousses atroces en société de production; mais la métamorphose est loin d'être achevée : une classe oppressive sur son déclin mêle les mythes anciens aux nouveaux. Tantôt, elle justifie ses privilèges par l'excellence de sa culture et de son goût, c'est-à-dire par son aptitude à conserver : contre les Démocraties de l'Est, elle se prétend gardienne des valeurs occidentales; tantôt, pour répondre aux exigences des classes

1. Les mystiques s'entendaient fort à la sophistique du Non. Voici saint Jean de la Croix :

« 1) Pour arriver à goûter tout, veillez à n'avoir goût pour rien.

2) Pour arriver à savoir tout, veillez à ne rien savoir de rien.

3) Pour arriver à posséder tout, veillez à ne posséder quoi que ce soit de rien.

4) Pour arriver à être tout, veillez à n'être rien en rien...

Moyen de ne pas empêcher le tout :

1) Quand vous vous arrêtez à quelque chose, vous cessez de vous abandonner au tout.

2) Car pour venir du tout au tout, il faut se renoncer du tout au tout.

3) Et quand vous viendrez à avoir tout, il faut l'avoir sans rien vouloir.»

Et voici Maître Eckhart :

« Tant que je suis ceci ou cela, ou que j'ai ceci ou cela, je ne suis pas toutes choses. Arrache-toi, en sorte que tu ne sois ni n'aies plus ceci ou cela : et tu seras partout. Ainsi donc, lorsque tu n'es ni ceci ni cela, tu es toute chose. »

opprimées, elle accepte de fonder la propriété sur le travail, mais à la conception quantitative des marxistes elle oppose une théorie qualitative : elle a droit de posséder davantage parce que la qualité de son travail est supérieure. Cependant la religion subsiste avec ses rites vieillis qu'elle adapte tant bien que mal au nouvel état de choses. Tout est brouillé; l'Église canonise encore, mais languissamment; ses fidèles eux-mêmes ont le sentiment obscur que les Saints appartiennent au passé. Déjà, pour s'assurer un droit de cité dans la société qui s'annonce, elle a mis à l'étude de nouvelles formations et lancé sur les usines la cavalerie légère des prêtres-ouvriers. Je pense avec beaucoup d'autres qu'il faut abréger les convulsions d'un monde qui meurt, aider la naissance d'une communauté de production et tenter de dresser, avec les travailleurs et les militants, la table des valeurs nouvelles. C'est pourquoi la Sainteté me répugne, avec ses sophismes, sa rhétorique et sa délectation morose; elle n'a qu'un seul usage aujourd'hui : permettre aux hommes de mauvaise foi de raisonner faux.

Mais nous avons vu qu'une aristocratie noire demeure en marge de la société civile. Parasitisme, violences, potlatches, fainéantise et goût de la mort, destructions ostentatoires, on trouvera dans la chevalerie du crime tous les traits d'une féodalité. Tous, jusqu'au conservatisme social, jusqu'à la religiosité, jusqu'à l'antisémitisme [1]. Au milieu de ces mili-

1. Genêt est antisémite. Ou plutôt, il joue à l'être. On imagine bien qu'il lui est difficile de soutenir le plupart des thèses de l'antisémitisme. Refuser les droits politiques aux Juifs? Mais il se moque de la politique. Les exclure des professions libérales, leur interdire tout commerce? Cela reviendrait à dire qu'il se refuse à les voler, puisque les commerçants sont ses victimes. Curieux antisémite qui se définirait par sa répugnance à voler les israélites. Veut-il donc les tuer par grandes masses? Mais les massacres n'intéressent pas Genêt; les meurtres dont il rêve sont individuels. Alors? Poussé dans ses derniers retranchements, il déclare qu'il « ne pourrait pas coucher avec un Juif ». Israël peut dormir tranquille. Dans cette répugnance, je vois seulement ceci : victime des pogromes et de persécutions séculaires, l'israélite fait figure de martyr. Sa douceur, son humanisme, son endurance et son intelligence aiguë commandent notre respect mais ne sauraient lui conférer de prestige aux yeux de Genêt. Puisque celui-ci veut que ses amants soient ses bourreaux, il ne saurait se faire sodomiser par une victime. Ce qui répugne à Genêt chez l'israélite, c'est qu'il retrouve en lui sa propre situation.

taires, Genêt joue le rôle d'un clerc : il est le seul qui sache lire, comme le chapelain au milieu des barons. Tous ceux qui le connaissent sont frappés par son onction de mauvais prêtre. Quoi de plus naturel? Contre la violence il se défend par les pièges de la parole. S'il veut convaincre les voyous, il faut qu'il renchérisse sur sa douceur désarmée; il doit les persuader que ses préoccupations sont d'un autre ordre que les leurs; il n'est pas mauvais non plus qu'il ne soit jamais tout à fait présent en leur présence. Effacé, il irrite moins; distrait, il inquiète; par un air de spiritualité, il manifeste qu'il s'est fait le gardien de leurs valeurs. Il n'est pas jusqu'à sa pédérastie qui ne lui serve : il s'en revêt comme d'une soutane. Le reste vient de soi : membre ecclésiastique d'une société périmée, tout le porte à se livrer au jeu périmé de la sainteté. Et puisque sa faiblesse et son intelligence lui interdisent d'être un héros tragique, il intériorisera la violence destructive du criminel. Vivant l'impossibilité de vivre, il sera pour ces meurtriers l'image sacrée de leur mort. Je le connais sous l'aspect d'un petit Landru sans barbe, un peu compassé, toujours poli, fréquemment enjoué, assez bon compagnon en somme. Mais j'imagine sans peine qu'il était dans le milieu féodal une figure assez sinistre, souvent détestée et probablement sacrée : les voyous lisaient dans ses yeux le reflet confus de leur destin; ils sentaient avec scandale qu'il était à la fois de la roture et d'église; à la fois le dernier parmi eux et au-dessus des premiers. Pour lui, finalement, il s'abaisse pour s'élever. Mais l'élévation est, comme l'abaissement, symbolique. Je suis sûr qu'il a peu trahi et surtout en pensée. L'eût-il fait plus que je ne crois, ses trahisons eussent perdu ses victimes sans le changer. Tout le système de la Sainteté, tel qu'il l'entend, tel que je l'ai patiemment exposé, repose sur ce principe : que la trahison opère une métamorphose dans l'âme du traître. Genêt détruirait pour se détruire, livrerait son ami pour se rendre indigne d'aimer, descendrait un à un les échelons du Mal. Mais je n'y crois pas du tout : Genêt s'explique avec lui-même, se détruit symboliquement, souffre dans l'abstrait, oublie sa souffrance, renaît de ses cendres et va aimer ailleurs. Toute

cette intense activité destructrice s'exerce sur place et sans bouger un muscle. On oublie toujours que l'âme est élastique. J'imagine bien ce tourbillon rhétorique, en Genêt; j'imagine aussi ces efforts irritants et vains pour mimer le remords, la souffrance, le dénuement, pour transformer un néant de souffrance en souffrance devant le néant. Il ne souffre pas, il souffre de ne pas souffrir, il se réjouit de souffrir, il ne souffre plus, il se réjouit de ne souffrir même plus. Il souffre : c'est le sentiment de sa déchéance; il a gagné. Il ne souffre même pas : c'est qu'il est tombé trop bas pour souffrir; il a gagné aussi. Tout se passe dans cette cellule monacale où on l'a enfermé : en cellule il faut bien s'occuper. Ces abaissements sont l'exacte contrepartie des élévations spirituelles des moines. Des états d'âme. Pendant ce temps-là, le monde suit son cours.

Non : Genêt n'est pas un Saint. Les Saints ont vécu autrefois, dans une autre société, sous le regard de Dieu. Peut-être commence-t-on à comprendre ce qu'il est, ce rhéteur démoniaque : un Poète.

Jean-Paul SARTRE.

Jacques Cervione.

LA FEMME DU DOCTEUR

(*Fragments, fin*)

. . . .

— Docteur Worms?... Je m'excuse, Monsieur, je ne suis pas allé vous voir, dans ma tournée des confrères, pour la diminution de tarif aux grévistes. Ne croyez pas que c'est volontaire. J'ai tellement de tâches... Je veux dire : de travaux, depuis quelques jours.

Le gros homme, à fines lunettes d'or, lève sa main, et ses lèvres épaisses me sourient :

— Ce n'est pas de cela qu'il s'agit... Je veux simplement vous prévenir que nos confrères de la région sont en train de faire circuler une liste de pétition contre vous.

— Contre moi?

— Il y a eu un entrefilet dans le journal... *Ce Soir*, je crois, à Paris, il y a quelque temps, qui annonçait que tous les médecins de notre région offraient leurs soins gratuits aux grévistes.

— Pas au courant.

— En tout cas, nos confrères vont envoyer cette pétition, qui a été signée par tous les médecins, sauf par moi, au Conseil de l'Ordre... Vous savez ce que cela veut dire... Il ne me laissa pas ouvrir la bouche : « La politique, voyez-vous, mon jeune confrère, moi, il y a bien longtemps que j'y ai renoncé... Tous les partis se valent... Non, non, je sais ce que je dis... Enfin, vous voyez ce qu'il vous reste à faire.

Il se leva, ouvrit la porte :

— Inutile de vous demander de ne pas prononcer mon nom dans cette histoire... Ne me reconduisez pas, je reconnaîtrai bien le chemin tout seul. Au plaisir.

Il partait, de ses petites jambes actives; le pantalon en tire-bouchon flottait au vent de la mer.

Mais ils me l'ont donné, leur accord. Évidemment, *Ce Soir* a un

peu exagéré : « Tous les médecins accordent leurs soins gratuits... » Mais il n'y avait pas de quoi me déclarer la guerre. Écrire à mon père, pour qu'il aille voir au Conseil. Écrire plutôt au Syndicat, Faubourg du Temple. Ne pas le dire à Hélène, surtout. Le dire à Blin, à Heurteaux. Oui : Blin, Heurteaux, Jabot, Marcel, le petit frère de Marcel, Maria Blériot, la boiteuse de la Ferblanterie, la grosse myope du début de la chaîne. Le dire à la ronde des garçons et des filles. La dire, la crier, la belle saloperie qu'ils sont en train de manigancer. L'air, la lumière me reviennent.

IV

Le docteur Crépieux fouilla dans les papiers de son bureau moderne. Je voyais le pantalon bleu marine que je traîne depuis l'hiver dernier, crotté, ridé, dans le miroir du contreplaqué. Je n'osais plus regarder l'autre.

— C'est bizarre, dit-il enfin, je ne la retrouve pas.

Je me mis à examiner les dossiers, le classeur, l'encrier en cuivre, une victoire de Samothrace. Je reconnus le Formulaire Astier, le Guide Gottwald, le petit missel rouge du *Formulaire Médical Français*, les instruments de travail; c'étaient aussi les miens : le stéthoscope, le tensiomètre, ses courroies usées, le marteau à réflexes. Cet homme faisait bien le même métier que moi.

— Cherchez, ai-je dit. Vous l'avez certainement.

Sa grosse main, semée de poils roux, renoua sa redingote. Il reprit un à un ses papiers, le front soucieux, ouvrit des tiroirs, se dirigea vers l'armoire métallique, blanche, au fond de la pièce.

— Cette pétition n'est pas avec vos seringues, ai-je dit, en me retournant.

— Évidemment.

Il revint au bureau. Ses yeux globuleux s'arrêtèrent sur la *Victoire de Samothrace*. Il ne bougeait plus; plus rien ne remuait du large visage enveloppé de flammèches rousses, de cette peau laiteuse, aspergée d'une pluie de taches jaunes, comme du beurre fondu.

— Étonnant, mon cher confrère, que vous ne retrouviez ni la pétition elle-même, ni un double. Vous êtes l'auteur de la pétition; vous pourriez au moins m'en rappeler à peu près le texte, n'est-ce pas?

Il ne voulait plus lever la tête. Sans un mot, il commença de feuilleter l'Annuaire du Téléphone posé sur la tablette.

— Mettez-vous à ma place, ai-je dit, de plus en plus nerveux. Je suis un jeune médecin, qui débute. Mes confrères s'entendent pour me déboulonner au Conseil de l'Ordre; pour obtenir je ne sais quoi, une sanction, une interdiction d'exercer, par exemple. On invoque un motif absurde : vous aviez tous donné votre accord à ma proposition, n'est-ce pas? Si vous aviez changé d'avis, il fallait m'avertir. Enfin, ai-je ajouté, en me levant, je ne vais pas recommencer mes explications de tout à l'heure, ça me dégoûte.

Crépieux ouvrit ses bras, et d'une voix éteinte :

— Écoutez, mon cher ami, je suis au désespoir, j'ai égaré ce papier... Allez voir chez Burgot... Allez voir notre excellent confrère Burgot... Il a rédigé avec moi ce petit papier... Au plaisir.

Il essaya de me sourire et tendit sa main humide par-dessus l'encrier aux ailes déployées. Maintenant, la colère me faisait trembler. Je ne sais pas comment j'ai fait pour sortir sans hurler, sans me heurter à l'infirmière de la maison, une personne à haute poitrine, qui m'a examiné comme les C.R.S. ont fait tout à l'heure, dans la grande salle du Café.

***

Burgot habitait une villa cossue, en meulières encadrées de céramique verte. Un chat en porcelaine dressait la queue, au centre du boulingrin. C'était à l'entrée de Méville. J'avais l'habitude de passer devant, en allant à pied au travail. Autour, s'élevaient les villas aux couleurs, aux noms joyeux. L'autre, en pelisse et calotte d'astrakan, montait juste dans sa « traction » noire. J'ai crié :

— Docteur Burgot! Je suis votre confrère des Ateliers de Blaisances. Vous voyez ce que je veux dire?

L'étroit visage blanc, anémié, leva sur moi ses yeux roses. Il me tendit un peu la main. Je ne l'ai pas prise.

— Je voudrais voir le texte de la pétition qu'avec M. Crépieux et les autres chers confrères, vous voulez adresser contre moi à Paris.

Il toussa dans son gant :

— Pétition? Heu...

Je prêtais l'oreille à sa voix minuscule. Le visage de Dolorès m'est revenu, celui des autres, de tous ces misérables.

— Oui, pétition, ai-je crié. Ne me faites pas le coup de Crépieux qui n'a pas osé me montrer ce papier, tellement il tremblait.

Je criais; j'avais besoin de me vider d'un dégoût épais qui me venait, me gorgeait depuis quelques heures, depuis que j'avais vu Crépieux surtout. La porte de la villa s'est ouverte sur une femme maigre, en robe-de-chambre bleu pâle.

— Qu'est-ce que c'est, Léon? Qu'est-ce que veut cet homme?

Burgot battit des paupières :

— C'est mon confrère de chez Simpson, Josette, tu sais... Il veut voir la pétition.

— Oui, ai-je crié vers la femme, je veux la voir! Je pense que c'est la moindre des choses de me montrer cette cochonnerie!

Le visage de la femme se décomposait. D'une main, elle retenait le pan de satin sur son bas-ventre.

— Ne réponds pas, Léon! Va-t'en, monte en voiture, mon chou!

L'autre ouvrit la portière, sans me quitter des yeux. Il prit un air navré pour bredouiller :

— Je ne l'ai plus... Je ne l'ai jamais eue... Pas au courant.

Un peu de sueur mouillait son front chiffonné.

— Un beau...

J'ai encore été pris d'une subite envie de pleurer.

— Allez voir le docteur de Simontier, à Blaisances. Il est le président de notre syndicat. Il l'a, votre pétition, cria la voix aigre de la femme, avant de fermer sa porte.

La voiture démarra, en puissance. Je suis resté seul.

Moi aussi, j'avais peur, peur de leur lâcheté. Peur de leur peur.

*
* *

La mère du docteur de Simontier m'a reçu dans l'entrée. Mes souliers à clous faisaient pipi sur le parquet ciré, impeccable; le froid me brûlait les mains. La haute femme sèche, le cou serré dans un cache-rides à camée, a eu la petite étincelle de frousse que je déclenchais, maintenant, toutes les fois que je disais mon nom à ces gens-là. Je tombais du ciel! Leur peur me semblait si instinctive, si honnête. Leur peur!

— Mon fils va sortir. La voiture attend, il ne pourra pas vous recevoir. Téléphonez-lui?

Je vis un Christ d'ivoire, sur un fond de tapisserie ancienne et un vieux bahut gothique. Il y avait un grand silence craquant, dans la maison, et une odeur de miel.

Dehors, je me suis mis, exprès, à faire les cent pas, sur le trottoir d'en face. Toute la rue était balayée, les maisonnettes sévères, serrées les unes contre les autres. Il n'y avait pas de voiture. Rien que la pauvre vieille femme effrayée et hautaine, derrière le rideau : des anges versant une pluie de roses, au crochet. J'avais peur qu'il sorte. Si la porte s'était ouverte, je crois que je me serais appuyé à ce mur de brique, sous cette fenêtre heureuse où une fillette jouait du piano, dans une lueur rose.

Heurteaux, Blin, Marcel, Dolorès, Jabot, Dolorès, Maria, Dolorès. Encore, encore, Dolorès!

***

Elle retomba en arrière, dans l'oreiller. Un sanglot bruyant la secouait.

— Ça y est, Antoine, ça y est, on est foutus, on n'a plus qu'à boucler les valises. Puis, elle se jeta dans mes bras. Je te comprends, mon vieux. Je suis plus la sale petite d'avant. Mais c'est fou, fou, ce qui nous arrive.

— La mère Duclos vient de me donner la note de la semaine, je n'ai pas un sou.

— Ça fait rien, je veux partir. Pour un endroit calme. Une maison!

— Ne nous affolons pas, il n'y a rien de cassé nulle part. J'ai encore ma place.

— Tu dis : y a rien de cassé nulle part, et t'as une tête malheureuse, comme jamais je t'ai vue. Je vais te dire, moi : j'ai peur. Tu sais pas combien ils sont venus dans ma chambre, cet après-midi? Il y a eu la Duclos, qui est restée ici une heure à se frotter les phalanges. Une femme lui a dit que tu étais... que tu étais le roi des avorteurs.

— Quoi?

Antoine se leva, d'un bond. Il regarda sa femme en remuant la tête.

— Le roi des avorteurs, oui, mon vieux. Elle a pas voulu me dire qui... Une boutiquière du coin, je pense. Elle a des preuves de ce qu'elle avance.

— Salauds! murmura Antoine. Il joignit ses mains et se mit à marcher dans la petite chambre obscure, de la fenêtre à la porte.

— La femme d'un docteur, un nommé Burgot... Tu connais?... Puisque je te dis que le défilé a pas arrêté une minute ici, aujourd'hui! Elle m'a apporté un paquet de beurre... Du beurre, on se demande pourquoi? Qu'est-ce que ça peut me faire du beurre? Elle a presque pleuré, sur le dessus-de-lit... Paraît que t'as brutalisé son mari.

— Un autre salaud, dit Antoine. Il haussa les épaules et se rassit près de sa femme.

— La bonne, la chère Madame Facquier, évidemment. Ils sont stupéfaits de ta conduite à l'Usine... « Un docteur, un docteur! » Elle a pas arrêté de me rabâcher ça. C'est vrai que t'as aidé à faire les barricades?... Elle m'a pas laissé de beurre, mais un petit chapelet en buis, dans un étui. Tiens, regarde.

Antoine prit le léger collier, ouvrit la fenêtre et le jeta vers la mer, bruyante, au fond de la plage. Hélène s'était étendue. Il la regarda respirer avec peine et vint toucher le front mouillé, anxieux.

— Sauvons-nous. Y a des flics partout... Je suis sûre que tu te rends pas compte à quel point les gens sont montés contre les grévistes. J'en ai assez... Je voudrais être loin, avec toi.

Antoine la prit dans ses bras. Ils restèrent un moment, sans un mot.

* * *

— Elle va mourir? demanda Marcel, à mi-voix.

Je haussai les épaules. De nouveau nous avons écouté le ronflement grossier, déchirant, qui montait du visage de Dolorès.

— Ces vaches-là, reprit Marcel, de quoi ils ont l'air, dans le couloir.

Au bout de la salle, on voyait passer un couple de policiers en civil, les mains dans les poches d'imperméables. Ils jetaient à chaque fois un coup d'œil sur notre groupe.

— Non, ai-je dit enfin, avec un effort pour me tirer de ma torpeur, elle devrait sortir du coma : il n'y a pas de fièvre, pas d'infection, l'hémorragie est arrêtée.

Les yeux de Marcel ne quittaient pas la grosse tête empaquetée de gaze blanche. Les autres, Blin, Heurteaux, gardaient le menton sur la poitrine, perdus dans leur rêverie. Autour de nous, les lits

se noyaient dans l'obscurité surchauffée. Des malades geignaient. Il ne venait de lumière que du couloir, où les autres marchaient en silence ; une lueur bleue, comme sur un quai de gare, la nuit.

— C'est pas la peine de rester, dit Blin, qui pleurait, maintenant, à grosses larmes, sur son visage, sur son menton tremblant. Il renifla un long coup et il sortit un immense mouchoir blanc.

— Une fracture du crâne? dit Heurteaux vers moi. Lui n'avait pas envie de partir. Elle a tout ce qui lui faut, toubib? On la soigne bien?

Ses yeux débordants de tendresse allaient du profil aigu de Dolorès à moi.

— On la soigne bien.

— Mais des piqûres, on lui en fait?

— Tout ce qu'il faut, Heurteaux, je te dis. T'inquiète pas.

Blin repartait vers le couloir.

— Le vieux, dit Marcel, qu'est-ce qu'il est devenu?

— Rentré chez lui, l'épaule dans le plâtre.

— Mais d'où qu'il sortait, ce vieux-là?

Heurteaux s'éclaircit la voix :

— Un copain des Cheminots; le gardien des vestiaires, au Triage.

— J'y suis allé, il est tout seul, dans une cabane, au bord de la mer. J'irai tous les jours, ne vous en faites pas. Allez, ça suffit, on s'en va.

Heurteaux me prit le coude.

— Ne vous engueulez pas avec les flics, toubib, c'est pas la peine. Il faut faire attention, il y en a qui ne sont pas tellement contre nous.

— Pourquoi? dit Marcel. Le toubib aime pas les flics?

— Il a volé dans les plumes aux deux C.R.S. qui sont venus enquêter à son hôtel. Ça sert à rien, d'engueuler les types, comme ça. Il y a des formes de combat plus efficaces.

Le couloir dallé s'ouvrait entre des murs silencieux. La surveillante de garde est venue nous regarder passer. On marchait sans bruit.

— Merci, Heurteaux, je connais le couplet.

Marcel se pencha par-devant moi pour dire au petit Heurteaux :

— Le toubib a plutôt tendance au sale caractère. Un bon commu...

Je l'interrompis :

— Ça va, Marcel, je ne suis pas communiste, je veux garder le droit d'engueuler qui ça me plaît.

Marcel nous tenait ouverte la porte vitrée :

— Tovaritch toubib, ceux qui engueulent facilement, comme toi, c'est ceux qui ont peur, ce ne sont pas des éléments solides.

— Toi, dis-je, en remontant mon col de canadienne, je te vois venir, avec tes gros sabots : tu as une brochure à me vendre.

— Révolte de petit bourgeois, dit Marcel en souriant. Il me mit la main à l'épaule et me secoua un peu, comme un gosse. Révolte de petit bourgeois, ciel pommelé, femme fardée, sont de courte durée.

— Zut, Marcel, zut et rezut!

Le concierge de l'hôpital mit la main à sa casquette :

— Salut, camarades!

***

A une heure du matin, Antoine rentrait, le dos rond, ses pieds butaient dans les tas de neige, dans le sable. « Tiens, dit-il, à voix haute, il y a de la lumière. » Du haut de l'avenue de la Plage, il voyait le café éclairé, le trottoir, autour des baies, quadrillé de lumière. Il pressa le pas. Son souffle court, rapide, d'homme fatigué, couvrait le bruit de ses souliers cloutés sur le feutre de la neige. « Pourvu que... », prononça-t-il, en appuyant sur le bec-de-cane. Au fond de la grande salle froide, au delà du comptoir où les Duclos se tenaient assis, il y avait Hélène, sur la banquette. Le regard fixé sur le marbre ne bougea pas; seules les mains se sont retirées de la table. Quand Antoine se laissa tomber à côté d'elle, sans un mot, elle s'appuya sur lui.

— Mauvaise journée, hein? lui dit-il près de l'oreille. Elle hocha la tête. Par terre, les deux valises étaient prêtes, plus un gros paquet dans du journal.

— Tu veux partir tout de suite? Elle fit oui, de la gorge. Tu sais qu'on reprend le travail demain matin?

— Je sais. Toi, en tout cas, tu le reprendras pas. T'es mis à la porte. Il se redressa. D'une main, elle commença de peigner le garçon. On est venu m'avertir.

— On ne peut pas, Hélène : il faut l'accord du Comité d'Entreprise.

— Tiens, on n'est pas si bête. Le Comité d'Entreprise est dissous. Depuis ce matin. Y a un jugement.

— Dissous? Mais les autres ne savent rien.

La main de la jeune femme touchait les joues, les cheveux courts au-dessus des oreilles. Antoine voyait son visage se gonfler de chagrin.

— Enfin, c'est comme ça, dit-elle. Sa main retomba. On part, ça vaut mieux.

A son oreille, il chuchota :

— On n'a pas un sou, pour payer les Duclos.

Elle se fit une place dans la canadienne ouverte. Ses mains gelées se glissèrent sous le pull.

— Je viens de m'engueuler avec eux. T'as vu la bobine qu'ils font, derrière le comptoir?

Elle eut un bref rire étouffé. Antoine parut soudain se rappeler la présence muette, soucieuse, des deux gérants; il regarda vers eux. Le père Duclos tirait des bouffées nerveuses de sa pipe. L'autre comptait à mi-voix. Elle avait l'air de faire sa prière. Une nuée pâle s'échappait de ses lèvres.

— Qu'est-ce qu'ils ont dit?

— Comme les autres. C'est la faute aux grévistes si les affaires marchent pas... La faute au Kominform. Comme toi, t'es en somme un agent du Kominform... Du reste, ils sont sincères : ils comprennent pas qu'on puisse pas les payer, puisqu'on est payés nous-mêmes par le Kominform. C'est ça, qu'ils estiment malhonnête de ta part.

Antoine tremblait. Il appuya sa tête sur le mur.

— J'ai froid... Les cons!

Il avait eu comme un sanglot.

— T'es fatigué, murmura Hélène à son oreille. Elle le frictionnait doucement, par-dessus le pull.

Soudain, il se leva; la lourde table de bronze et de marbre cria sur le parquet. Il tituba un peu pour gagner le comptoir. Elle cria :

— Antoine!... On va s'arranger, laisse-les! On va s'arranger, on part!

Il était debout, devant les autres. Les lèvres de la gérante s'activaient. Le petit Duclos leva un mince regard méfiant sur le garçon.

— Alors, comme ça, cria tout de suite Antoine, dans la salle vide, comme ça, j'ai plein d'argent dans les poches, hein?... Il

tapait des deux mains sur son vêtement. Des roubles, des kopeks! cria-t-il.

— Mais, Docteur... fit la voix grinçante du gérant. On vous dit rien... On a fait aucune remarque.

Hélène tira son mari par le bras.

— Viens, on s'en va... On vous payera, ayez pas peur... Tenez..., dit-elle. Elle avait détaché sa montre-bracelet. Prenez ça. En garantie... Mon mari vous payera quand on sera rentrés à Paris. On a pas l'habitude...

Sa main tremblante leur tendait la petite montre et son ruban noir.

— Laisse! cria Antoine. Sa voix résonnait dans la grande salle déserte. De tous ses yeux, la gérante le regardait. Celle-là, cria Antoine, voyez-moi ça comme ça tremble! Je vais vous bouffer, hein? Je suis du Kominform, je bouffe les gérantes de café, maigres et pourries de rhumatismes?

— Antoine, Antoine, laisse-les! Tu sais pas ce que tu dis...

Duclos posa sa pipe. Il était calme, mais les lèvres serrées sous la moustache, et pâles.

— Vous êtes un énergumène, vous êtes pas un docteur. Vous pouvez avoir les opinions que vous voulez, mais moi, je veux plus de vous ici.

— Tous ces juifs... dit la gérante,

— Je suis juif, par-dessus le marché? cria le garçon. Il avait plaqué ses deux mains sur le zinc.

Le gérant ne bougeait pas. Elle rit un peu, jaune :

— Ça m'étonnerait pas tellement, Hitler les a pas tous...

Hélène prit son mari à bras le corps. Elle pleurait.

— Laisse-les, Antoine, laisse-les! On a déjà assez d'embêtements...

Il avait empoigné un verre à coktail, plein de drapeaux américains en papier. La gérante poussa un gémissement. Le père Duclos recula jusqu'aux percos.

— Va chercher les flics, dit-il. Les gendarmes, les flics, vite!

Des bouteilles tombèrent, dans son dos. L'éclatement du verre emplit la salle d'un grand cri. Antoine baissa le bras, lentement; les drapeaux tombèrent à ses pieds.

— Mon chéri, dit Hélène. Elle lui passait la main sur la figure, d'un geste dur, appliqué, comme pour le ranimer. C'est fini, Antoine, c'est tout, on va partir. Tais-toi, Antoine, tais-toi...

Le garçon dépeigné mit sa tête dans ses bras, au comptoir. Sa voix tremblait :

— Dolorès qui va mourir, Hélène.

La gérante pleurait très fort, enfoncée entre les étagères et la caisse. Elle se calma, tout doucement, sans lâcher le couple des yeux. Le silence de l'hiver revint. Le froid pesa plus fort. De très loin, comme un robinet ouvert, au fond de l'hôtel, la mer.

— Emmène-moi, dit Antoine, au bout d'un instant.

Le gérant reprit sa pipe.

. . . .

A la fonderie, ils n'avaient pas repris. Les compagnons étaient tous venus, le matin, mais ils restaient par groupes autour des fours éteints, à chuchoter. Le grand atelier sombre ne criait pas, ne parlait pas. Quand je suis passé avec les autres licenciés, Heurteaux, Blin, Jabot, ils ont crié, ils nous ont entourés. C'est à l'Ébarbage que la réunion devait se tenir. Plus de la moitié de l'usine était réunie. Les ouvriers se taisaient, les mains aux poches. Nous avons été reçus par des cris heureux : « La délégation, quand est-ce qu'elle redescend? »

— Ça discute, dit Heurteaux.

Son visage de blond avait verdi, aux paupières. Quand il avait une quinte de toux, il me jetait un petit coup d'œil souriant. Blin restait à côté de moi. Ses yeux lourds dormaient. Il attendait.

— Vous avez pas faim, toubib? demanda-t-il, soudain.

Il me tendait un paquet, un sandwich dans du journal. J'avais froid, c'est tout. Le dedans serré comme avant un examen.

Maria Blériot arrivait, avec des femmes.

— Grande nouvelle! cria-t-elle. Les femmes riaient. On s'assembla autour de nous. « Y a pour douze millions de dégâts. Des... des... quoi, déjà? fit-elle, tournée vers une femme, plus petite qu'Hélène, enveloppée dans un gros tablier de cuir.

— Des dé-pré-da-tions, énonça l'autre.

— Douze millions, les gars! On a saboté la chaudière, on a volé des meubles, des documents secrets, c'est à nous de payer! cria-t-elle, par-dessus les têtes qui se pressaient.

Un grand cri s'éleva vers le toit.

— Des déprédations? répéta Blin. Il passait sa main noueuse sur son crâne. Merde, alors!

— J'en passe, criait Maria. Vous avez volé toutes les lampes électriques. Y en a plus, de lampes électriques. Elle montrait, sur

nos têtes, les lampes perdues dans le brouillard des respirations. Vous avez volé les crayons sur les bureaux de Messieurs les mensuels.

— Le vase de Soissons? cria quelqu'un, de derrière un pilier de fer. C'est nous?

Maria agitait une feuille de journal au-dessus de sa tête :

— Qui c'est qui a fabriqué des bombes Molotov sans nous le dire? C'est marqué dans le torchon, *l'Indépendant de Blaisances*, organe de la Direction.

Les rires et les cris montaient dans le hall. Je sentais la chaleur me revenir, peu à peu. D'un bout, il y eut des cris de colère : « Tordu!... Oui, tordu! ». Des mots, jetés avec violence. Puis on vit, sur la passerelle, la maîtrise au complet, en blanc. Les ingénieurs étaient sortis de leurs cages vitrées. Là-haut, on scandait : « Liberté du travail! Liberté du travail! A Moscou! » Un ingénieur, petit, en noir, voûté, agitait son bras fripé dans le vide. « Et alors? criait-il, les ordres de la C.G.T.? » Un bruit de houle montait jusqu'à lui qui se contorsionnait, au milieu des grosses blouses blanches. Maria, de sa voix grave, effacée, cria :

— Réintégrez les licenciés! Pas de sanctions!

Son cri fut repris par plusieurs groupes. Puis la foule se rassembla sous le balcon, en criant.



Ils m'avaient poussé vers l'établi. Tous les visages aux orbites sombres, tendus, las, me regardaient. Je voyais, dans le fond, le petit Daborin qui venait d'entrer. Il se dirigeait, à travers les ouvriers, sans les voir, vers l'escalier métallique. A mes pieds, tous les familiers : Heurteaux et Maria, Blin et Jabot, Marcel souriant, son cadet aux énormes yeux tristes.

— Qu'est-ce que tu veux que je dise? ai-je demandé, à mi-voix, à Marcel.

— Engueule-les, dis que tu n'es pas content d'être foutu à la porte, que c'est injuste, explique!

« Injuste... » Comme si j'avais continué la conversation avec le camarade Marcel, j'ai relevé la tête, j'ai parlé, à voix très haute, puis, peu à peu, en criant, jusqu'à me briser la voix.

— Il y a eu des tas de choses injustes, les peaux de banane sous les pas du petit docteur quand il a essayé de faire son métier

pendant un mois. Avant ça, c'était injuste, la manière dont on m'a appris mon métier, puisque on ne m'a pas averti que si je le faisais comme on me l'apprenait, il arriverait un moment où je ne pourrais plus le faire.

Là, ils ont ri. J'ai ri aussi. J'étais à mon aise. Tout était très simple. Je parlais comme à ma femme. Je donnais des détails. Pour un peu, j'aurais dit des mots d'amour.

— C'est pas tout : injuste, la mort de la mère de Dolorès; injuste, Dolorès à l'hôpital, le crâne brisé; injuste, la chambre d'hôtel sans gaz et sans chauffage de Maria Blériot, avec ses deux gosses; injuste, ce que m'a jeté à la figure le gérant de l'hôtel de la Plage de Méville, injuste! Injuste! Injuste!

Jamais je ne m'étais entendu parler si fort. Ma voix bourdonnait, au loin, puis montait, aigre, tordue, vers la fumée et l'ombre. Tout d'un coup, je me suis arrêté. J'en revenais à Dolorès, entre la vie et la mort. A la vieille Juana, froide et raide, sur son lit-cage. A ce nom de Dolorès que plus jamais elle ne dirait, que jamais plus Dolorès n'entendrait, de cette voix grave, presque virile, aux « r » roulant comme des billes : « Dolorès! » Les autres ont dû m'aider à descendre. J'avais les jambes raides d'émotion, de froid. « Dolorès ».

Blin m'a donné un long regard, de ses yeux saillants et lumineux de sentimental. Dans le dos, j'ai reçu les tapes de Marcel. Son cadet essayait de sourire un peu, à travers le poison jaune de ses yeux, de ses lèvres. Heurteaux, lui, a parlé de nouveau :

— Tous, ici, demain, à 8 heures. On reprendra pas le travail tant qu'on n'aura pas réintégré nos responsables.

Les lumières se sont éteintes. Dans le noir, il a fallu retrouver la sortie, le froid.

VI

. . . .

L'employé a déposé la feuille sur le bureau. Au moment de partir, il s'est écrié :

— Mais, dis donc : Joyeux Noël!

L'inspecteur m'a lancé un petit coup d'œil gêné :

— Joyeux Noël, Joyeux Noël!

Ils avaient dû avoir le temps de téléphoner à Paris. En face

des gribouillages de l'autre, il y avait des réponses. L'inspecteur, voyant que je regardais, a tourné la feuille de travers. Je n'avais rien pu lire. Lui, ne quittait pas le papier des yeux.

La pièce mansardée était presque vide; rien que le bureau de l'inspecteur, une petite table de bois blanc, un banc noir, dans le fond. Je me suis forcé à parler :

— Vous n'êtes pas plus richement installé que moi dans mon usine.

Il a fait oui, de la tête, l'air de penser à autre chose

— Vous permettez? ai-je dit, en prenant un journal plié sur la table.

Il m'a lancé un nouveau coup d'œil, plissé, entre les paupières grasses. En voyant le titre, je me suis rappelé ses paroles, dans la voiture : « Moi, vous savez, la politique... ». L'*Aurore* titrait, en caractères d'affiche : « Vague d'assaut du Kominform dans les usines françaises ». Un numéro vieux de quelques jours. Je l'avais déjà vu sur le comptoir des Duclos. L'autre a fait grincer sa chaise.

— Bon Dieu, grogna-t-il, qui c'est qui m'a encore laissé son journal sur la table!

Je l'ai replié, et je l'ai reposé à la même place.

Le parquet était arrosé de huit, de festons de gouttes d'eau. Un jour bleuâtre coulait par les vitres.

— Il fait froid, ici.

Il me répondit d'un sourire sans joie.

— Alors, ai-je dit, d'une voix un peu étranglée que je ne me connaissais que depuis l'aube, on ne sait pas pourquoi on m'a arrêté?

Il a écarté ses bras, sans lever le nez du rectangle de papier blanc. J'ai compté encore une fois les huit, sur le parquet. Sous la table, les escarpins noirs, vernis, de l'inspecteur, étaient verts de moisissure autour des crevasses; on voyait la trame au petit orteil; un cor en relief avait écaillé le vernis. Il ne bougeait plus, les coudes sur la table, son profil gras et rose abaissé vers l'encrier. A chaque respiration, un repli de chair découvrait son col de chemise. A un moment, une auto est entrée dans la cour. J'ai entendu les portes claquer, à la volée. Je me suis rappelé les histoires de Dolorès, des années de la Résistance : les portières de voitures, fermées avec violence, en bas dans la rue; son cœur se mettait à battre, dans la chambre de bonne où elle tirait les tracts à la Ronéo. « Je voudrais que Marcel soit là pour se foutre de

moi. » J'ai essayé, ensuite, de revoir ma tête, dans la voiture, tout à l'heure, écrabouillé entre les deux inspecteurs, deux C.R.S. bottés, casqués devant moi, et le chauffeur, en bleu marine, à côté d'un autre C.R.S., un gradé.

— Ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est pourquoi on a déplacé tant de monde pour m'arrêter.

J'avais parlé tout haut, sans me rendre compte. L'autre a déplié une paupière, pour un coup d'œil un peu surpris.

Hélène s'était suspendue au cuir du gros inspecteur. « Mais lâchez-moi donc, ma petite dame! Elle est enragée, cette môme-là! Nom de Dieu, lâchez-moi! » Il la tenait par les poignets, il tirait de toutes ses forces. Les Duclos étaient dans le couloir; les yeux leur sortaient de la tête. « Sauve-toi, Antoine! », criait Hélène. Elle ne lâchait pas les revers de cuir. Je voyais ses petits poings, noués, blanchir sous l'effort. « Saligauds! Bande de saligauds! », criait Hélène, à tue-tête, comme si ç'avait été un appel au secours. Quand je l'ai prise par la taille, elle n'était plus qu'une chose sanglotante; j'ai pu l'allonger sur le lit défait, sans qu'elle me retienne. Dans le couloir obscur, j'ai entendu le gérant : « Ça pouvait pas finir autrement. Par ici, Messieurs les Inspecteurs de Police ». Il disait : les Inspecteurs de Police, avec la même voix que les deux flics, dix minutes plus tôt, quand j'ai ouvert ma porte à leurs trois coups polis, à leur : « C'est l'usine, Docteur », susurré d'une voix étouffée, aimable, une voix de pucelle émue. Vaches!

Le jour se levait sur le coteau de Sigon. En bas de l'hôtel, autour de la traction-avant, les C.R.S. causaient petit nègre avec une douzaine de soldats américains. Au fond de l'air qu'on respirait, il y avait une lueur chaude, un attendrissement; des choses endormies bougeaient, dans le cœur. En montant dans cette voiture qui sentait le tabac blond, j'ai eu un coup de colère contre tous, y compris Hélène. « On est trop faible, Heurteaux, Marcel. Il n'y aura jamais de chants d'arbres dans les cours de vos usines. Trop faibles. »

Les fortes épaules des inspecteurs m'empêchaient de respirer à mon aise. J'ai fait un geste pour me dégager un peu. Tout de suite, les grosses pattes m'ont arrêté aux épaules et aux genoux. On est si faibles?

Des pas rapides, derrière moi. Je ne peux pourtant pas empêcher mon cœur de sursauter. Deux hommes vont s'asseoir au fond, sur un banc. L'un d'eux, un blond, aux fortes mâchoires, sort un

carnet. L'autre me dit bonjour, de la tête. C'est un jeune, pas rasé, avec des yeux vifs qui ont l'air de chercher la fuite. Je ne le connais pas. Peut-être un ouvrier des Ateliers. Je me demande pourquoi ils ont arrêté celui-là. Quand nos regards se croisent, il sourit. Je me redresse un peu. J'écoute ses réponses à l'interrogatoire d'identité. Il tourne la tête vers son inspecteur; il a l'air d'un enfant, toute gentillesse.

— Une femme, oui, vous l'avez vue.

Il rit, vers moi. Je cherche mon paquet de cigarettes. Est-ce que je vais demander si j'ai le droit de fumer? Le Petit-Bourgeois en colère!

— Deux enfants, Monsieur. Leurs dates de naissance? Attendez...

Il cherche. Sa casquette tourne entre ses mains d'adulte.

— Dépêche-toi, je suis pressé! fait l'autre.

Son inspecteur ressemble à un acteur de cinéma, je ne sais plus qui, avec son visage allongé et blafard, ses lèvres roses, en cœur. Ses bottes, je les ai déjà vues. Dans un film allemand. L'acteur faisait l'hitlérien. Un doux visage sensuel, de brute. Sa jambe pliée s'énerve; le cuir grince avec une sorte de halètement.

— Tu te fous de moi, dis donc? Il approche son beau visage serré vers le petit qui se frictionne le front. Tu veux mon poing sur la gueule? Tu veux?

Ma main tremble, ma cigarette tombe; je la ramasse avec peine, tout le corps gelé.

— Ça 1 e servira à rien de le battre, cet ouvrier.

L'autre m'a fixé de ses yeux noirs. Je ne suis pas si faible. Puisqu'il me hait.

— On te demande quelque chose? Merdeux! Puis, très fort, il crie : Éteins ta cigarette!

Mon voisin remue ses pieds malheureux, sous la table.

— Ça fait rien, dit-il, le Chef est pas là.

— Deux enfants, dit la voix frêle du petit. Jean, né à Cherbourg, le 6 mai 44. Bob est d'ici, à Blaisances. Il a juste huit jours, Monsieur. Il est venu à l'Hospice Civil.

A ne pas bouger de cette chaise, il fait froid, un froid qui prend tout, ne laisse pas une seule cachette à un pauvre reste de tiédeur. Le jour grandit. Au lieu d'éclairer la mansarde, c'est la vitre sale qu'on voit, d'une saleté épaisse, croûteuse. Depuis l'hiver, pas un flic n'est venu ouvrir du doigt ce rideau de buée, de poussière, pour voir ce qu'il y a dehors : la cour pavée, un rectangle de ciel.

Deux flics sont entrés; ils se sont appuyés au mur, face à la fenêtre criblée. Je suis quelque chose d'un genre étiqueté. Ils ont posé sur moi, un instant, le poids de leur regard; ça vient de haut. Il m'a semblé voir le nom qu'ils me donnent trembler sur leurs lèvres. Les militants, ils doivent avoir un peu l'habitude : être arrêté, battu, c'est devenu une éventualité banale, de chaque jour, comme attraper la grippe, se faire engueuler par sa concierge. Mais, moi, le petit-docteur, comme ils disent tous à l'Usine, qu'est-ce que je fais, ici, entre ces quatre murs moisis? J'attends, le chef. J'ai peur que l'acteur blond ne me batte. J'ai peur, même si je ne reste ici que quelques heures, de n'être pas toujours à la hauteur.

***

— Non, a dit le plus grand des deux. Il a allongé ses longues jambes bottées devant moi. Je suis pas de ton avis. Tu peux pas mettre de citron dans les endives, si tu les fais braisées, comme tu dis, autour d'un petit rôti de veau. Ça s'est jamais fait.

Il fait la moue et secoue sa tête cubique. L'autre s'est arrêté net devant nous.

— Comme je dis, comme je dis, braisées, les endives, c'est pas moi qui ai inventé ça.

Les mains dans le ceinturon, sans regarder l'autre, le plus grand déclare d'une voix sourde :

— Non, parle-moi d'un bon rôti de veau à l'ail. Une demi-heure, trois quarts d'heure au four, à petit feu. Tes endives beurrées autour, qui cuisent dans le jus. Mais du citron, ça non.

Sa voix a paru s'éloigner. Il a agité la main, dans un bâillement. Le moins grand a repris ses allées et venues, entre les quatre ou cinq tables et les chaises.

Le petit ouvrier s'était plié en avant, les coudes aux genoux. Sa casquette pendait entre ses jambes. Il sommeillait. Blin m'a donné un coup de coude :

— Je te raconte la suite. Ils sont allés chez Heurteaux, mais personne, l'oiseau s'était envolé. A la place, ils voulaient prendre son père. Moi, tu vois, je me suis laissé faire comme un pigeon.

Un rire fatigué lui a ouvert le visage où le sang goutte, doucement, au front et à l'aile du nez.

— Essuie-toi, le sang coule.

J'ai jeté un coup d'œil sur le cogne, à demi allongé sur la chaise.

Il a posé sa mitraillette, en travers, sur des dossiers, son casque noir à côté. Il regarde le plafond pisseux, en battant des paupières, à petits coups attentifs.

Qu'est-ce que ça me ferait à moi, si on me passait à tabac? J'aurais honte, je crois. Je serais humilié de ne pas avoir le courage de rendre les coups. Je serais plein de haine, à cause de l'injustice. Je ne voyais rien de pareil chez mon camarade.

— Essuie-toi. Je te dis que le sang coule; tu en as sur ta chemise.

Il a regardé sa chemise kaki. D'une main, il essuie le sang de son visage. Pour la première fois, le sang me fait trembler. Ce n'est pas le sang des ventres ouverts, des champs opératoires rouges, trempés. Ce n'est pas le sang de l'ouvrière de la Petite-Mécanique, brunâtre, sec, dans le mouchoir qui enveloppe un demi-doigt coupé et un moignon. Un sang calme, un goutte à goutte de source, solennel, que les doigts de Blin répandent sur ses joues salies de barbe, qu'il écarte de ses sourcils et de ses yeux, comme une mèche qui l'empêcherait de voir devant lui. Le front plissé, il renifle à petits coups, avec une grimace de la lèvre; il pousse un soupir de réflexion.

— Dis, Blin? Tu crois qu'on va rester longtemps, ici?

— Ça, mon petit, t'en demandes trop.

Les autres, eux, ils ont l'air de savoir pourquoi ils attendent. Ça leur est naturel. Ils ne font rien, l'un allongé, l'autre marchant dans son odeur de cuir, avec naturel. Ils ont une longue habitude de ne rien faire. Ils ne semblent pas anxieux, dans leur vide.

— Qu'est-ce que t'as? dit Blin. Tu t'agites.

— Essuie ton sang, je te dis, ça coule, tu en as plein ta chemise.

— Merde, dit Blin, qu'est-ce qu'ils m'ont filé!

Le flic bat des paupières, régulièrement. Il fixe soudain son regard sur le moins grand.

— Explique-moi comment tu le mets, le citron. En jus, en tranches, quoi?

Sa voix a quelque chose de furieux.

— Je le mets dix minutes avant de sortir du four, répond le moins grand.

Il lui a craché ça à la gueule. Il s'arrête, jambes ouvertes, devant l'autre. Il a ses mains aux poches. La bouche de travers, il hoche la tête.

— Non, décidément, fait l'autre, ça doit pas être bon.

Il crache quelque chose de mauvais, dans le panier, et repart dans son vide, à la renverse, le ventre sous les mains nouées.

— Blin, tu n'as pas eu de nouvelles de ma femme?

Il sort de son rêve. Il me regarde un moment :

— Tu dérailles, camarade. J'ai été pris à la même heure que toi. Comment veux-tu?

Sur cette chaise Henri II, à siège et dossier de cuir clouté, seule de sa sorte dans ce grenier, je suis maintenant perclus de douleurs. Je me trouve debout, sans l'avoir décidé.

— Qu'est-ce qui te prend, à toi? fait le moins grand, du fond de la salle.

Mon geste brusque l'a arraché à une image d'endives braisées et citronnées. Il me scrute.

— Le copain est fatigué d'être assis, fait Blin. Quand est-ce qu'il arrive, votre Chef?

Au fond de la salle, le moins grand secoue son visage masqué d'une barbe de deux jours. Ses yeux blancs ne nous lâchent pas. Il a l'air de réfléchir. De toutes ses forces.

*
* *

En sortant, entre les deux mangeurs d'endives, je vois, au bout du couloir, un morceau de ciel bleu, comme un gros œil. Là-dessous, c'est la mer tranquille, l'assaut des vagues, jusqu'à la grève, le cheminement de ce troupeau de vagues, leur dénouement, recommencé, rabâché, aux pieds de ma femme, et le petit drapeau de cheveux blonds que la brise fait claquer. Nous nous promènerons demain, tout le long de la journée, tout le long de la grève, jusqu'à Granville. Tout le long des vacances.

— Ah! bien, dit un des chefs. Voilà le dangereux docteur!

Il regarde son compère, en riant. Le cabinet est petit, peint en blanc saumon. Un chevalet, à droite du bureau, porte une « huile »; elle est inachevée; je reconnais celui qui vient de parler, son ovale de graisse propre, bien léchée, la cravate de soie mate, verte, à petites fleurs roses, le sweater jaune.

— Asseyez-vous, Docteur.

Au-dessus de lui, pend un médaillon en plâtre. Je ne reconnais pas le modèle : peut-être lui, encore. A gauche, des « huiles », des marines. L'interrogatoire d'identité recommence. Ensuite, la série des questions que j'attendais : date d'entrée à l'usine, condi-

tions d'entrée, etc. Il tape mes réponses à la machine : deux mains ouvragées, une chevalière à l'auriculaire gauche, un petit cake en or, truffé d'une poussière de pierres confites; on en mangerait. Puis, un tas de questions, en vrac. Par exemple, si je suis militant d'un parti politique?

— Nous, vous savez, Docteur, la politique, ici, on n'en fait pas.

Il me met à l'aise. Entre l'Underwood poussiéreuse et moi, sur le bureau, il y a l'*Aurore*, pliée avec soin. « Vague d'assaut du Kominform, etc... ».

— Je suis comme vous, Monsieur.

Il tape. Il y a beaucoup de grâce dans ses doigts très charnus, des doigts en col de cygne, en faveur rose, deux pigeons qui volètent sur une mangeoire.

— Est-ce que vous avez assisté à des scènes de sabotage?

Je regarde son journal.

— A des violences? A des voies de fait sur des non-grévistes?

Il tape. Visage impassible, vaguement souriant, quelque part, dans la graisse de bonne qualité, entre l'œil en fleur et la bouche. Un verre d'eau de Vichy tous les matins à jeun, après une demi-nuit dans les bars, la fumée blonde, les orages de shakers. Dix minutes de culture physique, en slip, mais pas le courage d'ouvrir la fenêtre. Il me donne un coup d'œil satiné. Il a surmonté le mal de tête, il se sent léger. Il est extrêmement poli. Peut-être qu'il va me demander ce que je pense des derniers Picasso.

— Très bien, Docteur. Voulez-vous signer?

Il me prête à regret son stylo or et argent.

— Pardon, je voudrais aller pisser?

— Mais bien entendu.

Les flics m'accompagnent en bas. C'est bon de descendre, de monter des escaliers. De pisser.

* * *

— Je t'ai déjà vu, toi. T'es pas de Méville? Qu'est-ce que t'as encore foutu?

Je me suis rassis à côté de Blin. Le petit ouvrier m'a remplacé chez le Commissaire. Le grenier est plein de monde, à cette heure. Un inspecteur à chaque table. Ils sont arrivés pendant que j'étais à côté. Celui du fond, près de la lucarne, m'a examiné avec de grands yeux ronds.

— J'ai été arrêté ce matin. Je ne sais pas pourquoi. Je suis le médecin des Ateliers Simpson, de Blaisances.

L'autre me regarde, de nouveau. Il fait oui, de la tête, l'air de ne pas comprendre.

— Une histoire à la con.

Par-dessus le soldat en noir, il me tend une cigarette.

— C'est toujours les pauvres types d'en bas, qui se font piquer. Les gros, les chefs sont à l'abri.

— Je n'ai pas de chef, Je ne suis pas un militant. Je ne suis rien : un simple médecin...

C'est Blin, qui grogne, à côté de moi :

— Gabriel Péri, Lucien Sampaix, Georges Politzer, et d'autres, et d'autres, qu'est-ce que vous en faites?

Les têtes se sont tournées vers Blin. L'acteur blond, assis près de moi, à droite, a un hoquet d'ironie.

A ce moment, une femme en cheveux est entrée. Elle s'est assise de l'autre côté de la petite table encombrée de papiers, d'une riche serviette en cuir.

— Alors, Madame Cohen, encore toi?

Il lui fait un sourire tordu qu'il approche du vieux visage de carton peint, avec une faim de loup. Blin recommence :

— Ils sont morts pour...

— Ta gueule! Ferme ta gueule! crie le blond. On est pas à Moscou, ici, non?

Mme Cohen balance sa tête, ses poignées de cheveux gris :

— Qu'est-ce qu'y doit tomber, comme neige, à Moscou! Vache de Réveillon! dit-elle, d'une voix d'homme.

Le blond abat son poing, un maillet de chair rose, sur les papiers.

— Ta gueule à toi aussi!

— Merde! dit la femme. Tu t'es levé du pied gauche, ce matin?

— Aussi, chevrote un autre inspecteur, en redingote noire, pourquoi qu'on nous a foutu ces gars-là dans notre bureau? Y a plus de place, à la Centrale?

Un flic est entré en se pliant un peu, au passage de la porte.

— C'est les vaches, dans le fond, qui viennent des Ateliers?

Il est debout, en face de nous. Son odeur âcre de cuir et de viande en sueur serre la gorge. « Salope », dit-il à Blin. Vous aviez préparé des trous avec de la paille dessus, pour qu'on se casse les pattes, hein? Les tonneaux de boulons, en haut des escaliers? Salope!

Il secoue Blin par les revers du veston. Une goutte de morve

tombe de son nez sur le baudrier noir. J'ai eu peur qu'elle me tombe dessus.

— Salope, sacrée salope! ricane Mme Cohen. Elle ouvre grande sa bouche brûlée. Sa voix râpeuse commence de chanter : « Ah! la salope! » Le coup de botte du blond fait un petit bruit sourd et mou dans les tibias de la femme. Elle le regarde :

— Va laver ton cul, malpropre, bredouille-t-elle, sans y penser.

***

Tout le monde parlait. Les flics avaient allumé des cigarettes; on était tranquilles. Blin eut un petit rire :

— T'as fait une touche.

Il lorgna la femme qui avait apporté sa chaise à côté de la mienne.

— Mon flic est aux chiottes, m'a-t-elle confié, tout de suite, pour s'expliquer. Alors, mon pauvre jeune homme, vous êtes docteur? Elle m'a fait un sourire avec la cicatrice crevassée, entre le nez et le menton. Vous avez quoi, au juste, sur la conscience?

Elle avait une haleine de vieux réchaud à alcool. Elle se serrait contre moi, comme pour m'en faire profiter; elle ouvrait toute grande sa cheminée sous mon nez, pour être intime, le plus qu'elle pouvait. Tout le fond de la gorge était plein de suie.

— Vous étiez dans les avortements?

Les grains de raisin bleu pâle qu'elle a entre des paupières retournées, des yeux décalottés, brillent d'amitié. Je lui fais non, de la tête. Ça y est, je la dégoûte. Elle recule sa chaise d'un coup. Ma voix tremblote, pour lui dire ma petite histoire. Je suis prêt à la raconter à tout le monde. J'en pleurerais. Blin rigole doucement. Elle hoche la tête; elle est déçue, à un point!

— Un docteur, les avortements, oui, c'est normàl. Mais des machins comme ça. Elle n'est pas d'accord. Votre dame vous a laissé faire? Mon petit, à sa place, je vous aurais serré la vis. Une femme de docteur!

Elle rêve tout haut. Elle laisse ouverte sa cicatrice fendillée; ses joues tremblent : « Une femme de docteur! » Elle fait semblant, ravie, d'arranger des plumes sur un chapeau très large. « Une femme de docteur! » Elle regarde le plafond. Elle laisse s'envoler ses bras en laine tricotée, avec des trous de chair violette. Elle chante : une voix mal rasée qui part de loin; ça prend de l'ampleur : *Sur la mer calmé-e*. Le type en redingote, par-dessus deux tables,

lui a envoyé une éponge à encre, en plein dans la mer calmée. Elle s'arrête. Maintenant, elle le méprise, droite, gonflée, sur le bord de sa chaise, sa chaise à elle. Ça y est, je revois Hélène, assise presque comme ça, chez le Maire. Il a dit, à propos de je ne sais quoi, un peu incliné vers elle : « Une femme de Docteur ». Elle s'est redressée, elle m'a oublié, elle n'était plus qu'elle-même, la femme du Docteur. Maintenant, je me rends compte que peut-être jamais elle n'a eu l'air de rayonner aussi fort. C'est tout de suite après, dans la baraque, que les types mal habillés m'ont tapé dans le dos, qu'ils m'ont tutoyé. La femme du Docteur.

***

— Je peux pas donner de sandwich sans ticket. Elle passe le bras dans l'anse du panier, elle rabat le torchon à rayures rouges. Vous mangerez ce soir à la Centrale.

Je regarde Blin et je recommence :

— Sans ticket, on ne peut pas en avoir?

Cette indifférence, il faudra que je m'y fasse, décidément.

— Vous vous rendez pas compte où vous êtes, non, pour me demander de faire du marché noir?

— Donne-lui cinquante balles, dit Blin.

Elle prend mon billet, regarde les flics, rêveurs. Je mords dans mon sandwich; on dirait un sandwich de théâtre, en carton croustillant.

— C'est à cinq heures, la soupe, à la Centrale. Faudra tâcher d'être là à l'heure. Sinon, faut attendre le café, demain matin.

— Entendu, dit Blin. On fera son possible. Ses gros yeux plissés me regardent en rigolant . T'as l'air dans le cirage, toubib?

— J'en ai marre. Ça m'embête d'avoir dit au chef, en partant : « En route pour Buchenwald! » Ça a pu le vexer. Ça fait petit garçon. Tu ne trouves pas?

Un flic sombre, près de la porte, pose ses yeux pointus sur nous.

— Eh! dis donc, on peut laisser les détenus se causer?

Le plus grand lève le nez de son dessin, une simple table très léchée, avec des ombres, tous les détails, la trace des tenons et des mortaises.

— On s'en fout. L'Inspecteur-Chef avait qu'à donner des ordres.

Je le regarde fignoler sa table. Il est plié sur le papier, tout son rude visage tendu par l'application. Il penche la tête d'un côté

et de l'autre. Il s'arrête, en mouillant la pointe du crayon, et réfléchit; toute la pièce est pleine de cette réflexion. Il poursuit son œuvre, il achève le quatrième pied, mais il jette des coups d'œil vers ma chaise, pour voir si je le regarde. Il reprend le dessin des planches, repasse le crayon sur les mortaises, il en rajoute. Puis, bien assuré de mon attention, il repousse un peu le papier et l'examine, avec un froncement de professionnel. Il a dû être menuisier.

— Blin... Comment tu vis, toi? Tu es marié? C'est drôle qu'on n'ait jamais parlé de ça, tu ne trouves pas?

Je chuchote, à demi tourné vers lui. Je me sens, maintenant, dans une solitude sans appuis.

— Je vis comme je peux, dit Blin. Un rire fermé souffle par son nez. Je suis marié, comme toi.

— Je n'ai jamais vu ta femme.

— On n'est plus ensemble. Il m'examine : Tu trouves ça moche? Je suis l'ami de Dolorès.

Il se tait. Le canif du flic gratte le papier; il recommence le pied gauche. Peut-être que c'est le vent de la mer, celui des vacances, le vent des cheveux blonds, qui agace le papier de la lucarne.

— Oh! politiquement, on s'entendait! Elle est déléguée de l'atelier de Peinture.

Il me semble que je me rappelle : une longue femme sèche, vieille, qui ne sourit pas, qui a l'air d'en vouloir aux gens.

Ce filet de vent sent la vague, la vague éclatée, laminée, l'eau fleurie qui court sur la plage. Elle marche, de son pas rapide, colère, parce qu'elle est triste. Par le papier crevé, c'est le vent triste du bonheur. A la vitre, le ciel bleu calme, dévoré de crasse, c'est le ciel de nos promenades, de notre contentement. Le ciel des deux mains serrées si fort que l'alliance me faisait mal. Il me semble que je ne t'aime plus.

***

La nuit, au bout du couloir. est bleue. « Joyeux Noël! », fait un type à manches de lustrine, en croisant mon flic. C'est encore le bureau du chef. La lumière d'un abat-jour d'émail blanc détaille le visage sillonné de Simpson. Il a posé son « Eden » sur ses genoux en drap feuille-morte. Il y a Daborin, et un type maigre, voûté, qui est le seul à me donner un coup d'œil, celui de la mauvaise

conscience. Drôle que le chef, toujours petit tas d'or à l'auriculaire gauche et graisse en fleur, drôle qu'il soit un soupçon moins sport. Il me montre la chaise d'un de ses deux mentons, celui du haut. Sur le chevalet, il a l'air, un peu, de Louis XIV, dans la toile de Rigault : profil généreux, avalanche de rideaux de soie. Dans l'ombre, on ne voit plus les marines. Changement de décor. Mauvais signe. Il a dû étudier les éclairages au Théâtre Montparnasse. Pauvre exilé en terre normande! Bon, ça y est, on recommence. Je raconte, une troisième ou quatrième fois, ma petite affaire. C'est au tour des autres. Simpson a les intonations du monsieur cultivé qui tient une tasse de thé dans la main gauche et une cuillère en vermeil dans la droite, avec une tranche de cake en équilibre sur la soucoupe et un napperon sur le genou gauche.

— Nous avons engagé le docteur, n'est-ce pas, pour faire de la médecine d'usine, pas pour...

Le chef balance son noble profil orné d'un sourire sous-entendu. *L'Aurore* n'est plus sur la table. Pendant que la voix dansante du directeur des Ateliers va et vient dans ce cabinet où j'étouffe, une autre voix rabâche : « Je t'aimais. »

Un autre chef, dans mon dos, s'énerve. C'est lui qui parle le plus fort. Il va et vient sur un mètre carré de parquet :

— Attention! Le texte de la loi... Tout l'essentiel de la loi est dans cette précision; le discours d'hier du docteur a-t-il, oui ou non, entraîné l'arrêt de travail des types qui étaient à portée de sa voix?

Je me retourne pour voir, à demi éclairé, le visage de cette créature à l'image de Dieu, comme tout le monde, qui tape sur la table, maintenant, en répétant :

— Oui ou non, les deux apprentis que Monsieur... monsieur ici présent, oui, a vus travailler derrière le docteur, à l'atelier de... Grosse Mécanique, ont-ils arrêté le travail en l'entendant parler? Tout est là, Messieurs! Il faut saisir l'esprit du texte de loi, bon Dieu, sinon à quoi ça sert?

Je ne me rappelle pas ces deux apprentis. L'ingénieur, tassé sur sa chaise, qui a rapporté mon petit discours, courbe sa tête décharnée, sentant venir les responsabilités. Avant de parler, il essuie ses tempes avec un mouchoir blanc en tampon où je lis les grosses initiales de la blanchisserie : R.D., au coton rouge; ce doit être un célibataire. Simpson ne regarde pas. L'autre parle; son gémissement m'empêche de dormir :

— A proprement parler, Monsieur, je n'ai pas vu les deux apprentis arrêter leur travail.

Un petit bruit de langue, dans mon dos, réclame plus de précision :

— Voyons, faites bien attention, Monsieur l'Ingénieur. Êtes-vous sûr?

Non, rien à faire, il est sûr. Il m'a coulé un regard, et, une frange de gouttes de sueur au front, il est sûr, il ne peut pas faire autrement, malgré son bon cœur. L'image de Dieu laisse tomber, va te faire foutre, il laisse tomber cette grosse perche tendue à bout de bras. Maintenant, c'est une cigarette américaine qu'il allume. J'aime tellement ça, les cigarettes américaines, les petits grains de tabac tendre qu'elles laissent à croquer. Le premier dimanche où je suis sorti avec, je lui en ai payé un paquet. On a gardé l'empaquetage, un objet de luxe en papier rouge doublé d'argent. C'est tou ce qu'elle m'a aimé, ce dimanche-là.

On revient à Daborin, pour la deuxième fois. Ils me demandent mon avis sur la partie de sa déposition qui me concerne : quand j'ai traversé, hier, son atelier pour appeler les types au compte rendu de la délégation, est-ce que j'ai crié? Daborin a dit que non, en avalant sa salive. Ça fait toujours plaisir. Mais qu'est-ce qu'ils faisaient, les ouvriers qui m'entouraient? Daborin a répondu :

— Ils échangeaient, avec ceux qui travaillaient, les injures que s'envoient toujours ces gens-là dans de pareils cas.

Je n'ai rien à dire. Dans l'ombre, l'Inspecteur casse sa cigarette, il la jette dans un épais cendrier de verre, juste sous mon nez. Ça sent bon, ça sent Hélène, la bouche d'Hélène, le dimanche; ça sent notre solitude.

Je recommence à leur raconter l'histoire qui a tant l'air de les intéresser. Des ordonnances de borate de soude, si j'en ai écrit pour les meneurs? Je n'en sais rien. C'est l'autre qui a posé la question. Simpson regarde le chevalet. Son nœud papillon le gratouille. Ça doit être important, cette histoire de borate de soude.

— Non, je me rappelle bien, je vous dis, je n'ai rien prescrit à personne.

Avec le borate de soude, ça y est, ça me revient, on fabrique des bouteilles explosives. Il faut encore une fois, la dernière, Docteur, raconter l'histoire de cette grève. Bon Dieu, ce que tout ça doit être grave pour eux. Les lois superscélérates, comme dit Blin.

Qu'est-ce que je vais faire, moi, en sortant de là, avec mon

diplôme de docteur? Soigner la tuberculose que les gens attrapent dans leur vie de chien, peloter les engelures des gérantes de bistrot visitées la nuit par des cauchemars à tête de Staline, cajoler le système nerveux des femmes d'ingénieurs briseurs de grève, que les troubles sociaux détraquent?

***

— Ma pauvre vieille, tu vas être inculpé d'entrave à la liberté du travail, et de voies de fait sur ton contremaître? Je t'aurais jamais cru comme ça.

Blin lui tape dans le dos. Il rit. Le petit ouvrier hoche la tête. Il ne lâche pas sa casquette à carreaux.

— Qu'est-ce que tu lui as dit, au contremaître?

Il lui a dit sale con, il a voulu lui foutre la main sur sa sale gueule, et il a arrêté le moteur du fond, celui d'un tour, à la Grosse Mécanique, au moment du compte rendu.

— Pourquoi que tu lui as dit ton nom, crétin?

— Il me l'a demandé.

Nous nous aplatissons sur le mur visqueux pour laisser passer des cognes tout fumants de froid. « Tu réveillonnes en famille, petite tête?... Où qu'elle est, ma famille! Une dinde, une dinde!... Je m'en fous, de ta dinde... La bouteille de beaujolais, bien chambrée!... Pour ce qui est de la chambrée, tu...» Leurs voix bousculent tout, le sommeil, la fatigue; elles partent dans les couloirs, sous des lumières rondes. Les semelles cloutées circulent derrière la cloison, sur nos têtes, avec des bruits de digestion. Il ne reste que deux flics; on leur inspire confiance. Un moment, ce tantôt, on en avait deux chacun. C'est la main légère du petit ouvrier qui me tire par la manche.

— Est-ce que vous croyez qu'ils vont nous libérer ce soir, Docteur?

— Mais, mon pauvre vieux...

Pourquoi n'a-t-il pas demandé ça à Blin? Je suis le docteur. En général, je ne l'oublie pas. Mais, depuis ce matin, ces flics qui m'engueulent, ça commençait à s'effacer de la mémoire. Il tire encore ma manche de canadienne :

— Je voudrais bien être chez nous ce soir.

Il me sourit, avec de ces yeux tendres, confiants, comme j'en voyais, de plus en plus, à l'usine.

— Ça dépend, mon camarade. On est tous inculpés de quelque chose. Ils peuvent nous faire réveillonner avec les chevaux de bois.

Il fait un grand oui, de la tête. Il attend. Il est devenu triste.

Ces boules de lumière neigeuse, au plafond, jusqu'au fond du couloir, on dirait qu'elles jaunissent, qu'elles se recroquevillent dans le silence et le froid. Ils sont derrière la porte. Les voix ronronnent, dans le petit musée. Mais voilà que la porte s'ouvre comme par surprise. L'esthète et l'image de Dieu plient un peu l'échine pour saluer Simpson et les autres. La lumière d'en face éclaire nos visages; on ne doit pas avoir bonne mine, à part Blin peut-être. A notre tour d'entrer chez le dentiste. Le petit ouvrier roule sa casquette dans ses doigts maigres; il s'est mis un peu derrière moi. Ça empeste le flic, le cuir décomposé, le caca. Comme on approche de la fin, ils ont laissé s'éteindre le godin. Il y a là-dedans un froid moisi qui colle à la peau, aux vêtements. Mais ça parle, dans un chic brouillard d'américaines; ça parle à travers Hélène. Ça montre de l'autorité, mais dans la manière à la bonne franquette; pas de chichis, je te cause comme je pense :

— A votre place, les gars, débite le faux témoin, je laisserais tomber. C'est bien joli de faire les zigotos, mais vous voyez les ennuis. Faites de la politique si vous y tenez. Vous voyez : je vous cause à cœur ouvert. Mais n'allez pas semer le désordre dans l'usine. Vous êtes licenciés, eh! bien, allez chercher du travail ailleurs. Je vais me montrer bon type : vous êtes libres. Vos affaires suivront le cours normal de la justice, ça va de soi. Vous irez bien sagement aux convocations du Juge d'Instruction, vous me le promettez? Quant aux nommés Heurteaux et Jabot, qui se sont dispersés dans la nature, dites-leur qu'ils ne perdent rien pour attendre.

Il y a un moment de silence; le cœur me bat; c'est que je suis libre. Être libre, c'est ne pas être en prison.

— Bon! fait Blin, si on m'avait dit ce qui m'attendait quand les Amerlos m'ont libéré à Buchenwald!

Il rit si sainement que le policier fait oui, de la tête; on connaît votre refrain, à vous autres. Ils se regardent pour rire. La main baguée se tend déjà vers un pardessus de peluche crème. C'est fini.



On a encore eu bien du plaisir à descendre des escaliers, comme pour des gens qui sautent de bicyclette, c'est devenu une terre nouvelle, de marcher. Mais, surtout, ce trottoir sale, le floc gras, poisseux, des semelles, la rue, les platanes mouillés, et puis, tiens! des boutiques qui vident leurs lumières et leurs marchandises sur le trottoir; des pyramides d'oranges et des lianes d'argent, dans les vitrines. Joyeux Noël!

— Tout de même bizarre, murmure Blin, qu'il y ait pas un copain à la sortie pour nous attendre.

— C'est pas tout ça, dit le petit ouvrier, en nous tendant les mains, une pour chacun. Moi, je tourne là. J'habite derrière les abattoirs. Salut, les copains, je file.

Heureusement, Blin rentre avec moi à Méville. Si l'autre m'avait invité à manger la soupe chez lui, ce soir, je crois que j'y serais allé.

— Tu penses, dit Blin, qu'ils ont dû faire des débrayages, des délégations, pour qu'on soit relâchés.

Il marche vite, les mains dans son cuir. Il a enfoncé sa tête dans ses larges épaules. Je me fais l'effet d'un môme qui trottine, à côté de lui. Ce qui me tracasse, c'est que l'autre nous ait quittés, comme ça, sans démonstrations. Au fond, cette journée n'a pas eu beaucoup d'importance pour lui; il rentre vite pour le Réveillon de ses gosses. Blin pense à voix haute. On croise des couples bras dessus-dessous; une bande de jeunes avec des bouteilles dorées. Il dit :

— Bon. Dans trois jours, meeting au préau de l'École Communale, pour la sortie des ateliers. Trois jours... Les affiches, les tracts, les prises de parole aux vestiaires... Ça va être dur, maintenant, pour les copains. Une section syndicale décapitée, une section du Parti en pleine débandade, plus de comité d'entreprise. Les coquins!

Il me prend par le bras et sa main me serre très fort. Je l'entends rire, sous son cache-col :

— Toi, toubib, tu vas voir demain, un prof' du lycée de garçons, c'est le responsable de l'Union Nationale des Intellectuels. Il faut faire un meeting pour toi. Ça va les brûler aux fesses!

Il rit, il crie : « Joyeux Noël! » à deux femmes en fourrures

qui ont les bras chargés de paquets. Il me semble entièrement débarrassé de toute haine, à côté de moi.

— Tu écris à ton Syndicat de toubibs, les médecins d'Usine. Tu écris à ton Conseil de l'Ordre. Oui, je sais, ça fait rien, il faut obliger ces petits cochons-là à prendre position. Et puis, tu vas talonner l'Inspection du Travail, avec nous. Les pauvres!

Les maisonnettes illuminées, le long de notre chemin, sont vivantes de gens, de tables servies. Un cinéma braque sur nous un gros browning de gansgter; sa sonnette grelotte; elle ne se tait qu'au tournant, quand on atteint les baraques de sinistrés et les tas de briques, bien réguliers. Son bras de cuir s'enroule autour du mien :

— Dis quelque chose, toubib. T'es pas content?

— Non, Blin.

— Tu vas retrouver ta femme. Il a dit ça, à mi-voix, sans oser.

— Ma femme... Je suis comme toi, ça ne marche plus très bien.

Il ralentit le pas. Voici les dernières baraques éteintes, les jardinets où brillent des lambeaux de neige, la nuit épaisse, sans lueurs.

— C'est pas de notre faute, toubib, si ta femme n'est pas d'accord avec toi ?

— C'est de la faute à personne, Blin. N'en parlons plus.

J'ai à peine pu sortir ces derniers mots. L'obscurité, libre, devant nous; la boue glissante, le premier vent de la mer.

— Laisse-moi. Je ne veux pas rentrer tout de suite. Je vais au cinéma. Je vais passer le temps, oui. Au revoir, vieux, à tout à l'heure. Au revoir !

. . . .

— Toubib! C'est lui, il est là! Je savais bien que tu étais dans ce cinéma.

Le visage blanc, aux rides épaisses, me regardait; il ne souriait pas.

— Ta femme est malade. Il faut venir, vite.

— Qu'est-ce qu'elle a, Blin? Qu'est-ce qui est arrivé?

Coincé entre Blin et le chauffeur; « bonjour camarade! »; il m'a tendu la main; je ne le connaissais pas. La camionnette a tourné. Les platanes, en face, étaient pleins de petits yeux éblouis. C'était la route, dans un déchirement de boue, un bruit d'arrosage qui donnait envie de dormir. Il a changé de vitesse. Il n'y avait plus que le chant des roues sur la route mouillée.

— Ils disent qu'elle a voulu se jeter à l'eau. Mais je crois pas.

Blin parlait. Sa voix était toujours celle de l'ouvrier de Paris, canaille, au fond.

— Non, a dit le chauffeur, c'est pas vrai, elle s'est pas foutue à l'eau.

— Tu connais, dit Blin, le marchand de couleurs qui est derrière l'église. Il est membre du Parti, il nous prête sa camionnette.

— J'étais en train de mettre ma dinde au four, dit l'autre, en essuyant son pare-brise.

Il avait une tête énorme, aplatie sur le dessus, en citrouille. Il serrait presque contre la vitre une petite bouche en œillet, comme s'il regardait avec. On était dans la campagne. De partout, le parfum de pommes pourries du cidre. Les grands ormes des fermes sortaient de la nuit, au passage, par bouquets.

— Elle est chez Maria, à l'hôtel de la Gare. Ils l'ont mise là, elle voulait pas rentrer chez toi.

— Une cigarette, Blin?

Il n'y avait que des ninas, ceux du marchand de couleurs, qu'il m'a jetés, sans lâcher la nuit des yeux. Je ne pouvais pas faire flamber ses allumettes; elles se cassaient, ou je ne savais plus me servir de mes mains, qui étaient très loin de moi, mortes, au bout des bras. C'est Blin qui m'a tendu le feu. Par-dessus les pommiers vides, à gauche, la lueur du phare de Sigon fauchait de grands espaces, d'un clin d'œil.

— Qu'est-ce qui est arrivé, Blin? Qu'est-ce qu'elle a encore fait, comme connerie?

— Elle a pas fait de connerie, dit l'autre. Elle a eu peur, elle est pas habituée.

— Qu'est-ce qu'elle a encore fait comme connerie?

Il a passé son bras sur mes épaules; j'ai respiré mieux. J'avais maintenant tout son côté droit pour m'accueillir.

— Dis pas ça, c'est pas juste. Elle est pas bien, tu sais. Burgot a accepté de venir; il a été très chic, paraît-il.

— Ça non! Je ne veux pas de Burgot dans mes affaires, je ne veux pas de ses services! Pourquoi avez-vous appelé Burgot, bon Dieu!

— Je t'ai dit que quand on l'a retirée de la mer, ils la croyaient morte, noyée. Il fallait bien appeler un docteur.

— Cette saloperie de Burgot, eh! bien, merde!

— Reprends tes ninas, dit Blin, ça lui réussit pas, de fumer.

Te fâche pas, reprit-il, on t'a pas dit que c'était de ta faute, si elle s'est jetée à l'eau. Laisse-moi causer.

J'avais envie de dormir, sur son épaule de cuir gelé, mais j'ai dû renverser la tête, pour cacher mes yeux. Je ne pouvais plus faire autrement que de savoir.

La route s'embourbait; il dut ralentir. La voiture, en tombant dans les trous d'eau, criait de toute sa vieille carcasse.

— On arrive, dit le chauffeur. Pas trop tôt! Ah! voilà les gens honnêtes qui sortent de chez M. le Curé. Il se mit à chanter : *Il est né, le divin enfant...*, avec une voix creuse.

Les ombres frileuses sortaient, une à une, brusquement, de la nuit, arrêtées sur le bord, pour nous laisser passer. Les yeux des enfants étaient éblouissants, comme des lapins surpris par les phares.

— Ce matin, il y a eu un gros débrayage à l'usine; des délégations sont montées à la Mairie, au sous-préfet. Ils ont voulu faire une prise de parole, sous le kiosque à musique. Ta femme était avec Maria et Marcel. Elle voulait pas rester seule. Les C.R.S. se sont amenés, en masse. Ils ont tapé, tu sais comment. Le cortège s'est reformé sur la route, près de Petit-Ville. Pas une délégation n'a été reçue. A la Centrale, on leur avait répondu qu'on était au secret; ils ont refusé les paquets, les couvertures que le Comité et le Secours Populaire envoyaient. Là aussi, les C.R.S. ont rappliqué. Ils ont cogné.

. . . .

— Qu'est-ce qu'elle faisait avec vous?

— Je vous ai dit, toubib; elle avait peur des Duclos, elle voulait pas rester seule; elle croyait qu'on allait vous tirer de prison. Elle voulait vous voir, quoi, c'est facile à comprendre! Ses sourcils s'étaient noués, son front fardé se plissait comme si une douleur le traversait : Pourtant pas dur à comprendre.

— Et après, Maria?

— Bon, après, c'est là qu'elle a lâché mon bras, comme si elle était en colère, tout d'un coup. Pourtant, je lui avais rien dit. Elle s'est mise à courir vers la mer, vers le goulet par où la mer entre dans le marais. Elle courait, elle courait, bon Dieu!

— Elle a eu peur?

— Peut-être. Les types criaient sur la route, tout à côté. Ils devaient être saouls. Des copains se battaient, en criant. Oui, ça

criait. Et ça cognait, aussi, bon Dieu! Ce qu'ils peuvent cogner, ces flics-là! Ils doivent être bourrés de vitamines.

— Après, Maria?

Elle recula jusqu'au lit de bois des enfants, contre le mur, face au lit-cage, et elle se laissa tomber :

— Vous savez, après, elle est entrée dans l'eau. Tout de suite, elle en avait au ventre. Elle se tenait la tête. Peut-être qu'elle pleurait ou qu'elle criait. Je pouvais pas entendre, parce qu'elle était tournée vers la mer. La flotte fait un tel bruit dans ce coin-là; les vagues, tout ça... Quand je suis arrivée, avec deux copines et une femme de pêcheur qui avait vu de sa fenêtre, elle a encore fait un pas. J'ai dû entrer dans le jus. C'était froid, merde! Mais, attendez, ça s'est pas passé tout seul. Les autres me tenaient, votre femme s'est mise à rouler dans le courant du bord, vers le marais. On avait bonne mine, toutes les femmes! Il y a des herbes, là, des roseaux, je sais pas quoi, on était emmêlées. On l'a rattrapée par un pied, on pouvait pas faire autrement, je vous garantis! On était trempées comme des soupes. J'aurais jamais pensé me baigner un soir de Réveillon!

Elle tenait le bras pour ramener à elle son paquet de cigarettes, puis, après une hésitation, elle le rejeta :

— Dites donc, si on faisait une tasse de café? Du vrai? Debout, elle se retourne vers moi : Vous avez mangé? Je vais faire un œuf sur le plat du Réveillon! Vous devriez donner le Thiazomide à votre dame; je crois que c'est l'heure.

. . . .

— Mais où sont nos affaires, Maria? Il y avait de la flanelle dans une des valises.

— Ça doit être chez les Duclos. On enverra Marcel les chercher, demain.

Elle m'a posé sur les genoux un plat d'aluminium tout chantant d'un œuf frit au beurre, un bout de pain, une tasse de café sur la table de nuit. Demain?

Je n'aurai plus de travail par ici, demain. Pas d'installation possible, avec, contre moi, la masse des confrères, le Conseil de l'Ordre Départemental. Et puis, pas d'argent pour ça, non plus. Les usines fermées, pour moi, particulièrement. Il ne restait plus qu'à rentrer à Paris, demain. A Paris, courir les agences, ou d'autres confrères, pour des quarts de remplacement à la gomme. Un dispensaire, à la rigueur, où on crèvera de faim. Mais, rien

que pour un dispensaire, une masse de démarches, coups de fil, cartes de visite apostillées, parlotes suppliantes avec des amis d'amis de mon oncle Louis. Et moi, les démarches... L'installation en province, la succession d'un vieux confrère usé jusqu'à la corde, eh! oui, tout de même, si je veux raisonner froidement, ça reste une perspective. Alors, pas de politique. En tout cas, pas de celle-là, hein : Heurteaux, le petit Marcel, Maria, Dolorès... Avant tout, demain, dès demain matin, trouver quelque chose à faire. Je ne peux pas vivre avec ma femme à leurs crochets.

Les deux coups amicaux de Marcel, sa tête aux cheveux noirs laqués; voici la glace en morceaux, dans une casserole.

— Un don gratuit du camarade Luquet, toujours lui. C'est la glace du mousseux.

Il passe d'un pied sur l'autre, en rigolant. Il ne me lâche pas des yeux. Je suis à lui. Son frère, c'est pareil, quoique plus réservé, plus distant.

— Ça tient toujours, l'invitation, en bas, vous savez. Y a Blin. Et une surprise. Heurteaux, en chair et en os, surtout en os. Déguisé en conspirateur.

— Ça va, Marcel, dit Maria, en renversant la tête, depuis le lit des gosses. Tu causes trop. Est-ce que les gosses dorment, en bas?

— Tu parles! Ils font une belote.

Son visage redevient sérieux, presque malheureux. Avant de fermer la porte, encore une fois :

— Comment va Madame Hélène, toubib?

Madame Hélène...

— Allez, ouste! dit Maria, en se mettant debout.

Le caoutchouc, noué d'une ceinture de tablier, ne fuyait pas. C'est en rabattant les couvertures que j'ai flairé l'odeur du sang, une odeur de chair dépecée. La culotte du pyjama en était pleine. Sur le drap, c'était déjà une tache grande comme les deux mains, un oiseau, une mouette rouge.

Ça s'aggravait. C'était bizarre, aussi, ce mal de ventre. On aurait dit qu'elle se doutait de quelque chose. Pour la première fois, elle a levé son bras vers ses yeux, en geignant, comme pour faire croire qu'elle avait mal à la tête, ou que la lumière du plafond la gênait.

— Otez les couvertures, Maria.

Ça n'avait plus l'air de couler, mais c'était un sang frais, riche, sous la lumière électrique, précieux.

— Je voudrais me laver les mains, Maria.

On aurait dit que je faisais exprès de répéter « Maria » à chaque fois; pour bien sentir qu'elle était là, mon secours. Quand je suis revenu, Hélène avait remonté son pyjama sur son ventre. Il a fallu presque lui faire mal, pour l'examiner. Dans un caillot, mes doigts ont touché quelque chose, une sorte de tige, ronde, plantée, dans le fond; je l'ai retirée, sanglante. A la lumière, une sonde. Non! Idiote, meurtrière, une pauvre aiguille à tricot, cassée par le milieu, enfouie dans un caillot qui gouttait, lentement, sur ses cuisses.



Le souffle bruyant de Maria remplissait la chambre. Peu à peu, pendant que je regardais le visage luisant de ma femme, la lampe électrique, sur nous, avait éclairé moins fort. Je me suis rendu compte que l'aube glacée suintait à la fenêtre, l'aube d'un mur, en face, léché par un incendie noir. La morphine l'avait endormie. Elle avait dû calmer les coliques, mais le sang coulait toujours un peu, par à-coups, dans la serviette. J'ai rabattu la couverture et je me suis levé pour éteindre. La pièce est devenue bleuâtre. Ce devait être une aube sans nuage. Son visage, sous la lumière froide, était très blanc, comme amaigri. Des tics agitaient ses lèvres. Elle rêvait peut-être, elle parlait. Puis, la plainte enfantine est revenue, plus forte aux contractions, une toutes les trente secondes, à peu près. J'ai commencé de parler à mi-voix : je ne veux pas que tu souffres. Je ne veux pas être responsable de ta souffrance. Je ne veux pas du malheur. Je ne veux pas de cette illumination de mort. Je ne sais pas ce qui nous est arrivé, je n'y comprends rien. Maria s'est retournée, enroulée dans son vieux pardessus noir; les membrures du petit lit en bois ont crié. De nouveau, j'ai entendu les plaintes, on aurait dit plus fortes. La serviette de toilette, maintenant, était pleine de sang; il sourdait à travers. Je me suis levé pour rallumer la lampe à alcool, faire bouillir de l'eau pour les bouillottes de grès, froides contre ses flancs. Le poêle était éteint, plus de bois.

— Maria.

Tout de suite, le visage tuméfié de fatigue m'a regardé, à travers les cheveux.

— Il faut demander la voiture de Luquet. On la conduit à l'hospice.

— Ça va pas?

Elle était debout, un peu titubante. Elle bâilla, jeta un coup d'œil sur ma femme, et elle est sortie sans bruit, en nouant une écharpe sur sa tête.

Je n'avais rien pour faire un tamponnement. Il n'y avait qu'à attendre que la voiture arrive. L'essentiel, maintenant, c'était de faire vite. J'ai touché son nez, son menton, ses lèvres agitées; ils étaient froids. La petite voix, du fond de la tête, s'est élevée : « Soif! » Il n'y avait qu'un reste de tilleul froid, que j'ai sucré très fort et que j'ai versé, gouttes à gouttes, entre ses lèvres. C'était une autre sorte de stupeur qui l'écrasait, avec des soubresauts dans ses membres. Sa tête a commencé de rouler sur l'oreiller, à chaque plainte. Tout son corps s'est mis à trembler de froid. J'ai jeté ma canadienne sur elle; je l'ai enroulée dedans, très fort; je l'ai tenue serrée entre mes bras, ma bouche contre sa joue, pour essayer de la réchauffer un peu. J'ai glissé mon bras sous ses épaules, pour qu'elle sente, à travers son évanouissement, que j'étais là, qu'il fallait qu'elle vive, qu'elle décide de vivre. J'ai arrêté le roulis de sa tête. J'ai pris sa tête entre mes mains et ma joue, avec son odeur acide de gibier à demi mort, à demi saigné à blanc. Son tremblement, au fond d'elle-même, était terrible, par moment. Un grand jour, une large lumière de matinée de printemps a fait son entrée. Même le mur calciné, en face, était inondé d'un bleu joyeux.

*
* *

— Ça pourra peut-être vous servir, dit Luquet.

Il mit sa main d'assommeur sur mon genou, avec chaleur. Le couloir était vide. Les dernières filles de salle avaient fermé la porte vitrée au fond, en emportant leurs seaux et leurs balais.

— C'est le Bazar de la Poste qui m'a raconté ça hier. C'est un R.P.F., mais c'est un bon type; il a des fins de mois difficiles... Elle est donc allée hier matin, quand on vous a arrêté, trouver la mère Facquier; le Bazar tient ça de la mère Facquier; ils sont du même bord. Elle a fait une scène terrible à la bonne femme, elle l'a traitée de tous les noms de la ménagerie. Il paraît que la vieille en pleurait, sur le comptoir du Bazar. Là-dessus, le père Facquier s'est ramené, et il s'est mis à faire un de ces baratins à votre dame, je ne vous dis que ça! Vous étiez la dernière des crapules, salarié

de Moscou, ni père ni mère. Il lui a déballé un dossier, un truc énorme, le fameux dossier dont tout le monde, le monde « bien », cause à Méville; des tas de preuves contre vous, un voleur, vous aviez volé des médicaments, je ne sais pas quoi... Votre dame était folle, c'est la vieille qui parle. Alors, tout le monde est parti à la messe, votre dame avec. La vieille l'a baratinée encore un coup; des trucs à elle, des trucs psychologiques, chacune à genoux sur sa chaise. Elle va sûrement ragoter maintenant que, sauf votre respect, c'est vous qui avez avorté votre petite dame. C'est votre grande spécialité, votre grand triomphe, l'avortement. Tous les toubibs communistes, ils sont comme ça.

On n'entendait plus rien. J'ai regardé la porte blanche à double battant. Il y avait bien une heure qu'ils étaient avec elle.

— Je ne suis pas communiste, Luquet.

Il se renversa en avant et ses deux pattes sur ses cuisses :

— Bon, et puis vous êtes l'amant de Dolorès. Ça crève les yeux. C'est elle qui vous embobine. Dans le fond, c'est ça, la grande explication, le grand boum. L'amant de Dolorès!

J'ai regardé le gros homme mouillé; la chaleur tropicale de ce couloir de chirurgie lui tirait des ruisseaux de sueur qu'il épongeait avec la manche de sa veste. Ses derniers mots m'avaient donné un grand coup sur la nuque, entre les épaules; j'avais presque du mal à respirer. Le froid qui vivotait en moi, depuis une heure, a éclaté, il m'a rempli jusqu'aux pieds; je me suis mis à trembler, sans pouvoir me retenir, même avec les deux mains serrées. Un bobard comme les autres. Non, quelque chose de très fort qui m'a vidé de toute parole. En hésitant, j'ai voulu appuyer ma tête sur le mur, mais il était trop loin; j'ai cru que j'allais tomber dans le vide. Je me suis rassis droit; j'ai dû me tenir pour ne pas tomber en avant. La première chose qui m'est revenue, ç'a été le visage affectueux de Dolorès, avant sa blessure; cette tendresse à n'en plus finir, une guirlande de petites fleurs sur sa dureté de fille. A haute voix, j'ai dit : « Hélène »; mais c'était une autre voix que la mienne; une voix étranglée, au-dessus de ma tête, loin des oreilles. Plus haut, j'ai forcé la voix à crier : « Hélène ». Le cri a couru, dans le couloir vide, il est revenu, il s'est dissipé vers le plafond. La grosse patte brûlante me secouait par le genou :

— Alors, toubib? Et alors?

A ce moment, la porte à double battant s'est ouverte; une infirmière à reculons tirait le chariot. D'autres infirmières, des

silhouettes blanches, ont regardé. Il y a eu tout d'un coup beaucoup de monde dans le couloir. L'odeur d'éther et de goménol a tout rempli, le couloir, mes yeux, mes oreilles, mon ventre, mes mains. Cette inconnue, à la renverse, emmaillotée, vomissant l'air et la salive, plus blanche que le drap, qui passe, sur les roues de caoutchouc, dans ce brimbalement métallique du chariot, c'est Hélène, vivante.

L'interne fume; il a sa blouse ouverte sur sa poitrine de type musclé. Comme il a l'air de vouloir parler, je me suis levé. Le visage de Dolorès se lève. L'interne crache la fumée vers la lampe électrique.

— On a fait ce qu'on a pu. Ce n'était pas brillant. Hystérectomie... Maintenant, ça va aller, je crois.

Il me regarde encore; il doit voir un avorteur; c'est toujours le soupçon, chez les chirurgiens, dans ces cas. Le chariot repasse, les draps en tas, dans la même puanteur. Luquet tousse, derrière moi.

— Ça ne sert à rien de rester, dit l'interne. Le patron vous verra demain matin. Téléphonez ce soir, si vous voulez.

Je serre sa main moite; il rit, il fume, il prend une infirmière par le bras; plus personne.

— Toubib? Eh! toubib?

Je marche à côté de lui.

— Nom de Dieu, quelle chaleur!

Il s'évente avec un grand mouchoir blanc. Ça fait, à mes yeux, une lumière qui s'allume, qui s'éteint.

— Le cœur me tourne, cette saloperie d'odeur. Depuis la guerre.

Il faut que je supprime, peu à peu, par morceaux, le visage amusé, vu de trois quarts, immobile devant moi, la pupille noire au coin de l'œil, la pointe du sourire retroussé, le beau visage de Dolorès. Hélène ne doit pas être si loin, si profonde, dans l'épaisseur du souvenir. Par exemple, Hélène chez le couturier, dans les débuts, quand je prenais un si grand plaisir à lui acheter tout; en tailleur bleu, emprisonnée avec moi, entre les trois panneaux d'une glace; la toute nouvelle Hélène.

Ce jour qui fait crier les yeux, c'est le ciel de printemps, un oiseau bleu perdu en plein hiver. Il faut que je me cache les yeux. Il bat de grands coups d'ailes bleues, précipitées; il me fait crier de douleur. Qu'est-ce que c'est que ce ciel, qui lave d'une lumière vivante les murs de brique de l'Hospice, la charpente des auvents,

les ardoises, les fusains à demi morts, les gazons, le porche, Maria, Marcel, le petit frère...?

— Alors? Alors?

— Ça va, dit Luquet. Le chirurgien a dit que ça allait. Mais d'où c'est que vous sortez, vous autres?

— On est venus..., dit Maria.

— On va attendre un petit peu Blin. Il est monté prendre des nouvelles de Dolorès, a ajouté Marcel.

Hélène arrive à rester un peu. Je la maintiens, debout, face à moi. Je redresse sa tête blafarde qui tombe toujours de côté, comme une poupée de sciure.

— Le voilà! crie Marcel.

Il agite ses bras; il remue le soleil, la lumière.

— Ça va, dit Blin, essoufflé. Il m'embrasse, comme si c'était l'habitude. La surveillante a pas voulu que je la voie. Elle parle, à ce qu'il paraît; elle mange, elle a très mal à la tête, depuis la trépanation. Il se tourna vers moi, dans la rue endimanchée d'un printemps tout neuf : Et toi?

— Ça va, répète Luquet.

Il lui donne des explications. Marcel a pris le bras de Maria, devant nous, sous les platanes, dégouttant d'eau claire. Marcel rit aux éclats. Son petit frère lui sourit; le ciel propre lui éclaircit les yeux. La rue s'élargit, elle se divise; on tourne à droite, vers encore plus de lumière.

Jacques CERVIONE.

Étiemble.

NOUVELLE DÉFENSE (MAIS NON POINT ILLUSTRATION) DE LA LANGUE FRANÇAISE

II. — Le français dans le Proche-Orient

Tous les Européens non prévenus qui débarquaient en Égypte ces dernières années, ou à Beyrouth, s'étonnaient (pour s'en féliciter, Français; Anglais, pour s'en irriter) de lire un peu partout des enseignes en notre langue. Entraient-ils dans un magasin, c'est en français d'abord qu'on leur adressait la parole, sauf s'ils portaient l'uniforme d'une armée anglo-saxonne. Voici donc sévir l'idée simple, consolante : le français règne au Proche-Orient; nos excellents alliés britanniques ont respecté ces accords de 1904 aux termes desquels, pour avoir « les mains libres » au Maroc, nous laissions au Sirdar « les mains libres » en Égypte, à charge pour celui-ci de sauvegarder là-bas nos « intérêts culturels ». Ah! pour ces messes consulaires, les Anglais ont joué franc-jeu; ils ne nous ont pas encore disputé cet anodin privilège; mais, dès qu'on organisa en Égypte des universités que nous dirions laïques, indépendantes de l'Azhar, messieurs les Anglais se réservèrent l'enseignement supérieur de la médecine, des sciences et des techniques (ce qui leur imposait d'incidemment expliquer aux étudiants que Pasteur ne connaissait rien, ou si peu, à la biologie). Afin de pouvoir suivre les cours des facultés, les jeunes gens formés dans les écoles égyptiennes devaient donc choisir l'anglais comme première langue. Durant mon séjour au Proche-Orient, j'observai que presque tous les bacheliers qui sortaient de l'enseignement égyptien avaient opté pour l'anglais. Ceux-là seuls se résignaient au français qui désiraient l'enseigner ou qui se destinaient à la diplomatie. Mais le nombre des élèves allait décroissant et le jour approchait, quand je quittai l'Égypte, où, faute

d'étudiants, on ne pourrait même plus gagner sa vie comme professeur égyptien de langue française. En ce temps-là, je croyais encore à notre gouvernement, à la IVe République; j'allai voir des gens « importants » et leur remis, entre autres, un mémoire sur la question, avec des chiffres effrayants. (En ai-je écrit, des mémoires, de 1944 à 1948, sur les questions que je croyais de ma compétence? On me répondait que la patrie avait l'œil fixé sur moi; derrière mon dos, on se gaussait de ma naïveté, on pestait contre le benêt qui croyait encore qu'on pût faire quelque chose : j'en sais qui m'ont reproché d'avoir créé en Égypte un ciné-club : pensez donc, moi parti, il fallait de temps à autre aller dédouaner un film : autant de temps volé sur les coquetèles et le Sporting!)

Oui, aux pires moments, je n'ai jamais cessé de juger qu'on pouvait et devait défendre au Proche-Orient l'avenir de notre langue.

Lorsque Taha Hussein, l'actuel ministre du Savoir, créa en 1942 l'université Farouk Ier d'Alexandrie, il se proposait (j'en avais conscience et il ne le cachait pas) une « reconquista » sur les langues européennes : il s'agissait pour lui d'imposer à la ville par vocation cosmopolite la reconnaissance de l'arabe comme langue officielle. Et plus d'un « bon » Français de crier à l'assassinat : on voulait lui arracher la langue toute vive.

Durant la guerre contre Israël, un décret ordonna de traduire en arabe les enseignes de tous les magasins [1]; toutes les comptabilités devaient déjà se dresser en deux langues, dont l'arabe. Il fallait alors entendre les Européens! Comme si les ressortissants polonais qui résident chez nous protestaient parce que les formules de mandat aux bureaux parisiens de poste ne sont pas rédigées en langue polonaise! Pour moi, je l'avoue, j'aimais que le monde arabe essayât de restaurer la dignité de son langage, et qu'il imposât à tous les licenciés, diplômés de ses facultés, la connaissance au moins *élémentaire* de l'arabe!

Bien mieux, depuis que j'ai vécu au Proche-Orient, il m'apparaît que le maintien là-bas de nos points d'appui, dans l'ordre de la culture, dépendait strictement des progrès de la langue arabe. Aussi longtemps que les Anglais imposeraient leur loi dans l'enseignement supérieur et tâcheraient de maintenir l'arabe au rang de parler subalterne, que pourraient contre eux les Français? J'esti-

1. Naturellement on n'exigeait de personne qu'il effaçât le français, le grec, l'anglais ou l'arménien de son enseigne.

mais en revanche que la renaissance arabe ne pouvait que favoriser notre cause, dans les pays du moins qui ne souffraient pas directement de nos colons, de nos sous-offs et autres messagers bottés. Quelle meilleure parade, en vérité, aux attaques de l'anglais, que l'appui donné par l'Égypte ou la Syrie à la diffusion des autres langues? Aussi ne m'inquiétais-je guère, en 1947, ou 1948, lorsque des esprits un peu vifs, excités par la guerre et les proscrits d'Afrique du Nord, proposèrent de réduire encore la part déjà exiguë que faisait au français l'enseignement secondaire égyptien [1]. Et puis, j'avais lu dans l'*Ahram* la réponse à ces exaltés, par Me Abou Mohammed el-Chami :

« Il est question, à l'heure actuelle, au Ministère du Savoir, de réduire dans nos écoles le temps accordé à la langue française. Bientôt, cette langue internationale ne sera accessible qu'aux fils des classes aisées. La grande majorité du peuple en sera privée. C'est un danger redoutable. Tout ce que nous avons à notre disposition, nous autres Orientaux, comme livres de science, de droit, d'économie, de sociologie ou de littérature, ce sont livres français traduits en langue arabe. » Me Abou Mohammed el-Chami concluait : « La suppression ou la réduction de l'enseignement du français serait une perte irréparable. » Telle en Égypte l'influence de l'*Ahram*, que j'augurai bien de cet article. Vers le même temps, le *Mussamarat el-Gueb* demandait leur avis à Mme Dorreya Chafik et au Dr Taha Hussein. Docteur ès lettres de Sorbonne, Mme Dorreya Chafik plaida pour l'enseignement du français, mais en jouant d'un motif que je n'attendais pas : « N'oublions point la parole du Prophète. *Connaître la langue d'une nation étrangère c'est se mettre à l'abri de son hypocrisie* ». Tous les Français qui ont vécu en Égypte ont lu ou vu le magazine qu'y publie Mme Chafik, et qui fait à notre culture une place privilégiée. Je la soupçonne donc — elle ne m'en voudra pas — d'avoir choisi cet argument pour ce qu'il avait alors, et malgré les circonstances, d'irréfutable. Qui voudrait contester la parole du Prophète?

Quant au Dr Taha Hussein, alors cassé de tous ses grades comme opposant, il affirma que la réduction du temps accordé aux langues étrangères « menaçait gravement la culture et la vie même » de son pays. « La langue arabe évolue et se perfectionne », disait-il, « mais elle n'a pas atteint le niveau d'une langue internationale

1. A distinguer de l'enseignement secondaire que donnent la Mission laïque et les missions religieuses.

dans les sciences, les lettres, la politique et l'économie ». Fort éloigné de vouloir réduire le temps donné aux langues européennes, le Dr Taha Hussein demandait que l'allemand, l'italien, le russe et l'espagnol fussent enseignés, eux aussi, dans les écoles secondaires : car « si nous voulons réellement l'indépendance, il nous faudra interdire à quelque nation que ce soit d'accaparer ce qu'il y a en nous de plus essentiellement humain, c'est-à-dire l'esprit, le cœur et le goût ». « Voyez, gémissaient les éternels « bons » français, il charge à fond contre notre pauvre langue ». Impossible de leur faire comprendre que, si le français jouissait en effet de privilèges certains par rapport au russe, à l'espagnol, à l'italien, la menace de « colonisation culturelle » contre quoi Taha Hussein proposait de réagir ne pouvait venir que du côté anglais. « Sachez donc lire entre les lignes », leur disais-je. Contre l'envahissement de l'anglais, qui s'est installé au cœur du monde arabe, dans toutes les facultés, l'Égypte bientôt devra recourir au français.

Or, Taha Hussein étant ministre du Savoir, je viens d'apprendre que le français va désormais être enseigné comme première langue, au même titre que l'anglais, dans les écoles secondaires égyptiennes. On nous réclame cette année une centaine de nouveaux maîtres. Je sais aussi que le gouvernement syrien, qui voulait fermer nos écoles après que les Anglais nous eurent séduits à bombarder Damas, a signé avec nous des accords libéraux, sitôt que nous avons renoncé à faire entrer nos idées, par balles de mitrailleuses, dans la tête des Syriens. Le Liban chrétien, c'est connu, reste ami de notre langue. Si donc nous restituons aux peuples d'Afrique du Nord les quelques droits qu'à si bon droit ils nous réclament; si par là nous prouvons aux pays du Proche-Orient que nous comprenons les besoins du monde arabe, et nos devoirs d'humanité, la faveur du français va redevenir grande, qu'un instant on put croire épuisée aux Echelles du Levant.

Car notre langue, qui n'est pas la seule à s'y parler, y garde, malgré l'influence que j'ai dite de l'anglais et *du fait de la renaissance arabe*, un prestige sans proportion avec la force économique dont nous pouvons la soutenir : c'est en vain que les Anglais ont essayé d'imprimer en Égypte des revues littéraires. Non pas que le livre anglais, américain, se vende mal. Tant s'en faut. Il tend à l'emporter sur le nôtre, pour l'instant, parce que, depuis quarante ans, les professions libérales d'Égypte sont volontiers exercées par des gens dont les Britanniques se sont réservé la formation intel-

lectuelle. Aussi longtemps que les sujets de Sa Majesté conserveront le privilège de former en leur langue les savants, les médecins, les techniciens d'Égypte, aussi longtemps qu'à cette masse considérable nous n'opposerons que les fils de grandes familles, les juristes, les gens sortis de nos missions, religieuses ou laïque, des établissements grecs ou de ceux de l'Union Juive, nous ne pouvons espérer que modestement nous maintenir. Mais un siècle et demi de familiarité, de grandes fondations, des œuvres importantes entreprises en commun, en commun menées à bien, nous permettront pour un temps de sauver par la littérature des positions que notre zèle, notre habileté, notre persévérance devraient pouvoir étendre et renforcer (puisque, ce faisant, nous aiderions le monde arabe à se débarrasser d'un *impérialisme* culturel qui le gêne, celui de l'Angleterre et des Yanquis).

Au mois de mai 1946, M. Kuentz et Mme Jeanne Kuentz Arcache organisèrent dans les salons de l'Institut Français d'Archéologie orientale, une *Exposition du Livre Français en Egypte.* Il en existe un catalogue, composé pour l'occasion dans les ateliers de l'Institut, cette imprimerie Nationale d'Outremer. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un inventaire « exhaustif » de la production littéraire et scientifique en langue française, — inventaire qui se prépare —, le catalogue ne comporte pas moins de 204 pages. Depuis les proclamations que Bonaparte fit imprimer sur le vaisseau qui l'amenait, depuis le *Courrier de l'Egypte, VI*^e^ *année de la République* jusqu'au catalogue de l'exposition André Gide (1946), jamais le français n'a cessé de jouer, dans la culture égyptienne, un rôle singulier. Ni le fiasco militaire de Bonaparte, ni l'Angleterre ensuite et jusqu'à ces derniers temps « protectrice » de l'Egypte, n'ont pu ruiner là-bas une influence qui ne peut s'expliquer que par des sympathies et des affinités. Bien que le British Council jette sur le Proche-Orient huit ou dix fois autant d'argent que nos Relations Culturelles, des groupements aussi pauvres, aussi indépendants que *Les Amis de la culture française en Égypte*[1] ou *Les Amitiés Françaises*, rassemblent, quand ils s'en donnent la peine, presque tous ceux pour qui comptent les lettres, les arts, et l'humanisme.

1. Sous le titre : *Les Amis de la culture française en Égypte* (1925-1945) les éditions Horus ont publié en 1945 le catalogue des manifestations organisées durant vingt ans par M. Morik Brin.

*
* *

Avant de vivre en ces pays, certes je ne soupçonnais pas que le goût du français y entraînât le plus souvent une intarissable graphomanie : poèmes, roman, théâtre, essais. Bien sûr, l'ensemble ne vaut pas grand chose; mais, je vous prie, sur les 13.000 ouvrages chaque année publiés en France, combien mériteraient de l'être, j'entends parmi les poèmes justement, les romans, les essais, les pièces de théâtre? Combien survivent à l'année? à la décade, combien peu? au siècle, combien moins! Pour que vive une langue, pour que naisse un bon écrivain, il faut beaucoup de médiocres. Pour faire un Valéry ce n'est pas trop de trois cents Géraldys. Bénissons nos Henri Bordeaux, nos Pierre l'Ermite et nos Raymonde Machard : ils nous ont donné Proust, ils nous préparent ce très grand romancier qu'ils seraient assurément incapables de reconnaître, et que pourtant, à leur insu, ils engraissent de leur fumier.

Il en va de même en Egypte. On y écrit beaucoup — Fort bien — Très mal! — Tant mieux, puisqu'en quelques années j'y ai pu connaître une dizaine au moins d'écrivains qui méritent notre attention.

Et j'omets ceux qui, comme Jeanne Arcache, E. J. Finbert. Arsène Yergath depuis longtemps connus en France étaient déjà cités dans l'article de Georges Meyer sur le *mouvement littéraire en Égypte*, (*Le Temps*, 29 septembre 1937), ou dans la thèse de Marguerite Lichtenberger sur les *Écrivains français en Égypte contemporaine* (1870 *à nos jours*) [1]. J'omets Out el Kouloub à qui des préfaces signées d'illustres noms (Morand, Maurois, Tharaud) assurent depuis des années le public qu'elle mérite [2]. J'omettrai même la pauvre petite Michèle Chedid, ce « grand » écrivain libanais de quatre ans, que *Paris-Match* d'un seul mauvais coup porta d'emblée à la notoriété.

Mais je dirai quelques mots de quelques-uns de ceux qui, tout seuls, malaisément, illustrent là-bas et défendent notre langue. Si l'écrivain arabe, comme naguère après Bishr Farès je le disais en ce lieu, se heurte au Proche-Orient à de sévères obstacles, et de toute nature : linguistiques, religieux, politiques, sociaux, ceux

1. Leroux, 1934. Voir notamment les pp. 172-178.
2. *Harem*, *Zanouba*, etc., Gallimard.

que rencontre un écrivain de langue française (linguistique mise à part) restent les mêmes. Un chrétien tel que M. Bishr Farès a pu écrire un savant essai sur une miniature de l'école de Bagdad, inconnue des orientalistes; elle représente le prophète devant le préfet et l'évêque des Nasrani, au cours de la *mubahalla ;* il a pu démontrer que très tard encore des artistes musulmans représentaient le visage de Mahomet. Reste qu'il sait où il convient de s'arrêter. Un écrivain chrétien « peut à peine toucher à des sujets concernant la religion musulmane ». Ajoutez le « puritanisme littéraire » du Proche-Orient, qui rappelle, à certains égards, celui de l'Angleterre victorienne. « Quant au communisme nul n'oserait en énoncer les principes [1] ».

On ne s'étonne donc pas si la plupart de ceux qui, au Proche-Orient, s'expriment en français doivent réduire à peu de chose leur ambition, ou dissimuler sous un lyrisme abscons ce qu'ils tiennent pour des audaces. Encore convient-il de préciser qu'en un sens ils sont plus libres que l'écrivain arabe : s'adressant à un public numériquement négligeable, riche, cosmopolite, qui peut se procurer toutes sortes de livres importés de France et d'ailleurs, les écrivains de langue française jouissent d'une tolérance, dont j'ai pu durant la guerre, et sous le régime de la loi martiale, apprécier l'élasticité. Je me sentais, en Égypte, plus libre que jamais je ne fus aux Etats-Unis. J'y publiai plus d'un texte que jamais je n'aurais pu faire imprimer à Chicago, ni à Niouyorque. Alors qu'au paradis de la « liberté » on m'a toujours, à mon insu, édulcoré mes articles, je publiais en Égypte et dans ma langue tout ce que j'avais envie de dire.

Pourquoi donc les écrivains de langue française, quand ils publient au Proche-Orient, semblent-ils perdre ces qualités justement qui leur font choisir de s'exprimer en notre langue? Parce qu'ils n'écrivent que pour une société de marchands riches et d'oisives, parasites d'un pays dont elle veut ignorer la vie et les problèmes? Parce que, vivant loin de Paris, ils s'attardent à démarquer Samain, ou bien, dans leur souci de rester « à la page », refont sans se lasser du sous-Breton, du sous-Pierre-Jean-Jouve? Parce que la politesse orientale les rend excessivement vulnérables à la critique? (Je me suis brouillé avec un ou deux de ceux

1. En 1937 paraissait pourtant au Caire, en arabe, un *Staline* de Mohammed Subayih Abd el-Kader.

que j'estimais le plus : les estimant, j'estimais devoir leur dire ce que je pensais de leurs livres). Parce qu'au meilleur écrivain cairote le public « local » (comme on dit là-bas) toujours préférera le plus mauvais boulevardier? Toutes ces raisons, d'autres encore, m'expliquent ma gêne devant des œuvres dont j'ai connu, apprécié les auteurs.

On m'assure que Pierre Jean-Jouve tient en particulière estime l'auteur du *Désert dans la porte céleste* [1], le poète Henri El Kayem. Comme Pierre Jean-Jouve ajuste son admiration à celle qu'on lui accorde, je ne suis pas surpris d'un sentiment que je n'ai jamais partagé. Henri El Kayem a pourtant écrit deux bons vers dans sa vie; ce n'est pas rien, il me semble. Inédits en 1948, je lui laisse le soin de les publier ou de les tenir secrets. Mais, dans le *Désert*, je ne vois qu'éléments précieux d'un poème toujours absent; tout cela tournant confusément autour de la femme, de la mort et du péché, car l'auteur mêle curieusement à l'amour de Charles Maurras, la peur de l'enfer chrétien. *Damnation toujours là*, c'est le titre d'un morceau.

vos aisselles
votre sexe, repaire de l'angoisse
du créateur
naissance du péché et des images de l'homme.

On voit le style, ou plutôt : le refus de l'écriture et de la forme poétique.

Plus élaborés, les textes de Michel Fardoulis Lagrange et de Mounir Hafiz; extrêmement raffinés, même; jusqu'au subtil; mais avec toujours ce je ne sais quoi de tarabiscoté, de chantourné, dont je me demande si l'intelligence et la ruse n'y ont pas autant de part que l'émotion ou la vision naïves. Ah! cette peur du lieu commun, que de talents elle nous gâche. Celui, par exemple, d'Edmond Jabès. Depuis les *Arrhes poétiques* qu'il nous avait versées naguère, il a certes progressé. Une orageuse amitié avec Max Jacob, qui fut prodigue de conseils, et de bons, le conduisit à plus de simplicité, à ses récentes *Chansons pour le repas de l'ogre* [2] dont une ou deux sont gracieuses, mais presque toutes gratuites. Il s'agit d'histoires un peu fofolles, de trois morts, trois

1. G. L. M.
2. Pierre Seghers. Je n'ai pas reçu la *Clef de voûte* qu'il vient de publier, je crois, chez G. L. M.

petites vieilles, trois poupées de sucre, trois éléphants rouges, etc... Il y en a toujours *trois*, de choses.

On est né par erreur

ainsi commence la *chanson de la porte étroite*. Ce « néné » m'a découragé; je n'y peux rien : j'entends les mots. Un poète doit les entendre mieux que moi.

Si donc ici j'avouais mes préférences, ce seraient : Georges Henein, et Georges Schehadé. Voilà douze ans au moins, dans *la Nouvelle Revue Française*, Gabriel Bounoure annonçait chez nous la naissance d'un beau poète, Schehadé le libanais. Je n'aime pas du tout *Rodogune Sinne*, ce « roman » écrit « au sortir du collège » quand, « pigeonnier de mots, de tourterelles », Schehadé se laissait recouvrir par les excréments chauds de son vieux colombier. Voici le procédé, pour moi si clair, que je m'étonne qu'il ait pris : « La Province buvait à travers mes chaussures l'eau des bénitiers et des clairons espionnaient les amateurs de dictées paysans qui poussaient leurs armoires jusqu'à la plage », « l'auberge habitait un cheval carmin ». Eh bien, non! je ne marche pas.

Les *Poèmes* I, II et III [1] sont de meilleur aloi. La fausse et si perverse innocence de *Rodogune Sinne* enfin le cède à la fraîcheur. Ceux-là n'en douteront jamais qui connaissent et (comme je fais) aiment Georges Schehadé : sa nature est d'un poète. Ses poèmes, pourtant, sont imparfaits. A les lire, j'ai le sentiment que chacun des morceaux dont ils sont constitués fut élaboré chacun pour soi; souvent tel ou tel me paraît beau, joli, bouleversant. Trois ou quatre poèmes exceptés, j'en suis encore à m'interroger sur les raisons de leur agencement. Parfois je parviens à deviner que Georges Schehadé découpe sa prose en groupes de mots taillés selon les lois de la grammaire:

Sur une montagne (complément circonstanciel de lieu)
où les troupeaux parlent avec le froid (proposition subordonnée relative)
Comme Dieu le fit (proposition subordonnée — de comparaison ?)

Ne suis-je pas en droit d'exiger autre chose encore? Quel dommage qu'on ne me l'offre pas, car dans *la Mort de M. Bob'ble*, que naguère publiait l'*Arche*, le poète nous donnait la mesure de ce qu'il peut produire en s'imposant les disciplines que la scène

1 G. L. M., qui annonce *Poésie Zéro*.

requiert de ceux qui veulent y monter : et d'abord, un langage tel qu'il puisse être compris de ceux qui, normalement intelligents et attentifs, écoutent une tragédie, ou un opéra-bouffe.

Georges Henein pourtant, qui fut et reste l'animateur des manifestes ou manifestations surréalistes en Egypte, c'est lui je crois que je préfère, à cause de certains brefs fragments, ce *portrait partiel de Lil* par exemple, où le surréalisme est comme dominé par une conscience plus forte (est-elle involontaire?) que la volonté d'inconscience.

Est-ce un hasard si Georges Henein, justement, ne se borne pas à des poèmes anodins, amoureux, ou abscons; s'il est aussi l'auteur d'essais et de pamphlets — injustes très souvent, mais qui du moins compromettent celui qui les signa (serait-ce sous le couvert de pseudonymes qui n'ont jamais trompé personne). Non, car de tous les écrivains égyptiens actuels, c'est Albert Cossery qu'à juste titre (en un sens) on connaît le mieux chez nous, celui précisément qui ne se borne pas à bizarrement grouper des mots, *pour* ne rien dire de très grave. Non pas que, dans ses romans, il ait fût-ce effleuré le sujet dangereux par excellence : le fellah, ses mœurs, sa condition. Cossery, qui parle arabe, ne connaît pas les fellahs. Il vivait au Caire, avant de venir en France, et fréquenta les pauvres gens des bas quartiers. C'est là qu'il a trouvé ses *Hommes oubliés de Dieu*, cette humanité larvaire, qui méprise la condition dure en effet, inhumainement dure, du fellah, et qui choisit de croupir dans les caniveaux. La *zone* de Paris, Lambeth, Alexanderplatz, la Bowery de New York, le quartier Cicero à Chicago, autant de lieux où j'en ai vu, à ma honte toujours renouvelée, des hommes oubliés de Dieu et des hommes. En cinq brèves histoires, Cossery évoque une *zone* inconnue aux Français. Voici le facteur qu'on chassait quand il apparaissait rue de la Femme Enceinte : on jalousait son uniforme... mais quelle vengeance le jour où l'infortuné raconte au repasseur en faillite tous les secrets du quartier! Lui seul sait lire le courrier qu'il distribue. Il y a aussi Faïza, la jeune fille sensuelle, qui finit par comprendre Mahmoud, son amant le hachache : « Et puisque tu ne peux pas vivre sans hachiche, je t'en apporterai. Qu'Allah te pardonne! » Il y a le coiffeur qui a tué sa femme et grâce auquel Chaktour le ferblantier comprend le destin de l'homme (non sans l'intercession des petits balayeurs que brime le gendarme Gohloche). Il y a beaucoup de pauvres êtres qui tâtonnent. Cela tient des mimes d'Hérondas,

de l'Opéra de quat'sous, de la cour des Miracles, et pourtant c'est ça : c'est du Cossery, qualités et défauts.

Si l'artiste est celui qui se fait (ou subit) un univers hallucinant et personnel, Albert Cossery est un artiste. Ce n'est point un monde gai que celui de cet écrivain. Mais qui dira gaie la condition de ceux qu'il peint? Apre, désespéré-désespérant, c'est le lot des hommes oubliés. Pas un sourire, pas une joie pure. M. Cossery broie du noir avec talent. Il a passablement stylisé le langage de ses larves. Plusieurs de ses nouvelles sont assez bien tissues. On voudrait que toutes le soient et qu'il ne se bornât point, çà ou là, à des notations lâchement nouées et groupées selon l'esthétique — si l'on ose dire — du réalisme socialiste. Ce défaut l'a servi et lui valut en France la faveur d'Aragon, les feuilles du Parti (ce qui nous amusait, nous autres *baladis*[1], qui connaissions le Cossery!); aux États-Unis, l'enthousiasme démesuré d'Henry Miller : « Cossery, mais c'est Tolstoï + Dostoïevski! »

Voilà bien desservir un écrivain qui avait encore à presque tout apprendre : je crains qu'il ne refuse désormais les conseils qu'on se permettait de lui offrir au Caire, et qu'alors il jugeait acceptables. Car je ne sache pas qu'il ait récrit, comme il me l'avait dit, sa *Maison de la mort certaine*. A-t-il même corrigé ses *Hommes oubliés de Dieu?* Et pourtant, la langue y est fort inégale; souvent verveuse, elle a tendance à se boursoufler d'adjectifs et d'adverbes : « essentiellement vains », « nettement élémentaires »; et voici « le troupeau infect des ignorants », de ceux qui n'ont point une « place prépondérante et distinguée », mais plutôt une « inconvenance particulière et très significative ». Que diable signifient des « principes en dehors de la réalité existante », des « mouvements en dehors de l'existence »? Une ou deux fois il écrit « eut » pour « eût » (p. 27, 36). M. Cossery a grand besoin d'être sévère envers soi-même, car la *Maison de la mort certaine*, loin de marquer un progrès, contenait des fautes plus nombreuses et plus graves. Comme je n'ai pas vu ses *Fainéants dans la vallée fertile*, je suspends mon jugement. Mais je regretterais que tant de dons se corrompissent et que, fort de ce manichéisme simplet qui lui assure pour un temps le soutien du Parti, M. Cossery ne se résignât à écrire en charabia.

Que citer encore, en Egypte? Des essayistes, ah oui! Edgard

1. Un *baladi*, c'est quelqu'un du village, un « pays », quoi !

Forti, qui durant la guerre de 1940 publia un *Tableau de la littérature contemporaine, suivi d'un tableau de la philosophie contemporaine et d'un essai sur Proust et Bergson* [1]. Bien qu'il se soit laissé un peu contaminer par les idées courantes, qu'il décèle chez Proust un bergsonisme que tous y voient mais qu'en vain j'ai cherché et que Proust avouait n'y avoir jamais mis, Edgard Forti nous offre un manuel, sommaire sans doute mais fort supérieur à celui de M. Baldensperger. Apollinaire et Max Jacob occupent chez lui le rang d'estime que Baldensperger n'accorde qu'à Daniel-Rops et Robert Brasillach.

Emile Simon, que je n'oublie pas, dont Gallimard a publié *Patrie de l'humain* et va donner une *Métaphysique tragique*. Angoissé, amer, romantique et romanesque, le diriez-vous tel quand vous lisez, dans une langue harmonieuse et pure, ses études sur l'œuvre d'Arland, l'esthétique de Gide, ou celle de Valéry? Déchiré entre sa nature, qui le jette vers les surréalistes égyptiens, et cette éducation qu'il reçut (elle lui enseigna la discipline la plus stricte) le verrons-nous en France enfin s'épanouir? Je le souhaite, car je connais peu de gens, au Proche-Orient, qui possèdent à ce point le sens du style, et le respect du travail professionnel.

Naguib Baladi enfin. Après un savant ouvrage sur *La pensée religieuse de Berkeley*, thèse principale d'un doctorat d'Etat qu'il passait naguère en Sorbonne, Naguib Baladi publiait les *Constantes de la pensée française* [2]. Ce livre obtint le prix Wacyf-Ghali, de l'Association France-Égypte. Autant que *Patrie de l'humain*, mais bien différemment, il manifeste une connaissance achevée de notre langue, un long usage de la pensée française. Je ne suis presque jamais d'accord avec un essai où je sens partout présent, partout latent, le curieux besoin de mettre à jour dans les philosophies les plus dégagées, semble-t-il, de la vie religieuse, comme une laïcisation de thèmes catholiques romains. Dans la mesure où il y a une pensée catholique, distincte des spasmes de la foi, cette pensée ne peut pas ne pas se poser certains problèmes qui, proprement philosophiques qu'ils sont, se posent à toute pensée, laïque ou religieuse. Si j'avais moins longtemps vécu en Alexandrie, je m'étonnerais aussi que Naguib Baladi constamment et sans

1. Le Caire, Horus, 1942.
2. Presses Universitaires de France.

aucune gêne identifie *religion* et *ma religion*. En Egypte, où l'athée déclaré n'a pas d'existence juridique, les minorités religieuses jouissent d'une telle tolérance que chacune d'elles se durcit en sa « vérité ». Cela dit, c'est un livre intelligent que le sien, subtil et dense.

On pardonnera donc à M. Baladi son ignorance de notre XVIIIe. C'est chez lui un article de foi. Et l'on ne pourra que se réjouir à l'idée qu'un des meilleurs parmi les jeunes philosophes égyptiens, lors même qu'il compose des thèses sur Berkeley, choisit de les écrire en français afin de les soutenir en Sorbonne.



Si je voulais conclure sur un détail précis, et qui me prouve que la partie là-bas que nous jouons n'est pas perdue, c'est celui-ci que pourtant je choisirais : lorsque, chassée d'Europe par les persécutions hitlériennes, Mme Hilda Zaloscher, une disciple de Strzygowski, vint s'établir en Égypte, elle ignorait le français. Peu d'années après, c'est en français qu'elle publiait dans *Valeurs* son essai sur l'art copte, et, dans la collection de l'Institut d'Archéologie Orientale, un volume dont je ne crois pas qu'on ait parlé comme il convient : *Quelques considérations sur les rapports entre l'art copte et les Indes* [1]. Je l'ai lu avec autant de passion que j'en mets à suivre un roman policier, un bon.

ÉTIEMBLE.

1. Supplément aux *Annales du Service des Antiquités de l'Égypte*, cahier N° 6, Le Caire, Institut Français, 1946.

Jean Pouillon.

PARALYSIE GÉNÉRALE

L'incapacité du Parlement et du Gouvernement français à définir une politique s'est à nouveau manifestée depuis la rentrée parlementaire. Cette incapacité a certainement de multiples causes et il se peut que nombre d'entre elles soient insurmontables pour quelque gouvernement que ce soit. La situation économique du pays, l'opposition américano-russe, les significations que cette opposition confère inévitablement à n'importe quelle décision française, qui risque toujours de se trouver automatiquement pervertie dans un sens ou dans l'autre, posent aux Français de toutes opinions des problèmes qu'ils n'ont peut-être pas la possibilité de résoudre. Une telle situation n'est pas neuve. D'autres pays l'ont connue et la connaissent encore. Qu'on songe simplement aux États qui, du temps de sa puissance, étaient les satellites en même temps que les postes avancés de la France. Leur politique, aussi indépendante qu'elle s'efforçait d'être, n'avait pas non plus de sens propre. Mais ce qui est grave chez nos dirigeants et à vrai dire chez l'immense majorité des Français, y compris les communistes, c'est qu'ils ne veulent pas voir leur nouvelle situation ou qu'ils l'acceptent sans bien la comprendre. Cette cécité ou cette incompréhension transforme l'impuissance objective, qui peut n'être que partielle, en une incapacité subjective, qui, elle, est totale. Ainsi deviennent-ils responsables d'une situation, qui à l'origine n'était pourtant pas leur fait : ils se sont condamnés à ne pouvoir rien faire.

Certes, depuis cinq ans et de bien des côtés, on a souvent souligné que la France avait perdu une grande part de sa puissance, que, si elle faisait partie des « Grands », c'était plutôt par la politesse de ses partenaires que par sa force réelle, et que par conséséquent elle devrait faire d'abord « la politique de ses moyens ». Mais il semble bien que ces bonnes paroles n'aient été prononcées que du bout des lèvres. En fait, si l'on a renoncé aux thèmes conscients

de « la politique de grandeur » et aux gestes, à portée beaucoup moins grande, qui la traduisaient, la psychologie qui inspirait cette politique des lendemains de la libération a subsisté intacte. Nos gouvernants ont continué de poser en principe que ce pays était une grande nation; comme cependant ils ne pouvaient mener la politique indépendante, égoïste, qui aurait dû répondre à ce postulat, ils ont bien été forcés de faire comme les grands — comme le grand qu'ils avaient choisi —, tantôt en jouant la mouche du coche et en s'imaginant aller de l'avant, tantôt, comme aujourd'hui à propos de l'Allemagne, en rechignant. C'est pourquoi, partant d'une appréciation inexacte, mais ne voulant pas s'en rendre compte, ils se heurtent en ce moment, en Indochine et en Europe, à des difficultés qu'ils n'arrivent pas à considérer autrement que comme des incidents malencontreux : Ah, si les Chinois voulaient bien ne pas soutenir le Viet Minh et si les Américains voulaient bien être assez forts pour n'avoir pas besoin des Allemands, comme tout irait mieux! Nos dirigeants ne voient pas que c'est nécessairement que leur action est limitée; aussi acceptent-ils « pour le moment » ces limites, et c'est ainsi que, sans doute sans le vouloir, ils s'y enferment définitivement. Ils ne voient pas qu'une autre issue serait possible si au lieu de considérer la France comme une grande nation provisoirement en difficultés, ils prenaient ces difficultés pour l'envers de sa véritable situation, celle d'une nation de second ordre, et cherchaient alors quelle politique est encore possible.

Il ne semble pas qu'ils aient ce courage et ce ne sont pas les députés — à l'exception peut-être d'un seul : Mendès-France — qui le leur donneront. La preuve — ce n'est pas la première — en a été administrée le 19 octobre lors du débat sur l'Indochine, dont la conclusion fut qu'il n'était pas possible de négocier avec Ho Chi Minh, qu'il fallait demander l'aide américaine sans trop compromettre l'avenir du Viet Nam au sein de l'Union française, qu'il fallait donc poursuivre la guerre et renforcer le corps expéditionnaire. Autrement dit : il faut continuer une politique dont les échecs successifs doivent absolument être regardés comme des hasards malheureux, dus aux circonstances ou à des erreurs d'exécution ou encore aux insuffisances du régime, pour parler comme le R.P.F., mais nullement aux principes mêmes qui inspirent cette politique. Sur ce point le général de Gaulle et les divers gouvernements ont toujours été d'accord. Le premier

comme les seconds ont déduit de la « grandeur » supposée de la France des règles qu'ils s'obstinent à appliquer à l'Indochine : la France peut mener une guerre coloniale, c'est-à-dire (sans aucun jugement moral du genre « la sale guerre du Viet Nam ») une guerre conduite par un corps expéditionnaire relativement peu important, composé de soldats de carrière, de volontaires et de pauvres gens recrutés dans les territoires d'Outre-mer, avec des crédits certes très lourds pour un budget difficile à équilibrer, mais sans véritable mobilisation économique, bref une guerre que le pays devrait pouvoir supporter sans trop s'en apercevoir. Guerre coloniale, c'est-à-dire aussi une guerre qui doit se terminer, non par des négociations, mais par une « pacification », et l'on a toujours entendu par là la résignation des vaincus, la corruption de certains de leurs chefs, l'élimination des autres. Seulement les faits n'ont pas répondu à l'attente. Il s'avère, mais c'est précisément ce qu'on ne veut pas voir, que la France ne peut plus mener de telles guerres, ne peut plus s'en payer le luxe. Pour avoir des chances de vaincre Ho Chi Minh, il lui faudrait engager une véritable guerre, c'est-à-dire mobiliser toutes ses ressources humaines et économiques, mettre la victoire en Indochine au centre de ses préoccupations, en faire le but en fonction duquel toute sa politique s'ordonnerait, en somme faire la guerre eu Viet Nam comme dans le passé des États européens, par exemple l'Allemagne et la France, se sont combattus. On conçoit que pour un « grand », ce soit dur à avaler. C'est pourtant ce qu'il faut admettre si l'on ne veut pas aller au-devant d'un échec définitif, d'autant plus amer que les prétentions auront été plus fermes. Il faut l'admettre, quand ce ne serait que pour occuper en Europe la place que l'on réclame, car, ainsi que Mendès-France le montrait, on ne peut revendiquer ici la première place et envoyer toutes ses forces en Indochine. A moins donc de lâcher la proie pour l'ombre, de renoncer à l'Europe pour l'Indochine, il faut négocier avec le Viet-Minh. Mais, dit-on, les négociations aboutiront à un échec. Aujourd'hui, en effet, c'est probable; en ce cas il faut partir, mais partir de soi-même afin malgré tout de tirer de ce départ quelque chose de positif. Partir d'Indochine sans attendre d'être chassé d'ailleurs. Lier ce départ à la mise en œuvre d'une politique plus libérale à l'égard des autres territoires d'outre-mer, partir en prouvant aussitôt qu'on a compris la leçon qui nous a menés à cette solution évidemment peu glorieuse. Ce serait d'ailleurs le

seul moyen de garder là-bas une place qui ne soit pas due à la force.

Mais il est impossible et stupide de prétendre, sous le couvert de grandes phrases patriotiques, tout avoir à la fois : une Indochine à sa dévotion et la puissance en Europe. Le choix s'impose d'autant plus qu'on ne sera pas sûr d'atteindre un de ces buts pour la seule raison qu'on aura renoncé à l'autre. Comment donc espérer d'atteindre les deux? La première place en Europe occidentale, ce n'est pas chose si aisée à obtenir et l'obscure conscience qu'en ont tous les députés a imprimé au débat sur le réarmement allemand un tour remarquablement hypocrite. Tous les orateurs, qu'ils aient approuvé ou non la position du gouvernement, se sont élevés contre le réarmement allemand; les uns l'ont fait de façon inconditionnelle, les autres ont repoussé simplement la renaissance d'une armée allemande puissante et autonome. Mais dans les deux cas l'argument était le même : c'est le fameux argument des « trois invasions en moins d'un siècle ». La France, ont-ils tous dit, a trop souffert des Allemands pour accepter de courir le risque d'une nouvelle invasion, et chacun de prévoir l'avenir en racontant un passé d'ailleurs passablement déformé. En réalité, personne n'ignore que l'apparition des États-Unis comme nation dominante à l'ouest exclut tout risque de ce genre et les communistes, qui ne sont pas les derniers à agiter l'épouvantail d'un danger allemand, savent bien que ce n'est pas la France que menacerait une Allemagne remilitarisée. La France ne sera plus considérée par l'Allemagne comme l'ennemi, même imaginaire, pour une raison bien simple : elle ne peut plus prétendre à ce rôle, elle peut être l'adversaire du Viet-Nam, pas de l'Allemagne. Mais cela aussi, c'est dur à accepter. Il est plus agréable de se reporter au temps où les duels franco-allemands avaient une importance mondiale. Cependant le réarmement allemand recèle un danger véritable pour la France, danger dont on préfère ne pas trop parler, précisément parce qu'il est réel et peu flatteur. Que les Américains songent à rendre à l'Allemagne une partie de sa puissance, outre les dangers de guerre générale, qu'est-ce que cela signifie immédiatement pour nous? Cela veut dire que la plus grosse part du gâteau américain risque d'être pour notre voisine, que celle-ci peut devenir la favorite des États-Unis, ce qui évidemment serait l'aboutissement le plus ridicule de toutes les platitudes consenties par les gouvernements français. Cela veut dire que le « *leadership* » européen revendiqué par les Français pourrait bien être confié

aux Allemands. Cette légitime inquiétude n'est sans doute pas très éloignée du souci que peuvent ressentir la Tchécoslovaquie ou la Pologne en face de la politique soviétique à l'égard de l'Allemagne orientale, et les réactions de nos communistes en face du réarmement allemand sont en somme des réactions d'éventuels satellites russes. Eux non plus, s'ils étaient au pouvoir, n'aimeraient guère voir les Russes leur préférer les Allemands de l'Ouest.

La question allemande est beaucoup plus pressante que le problème indochinois. Au fond, en poursuivant en Indochine une guerre qui n'est vraiment la guerre que pour ceux qui, hélas, la font effectivement, le gouvernement cherche d'une part à tromper les Français sur la puissance réelle de leur pays, d'autre part et surtout à s'excuser auprès des Américains des déboires qu'il leur cause en Europe : si nous ne suffisons pas en Europe, c'est que nous défendons en Indochine la cause commune; aidez-nous à en finir là-bas et vous n'aurez plus tant envie d'armer les Allemands. Seulement, on n'en finit pas avec le Viet-Nam, et il faut tout de suite répondre ici aux demandes américaines. Comme l'excuse indochinoise absorbe le plus clair de nos moyens — directement ou indirectement — le problème apparaît insoluble. Aussi cherche-t-on à gagner du temps, à retarder le moment où les États-Unis se décideront au choix allemand. C'est ainsi qu'on met en avant l' « Europe ». Qu'il soit indispensable de « faire l'Europe », que son unification soit susceptible de résoudre nos problèmes et de changer la face du monde, c'est incontestable. On peut d'ailleurs se demander si, précisément pour cette raison, l'U.R.S.S. et les États-Unis, chacun à sa manière, ne s'ingénieront pas à la rendre impossible : une Europe indépendante ne ferait pas leur affaire; leurs plans s'en trouveraient trop modifiés. Mais ils n'ont rien à craindre. L'Europe est une utopie, c'est-à-dire quelque chose qu'il serait relativement facile de réaliser si les intéressés le voulaient sincèrement, mais dont précisément ces derniers ne veulent pas. Et précisément parce qu'ils n'en veulent pas, tout ce qu'on peut en dire paraît relever du domaine du rêve, la réalité étant ce monde réel des nations que personne ne désire vraiment changer. Il suffit, pour s'en rendre compte, d'assister à une séance de cette académie bien-pensante qu'on appelle « Conseil de l'Europe » et d'entendre les petits arrivistes qui s'y démènent. Pour eux tous, en effet, l'Europe n'est qu'un moyen, non

une fin. Le moyen de garantir à leur pays, moyennant quelques sacrifices de façade, une place dominante dans un prétendu Etat fédéral. Les grands mots servent simplement à cacher la foire d'empoigne des négociations européennes. Entre Français et Allemands, c'est à qui sera le plus européen, c'est-à-dire à qui reviendra l'honneur d'être aujourd'hui le distributeur de la manne américaine et demain le fondé de pouvoir des États-Unis. Quant aux Anglais, leur opposition à l'Europe — opposition que stigmatisent vertueusement nos petits saints — vient de ce que, seuls, ils se sentent encore assez forts pour n'avoir pas besoin de déguisement en face des Américains.

Si l'Europe doit exister un jour, ce ne sont pas ceux qui en parlent tant aujourd'hui qui en seront les artisans, car on ne la fera que sans les États-Unis et sans l'U.R.S.S., peut-être même contre eux. Reprocher aux remarques précédentes leur caractère négatif, non constructif, comme on dit volontiers, ne serait qu'une hypocrisie de plus. Rien dans ce qui précède ne sape une entreprise qu'il conviendrait d'encourager même si on ne l'approuvait pas totalement. Où est en effet cette entreprise? Quelle action positive se trouve ici critiquée? Des incohérences, des nostalgies déplacées et des faux-semblants, voilà à quoi l'on s'en prend. On ne fera rien si l'on ne commence pas par là et puisque, semble-t-il, les Français en majorité aiment mieux disputer de la couleur de leur mystification favorite — la France grande puissance par la grâce de l'Amérique ou par celle de l'U.R.S.S., — marquons du moins que nous n'en sommes pas. On découvrira peut-être alors que nous ne sommes pas les seuls. A ce moment, les problèmes de la neutralité, de l'indépendance et de l'Europe n'apparaîtront plus aussi vains.

Jean POUILLON.

B. Dort.

MARIVAUX ET *LA DOUBLE INCONSTANCE* [1]

La faveur dont jouit Marivaux [1], de la part de la Comédie-Française ou de la Compagnie Jean-Louis Barrault, voire de la critique et du public, tient-elle seulement à un goût pour le dépaysement? Le « retour à Marivaux » serait-il un « retour à la facilité » — tel le retour à 1900 — et Marivaux, un parangon de charme? Peut-être est-ce exactement l'opposé. L'ennuyeux, quand il s'agit de Marivaux, est qu'il se dérobe à toute définition. Marivaux chrétien, peut-être — mais Marivaux libertin, sans doute, — Marivaux classique, Marivaux romantique... Marivaux pour ou contre le marivaudage? Tout se tient, tout se soutient. De ce diable d'auteur on ne saisit guère que l'absence. Toujours là où il ne devrait pas être, absent d'où il devrait être.

L'excellente reprise que la Comédie-Française vient de faire de l'une de ses premières pièces, *La Double Inconstance*, est bien propre à nous faire sentir la singularité de Marivaux. Cette pièce n'est sans doute pas une des « grandes » pièces de Marivaux : elle n'en est pas moins une des plus significatives. On ne saurait en effet imaginer pièce dont l'action soit plus dépourvue de péripéties extérieures, ainsi réduite à un pur jeu de sentiments. Par là, préfiguration des « grandes » pièces de Marivaux.

Le prince d'un royaume imaginaire est amoureux de Silvia, une jolie bergère, amante d'Arlequin. Il a résolu d'épouser Silvia. Pour cela il doit la conquérir, conquérir son assentiment : la loi lui défend d'user de la violence. Silvia est amenée au palais, puis Arlequin. Reste à détacher Silvia d'Arlequin. A leurs protestations d'amour, à leur résolution de tout tenir pour rien hors leur

1. A propos de *La Double Inconstance*, à la Comédie-Française.

amour réciproque, succède pour Silvia comme pour Arlequin la découverte d'autres réalités, de tentations : la bonne chère, les honneurs, l'amitié, qui les éloignent insensiblement l'un de l'autre et les acheminent vers d'autres amours, aussi sincères, aussi naïves que leur amour mutuel. Arlequin épousera Flaminia, et Silvia, le prince.

Le sujet de ce « drame » est simple, on le voit. Et plus encore ses protagonistes. Les comparses, d'Héro à Flaminia et jusqu'au prince, ont pour seul rôle de provoquer, de faciliter la migration des sentiments d'Arlequin et de Silvia. Eux-mêmes n'ont, pour ainsi dire, pas d'identité. Hors une naïveté factice, celle des bergers de bergerie, ils sont libres, d'une parfaite liberté, entravés par nul trait de caractère, par nulle passion autre que leur mutuel amour.

Aussi, ce qui importe, dans le théâtre de Marivaux, c'est l'action, une action pleinement limitée à la scène, toute dans le dialogue. Cette action, partant d'une situation stable, dans ce cas l'amour d'Arlequin et de Silvia, consiste dans l'effritement de cette situation jusqu'à ce qu'une autre situation, stable comme la première, mais à son opposé, s'établisse. Le « drame » d'une pièce de Marivaux est parfait en soi.

On a souvent remarqué la division de l'univers de Marivaux en deux mondes : celui des maîtres ou des héros, celui des valets. Division commune dans tout le théâtre classique. Mais, chez Marivaux, elle est le ressort même de l'intrigue. Le monde des maîtres (ici c'est celui de Silvia et d'Arlequin) est celui de l'orgueil, de la persévérance des héros en eux-mêmes, ou plutôt de la fidélité de ces héros à une certaine idée qu'ils se font d'eux-mêmes : fidélité de Silvia à une Silvia idéale, amante d'Arlequin, d'Arlequin à un Arlequin idéal, amant de Silvia. C'est le monde de la tragédie. On peut ainsi parler d'un « cornélianisme » de Marivaux. Monde de l'honneur, monde moral aussi. Par contre, le monde des valets est celui de la comédie. Il est le moteur de l'action chez Marivaux. Les intrigues des valets détruisent la belle harmonie du monde des maîtres. Conscients, ces valets ne se laissent pas prendre au jeu de leurs maîtres. Ils mettent à *l'épreuve* leurs résolutions. Non sans leur complicité secrète. Tant et si bien que l'on pourrait voir dans ce monde des valets le double agissant de celui des maîtres.

L'action d'une pièce de Marivaux développe les phases à travers

lesquelles le *jeu* du monde des maîtres est *joué* par celui des valets, qui détruisent la (ou les) situations initiales des héros. Somme toute, la tragédie est trompée par la comédie. Mais la comédie ne se contente pas de détruire ce monde de la fidélité à soi, à une idée de soi, elle veut encore le discréditer. Les héros de Marivaux ne consentent certes pas facilement à abdiquer leurs plus profondes résolutions, presque leur être — puisqu'ils nous sont présentés, au début de chaque pièce, comme les hommes d'une seule résolution (Silvia est l'amante d'Arlequin, Arlequin l'amant de Silvia, rien d'autre). Ils souffrent de ne pouvoir plus être ce qu'ils étaient, et de ne pouvoir encore être ce qu'ils seront. Ils en sont réduits à des faux-fuyants, à des ruses avec eux-mêmes et entre eux. Songeons seulement au rôle primordial du mensonge chez Marivaux : le prince de *La Double Inconstance* ne peut parvenir à conquérir Silvia que déguisé, en se donnant pour un autre — l'amour se déguise en amitié. Ainsi le théâtre de Marivaux peut-il être dit un théâtre de « l'épreuve » en même temps que de « la méprise ».

Nous pouvons maintenant saisir plus profondément le senus d *jeu* qui constitue le mouvement essentiel de ce théâtre. La tragédie y est jouée par la comédie, celle-ci mimant celle-là (jusqu'à retrouver, dans *La Double Inconstance* sur le mode ironique le « je vous parle peut-être pour la dernière fois »). Cela va même plus loin : ne serait-ce pas la tragédie qui se sert, qui se joue de la comédie pour s'échapper à elle-même?

De là vient sans doute qu'il est si difficile de jouer « juste » les héros de Marivaux, et particulièrement les comtesses de ses « grandes » pièces. Mme Madeleine Renaud, toute XVIIIe siècle qu'elle puisse paraître, nous donne peut-être de ces héroïnes une image trop spirituelle : elle les fait trop conscientes, de connivence avec le subtil déroulement de l'intrigue. Mme Annie Ducaux, dans la médiocre représentation des *Fausses confidences* que nous proposa l'an passé la Comédie-Française, rendait mieux l'ambiguïté du « jeu » de Marivaux : son Aramite plus éperdue, moins manœuvrière que celle de Mme Renaud, comme étourdie et en même temps ravie de tout ce qui lui arrivait, passait avec une belle aisance de la douleur, de la confusion à la joie, à la découverte émerveillée d'un monde tout différent de celui auquel elle s'était condamnée.

Aussi le plaisir du spectateur, notre plaisir à *La Double Incons-*

tance, est-il double : de désillusion quant à la désunion du couple Arlequin-Silvia, de bonheur puisque, après tout, la pièce se termine bien et que tout le monde est content.

Ni rose, ni noir, le jeu de Marivaux est celui de l'érotisme. Et le vœu du Prince, ce désir d'un viol sans violence, est celui de tous les héros de Marivaux. Pour son accomplissement jouent et s'unissent tous les contraires : innocence et duplicité, tragédie et comédie, morale et rouerie. Nous voici loin, on le voit, d'une prétendue facilité de Marivaux. Et tout nous porterait, au contraire, à parler du danger de Marivaux.

B. Dort.

Livres

La Nuit du Rose Hôtel, par *M. Fourré*, préface d'*André Breton* (Gallimard, édit.).

« Une nuit viendra, Jean-Pierre, où, du coucher du soleil au lever du jour, tu auras vécu ta vie tout entière; et de ces heures magiques naîtra une lumière qu'au cours de ton existence tu tiendras entre des doigts tremblants[1] ».

Cet avertissement (cet « horoscope », dit l'auteur), adressé vers le milieu de ce livre extraordinaire au personnage qui dit « Je », ouvre un triple fond. D'une part, en effet, la nuit du Rose-Hôtel ici racontée est l'instant culminant de la vie de Jean-Pierre. En second lieu, l'histoire de cette nuit se présente, sinon comme l'image, du moins comme l'équivalent de toute une vie — celle du narrateur-auteur —, le chiffre laissé par un passager sur cette terre. On aime à penser, enfin, que le livre est bien né une nuit d'illumination, qu'il est cette lueur propre où l'artiste s'est une fois reconnu, lueur conservée, protégée, patiemment dirigée ensuite sur tous les plans et les enfoncements des choses, devenue intérieure aux choses, véritable phosphorescence.

Ce qui frappe d'abord, en effet, c'est que l'auteur fait entrer dans le domaine poétique des éléments restés jusque là en dehors. Nous assistons à l'électrisation d'une zone réfractaire, celle de la gentillesse un peu niaise, de la vieillesse minable, de la quotidienneté un peu sordide et de la pauvreté décente, toutes choses qui n'ont accès d'ordinaire à l'œuvre littéraire que sous le patronage de l'ironie et du dégoût. L'ironie n'est pas absente de ces pages, mais elle ne grince jamais. Le dégoût est remplacé par la tendresse.

Dans ce modeste hôtel de passe, proche de la gare Montparnasse, la féerie essentielle se déploie entre les quatre murs du bureau de réception, parmi une assistance composée de la trop rose patronne, ancienne dame de lavabos, des deux garçons d'étage, d'un groupe de vieux pensionnaires des mansardes (« où les commodités sont à la turque ») et d'un couple un peu anémique de fiancés. Et toute la magie violente, joviale ou navrante des amours de rencontre, qui se déroule dans les chambres du dessus, n'est évoquée que comme une sorte de jeu de marionnettes, léger, puéril, inconséquent, — gracieux au reste — et sans plus d'importance que le tintement des clefs au tableau d'entrée, signalant l'arrivée ou le départ de clients d'une heure.

L'écart poétique nécessaire à toute transfiguration du réel, cette distance que doit se ménager l'auteur pour que le monde, perdant son caractère d'ustensile, cessant d'apparaître comme un champ de manœuvre ou

1. P. 180.

de combat, comme un objet à transformer, devienne un pur objet de contemplation, s'obtient le plus souvent par le spectacle de l'impuissance humaine : alors l'élan inemployable, refusé, dédaigné, reflue en lyrisme. C'est pourquoi la poésie s'enlève d'ordinaire sur un fond de désespoir ou d'irréparable, de beauté inaccessible, de passé irréversible. Cet effet est obtenu ici d'abord par l'état de vieillesse des personnages appelés ambassadeurs (ne sont-ils pas justement des ambassadeurs de poésie), sortes de déchets sédentaires, parasites menus capables de vivre seulement de leurs souvenirs et de la vie des autres; en second lieu par l'atmosphère calfeutrée de ce bureau sur cour où viennent se projeter, comme dans la boule de cristal d'une voyante, tout le dehors et tout le passé. Il n'en faut pas plus pour que le lecteur se croie plongé dans la rose obscurité d'une petite caverne platonicienne peuplée de réminiscences et d'ombres chinoises. Par ce jeu d'ombres et de reflets, les qualités s'échangent, le sordide se poétise tandis que l'étrange s'apprivoise. On ne saurait prendre moins de façons avec le mystère ni se le rendre plus présent.

Un lien unit tous les personnages : ce sont tous gens de l'Ouest, issus de Bretagne ou du Val de Loire, comme l'auteur. Fleuve, brume, océan et pluie, ce livre est sous le signe de l'eau. Mais c'est le fleuve qui domine et qui impose au récit les lenteurs, les remous, les caprices de son cours. Avec tout le paysage qui se mire en éclairs, et le paysage humain. M. Fourré est l'homme de ce terroir fluvial, un des plus *cultivés* de France. Il s'est fait lui-même son pays pour écrire son livre. Non que les descriptions abondent, au contraire. Mais le récit se trouve comme pris dans le réseau du pays, et chacun de ses moments est présenté comme une échappée de paysage en mouvement. A l'extrême ouest du fleuve se dresse Nantes, « l'importatrice légendaire de nègres et de bananes »; l'estuaire annonce les pays d'outre-mer, et l'on glisse du terroir natal aux contrées tropicales, du village familier aux paysages imaginaires.

L'imprégnation du récit par un certain paysage naturel et humain se double, sur un autre plan, de l'imprégnation par un certain individu : l'auteur (lui-même, comme nous l'avons vu, préalablement accordé au paysage). Si nous connaissions le paysage intérieur de M. Fourré, ce déploiement de souvenirs, de rêves, d'amusements, de bizarreries, d'histoires vécues ou entendues, ce panorama de préférences qu'est un homme, cet homme-là en particulier, nous reconnaîtrions à chaque page que le livre figure l'homme, comme il figure l'Anjou. L'auteur, à cet égard, n'est pas dans une situation foncièrement différente de celle du lecteur, car on ne peut se considérer ni se retrouver soi-même comme on fait un paysage. « Qu'y a-t-il, se demande-t-il, qui attire Rose dans ces méandres fantaisistes qui bordent le gouffre de sourde angoisse ouvert sur les rives diaprées et les infinis tournoyants du songe [1]? »

La question demeurera sans réponse. Mais cette connaissance impossible de l'auteur par son lecteur n'est, par ailleurs, ni nécessaire ni même souhaitable. Nous *re*-connaissons le paysage, mais l'homme, il est bon que nous le pressentions et découvrions seulement.

Voici tous les personnages réunis ce 21 juin, sous la présidence invisible

1. p. 174.

d'un certain Léopold, autour du souper de boudin noir et de rosé d'Anjou, offert par Madame Rose. Ils ne se sépareront qu'à l'aube. Ce réveillon est une communion entre les présents, mais aussi des présents avec les absents (réels, imaginaires, morts). C'est enfin une fête que l'auteur se donne à lui-même et un repas où il s'offre à son lecteur sous les espèces d'une fantasmagorie allusive. Tout est allusion ici : Montparnasse au Val de Loire, Nantes aux pays exotiques. Allusion, la poche centrale du tablier de Vespasien, le garçon d'étage. Le tableau de minuterie est allusion « au déplacement des forces amoureuses » dans les chambres. En un dérobement incessant, tout indique autre chose que soi-même. Jusqu'à l'épigraphe du livre (empruntée à Sainte Thérèse d'Avila) : « La vie n'est qu'une nuit à passer dans une mauvaise auberge » qui nous rappelle en sourdine et obstinément que la vie est une auberge *espagnole* où l'on ne trouve que ce que l'on apporte; et ce dicton plus familier pourrait également présider à la transfiguration mystique de la petite réunion du Rose-Hôtel en une sorte d'assemblée de Rose-Croix.

Il en résulte une perpétuelle ambiguïté. Ambiguïté qui semble bien hanter l'auteur puisque les personnages du livre eux-mêmes vont par deux : il y a deux garçons d'étage, un grand et un petit, Charlemagne et Vespasien. Il y a deux Rose, une vieille et une jeune, la patronne de l'hôtel et sa nièce Rosine. Il y a deux Blanche : Blanche, *sœur* de Rose, et *Hermina*, l'histoire de l'une faisant écho à celle de l'autre. Oscar Gouverneur, doyen des Ambassadeurs, est le *second* du mystérieux Léopold, démiurge lointain mais toujours présent du Rose-Hôtel, inspirateur de Madame Rose. Des personnages ont deux noms : c'est Rosine, dite Kiki, Jean-Pierre, dit le Dada, Désiré Butin dit Beau-Désir. Tonton Coucou, n'est-ce pas aussi Léopold? Madame Bouteille, l'intruse du début, se révèle aux dernières pages être Blanche. Et dans une des plus délicieuses scènes du livre, le couple des fiancés devient un quatuor, chacun des deux ayant à ses côtés l'enfant qu'il fut autrefois. Un jeu de miroirs — le miroir d'eau du fleuve Loire — dédouble les images à l'infini. Où est l'objet?

Même jeu de reflets dans la chaîne du récit : « C'est un carnaval d'instants où, parmi les rires et les rêves, un drame possible appelle ou chasse tour à tour un autre drame plus possible encore[1] ».

Tous les événements sont racontés par la bande. Les scènes de la séduction de Blanche par Beau-Désir et d'Hermina par le dompteur Christobal, qui formeraient le point culminant d'un récit ordinaire, sont précisément esquivées. De ces épisodes nous savons seulement qu'ils ont eu lieu et quel fut leur retentissement proche ou lointain. En revanche, l'agonie solitaire d'Hermina Gouverneur, telle que *l'imagine* son mari (qui n'y assistait pas) est décrite avec tant d'insistance qu'elle demeure pour nous un des moments essentiels du livre.

L'extrême de l'ambiguïté et de l'allusion, c'est ce personnage d'Hermina Gouverneur, dont son mari nous apprend successivement qu'elle était « démunie » même de « l'autonomie d'un enfant de deux ans », qu'elle parcourait le monde en tournées triomphales et que sa vie était une torture, que son dévoué Oscar Gouverneur la promenait dans une

1. P. 170.

espèce de pousse-pousse en évitant les éventaires de *bracelets* et de *chaussures*, qu'elle écrivait avec sa bouche, et qu'au moment de sa mort, « aucune main d'agonisante n'a passé sur les draps blancs ». Hermina Gouverneur est une femme-tronc, mais tout au long du discours de son mari, le mot n'est jamais prononcé. Seulement, dans une île des Antilles, un soir, au fond d'une caverne enfumée d'aromates où se déroulait une cérémonie rituelle, le doyen des Ambassadeurs a contemplé un affreux symbole :

« La danse lente et onduleuse d'un *tronc* [1] humain où toute vie des bras et des jambes était abolie, sous le flamboiement de sorcellerie qui giclait d'une tête immobile et comme morte [2] ».

Toute cette histoire pourrait être une devinette. En fait, le lecteur n'essaie pas de chercher, il attend que l'énigme se devine toute seule. Et tandis qu'il attend s'est tissé peu à peu le portrait d'un personnage étrange, à la fois prestigieux et impuissant, fragile et au cœur téméraire, qui vagabonde sous la désolation du soleil tropical. Et comme l'énigme n'est tout de même pas très difficile et qu'on a plus ou moins compris dès le début, on demeure tout le temps sensible, par en dessous, à la cocasserie du phénomène. Sous les fastes de l'aventure se tapit une plaisanterie de mauvais goût, mais la subtilité des rapports entre les deux époux, la sinistre poésie des ciels torrides n'y perdent rien. Et Hermina Gouverneur, telle le Grégoire de Kafka, restera dans notre mémoire comme une créature hybride en état de métamorphose permanente.

La solennelle mélancolie de son histoire, remémorée au milieu de la compassion générale de l'assistance, n'est pas plus altérée par l'impertinence de l'auteur que ne peut l'être la voix d'un violoncelle autour de laquelle vient s'enrouler une petite flûte. De même, d'un bout à l'autre du récit, le recueillement, la révérence et toutes les grâces poétiques du ton — bulles de savon et odeur de sacristie — ont pour antidote une ironie qui frise la perfidie. Sur un autre plan, les gentillesses petites-bourgeoises des personnages ne compromettent jamais la maîtrise d'expression de l'auteur. Rosine peut bien parler de « son petit papa » et le doyen des Ambassadeurs appeler sa femme « Madame Gouverneur », M. Fourré, lui, a le don de l'imprévu quand il veut choisir ses mots. D'une mouche à la tête à moitié coupée dont pendent les deux gros yeux, il écrit, par exemple qu'elle s'envole « avec son sévère bagage », d'une chiquenaude faisant ainsi chavirer le sens d'un adjectif et notre imagination avec.

Un passé millénaire, un paysage aussi humanisé que celui du Valois, la beauté du parler tourangeau, la paix des traditions et des bons petits sentiments, tout cet héritage s'éparpille dans les fusées de l'hallucination et de l'ironie au moment même où on célèbre son culte. Nous comprenons sans peine qu'une si tendre dilapidation ait ravi les surréalistes. Pour trouver un analogue à ce livre d'une infinie patience et d'une infinie liberté, il faudrait imaginer quelque chose comme le mélange de *Sylvie* et d'*Aurélia*.

Colette AUDRY.

1. C'est nous qui soulignons.
2. P. 263.



L'homme de la scierie, par *André Dhotel* (Gallimard, édit.).

Il se pourrait que l'on caractérisât, quelque jour, le gros de la production romanesque contemporaine comme une réaction vis-à-vis de la forme traditionnelle du roman français, — forme qui, loin de consister dans une création originale, n'est que l'adaptation, le développement des formes instaurées par le théâtre classique : tragédie racinienne ou comédie de mœurs et de caractères. La plupart des romanciers contemporains semblent plus soucieux à la fois d'exploiter à fond et de trahir, de gauchir le schème du roman français traditionnel, que d'instituer une forme romanesque neuve, exigée par des projets nouveaux, par des buts originaux.

Tel est, entre autres, le cas d'André Dhotel. En apparence, un roman d'André Dhotel paraît se conformer au schème traditionnel du roman de caractères et d'aventures français : personnages pittoresques, si possible hauts en couleur, intrigue mouvementée aux rebondissements imprévus mais toujours provoqués par les caractères de ces personnages, détermination du présent par le passé (passé que l'on a soin de nous révéler, plus ou moins habilement, tout au long du récit). L'histoire ne nous est donnée que pour ce qu'elle vaut, pour ce que valent les personnages qui la mettent en branle. L'auteur se borne à la raconter. A. Dhotel ne semble pas avoir l'ambition de la faire accéder à une signification précise, à quelque symbolisme.

Pourtant, dans tous les romans d'A. Dhotel, dans *L'homme de la scierie* en particulier, nous sommes sensibles à ce qu'ils ont de flou, d'inachevé. Est-ce l'effet de quelque insuffisance de l'auteur, l'aveu d'une incapacité à ordonner une histoire parfaitement cohérente qu'engendreraient des personnages bien établis? A l'origine, peut-être. Dans *Le village pathétique* par exemple. Il n'en est sans doute plus de même maintenant.

Dans *L'homme de la scierie*, avec *Les rues dans l'aurore* le plus important des romans d'A. Dhotel, l'histoire nous est contée de façon fort capricieuse. Tout souci chronologique en est absent. Le passé et le présent interfèrent, événements et récits se suivent sans qu'il soit possible d'assigner à leur succession la moindre signification. Mais il y a plus : *L'Homme de la scierie* pourrait n'être qu'un de ces romans d'aventures, d'aventures merveilleuses où le banal est soudain transfiguré par quelque artifice, à la manière, un peu, du « poétique » *Grand Meaulnes*. Les démarches habituelles des fantoches romanesques s'y interrompent parfois inexplicablement, venant buter contre quelque évidence poétique. Mais, et c'est là l'essentiel, le personnage principal de ce roman, celui qui lui donne son titre, participe fort peu aux histoires merveilleuses qu'A. Dhotel nous y conte. Sans doute y est-il mêlé — il vaudrait mieux dire qu'il y est « présent » — intervenant dans l'intrigue de façon inattendue, oblique, par la bande. On nous parle de lui, nous vivons avec lui, nous voyons par ses yeux la majeure partie des drames — et il demeure toujours « *à distance* » Ainsi cette intrigue, déjà en elle-même ténue, morcelée, difficile à reconstruire toute, est-elle tenue à l'écart de nous, comme en porte à faux. Les

personnages, j'entends ceux qui agissent, non cet « Homme de la scierie », leurs manies, leurs passions nous apparaissent à travers une sorte de brume, lointains. De là (encore) nous vient cette impression d'indétermination, d'incertitude quant au sens, au but vers lequel se dirigerait ce roman. Et cela explique peut-être que *L'Homme de la scierie* ne finisse pour ainsi dire pas, « se perde dans l'Atlantique » comme le dit le « prière d'insérer ».

Ainsi le dessein de A. Dhotel nous apparaît plus clairement. Son roman se constitue sur deux plans, dans leur liaison ou plutôt dans l'impossibilité de les fondre : celui de l'affabulation traditionnelle du roman français, de la figuration de personnages pleins, et celui de « son héros », homme creux duquel toute connaissance nous est refusée. Ce à quoi André Dhotel essaie de nous faire participer, c'est plus qu'une action, c'est la présence de son héros dans le monde — présence aux choses d'abord (A. Dhotel reprend à deux reprises le procédé de l'évanouissement suivi du réveil dans le pur domaine des choses), aux êtres, à ce qu'ils ont de plus matériel : leur couleur, leur parfum. Présence qui nie le temps et, par suite, toute possibilité d'une action cohérente. Ce qui va évidemment à l'encontre des principes du romanesque traditionnel. Et nous retrouvons d'une manière bien inattendue, par des voies radicalement différentes, ce qui fait l'intérêt de *L'Étranger* de Camus (considéré sous son aspect de roman et non sous son aspect de « conte philosophique »).

Cette entreprise de détournement du romanesque traditionnel n'est d'ailleurs pas sans danger. *L'homme de la scierie* n'a qu'une infime existence romanesque et, à plus forte raison, artistique. Le style en est, volontairement, terne et diffus. Le roman risque de se convertir en une chronique incolore, mettant tout sur le même plan, se refusant à privilégier le moindre événement. A l'extrême, cette chronique elle-même se dérobe au profit de la pure présence d'un héros insaisissable, bientôt changée en son absence.

B. D.



L'Univers morbide de la faute, par le *Dr Hesnard* (Presses Universitaires de France, édit.).

Un peu plus de dix ans se sont écoulés depuis la mort de Freud, et l'œuvre qu'il nous a laissée semble traverser une phase critique de prime abord paradoxale : la psychanalyse est en effet présente partout, en psychologie, en sociologie, en esthétique ou en pédagogie, comme au cinéma ou dans le roman policier. Si, durant les premières années du XXe siècle, Freud et ses élèves en furent les défenseurs exclusifs contre tous, nous assistons actuellement au processus inverse : tous ou presque ayant accepté de compter désormais avec la psychanalyse, c'est de l'intérieur, de l'action de certains parmi les psychanalystes eux-mêmes, que se décèle une tendance à la neutraliser, à la freiner. En cela seulement ces attaques nous paraissent convergentes, car elles peuvent revêtir des aspects très

divers : tantôt c'est la technique psychanalytique proprement dite que visent les critiques, bien qu'elle ait fait ses preuves sur le plan expérimental, — mais c'est la destinée d'une technique d'évoluer, et toute modification serait un progrès qui en étendrait le champ à la condition d'en respecter les buts. Tantôt c'est la métapsychologie freudienne qui se trouve attaquée, et il faut bien reconnaître qu'elle est plus vulnérable. Freud était *un médecin*, un psychiatre de génie, il a fait une découverte de portée considérable en observant ses malades, mais il n'était ni un psychologue, ni un philosophe de profession, et quand il lui a fallu échafauder une théorie qui rende compte de ses étonnantes découvertes, il s'est trouvé aux prises avec de graves difficultés. Nous ne devons pas nous étonner si sa description des phénomènes psychiques peut prêter le flanc à la critique, par son caractère parfois mécaniciste (pulsions, refoulement, censure) ou par une certaine tendance à la personnification mythique des instances (moi, ça, sur-moi...) ou encore par le caractère fluctuant des significations attribuées à certaines notions (narcissisme, identification...) qu'il dut constamment modifier pour les adapter à l'évolution de sa pensée à travers l'ensemble de son œuvre. Nous ne devrions pas oublier non plus que Freud, lorsqu'il a travaillé en clinicien (*Cinq psychanalyses*), s'est fort bien passé de ses propres concepts métapsychologiques. comme aujourd'hui le médecin psychanalyste non seulement peut mais doit conduire son malade à la guérison, en lui révélant, au fur et à mesure. le sens de ses attitudes successives dans le transfert, sans même prononcer une seule fois un seul mot du vocabulaire psychanalytique. Certes, si un penseur s'appliquait à élucider les concepts freudiens, et réussissait à les faire entrer dans les normes formelles d'une nomenclature logique, un grand progrès se trouverait ainsi accompli; mais en attendant cette œuvre à faire, il n'en reste pas moins que la psychopathologie freudienne, patiemment élaborée au cours d'un demi-siècle, forme un tout entre les parties duquel il nous est actuellement impossible de faire un choix sans risquer d'en perdre du même coup le bénéfice global, et aussi les hypothèses de travail les plus fécondes qui se soient révélées à ce jour.

C'est en ce sens que le dernier livre de M. Hesnard, *L'Univers morbide de la faute*, nous parait représenter un échec, et celui-ci d'autant plus décevant que son objet (envisager l'ensemble de la pathologie mentale sous l'angle de la culpabilité, notion typiquement freudienne) reste fort attachant, et que son auteur, un des premiers propagateurs de la psychanalyse en France, nous a déjà donné de très intéressantes études sur le sentiment de culpabilité et les processus d'auto-punition [1].

Dès l'introduction, l'auteur se dit frappé par le fait que « la conduite morale fait partie intégrante de toute conduite humaine » et qu'en particulier « toute maladie mentale procède d'une structure qu'en dehors de ses aspects biologique et psychologique, présente une signification éthique, incluse dans sa signification humaine générale »; de plus. « les actes prétendus impulsifs ou instinctifs des psychopathes, comme leurs sentiments qualifiés de pénibles (telle l'angoisse) ou d'agréables (telle l'extase) ne se comprennent pas entièrement par leur timbre ou leur réso-

1. *Les Processus d'auto-punition*. Hesnard et Laforgue.

nance ou leur expressivité dits *affectifs*. Ils ne se comprennent que si l'on découvre leur signification humaine profonde : ...éthique ou de moralité — faute, accusation, punition, ou réaction de défense contre cette menace ».

Dans la première partie de son livre, M. Hesnard va donc « reprendre la description classique des faits morbides... mais spécialement sous l'angle particulier de leur signification de moralité ».

Si, dans ce chapitre consacré à la clinique des maladies mentales, l'auteur passe ainsi en revue les entités nosographiques traditionnelles en se contentant de les envisager sous un certain angle, toute l'ambition de son dessein va nous apparaître dans la deuxième partie, dite « psychiatrie éthique théorique ». Il s'agit, somme toute, de résoudre le Grand Problème qui inquiète, plus ou moins consciemment, tout psychanalyste d'aujourd'hui : intégrer les découvertes de Freud, que leur fécondité ne permet plus d'éluder — en les conciliant avec toutes les disciplines environnantes (psychiatrie proprement dite, psychologie normale et psychologie infantile) — à un système philosophique homogène où prendront aussi leur place sociologie, morale et esthétique.

Dans les névroses, la psychanalyse trouve son terrain le plus solide après cinquante années d'efficacité thérapeutique; passer de là aux psychoses est déjà singulièrement périlleux, puisque là, la technique psychanalytique classique se révélant inapplicable, l'investigation freudienne doit se borner à l'analyse d'un contenu. Continuer cette extrapolation vers la psychologie normale est plus difficile encore : M. Hesnard va se trouver obligé de sacrifier d'emblée la métapsychologie freudienne, tout au moins quant à son expression verbale, et de recourir à une nomenclature composite qui emprunte chacune de ses notions à un système différent : celle de *conduite* au behaviorisme « élargi »; celle de *structure* à la Gestalttheorie; celle de *comportement*, au sens de Merleau-Ponty, à la phénoménologie. Le résultat est malheureusement décevant, car à vouloir tout comprendre, nous ne comprenons très bien ni les parties ni le tout. Plus qu'à l'hétérogénéité des concepts, cela nous semble dû au fait qu'il y a, au cœur même de cet univers de la faute, une incertitude constante et grave quant au sens profond de cette dernière notion : M. Hesnard, en effet, ne distingue nulle part clairement ce qu'il désigne par là. Ce n'est pas seulement, si nous comprenons bien, le sentiment de culpabilité de Freud, sentiment lié aux représentations inconscientes d'une culpabilité infantile, refoulée, anachronique, et en tout cas pathologique, ni le sentiment normal et justifié d'enfreindre les lois du groupe social consciemment et volontairement. Ce n'est pas non plus, puisqu'il s'en défend [1], une culpabilité métaphysique inhérente à toute pensée humaine, puisque la conscience de notre libre arbitre est le sens de la Responsabilité et non de la Culpabilité (mais alors pourquoi remplacer culpabilité par Faute, où la majuscule doit bien avoir un sens?). Ce n'est jamais ni tout à fait l'un, ni tout à fait l'autre, mais tantôt l'un, tantôt l'autre, ou à la fois l'un et l'autre; jamais une synthèse, mais une confusion constante : « Le mythe sophocléen qui inspire entièrement (l'œuvre de Freud...) n'est-il pas essentiellement le mythe de la Culpabilité fatale? C'est lorsque le héros poursuivi par les Dieux découvre

1. Voir notamment p. 292.

que, meurtrier de Laïus, il a pénétré dans la couche de sa mère Jocaste, qu'il pratique l'auto-punition en se crevant les yeux et en quittant Thèbes pour errer dans l'opprobre et la misère ». La voilà bien, la confusion : Œdipe, ignorant que Laïus fut son père et Jocaste sa mère, comment peut-il être *coupable*? Il n'a pas pu ne pas agir ainsi, il sent sa liberté engagée néanmoins, il peut tout au plus se sentir *responsable*, victime de la *Fatalité* (et non de la Nécessité [1]. Freud, lui, ne s'y est pas trompé : pour lui Œdipe n'est pas seulement responsable, il est coupable puisque, à défaut d'intention consciente, il présuppose en lui, dans son inconscient, les instincts qui se trouvent précisément satisfaits par son acte incestueux; avec Freud nous comprenions, avec M. Hesnard nous ne comprenons plus...

Cette notion d'instinct (terme que, signalons-le en passant, les traducteurs de Freud n'utilisent plus, lui préférant celui de pulsion), Hesnard la rejette comme entachée de psychologie mécaniciste : « ...une telle conception peut se passer de l'intervention de ces grands leviers du psychodynamisme traditionnel que sont les instincts, forces psychiques, qui ne sauraient conserver désormais leur valeur de réalité scientifique... » Mais il faut bien la remplacer, si l'on peut dire : « sans doute on peut appeler instinctuelles certaines conduites, pour aider à leur compréhension métaphorique, mais en les définissant par leur signification particulière : conduites alimentaire, sexuelle, agressive, grégaire. L'instinct de vie de Freud « ne signifie rien de concret ». Mais alors, que nous propose l'auteur?

Quant à l'instinct de mort, ne cherchons pas plus longtemps : « il est incompréhensible par définition, puisque supposer qu'il y a un instinct, fait biologique, dont la finalité serait précisément le retour du vivant à l'état d'inertie des corps bruts, équivaudrait à dire que l'inertie des corps inanimés répond chez ceux-ci à un instinct satisfait! » C'est en effet si simple, qu'on se demande pourquoi il a tant été discuté à propos de cette notion, en équilibre dialectique avec la libido, introduite par Freud vers la fin de sa vie, parce qu'elle lui semblait indispensable pour la cohésion de toute son œuvre, et nécessaire pour comprendre à la fois l'agressivité fondamentale et le principe de répétition [2].

L'auteur fait grief à Freud de son « pansexualisme » (mais la libido, telle que ses derniers écrits la conçoivent, a-t-elle encore le caractère limité de pulsion sexuelle?); de la soumission des processus psychiques au principe de plaisir (l'hédonisme freudien), oubliant ainsi que ce dernier, lui aussi, ne prend un sens que par son équilibre dialectique avec un principe de réalité.

Pas d'inconscient non plus, accumulant comme un contenu les traces mnésiques plus ou moins profondes, plus ou moins refoulées, mais « une structuration progressive de l'ensemble des conduites ». Il n'y a aucun inconvénient à remplacer une image par une autre, une métaphore par une autre, mais encore faut-il que si nous perdons en simplicité d'expression, cela nous permette en compensation soit de mieux comprendre, soit de disposer d'une hypothèse de travail plus féconde. Or, remplacer l'inconscient par l'implicite n'a pas, que nous sachions, jusqu'ici apporté

1. Selon la distinction de J.-P. Sartre (*L'imaginaire*).
2. S. Freud, *Au delà du principe de plaisir*.

grand-chose, si ce n'est la satisfaction d'avoir abandonné une métaphore mécaniciste.

C'est avec sa discussion sur la notion freudienne de sur-moi que nous parvenons au centre des conceptions de M. Hesnard, puisqu'en psychanalyse c'est à elle que nous avons recours chaque fois qu'il s'agit de saisir la pathogénie du sentiment de culpabilité. Il est à remarquer tout de suite que ce qui nous est décrit là comme le sur-moi freudien correspond à la conception qu'en avait son auteur vers 1910 : il s'agit en effet exclusivement du résultat de l'identification de l'enfant au parent-rival menaçant lors de la liquidation du conflit œdipien; c'est-à-dire que, antérieurement à l'âge de quatre ans, il n'y a pas de sur-moi. Or, depuis une vingtaine d'années, nous savons que les conceptions des psychanalystes ont beaucoup évolué sur ce point, à la suite (après Freud lui-même) des travaux de l'école anglaise (en particulier Mélanie Klein) sur les névroses infantiles. Nous savons notamment que les névroses les plus graves sont la conséquence de conflits nettement antérieurs à la phase génitale de l'évolution, et qui montrent avec évidence l'existence d'un sur-moi contemporain des phases orales et anales, et se manifestent dès les premiers jours de la vie. Pourquoi avoir négligé cet apport, tout à fait capital, alors que ce n'est pas trop de dire qu'il a bouleversé la psychanalyse jusque dans sa technique? L'auteur nous le laisse entrevoir çà et là : « ...l'effet désorganisateur de l'intervention aveugle et maladroite des parents... la vie sociale, dit Naville, est faite d'interdictions... l'enfant n'est pas un être agressif, mais un être spontané. » La culpabilité n'est plus ainsi chez l'enfant *la signification qu'il donne à sa propre agressivité, secondairement retournée contre soi*, c'est seulement chez lui, dénuée de toute agressivité propre, une réaction au dressage... (mais pourquoi est-elle alors perçue comme angoisse et sentiment de culpabilité, puisqu'elle est parfaitement justifiée?). Bref, c'est le milieu extérieur qui en est totalement responsable, fût-ce après son intériorisation, et le milieu extérieur c'est la société. Il ne nous reste plus qu'à comprendre que cette société c'est la nôtre, et que certaines formes sociales futures et idéales sont inconcevables, où le problème de la névrose se trouverait résolu. Mais pour que ce paradis-sur-terre soit pensable, il est absolument nécessaire de croire que l'enfant est une table rase, un être essentiellement bon, que l'on rend mauvais malgré lui. L'universalité de l'Œdipe est déjà fort gênante, mais que dire de l'ambivalence fondamentale du nourrisson à l'égard du sein maternel, et comment réussir à l'expliquer par une forme particulière de société avec ou sans classes? N'en pas tenir compte est évidemment plus simple.

Que devient dans ces conditions le sens de la technique psychanalytique? Inutile désormais d'analyser l'agressivité puisqu'elle n'est qu'une réaction à un milieu extérieur défavorable; il va nous suffire de placer le malade dans un milieu plus propice, celui de l'analyse, et ses conflits vont se résoudre d'eux-mêmes, l'identification à l'analyste bienveillant va remplacer peu à peu l'identification ancienne, pathogène, au parent menaçant... Nous savons, hélas! qu'il n'en est pas ainsi et que l'agressivité du patient ne peut se détacher de lui-même qu'en se dirigeant sur la personne de l'analyste (transfert) d'où il est alors possible de la détourner progressivement vers des buts de plus en plus sublimés. Nous réussissons à l'*intégrer*,

jamais à la *supprimer*. Pour M. Hesnard, rien de toute cela : l'analyse n'est qu'une « entreprise de disculpation totale ». Bien sûr, elle est cela, et le psychanalyste classique ne cherche pas autre chose en obligeant son malade à découvrir peu à peu le caractère infantile de sa culpabilité. Mais ce n'est qu'un des multiples aspects du processus thérapeutique, et M. Hesnard néglige les autres. Quant à dire si la culpabilité ressentie par le névrosé est réelle ou irréelle, peu importe qu'elle ait été telle ou telle pour l'enfant : elle est anachronique, donc absurde chez l'adulte, cela suffit pour qu'elle soit pathogène, mais cela permet aussi au moi du malade de la liquider par la prise de conscience (insight).

Tout cela, quoi qu'il en soit, nous mène si loin de la psychanalyse, que nous ne l'apercevons plus guère. Un de ses ennemis les plus notoires ne s'y est pas trompé; le professeur Wallon, à qui M. Hesnard a curieusement demandé de préfacer son livre, écrit : « Hesnard a trop contribué, dans ce livre même, à dénoncer les mythes de la psychanalyse; lui, son introducteur en France, il lui a déjà fait trop franchir d'étapes pour qu'il s'arrête avant celle où seront complètement liquidés les derniers vestiges d'une idéologie irréaliste. »

L'Univers morbide de la Faute est un livre à retenir pour son apport positif : il souligne le rôle fondamental de la culpabilité dans la pathogénie des maladies mentales, — mais plus encore pour son apport négatif. L'échec qu'il représente, et que n'ont pu éviter ni la subtilité ni la culture de son auteur, est fort instructif. Il nous démontre en effet, aussi clairement qu'involontairement, que la psychanalyse est et reste une *discipline originale* : ses concepts, pour imprécis ou imparfaits qu'ils soient, ne peuvent ni se laisser réduire, ni se laisser traduire dans le langage d'une des théories psychologiques contemporaines, à plus forte raison dans un amalgame hétérogène de plusieurs d'entre elles. Ses postulats fondamentaux ne peuvent davantage s'intégrer tout à fait à une dogme religieux, philosophique ou politique préexistant, fût-il le matérialisme dialectique tel qu'il se trouve repensé là. Si l'auteur de *L'Univers morbide de la Faute* croit y parvenir, c'est en renonçant aux plus précieuses et aux plus dynamiques des acquisitions freudiennes.

M. Hesnard écrit souvent de telle ou telle notion psychanalytique qu'elle est *dépassée*; devant la curieuse tendance de plusieurs publications récentes à négliger les dernières pensées de Freud, et devant le fait que celles-ci laissent loin derrière elles bien des pensées plus récemment exprimées, Freud nous paraît bien plutôt *dépassant*, au point de rendre excusables tous ces retours à des positions plus confortables.

Dr A.-J. Monsalut.

Spectacles

Celles qu'on prend dans ses bras, pièce de *Henry de Montherlant*, au Théâtre Hébertot.

Le théâtre, pour la plupart des romanciers, est une occasion de parler enfin à deux voix et de ne pas se prononcer entre des attitudes contradictoires. Le dialogue n'a de sens que s'il s'équilibre, laissant le spectateur choisir. Autrement dit, le romancier écrit : « Jean avait raison de croire que... » là où le dramaturge devra se borner à faire dire à Pierre : « Jean, tu as raison! », laissant le public libre de penser que le jugement de Pierre est loin d'être infaillible.

Le théâtre classique, dont Montherlant se veut le continuateur, aboutit lui aussi à cet équilibre pathétique qui nous fera admirer Horace et aimer Curiace. Mais nous aimons autant Curiace que nous admirons Horace, sinon la scène s'effondrerait, Horace devenant un monstre inhumain, ou Curiace un pleutre. Malgré son goût pour la tradition cornélienne, Montherlant se sert du théâtre comme d'un porte-voix — un seul personnage, manifestement très proche de l'auteur, s'y bat contre des ombres assez mal dessinées, ou ridiculisées à plaisir. Ainsi, la silhouette immense de Ferrante écrase-t-elle, non seulement les courtisans, mais aussi Inès de Castro, l'infante, et le fils; ainsi et surtout (car la *Reine Morte* reste la pièce la mieux construite de cette œuvre) le personnage de Georges, dans *Fils de Personne*, étale-t-il sa qualité humaine devant des êtres d'une parfaite veulerie. Il ne reste plus qu'une manière d'équilibrer ce théâtre, de l'empêcher de tomber au monologue fastidieux, c'est de donner à la pièce une suite, où le personnage principal luttera avec le seul adversaire qui soit à sa taille : lui-même. C'est ainsi que l'héroïsme de Georges devient lâcheté, pour les spectateurs ahuris, qui s'étaient résignés à tolérer le professeur de mépris, en acceptant sa grandeur d'âme comme une donnée incontestable. Le public a eu raison de ne pas pardonner cette volte-face à l'auteur, et cependant, dans la ligne d'un orgueil qui ne croit qu'à lui-même, Montherlant n'avait plus d'autres procédés dramatiques à sa disposition, que de détruire la statue qu'il avait dressée.

Le défaut du théâtre porte-voix ou amplificateur se voit tout entier dans l'humeur de Montherlant à l'égard de la critique. Mettre en doute la qualité d'une seule pièce de son théâtre, c'est mettre en doute la qualité humaine de Montherlant lui-même. Voilà pourquoi le verdict rendu par la quasi-totalité de la critique contre *Demain il fera jour*, s'accompagnait d'indulgence. Après tout, pensait-on, ce drame est raté. Mais l'auteur nous a déjà donné assez de preuves de sa valeur : attendons! — Hélas!

la critique était naïve, Montherlant fonce dans la direction du signal rouge, qui signifie casse-cou, comme le jeune taureau sur la cape écarlate du toréador. Un retour en arrière est d'ailleurs impossible, l'écrivain s'est engagé tout entier dans une œuvre qu'il faudra accepter en bloc, ou refuser; et à laquelle se mêle indissolublement la sympathie ou l'antipathie qu'inspire le caractère de l'homme.

Le Démon du Bien est précédé d'une interview, où, après avoir affirmé que Costals n'est pas lui, bien qu'il partage certaines de ses opinions, l'auteur suscite cette réaction du journaliste : « Mais on dirait parfois que vous prenez plaisir à envenimer le malentendu, entre vous et votre public? Henri de Montherlant fait un geste évasif. »

En réalité, le problème est mal posé : Montherlant reproche au public de l'identifier avec un personnage qu'il a voulu rendre, par certains côtés, antipathique. Mais le déséquilibre que nous signalions dans son théâtre est particulièrement flagrant dans un roman comme *Les Jeunes Filles*. Hors le personnage de Costals, il n'y a personne. Solange Dandillot est vue à travers la hargne ou le mépris de Costals. Andrée Hacquebaut n'existe (plus spécialement dans le dernier volume) que par ses lettres. Nous ne voyons les jeunes filles que selon l'optique du mâle. Si Costals voit faux, le roman s'effondre. Montherlant, dans la plupart de ses écrits personnels, ne fait d'ailleurs que reprendre des arguments qui étaient déjà ceux de Costals. Le titre de *Celles qu'on prend dans ses bras*, est emprunté à une phrase de *Pitié pour les Femmes*. L'auteur tient d'ailleurs à nous rassurer : « L'aigre petite Villancy aura été de la bonne, de la seule race; la race de celles qu'on prend dans ses bras. » Rapprochons ce texte de celui-ci, que nous empruntons à une lettre d'Andrée Hacquebaut : « La Vierge du musée lapidaire, Andromaque tenant le fils d'Hector, les adieux de la jungle à Mowgli, Chartres, le Parthénon, tout cela, c'est de l'amour que cela est né, en fin de compte, de cet amour des hommes que les hommes savent donner autrement qu'en prenant dans leurs bras, mais, pour que l'art fasse passer en moi à plein l'amour dont il a été conçu, il faudrait y avoit été une fois, dans ces bras, savoir ce que c'est, pouvoir s'en fiche, si j'y avais été une fois, le monde de l'art m'était donné... »

Le drame de la femme, c'est que l'art passe par l'homme, *qui n'est pas dans ses bras*, qui se refuse à y être, au moins au moment de la création artistique, le plus important à ses yeux. La femme ne pourra comprendre l'art qu'en ayant connu l'homme. Deux races de femmes : la vierge et l'amante. La seconde seule est sauvée, mais elle est possédée par l'homme, elle ne pourra jamais le posséder. Ravier réussira à vaincre la résistance de Christine Villancy, mais, ne nous y trompons pas, « la bonne race », elle aussi, est maudite. Ravier ne peut que mépriser cette jeune fille qui se donne par opportunisme, et il se méprise lui-même en la prenant.

Si Costals, c'est malgré tout pour la plus grande part Montherlant. Ravier, c'est encore Costals, mais un Costals vieilli, un Costals qui s'est mis à ressembler au roi Ferrante. On essaie d'ailleurs, dès le premier acte, de nous suggérer l'idée d'une royauté moderne. Cet antiquaire s'étend complaisamment sur sa puissance. Tous les musées du monde lui doivent quelques-uns de leurs joyaux. Sa fortune est si grande qu'il se refuse à la compter. Ses relations lui permettent d'entraver le cours de la justice.

Quant à sa vieillesse, Mlle Villancy ne s'y trompe pas. Ce buste de lui, se plaît-elle à souligner, ce buste que nous aurons constamment sous les yeux, pour nous rappeler l'importance du personnage, c'est celui d'un être encore jeune, dont le visage, depuis, s'est décomposé sous les rides. Ravier sait bien qu'elle a raison. Il ne cache pas ses rides, il les étale. Il implore sa pitié, au nom de sa vieillesse. C'est par pitié que Costals se laissait fiancer à Solange Dandillot, c'est par pitié qu'il se résignait à donner un rendez-vous à Mlle Hacquebaut, et par une pitié qui s'attendrissait de savoir que Solange maigrissait et perdait ses dents. La carte décisive de Solange, c'est un ticket de pesée. Mais la pitié qu'une femme peut avoir d'un homme, Costals rougirait d'employer un tel chantage pour séduire une jeune fille. Certains critiques s'ébahissent de la naïveté de ce séducteur, qui commence par étaler sa fortune et sa puissance aux yeux d'une jeune fille pauvre. Un Don Juan n'aurait jamais fait cette erreur. Mais Ravier est le contraire d'un Don Juan. Don Juan comprend les femmes. Son suprême argument consiste à dire à celles qu'il veut vaincre : « Aucune femme n'a réussi à me donner ce que, peut-être, vous allez m'apporter. » Don Juan a le culte de la femme. Il la méprisera peut-être. Il commence par la séduire, c'est-à-dire, par se mettre à genoux devant elle. D'ailleurs, Ravier a-t-il eu des succès? La vieille fille qui lui sert de secrétaire, Mlle Andriot, nous affirme à maintes reprises que les femmes sont à ses pieds. Mais il est facile d'abuser une vieille fille sur ce point, surtout quand elle est elle-même à vos pieds. Ravier lui-même nous déclare qu'il a trois maîtresses et demie. Mais il ne nous cache pas qu'il les paie, et qu'elles sont « en service commandé ». Ce désir de payer les femmes est bien en harmonie avec le mépris qu'il éprouve envers elles. Mais n'est-ce pas, après tout, une forme d'impuissance? Au fait, Costals lui-même disait : « On paye les femmes pour qu'elles viennent, et on les paie pour qu'elles s'en aillent; c'est leur destinée. » Ne serait-ce pas aussi celle de certains hommes?

Quoi qu'il en soit, c'est sa tendresse, non son amour, que Ravier offre à celle qu'il a choisie : « Je vous offre mon amitié lorsqu'il n'y a rien d'amical pour vous sur la terre. » On conçoit mal Ravier offrant son amitié à qui serait comblé d'amis. Malgré ce désir qu'il a de donner quelque chose d'inestimable à une femme seule dans un monde hostile, c'est d'amitié qu'il s'agit, c'est-à-dire d'un sentiment jusque-là réservé aux hommes seuls, dans le sport ou dans la guerre. Parler d'amitié à une femme, encore une preuve que Costals a vieilli en devenant Ravier : « Ce qui me reste à vivre est court », nous dit-il. Par la suite, le refus de Christine va exaspérer les sens du vieil homme. A-t-il été sincère, en parlant d'amitié? — Sans doute, mais la jeune fille a refusé cette amitié. Désormais, il s'agit de la posséder, de la mépriser en la possédant. Mlle Andriot reçoit les confidences de son patron, qui a vite compris qu'elle l'aime sans espoir, et qui excite méchamment sa jalousie : « J'ai quelque goût pour les larmes vieillies, à mes heures. » Ne nous y trompons pas, c'est de sa vieillesse autant que de sa déception amoureuse, que Ravier se venge, sur cette vieille fille qui l'aime. Et, avec l'absence de Christine, vient la joie amère du renoncement : « Si le désir pouvait disparaître de ce monde, pour qu'elle ne soit pas menacée », et encore : « J'aime la haine qu'elle me porte. »

Ou bien : « C'est si bon d'aimer pour rien »... « Si elle cédait, je lui en voudrais ».... puis la révolte, le désir de tout terminer par un viol : « Que je la prenne et que ce soit fini ! » C'est assez l'avis du spectateur, lassé par ce « sempiternel monologue ».

Y a-t-il contradiction entre ces cris de vieillard lubrique et les déclarations d'amitié? — Nous ne le pensons pas. Une fois de plus, un seul personnage est en scène. Les femmes qui l'entourent sont des ombres. La seule lutte, la seule contradiction, est en lui-même : « Être parvenu à me décourager de la chair!... la chair, qui toute ma vie m'a sauvé! »

Et si le triomphe de Ravier semble total, lorsque la jeune fille, consentante, se laisse prendre entre ses bras, ne nous y trompons pas, ce qu'il lui chuchote à l'oreille, ce n'est pas sa joie amoureuse, ni un quelconque secret d'alcôve, c'est déjà le dégoût de celui qui a compris qu'il ne trouvera jamais la joie qu'il cherche dans la femme. Sa dernière parole est de mépris à l'égard de celle qui se donne. S'il avait réussi à l'obliger pour rien, et à la chasser après qu'elle se soit offerte, sans la toucher, il aurait gagné. Il accepte de l'étreindre, il la perd et il se perd.

Une analyse critique de ce drame dans la perspective des pièces et des romans passés nous inciterait probablement à trouver chez Montherlant un changement d'attitude. Il est symbolique que son mépris se retourne de plus en plus fréquemment contre les héros qui lui ressemblent. A cet égard, la destruction de Georges dans *Demain il fera jour* était déjà révélatrice. Celle de Costals par Ravier ne l'est pas moins. Après tout, le mépris qui arrive à se mépriser est plus sympathique que le mépris tout court. Mais si l'on supprime de cette tragédie les gloses innombrables dont l'auteur se plaît à entourer ses écrits, et la référence au reste de l'œuvre, il ne subsiste plus que beaucoup d'orgueil pour peu de choses, et beaucoup de mépris fort méprisable.

L'honneur cornélien est en définitive un meilleur ressort dramatique que le mépris et l'intransigeance. Pour être Corneille, il ne suffit pas de se prendre pour le Cid. « En prison, en prison pour cause de médiocrité! » criait Ferrante dans la *Reine Morte*. Montherlant, lui-même, dans *Service inutile*, puis dans *Solstice de Juin*, réclamait une censure « pour cause de médiocrité ».

Il est heureux pour lui que son public soit moins exigeant.

Jean-Henri Roy.



Justice est faite, film de *Charles Spaak et André Cayatte.*

L'importance — indéniable — de *Justice est faite* tient à divers motifs, tous extra-cinématographiques : citons, entre autres, l'attribution à ce film du grand prix de la Biennale de Venise 1950, qui le désigne à une audience mondiale, et le succès qu'il rencontre actuellement près du public français. Reste le plus important : *Justice est faite* se propose de nous exposer un problème, sinon de le résoudre. Au delà de la question de la valeur d'un jugement élaboré par un jury, c'est la justice elle-même, la

possibilité d'une justice juste qui est mise en question. Mise en question d'importance, on le voit, à laquelle Spaak et Cayatte ont procédé avec autant d'habilité que d'honnêteté. Ils ont choisi, comme prétexte, le jugement en Cour d'assises d'un cas d'euthanasie. Une jeune femme a, sur sa demande expresse (une lettre en témoigne), tué son amant souffrant depuis de longues années d'un cancer réputé incurable. Voilà bien là un « pur » cas d'euthanasie. Mais nos auteurs n'ont voulu en aucune manière évoquer le problème de la légitimité de l'euthanasie. Aussi apprendrons-nous que cette femme est ainsi devenue l'héritière d'une énorme fortune et, au cours du procès, qu'elle avait depuis quelque temps un autre amant, jeune peintre décorateur. Cependant la dignité de son attitude en audience, son apparente franchise, la clarté et la cohérence de ses explications nous permettent de croire à sa sincérité et à son innocence. On le voit, le cas choisi est un cas neutre, ouvert à toutes les hypothèses et, par là, irréductible (vu « les pièces » que nous possédons) à aucune d'elles. A peine une légère sympathie des auteurs à l'égard de l'accusée nous incline-t-elle à la clémence (au fait, peut-être n'est-ce là qu'une impression rigoureusement personnelle qu'il est ou non loisible de ressentir). Nous sommes nous-mêmes les jurés — nous ne pouvons pas plus qu'eux découvrir « la » vérité — c'est à un choix que nous sommes conviés. On pourrait ainsi objecter à l'élection d'un tel cas qu'il sous-entend la « morale » de ce film : une profession de scepticisme à l'égard de toute justice. Tout jugement porte en soi la nécessité d'un choix gratuit. D'un choix du moins qui ne saurait être entièrement déterminé par la seule considération des éléments auxquels il se rapporte. Il est sans doute vrai que l'élection d'un autre cas eût entraîné des défauts autrement graves : ainsi, par exemple, si nous avions pu être convaincus de l'innocence de cette femme, le film eût tourné à la pure et simple condamnation de la justice telle qu'elle est — et inversement, à sa glorification dans le cas contraire. Il semble donc que l'exposition de ce cas neutre « colle » du plus près qu'il est possible à la réalité.

Spaak et Cayatte ont voulu nous exposer, nous dévoiler les démarches des jurés commis à juger cette affaire. Ils nous ont montré ces jurés non seulement au tribunal, mais agissant, vivant au jour le jour dans leur vie privée, réagissant dans cette vie privée comme ils sont appelés à réagir au tribunal, ou, plus fréquemment, jugeant au tribunal selon les humeurs, les préjugés, en fonction des intérêts, de leur vie privée. Loin de délibérer en « leur âme et conscience » sur le point de savoir si objectivement cette femme est ou non coupable, ils décident de sa culpabilité selon leurs préoccupations de l'instant. Autrement dit, loin d'éprouver la question de la culpabilité de cette femme comme une possibilité de choix, de libre engagement individuel, la plupart d'entre eux se bornent à y appliquer des codes, des lois toutes faites qui sont celles de leur groupe social ou à en décider par quelque singulier mouvement d'humeur. Ce qui ne conduit pas cependant à les taxer d'hypocrisie. Ces jurés sont sincères : ils répondent, avec la meilleure conscience du monde, aux questions du jugement. Et c'est à peine si les termes absurdes du libellé du jugement, concluant au meurtre sous réserve de circonstances atténuantes, éveillent en certains d'entre eux des scrupules, des doutes quant à la légitimité de leur action.

L'écueil inévitable pour un tel film était celui du film à sketches. Pour

nous intéresser aux démarches de chacun des jurés, il fallait nous présenter ceux-ci différents les uns des autres, échantillons de diverses classes sociales. Là encore, l'habilité des auteurs, comme la justesse de ton qu'ils ont su obtenir de leurs interprètes, a réduit au minimum les inconvénients d'un tel artifice. Aussi ne peut-on que regretter l'épisode de l'imprimeur où la pénible folie de son jeune fils, par trop extérieure à l'action, nous donne l'impression d'être « surajoutée ».

Un autre reproche, de quelque importance, cette fois. Les auteurs de *Justice est faite* prétendent nous dévoiler les véritables mobiles qui déterminent la décision du jury. Compteraient-ils pour rien la portée du réquisitoire et des plaidoiries, plus encore, l'attitude du public? Sans doute Ch. Spaak et A. Cayatte ont-ils voulu éviter le poncif du « procès cinématographique » : jeu de répliques entre le ministère public et les avocats, effets de manches, grondements, mouvements de foule... Il reste que ces éléments comptent, et pour beaucoup, dans la décision finale des jurés. Il n'est qu'à songer, par exemple, au procès de l' « empoisonneuse » Paule Guillou, où ce fut le public qui emporta la condamnation. On pouvait inclure ces éléments dans le film : un souci de véracité absolue les eût détournés du poncif; le film eût gagné en crédibilité, voire en intérêt. C'était une façon d'animer, de faire participer à l'action les scènes du tribunal, trop mornes — les coups de théâtre exceptés.

Encore qu'il soit, comme on le voit, facile de souligner les partis pris, les faiblesses de ce film, il nous faut reconnaître que, loin d'être œuvre de propagande, *Justice est faite* dénonce avec bonheur, au-delà des problèmes de l'euthanasie, du jury populaire, le scandale de toute justice. Œuvre, non de partisan, mais d'objecteur de conscience.

Mais s'il est légitime, de ce point de vue, de souligner l'importance de ce film, il n'est pas moins légitime de marquer combien peu il appartient au « cinéma ». Pourrait-on rêver de deux films qui soient plus différents, par exemple, qu'*Orphée* et *Justice est faite*? *Orphée* est du cinéma : c'est-à-dire que, dans *Orphée*, fond et forme cinématographique sont étroitement liés, l'une légitimant l'autre. Dans *Justice est faite*, la part du cinéma est artifice. Il ne sert que de loupe, de lentille grossissante. L'histoire, la thèse données, Cayatte emploie le cinéma pour nous les rendre sensibles. Il les photographie, sur les visages, dans les intérieurs. Jamais, à aucun moment, il ne semble que Cayatte se soit préoccupé de donner à son récit une « épaisseur » cinématographique. Les épisodes se succèdent, selon les besoins de la thèse; Cayatte les soumet tous également au regard de la caméra. Il leur donne à tous la même valeur. Le film se déroule comme une partie de cartes, où tour à tour devant le spectateur s'abattent des figurines peintes de même taille et de même facture, dont le jeu décidera des victoires ou des échecs, selon un processus mathématique d'addition ou de soustraction. Ce qui est sensible dans la technique primitive dont il est fait usage : chaque épisode tend au gros plan, à la photographie du détail significatif— quant au problème posé. En sont absents tout récit, tout espace cinématographiques. D'où, sans doute, en dépit de l'intérêt qu'on peut prendre au film, cette impression de pauvreté, voire de truquage, qui l'emporte.

B. D.

Le cours des choses

L'INNOCENCE OUTRAGÉE

« *Monsieur,*

Vous voulez être romancier. C'est une noble ambition, car on dit que le genre présentement n'est pas en faveur auprès du public. Vous avez beaucoup d'imagination, beaucoup d'idées, beaucoup de projets. Vous m'en soumettez quelques-uns et vous me demandez : par lequel dois-je commencer?

Vous avez choisi un très mauvais conseilleur. J'admire profondément les personnes capables d'inventer des caractères et des événements, mais je suis incapable de les imiter. Il faut que chacun reste dans son métier.... » etc., etc.

(Suivent soixante lignes de conseils).

On a un peu l'impression, bien sûr, d'avoir déjà lu ça quelque part. Serait-ce dans le *Manuel du Parfait Académicien?* ou peut-être dans les « papiers » périodiques de nos malheureux grands hommes de plume, les jours où ils vont jusqu'à se rendre compte qu'ils n'ont décidément plus rien à dire?... Non. Ces lignes sont de M. Pierre Gaxotte, dans sa chronique du *Figaro*, à la date du 20 novembre 1950.

Et M. Pierre Gaxotte, qui applique au phénomène littéraire des compétences en économie politique puisées dans la lecture quotidienne des cours de la Bourse, prédit à son correspondant-prétexte que la tendance dominante ne tardera plus à s'inverser. « *Depuis cinq ou six ans, nous sommes à la nausée, à la mitraillette, au désespoir, aux draps sales, aux seaux de toilette, au mépris des lois et des familles, aux confidences provocantes, aux enfantillages pervers, au sadisme quand l'occasion s'en présente...* », mais notre historien se refuse courageusement à subir la moindre dépendance à l'égard des contingences historiques. Les camps de concentration et les fours crématoires, ça n'est tout de même pas une « occasion » suffisante pour que la littérature s'offre cet « enfantillage pervers » qui consiste à traiter le sadisme comme une réalité. Les mitraillettes, c'est la même chose... Quel homme de bonne compagnie se rappellerait encore comment sont faits ces engins-là, et à quoi ils pouvaient bien servir? Quant aux lois, il faut avoir l'esprit mal fait pour y trouver de nos jours quoi que ce soit de méprisable. Allons, convenez-en : les familles n'ont jamais été si exem-

plaires, le monde jamais si confortable, l'existence jamais si souriante — et si quelque nausée vous prend, ou quelque désespoir, ce sera pour vous être trop complaisamment penché sur votre seau de toilette. Mais précisément « *les seaux de toilette et les enfantillages pervers sont peut-être au nombre des valeurs menacées de déclin... L'année prochaine verra peut-être le krach de la nausée et la débâcle du sadisme* ». Car, de toute évidence, il ne s'agit de rien d'autre que d'une vogue passagère : « *Les mœurs, les goûts, les idées, les sentiments, tout change si vite... La propreté, l'amour honnête, la petite fleur bleue, la bonne humeur sont peut-être les vedettes de demain. Beaucoup de sujets délaissés reviendront un jour à la mode, les enfances heureuses, les enfants normaux, les parents affectueux, les catégories sociales où il n'est pas d'usage d'aller en prison pour vol ou pour détournement de mineure...* » Alors — enfin! — on se retrouvera en famille, avec un vrai public, un public d'honnêtes gens, capables d'apprécier les agréments de leur douce existence protégée : des gens suffisamment nantis et vertueux pour ne pas tolérer qu'on leur décrive ce monde sous d'autres espèces que celles « *de l'air pur et des petits oiseaux* ».

Allons, vous voyez bien, jeunes écrivains. Un de vos glorieux aînés vous en prévient charitablement : « *Tout peut arriver, Soyez prudents!* » Ne choisissez plus de ces sujets périmés d'où s'exhalent « *les mauvaises odeurs* », cessez de manifester cet intérêt morbide pour ce qui se passe à vos pieds, ou aux confins de *votre* monde. Laissez les victimes à leur place, la jeunesse délinquante dans ses prisons, les indigènes dans leur indigénat, les salariés dans leur salariat, et les fous dans leurs asiles. Faute de quoi on en viendrait bientôt à ne plus savoir distinguer les normaux des anormaux, ce qui est moral de ce qui ne l'est pas.

Et puis, de grâce, ne *provoquez* plus, avec vos confidences de mauvais goût, des « catégories sociales » qui ne demandent qu'à vivre en paix et qui poussent la discrétion jusqu'à préférer qu'on taise, jusqu'au bout, leur propre décadence et leurs déséquilibres. Tant de pudeur, n'est-ce pas respectable? Parfumez donc vos mouchoirs, plongez-vous dans le carnet mondain, et parlez-nous... des mariages d'amour.



Menant ainsi le bon combat, M. Pierre Gaxotte mène, il faut en convenir, un combat difficile : la perversion la plus radicale est habile à se dissimuler sous les apparences les plus saines... Fort heureusement, nous ne manquons pas d'hommes conscients du péril, soucieux de dépister le Mal et de le traquer — là même, là surtout, où le vulgaire ne s'était pas aperçu de sa sinistre présence. Tel M. Pierre Lassieur, qui a su percer à jour ce qu'il y a de maladif, de coupable et pour tout dire de profondément vicieux dans l'œuvre de Mme Colette :

« *Puis-je me permettre de dire que son œuvre, quelque excitante qu'elle apparaisse, n'est pas de celles qui appellent le respect?... Je m'explique : ses personnages sont dans l'ensemble d'une effroyable vulgarité — non pas seule-*

ment de gestes ou de mœurs, mais aussi d'âme. Il ne manque pas, me direz-vous, de héros vulgaire chez les plus grands auteurs; un Shakespeare, un Molière. Certes, mais Shakespeare et Molière, merveilleux marionnettistes, tirent comme ils veulent les fils de leurs pantins, et les dominent de cent coudées. On sent bien que l'homme qui a créé Tartuffe est infiniment supérieur.

Madame Colette, elle, baigne dans la même eau que ses personnages et l'on a l'impression que ce sont eux qui la dirigent plutôt que le contraire. Elle ne prend pas avec eux les distances qui seraient nécessaires, et cette familiarité la relègue fâcheusement au rang du commun des mortels.

Enfin, comment ne pas souligner, après « Chéri », la parenté littéraire qui la lie à Cocteau? Elle aurait (presque) pu écrire « Les parents » ou « Les enfants terribles », lui, pourrait être l'auteur de « Chéri ». Même morbidité des sens, même désordre des âmes, des corps et des choses, bref même odeur de pourriture... » (*Climats*, 17 août 1950).

Francis JEANSON.

Le Gérant : René JULLIARD.

Imprimerie CHANTENAY, PARIS-6e — Décembre 1950
Dépôt légal : 4e trim. 1950